

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 99 — 2600 [S - C - 99/09756]

13 JUIN 1999. — Arrêté royal portant création d'un service pour les aumôniers appartenant à un des cultes reconnus et pour les conseillers moraux auprès des établissements pénitentiaires et fixant leur statut administratif et pécuniaire

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 21, 37, 107 alinéa 2 et 181 de la Constitution;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 3 mars 1999;

Vu l'accord du ministre du Budget, donné le 8 juin 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il a été décidé sur demande conjointe du ministre du Budget et du ministre de la Fonction publique, formulée en date du 8 mai 1998, de supprimer les fonctions d'aumônier en chef, d'aumônier et d'aumônier adjoint dans le cadre du personnel des services extérieurs de la direction générale des établissements pénitentiaires et de les reprendre dans un arrêté royal séparé;

Sur la proposition de Notre ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1^{er}. Dans le présent arrêté, on entend par :

1° aumônier ou assistant pastoral : toute personne qui, en sa qualité de ministre d'un des cultes reconnus, offre une assistance religieuse et morale dans les établissements pénitentiaires;

2° remplacement : toute situation dans laquelle aucun aumônier, assistant pastoral ou conseiller moral adjoint n'étant présent dans l'établissement pénitentiaire, soit pour cause de maladie, de congé ou en cas d'absence pour toute autre raison, soit parce que cet établissement pénitentiaire ne dispose pas d'un aumônier, assistant pastoral ou conseiller moral adjoint reconnu, une personne reconnue sur base de l'article 3, § 3, est amenée à le remplacer.

CHAPITRE II. — Création d'un service pour les aumôniers, assistants pastoraux appartenant à un des cultes reconnus et pour les conseillers moraux auprès des établissements pénitentiaires

Art. 2. § 1^{er}. Il est créé au ministère de la Justice un service pour les aumôniers, assistants pastoraux et conseillers moraux auprès des établissements pénitentiaires.

§ 2. Ce service se compose d'aumôniers et d'assistants pastoraux appartenant à un culte reconnu et de conseillers moraux mentionnés à l'article 3, § 1^{er}, 7° offrant l'assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle.

Art. 3. § 1^{er}. Le cadre organique du service susmentionné est composé de la manière suivante :

1. Culte catholique romain :
 - Aumônier en chef : 1
 - Aumônier en chef adjoint : 2
 - Aumônier ou assistant pastoral : 34
2. Culte protestant :
 - Aumônier en chef : 1
 - Aumônier : 6
3. Culte israélite :
 - Aumônier ou assistant pastoral : 1
4. Culte orthodoxe :
 - Aumônier en chef : 1
 - Aumônier : 1

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 99 — 2600 [S - C - 99/09756]

13 JUNI 1999. — Koninklijk besluit houdende oprichting van een dienst voor aalmoezeniers behorende tot één van de erkende erediensten en morele consulenten bij de strafinrichtingen en tot vaststelling van hun administratief en geldelijk statuut

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 21, 37, 107 alinea 2 en 181 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 3 maart 1999;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting van 8 juni 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat op gezamenlijke vraag van de minister van Begroting en de minister van Ambtenarenzaken, gesteld op 8 mei 1998, beslist werd de betrekkingen van hoofdaalmoezenier, aalmoezenier en adjunct-aalmoezenier uit de personeelsformatie van de buitendiensten van het directoraat-generaal strafinrichtingen te lichten en in een afzonderlijk koninklijk besluit op te nemen;

Op de voordracht van Onze minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. In onderhavig besluit wordt verstaan onder :

1° aalmoezenier of pastoraal assistent : elkeen die als bedienaar van één van de erkende erediensten religieuze en morele bijstand verleent in de strafinrichtingen;

2° vervanging : telkenmale er in de strafinrichting, gezien er geen aalmoezenier, pastoraal assistent of adjunct moreel consulent aanwezig is, hetzij wegens ziekte, verlof of afwezigheid om andere redenen, hetzij er in die strafinrichting geen aalmoezenier, pastoraal assistent of adjunct moreel consulent erkend is, een persoon, erkend op basis van artikel 3 § 3, geroepen wordt om hem te vervangen.

HOOFDSTUK II. — Oprichting van de dienst voor aalmoezeniers, pastoraal assistenten behorende tot één van de erkende erediensten en moreel consulenten bij de strafinrichtingen

Art. 2. § 1. Bij het ministerie van Justitie wordt een dienst voor aalmoezeniers, pastoraal assistenten en moreel consulenten bij de strafinrichtingen opgericht.

§ 2. Deze dienst bestaat uit de aalmoezeniers en pastorale assistenten behorende tot een erkende eredienst en de moreel consulenten, vermeld in artikel 3, § 1, 7° die de morele dienstverlening verzorgen op basis van een niet-confessionele levensbeschouwing.

Art. 3. § 1. De personeelsformatie van de dienst is als volgt samengesteld :

1. Rooms-Katholieke eredienst :
 - Hoofdaalmoezenier : 1
 - Adjunct-Hoofdaalmoezenier : 2
 - Aalmoezenier of pastoraal assistent : 34
2. Protestantse eredienst :
 - Hoofdaalmoezenier : 1
 - Aalmoezenier : 6
3. Israëlitische eredienst :
 - Aalmoezenier of pastoraal assistent : 1
4. Orthodoxe eredienst :
 - Hoofdaalmoezenier : 1
 - Aalmoezenier : 1

5. Culte islamique :

- Conseiller musulman chef de service : 1
- Conseiller musulman : 2
- Conseiller musulman adjoint : 9

6. Laïcité :

- Conseiller moral chef de service : 1
- Conseiller moral : 2
- Conseiller moral adjoint : 10

§ 2. La mission d'aumônier, d'assistant pastoral ou de conseiller moral adjoint peut être assurée par plusieurs personnes, avec une prestation minimale de vingt pourcents;

§ 3. Un régime de vacation est applicable aux aumôniers du culte anglican. Les modalités de ce régime sont déterminées par le ministre de la Justice.

Art. 4. § 1^{er}. Pour pourvoir au remplacement d'un aumônier, d'un assistant pastoral ou d'un conseiller moral adjoint, des suppléants peuvent être reconnus conformément aux conditions prévues aux articles 5, § 3 et 6, § 3. Leur indemnisation sera établie sur base de l'article 28 du présent arrêté.

§ 2. Les bénévoles et les stagiaires ne sont pas repris dans l'effectif mentionné au § 1^{er} de l'article 3. Ils sont autorisés, conformément à l'article 7 et ont la même mission que les aumôniers, assistants pastoraux ou conseillers moraux adjoints, selon le cas. Les numéros 2°, 4°, 5° et 9° de l'article 16 ne leur sont pas applicables.

§ 3. Les fonctions citées au présent article ne peuvent pas être exercées par des membres du personnel de la Direction générale des Etablissements Pénitentiaires.

CHAPITRE III. — *Statut administratif des aumôniers, des assistants pastoraux appartenant à un des cultes reconnus, des conseillers moraux adjoints, des bénévoles et des stagiaires auprès des établissements pénitentiaires*

Section 1re. — Reconnaissance

Art. 5. § 1^{er}. Les aumôniers en chef et le conseiller musulman chef de service sont désignés par l'autorité compétente ou l'organe représentatif compétent et sont reconnus par le ministre de la Justice.

§ 2. Les aumôniers en chef adjoints et les conseillers musulmans sont, après avis respectivement de l'aumônier en chef ou du conseiller musulman chef de service désignés par l'autorité compétente ou l'organe représentatif compétent et sont reconnus par le ministre de la Justice.

§ 3. L'aumônier ou l'assistant pastoral dans les établissements pénitentiaires est le ministre d'un des cultes reconnus qui, après avis de l'aumônier en chef ou le conseiller musulman chef de service, est reconnu sur la proposition des autorités compétentes ou de l'organe représentatif compétent, par le ministre de la Justice, afin d'assurer l'exercice du culte et l'assistance religieuse et morale dans l'établissement pénitentiaire.

Art. 6. § 1^{er}. Le conseiller moral chef de service est désigné par l'organe représentatif compétent et est reconnu par le ministre de la Justice.

§ 2. Les conseillers moraux sont, après avis du conseiller moral chef de service, désignés par l'organe représentatif compétent et reconnus par le ministre de la Justice.

§ 3. Le conseiller moral adjoint dans les établissements pénitentiaires est reconnu, après avis du conseiller moral chef de service, sur la proposition de l'organe représentatif compétent, par le ministre de la Justice, afin d'assurer l'assistance morale dans l'établissement pénitentiaire sur la base d'une conception philosophique non confessionnelle.

Art. 7. L'autorisation de faire effectuer des prestations, conformément aux articles 5, § 3 et 6, § 3 par des bénévoles ou des stagiaires, est accordée par le ministre de la Justice ou par son représentant, sur proposition de l'autorité compétente ou de l'organe représentatif compétent.

Section 2. — Début de la mission

Art. 8. Le chef d'établissement remet à tout nouvel aumônier, assistant pastoral, conseiller moral adjoint, bénévole ou stagiaire un exemplaire du présent arrêté royal, de l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires, de l'arrêté ministériel du 21 juillet 1971 portant instructions générales pour les établissements pénitentiaires et le règlement d'ordre intérieur de l'établissement pénitentiaire.

5. Islamitische eredienst :

- Moslimconsulent hoofd van dienst : 1
- Moslimconsulent : 2
- Adjunct-moslimconsulent : 9

6. Vrijzinnigheid :

- Moreel consulent hoofd van dienst : 1
- Moreel consulent : 2
- Adjunct moreel consulent : 10

§ 2. De opdracht van aalmoezenier, pastoraal assistent en adjunct moreel consulent kan verzekerd worden door meerdere personen, met een minimale prestatie van twintig procent;

§ 3. Voor de aalmoezeniers van de Anglicaanse eredienst geldt een regime met vacaties. De modaliteiten van dit regime worden door de minister van Justitie vastgesteld.

Art. 4. § 1. Om te voorzien in de vervanging van een aalmoezenier, pastoraal assistent of adjunct moreel consulent kunnen plaatsvervangers erkend worden overeenkomstig de in artikel 5, § 3 en artikel 6, § 3 gestelde voorwaarden. Hun vergoeding wordt bepaald op basis van artikel 28 van onderhavig besluit.

§ 2. De vrijwilligers en stagiairs zijn niet in het in § 1 van artikel 3 vermelde kader opgenomen. Zij worden overeenkomstig artikel 7 gemachtigd en hebben dezelfde opdracht als de aalmoezeniers, pastoraal assistenten of adjunct moreel consulenten naargelang het geval. De nummers 2°, 4°, 5° en 9° van artikel 16 zijn niet op hen van toepassing.

§ 3. De in dit artikel genoemde functies mogen niet uitgeoefend worden door personeelsleden van het Directoraat-generaal Strafinrichtingen.

HOOFDSTUK III. — *Administratief statuut van de aalmoezeniers, pastoraal assistenten behorende tot één van de erkende erediensten, de adjunct moreel consulenten, de vrijwilligers en de stagiairs bij de strafinrichtingen*

Afdeling 1. — Erkenning

Art. 5. § 1. De hoofdaalmoezeniers en de moslimconsulent hoofd van dienst worden door de bevoegde overheid of het bevoegd representatief orgaan aangeduid en door de minister van Justitie erkend.

§ 2. De adjunct-hoofdaalmoezeniers en de moslimconsulenten worden, na advies van respectievelijk de hoofdaalmoezenier en de moslimconsulent hoofd van dienst aangeduid door de bevoegde overheid of het bevoegd representatief orgaan en door de minister van Justitie erkend.

§ 3. De aalmoezenier of pastoraal assistent in de strafinrichtingen is de bedienaar van één van de erkende erediensten, die, na advies van de hoofdaalmoezenier of de moslimconsulent hoofd van dienst, op voordracht van de bevoegde overheid of het bevoegd representatief orgaan, door de minister van Justitie wordt erkend om de uitoefening van de eredienst en de religieuze en morele bijstand in de strafinrichting te verzekeren.

Art. 6. § 1. De moreel consulent hoofd van dienst wordt door het bevoegd representatief orgaan aangeduid en door de minister van Justitie erkend.

§ 2. De moreel consulenten worden, na advies van de moreel consulent hoofd van dienst, door het bevoegd representatief orgaan aangeduid en door de minister van Justitie erkend.

§ 3. De adjunct moreel consulent in de strafinrichtingen wordt na advies van de moreel consulent hoofd van dienst, op voordracht van het bevoegd representatief orgaan, door de minister van Justitie erkend om in de strafinrichtingen de morele dienstverlening te verzorgen op basis van een niet-confessionele levensbeschouwing.

Art. 7. De machtiging tot het leveren van prestaties, overeenkomstig artikel 5, § 3 en artikel 6, § 3, door vrijwilligers en stagiairs wordt verleend door de minister van Justitie of zijn afgevaardigde, op voordracht van de bevoegde overheid of het bevoegd representatief orgaan.

Afdeling 2. — Aanvang van de opdracht

Art. 8. Het inrichtingshoofd overhandigt aan elke nieuwe aalmoezenier, pastoraal assistent, adjunct moreel consulent, vrijwilliger of stagiair een exemplaar van onderhavig koninklijk besluit, van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen, van het ministerieel besluit van 21 juli 1971 houdende algemene instructie voor de strafinrichtingen en het reglement van inwendige orde van de strafinrichting.

Il est établi un procès-verbal de cette remise qui, signé par le chef d'établissement et l'intéressé lui-même, est joint à son dossier individuel.

Art. 9. Pour tout nouvel aumônier, assistant pastoral, conseiller moral adjoint, bénévole ou stagiaire, l'aumônier en chef, ou le conseiller musulman chef de service ou le conseiller moral chef de service, envoie une fiche d'information au ministre de la Justice.

Toute modification de nature administrative ou familiale pouvant avoir une répercussion sur la rémunération de l'intéressé est immédiatement signalée au ministre de la Justice par l'aumônier en chef ou le conseiller musulman chef de service ou le conseiller moral chef de service.

Section 3. — Définition de la mission

Sous-section 1re. — Définition de la mission des aumôniers en chef, du conseiller musulman chef de service et du conseiller moral chef de service

Art. 10. L'aumônier en chef, le conseiller musulman chef de service, en ce qui concerne les aumôniers, les assistants pastoraux, les bénévoles et les stagiaires qui appartiennent à son culte et le conseiller moral chef de service en ce qui concerne les conseillers moraux adjoints, les bénévoles et les stagiaires qui assurent l'assistance morale, sont chargés de la mission qui leur est confiée par l'autorité compétente.

Leur mission comprendra entre autres les tâches suivantes :

1° Ils s'occupent de la gestion générale de leur mission auprès des établissements pénitentiaires, plus précisément en ce qui concerne l'organisation et le contenu de cette mission. Dans ce cadre, il leur est loisible d'organiser annuellement des journées d'étude ou de formation, en concertation avec la Direction générale des Etablissements pénitentiaires;

2° Comme mandatés de l'autorité compétente ou de l'organe représentatif compétent, ils communiquent au ministre de la Justice la décision de l'autorité compétente ou de l'organe représentatif compétent en ce qui concerne les demandes de reconnaissance ou d'autorisation, conformément aux dispositions des articles 5, 6 et 7 du présent arrêté. Il en va de même pour les mutations et la fin des missions;

3° Ils répondent aux questions qui leur sont posées par le ministre de la Justice. Ils peuvent en outre intervenir auprès de lui et lui soumettent deux fois par an un rapport sur l'application du présent arrêté. Ils sont informés de toutes modifications légales ou réglementaires.

Afin de pouvoir accomplir leurs missions, ils disposent des facultés suivantes :

1° Ils ont accès aux divers établissements pénitentiaires, ils visitent et inspectent les locaux et le matériel réservés à l'exercice de leur mission. A ces occasions, ils peuvent rendre visite aux détenus ayant signalé, par le biais du formulaire annexé à l'article 16 de l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires, leur volonté de recevoir la visite d'un aumônier, d'un assistant pastoral du culte reconnu auquel ils appartiennent ou d'un conseiller moral, ou d'assister à l'exercice de leur culte.

2° Ils peuvent participer à des activités à l'étranger ayant un rapport avec leur mission. Le régime des missions à l'étranger des agents de l'Etat, leur est applicable pour autant qu'ils aient obtenu l'accord préalable du ministre de la Justice.

Art. 11. Les articles 19 à 23 sont applicables à l'aumônier en chef, le conseiller musulman chef de service et le conseiller moral chef de service.

Sous-section 2. — Définition de la mission des aumôniers en chef adjoints, des conseillers musulmans et des conseillers moraux

Art. 12. Les aumôniers en chef adjoints et les conseillers musulmans, en ce qui concerne les aumôniers, assistants pastoraux, bénévoles ou stagiaires qui appartiennent à leur culte et les conseillers moraux, en ce qui concerne les conseillers moraux adjoints, les bénévoles et stagiaires qui assurent l'assistance morale, les bénévoles et stagiaires, sont chargés de la mission qui leur est confiée par l'autorité compétente ou l'organe représentatif compétent et qui comprendra entre autres les tâches suivantes :

1° Ils assistent l'aumônier en chef, le conseiller musulman chef de service ou le conseiller moral chef de service dans la gestion générale de leur mission auprès des établissements pénitentiaires, dans la formulation de leurs avis à l'autorité compétente ou à l'organe représentatif compétent dans le cadre des articles 5 et 6 du présent arrêté; ils constituent avec lui le bureau national;

Van de overhandiging wordt een proces-verbaal opgesteld dat, ondertekend door het inrichtingshoofd en door de betrokkene, gevoegd wordt bij zijn individueel dossier.

Art. 9. Voor elke nieuwe aalmoezenier, pastoraal assistent, adjunct moreel consulent, vrijwilliger of stagiair zendt de hoofdaalmoezenier of de moslimconsulent hoofd van dienst of de moreel consulent hoofd van dienst een inlichtingenblad toe aan de minister van Justitie.

Elke wijziging van administratieve of familiale aard die een weerslag kan hebben op de bezoldigingsregeling van betrokkene, meldt de hoofdaalmoezenier of de moslimconsulent hoofd van dienst of de moreel consulent hoofd van dienst onmiddellijk aan de minister van Justitie.

Afdeling 3. — Omschrijving van de opdracht

Onderafdeling 1. — Omschrijving van de opdracht van de hoofdaalmoezeniers, de moslimconsulent hoofd van dienst en de moreel consulent hoofd van dienst

Art. 10. De hoofdaalmoezenier, de moslimconsulent hoofd van dienst heeft, voor wat betreft de aalmoezeniers, pastoraal assistenten, vrijwilligers en stagiairs die tot zijn eredienst behoren en de moreel consulent hoofd van dienst, voor wat betreft de adjunct moreel consulenten, de vrijwilligers en stagiairs, die de morele dienstverlening verzorgen, de opdracht die hem door de bevoegde overheid of het bevoegd representatief orgaan wordt opgedragen.

Hun opdracht zal onder meer volgende taken omvatten :

1° Zij staan in voor het algemeen beheer van hun opdracht bij de strafinrichtingen, meer bepaald wat betreft de organisatie ervan en de inhoud. In dit verband mogen zij jaarlijks studie- of vormingsdagen organiseren in overleg met het Directoraat-generaal Strafinrichtingen;

2° Zij delen aan de minister van Justitie, als gemandateerde van de bevoegde overheid of van het bevoegd representatief orgaan, de beslissing van deze bevoegde overheid of dit bevoegd representatief orgaan wat betreft de voordrachten voor erkenning of machtiging, zoals geregeld in de artikelen 5, 6 en 7 van onderhavig besluit. Hetzelfde geldt voor de mutaties en het einde van de opdrachten;

3° Zij beantwoorden de vragen, hen gesteld door de minister van Justitie. Zij kunnen tevens bij hem tussenkomen en leggen hem tweemaal per jaar een rapport voor wat betreft de toepassing van onderhavig besluit. Zij worden op de hoogte gesteld van alle wettelijke en reglementaire bepalingen;

Teneinde hun taken te kunnen vervullen, beschikken zij over volgende voordelen :

1° Zij hebben toegang tot de diverse strafinrichtingen, bezoeken ze en inspecteren daar de voor de uitoefening van hun opdracht bestemde lokalen en materialen. Bij deze mogen zij de gedetineerden bezoeken die op het in bijlage van artikel 16 van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen, gevoegde formulier, hebben aangeduid dat zij het bezoek van een aalmoezenier, pastoraal assistent van zijn erkende eredienst of moreel consulent wensen of de beoefening van zijn eredienst wensen.

2° Zij kunnen deelnemen aan activiteiten in het buitenland die in relatie staan tot hun opdracht. Het regime van de zendingen naar het buitenland van het Rijkspersoneel is hierop van toepassing, voor zover zij voorafgaand het akkoord van de minister van Justitie hebben ontvangen.

Art. 11. De artikelen 19 tot en met 23 zijn van toepassing op de hoofdaalmoezenier, moslimconsulent hoofd van dienst en de moreel consulent hoofd van dienst.

Onderafdeling 2. — Omschrijving van de opdracht van de adjunct-hoofdaalmoezeniers, moslimconsulenten en moreel consulenten

Art. 12. De adjunct-hoofdaalmoezeniers en moslimconsulenten, voor wat betreft de aalmoezeniers, pastoraal assistenten, vrijwilligers en stagiairs die tot hun eredienst behoren en de moreel consulenten, voor wat betreft de adjunct moreel consulenten, de vrijwilligers en de stagiairs die de morele dienstverlening verzorgen hebben de opdracht die hen door de bevoegde overheid of het bevoegd representatief orgaan wordt opgedragen en welke onder meer volgende taken zal omvatten :

1° Zij staan de hoofdaalmoezenier, moslimconsulent hoofd van dienst of de moreel consulent hoofd van dienst bij in het algemeen beheer van hun opdracht bij de strafinrichtingen, in het geven van zijn advies aan de bevoegde overheid of het bevoegd representatief orgaan in het kader van de artikelen 5 en 6 van onderhavig besluit; samen met hem vormen zij het nationaal bureau;

2° Ils ont accès aux établissements pénitentiaires et s'informent des conditions de l'exercice de leur mission au sein de ces établissements et traitent les problèmes susceptibles de surgir dans le cadre de l'exercice de leur mission. Ils se chargent d'assurer la formation des aumôniers, assistants pastoraux et conseillers moraux.

3° Ils présentent deux fois par an au bureau national l'évaluation de l'exercice de leur mission au sein des établissements pénitentiaires du rôle linguistique auquel ils appartiennent. Le bureau national transmettra, à cette occasion, un rapport commun à l'autorité compétente ou l'organe représentatif compétent.

Art. 13. Les articles 19 à 23 sont applicables aux aumôniers en chef-adjoints, conseillers musulmans et conseillers moraux.

Sous-section 3. — Définition du mode d'exécution de la mission d'aumônier, d'assistant pastoral, de conseiller moral adjoint, de bénévole ou de stagiaire

Art. 14. § 1^{er}. Dès qu'il a connaissance du contenu du formulaire annexé à l'article 16 de l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires, dûment complété par le détenu, l'aumônier, l'assistant pastoral, le conseiller moral adjoint, le bénévole ou le stagiaire prend les mesures nécessaires.

§ 2. L'aumônier ou l'assistant pastoral se charge de l'exercice de son culte et préside les services religieux. L'aumônier, l'assistant pastoral, le conseiller moral adjoint, le bénévole ou le stagiaire remplit tous les devoirs de sa mission auprès des détenus qui en ont fait la demande au moyen du formulaire visé au § 1^{er}.

§ 3. L'aumônier, l'assistant pastoral, le conseiller moral adjoint, le bénévole ou le stagiaire visite les détenus qui en ont fait la demande au moyen du formulaire visé au § 1^{er}.

§ 4. L'aumônier, l'assistant pastoral, le conseiller moral adjoint, le bénévole ou le stagiaire fournit une assistance morale et/ou religieuse aux détenus qui en ont fait la demande au moyen du formulaire visé au § 1^{er}.

Art. 15. § 1^{er}. Le ministre du culte ou le conseiller moral adjoint peut, pour tout détenu décédé, procéder à une commémoration, pour autant que celui-ci ait signalé son désir de pratiquer ce culte ou d'avoir la visite du conseiller moral adjoint par le biais du formulaire annexé à l'article 16 de l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires.

§ 2. Pour tout membre du personnel de l'établissement décédé une commémoration à laquelle les parents et alliés proches peuvent assister peut être organisée par le ministre du culte ou le conseiller moral adjoint.

Art. 16. L'aumônier, l'assistant pastoral et le conseiller moral adjoint :

1° a accès à l'espace de vie individuel du détenu. Le chef de l'établissement prend les mesures nécessaires afin de faciliter cet accès et lui donne, si possible, les clés;

2° travaille en collaboration avec le chef d'établissement et les membres du personnel de l'établissement pénitentiaire;

3° est à la disposition des membres du personnel des établissements pénitentiaires qui le souhaitent;

4° peut consulter le dossier moral conformément à l'article 37 de l'arrêté royal du 21 mai 1965 portant règlement général des établissements pénitentiaires;

5° peut participer à la conférence du personnel, conformément à l'article 38 de l'arrêté royal susmentionné;

6° peut organiser une retraite religieuse ou morale, conformément à l'article 50 de l'arrêté royal susmentionné;

7° s'adresse au plus haut en rang en cas de problèmes ou de questions éventuel(le)s concernant l'exercice de sa mission et lui fait en outre rapport;

8° participe aux journées d'étude et de formation ainsi qu'aux réunions;

9° dispose d'un local adapté, muni d'un téléphone avec, si possible, une ligne extérieure;

10° reçoit les notes de service de l'établissement.

2° Zij hebben toegang tot de strafinrichtingen en informeren zich over de voorwaarden van de uitoefening van hun opdracht in deze en behandelen mogelijke problemen die zich in het kader van de uitoefening van hun opdracht kunnen voordoen. Zij staan in voor de opleiding van respectievelijk de aalmoezeniers, pastoraal assistenten en morele consulenten.

3° Zij stellen tweemaal per jaar de evaluatie van de uitoefening van de opdracht in de strafinrichtingen van hun taarol voor aan het nationaal bureau. Het nationaal bureau zal, naar aanleiding van deze voorstelling, een gemeenschappelijk rapport overmaken aan de bevoegde overheid of het bevoegd representatief orgaan.

Art. 13. De artikelen 19 tot en met 23 zijn van toepassing op de adjunct-hoofdaalmoezeniers, moslimconsulenten en de moreel consulenten.

Onderafdeling 3. — Omschrijving van de wijze van uitvoering van de opdracht van de aalmoezenier, pastoraal assistent, adjunct moreel consulent, vrijwilliger of stagiair

Art. 14. § 1. De aalmoezenier, pastoraal assistent, adjunct moreel consulent, vrijwilliger of stagiair neemt de nodige maatregelen vanaf de mededeling van de inhoud van het door de gedetineerde ingevuld, in bijlage van artikel 16 van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen gevoegd, formulier.

§ 2. De aalmoezenier of pastoraal assistent staat in voor de beoefening van zijn eredienst, leidt de godsdienstoefeningen. De aalmoezenier, pastoraal assistent, adjunct moreel consulent, vrijwilliger of stagiair vervult al de plichten van zijn opdracht bij die gedetineerden die er om gevraagd hebben, door middel van het in § 1 vermelde formulier.

§ 3. De aalmoezenier, pastoraal assistent, adjunct moreel consulent, vrijwilliger of stagiair bezoekt die gedetineerden die er om gevraagd hebben door middel van het in § 1 vermelde formulier.

§ 4. De aalmoezenier, pastoraal assistent, adjunct moreel consulent, vrijwilliger of stagiair geeft morele en/of religieuze bijstand aan die gedetineerden die er om gevraagd hebben door middel van het in § 1 vermelde formulier.

Art. 15. § 1. Voor elke overleden mag door de bedienaar van de eredienst of adjunct moreel consulent een herdenkingsplechtigheid gehouden worden, voor zover hij, op het, in bijlage van artikel 16 van het koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen, gevoegde formulier, heeft aangeduid deze eredienst te willen beoefenen of het bezoek van een adjunct moreel consulent te wensen.

§ 2. Voor elk overleden personeelslid van de inrichting mag door de bedienaar van de eredienst of adjunct moreel consulent een herdenkingsplechtigheid gehouden worden waarop de naaste bloed- en aanverwanten van de overledene mogen aanwezig zijn.

Art. 16. De aalmoezenier, pastoraal assistent en adjunct moreel consulent :

1° heeft toegang tot de individuele leefruimte van de gedetineerde. Het inrichtingshoofd neemt de nodige maatregelen om deze toegang te vergemakkelijken en geeft hem, indien mogelijk, de sleutels;

2° werkt samen met het inrichtingshoofd en de personeelsleden van de strafinrichting;

3° staat ter beschikking van het personeel van de strafinrichtingen die dit wensen;

4° heeft inzage in het zedelijkheidsdossier overeenkomstig artikel 37 van koninklijk besluit van 21 mei 1965 houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen;

5° kan deelnemen aan de personeelsconferentie overeenkomstig artikel 38 van hetzelfde koninklijk besluit;

6° mag een religieuze of morele bezinning organiseren overeenkomstig artikel 50 van hetzelfde koninklijk besluit;

7° richt zich tot de hoogste in rang bij eventuele problemen of vragen omtrent de uitoefening van zijn opdracht en legt tevens verantwoording af ten opzichte van deze;

8° neemt deel aan de studie- en vormingsdagen en samenkomsten;

9° beschikt over een aangepast lokaal, voorzien van een telefoon, met, indien mogelijk, een buitenlijn;

10° ontvangt de dienstnota's van de strafinrichtingen.

Section 4. — Absences

Art. 17. En cas de maladie ou d'absence pour toute autre raison, l'aumônier, l'assistant pastoral, le conseiller moral adjoint, l'aumônier en chef adjoint, le conseiller musulman et le conseiller moral en avertit immédiatement, selon le cas, l'aumônier en chef, le conseiller musulman chef de service ou le conseiller moral chef de service ainsi que le chef de l'établissement.

L'aumônier en chef, le conseiller musulman chef de service et le conseiller moral chef de service avertissent l'autorité compétente ou l'organe représentatif compétent et le chef de l'établissement en cas de maladie ou d'absence pour toute autre raison.

Art. 18. L'aumônier, l'assistant pastoral, le conseiller moral adjoint, l'aumônier en chef adjoint, le conseiller musulman et le conseiller moral signalent leurs congés à l'aumônier en chef, au conseiller musulman chef de service ou le conseiller moral chef de service. Ils en avertissent le chef de l'établissement simultanément.

L'aumônier en chef, le conseiller musulman chef de service et le conseiller moral chef de service signalent leurs congés auprès de l'autorité compétente ou l'organe représentatif compétent et le chef de l'établissement.

Section 5. — Fin de mission

Art. 19. Le ministre de la Justice met fin aux reconnaissances, ou le cas échéant aux autorisations, à la demande de l'autorité compétente ou de l'organe représentatif compétent, et peut y mettre fin à la demande du chef de l'établissement, après avoir recueilli l'avis de l'autorité compétente ou de l'organe représentatif compétent.

Section 6. — Dispositions particulières

Art. 20. § 1^{er}. Dans le cas où l'intérêt général de l'établissement pénitentiaire l'exige, le chef d'établissement peut temporairement refuser l'accès à son établissement à l'aumônier, à l'assistant pastoral, au conseiller moral adjoint, au bénévole ou au stagiaire.

§ 2. Le refus d'accès, motivé, est immédiatement notifié par écrit :

- 1° à l'intéressé;
- 2° à l'aumônier en chef, au conseiller musulman chef de service, au conseiller moral chef de service;
- 3° à l'autorité compétente ou l'organe représentatif compétent;
- 4° au ministre de la Justice.

§ 3. Dans un délai d'un mois, une concertation entre l'intéressé, l'aumônier en chef et son adjoint ou le conseiller musulman chef de service et son conseiller musulman ou le conseiller moral chef de service et son conseiller moral, le chef de l'établissement ou son délégué et un représentant de la Direction générale des Établissements pénitentiaires sera organisée.

Si les parties ne peuvent pas trouver un accord, elles formulent un avis au ministre de la Justice et le lui remettent dans les huit jours calendrier. Le ministre de la Justice prendra une décision dans le mois suivant la réception de l'avis.

La décision du ministre de la Justice est notifiée dans les huit jours calendrier :

- 1° à l'intéressé;
- 2° au chef de l'établissement concerné;
- 3° à l'aumônier en chef ou au conseiller musulman chef de service ou au conseiller moral chef de service;
- 4° à l'autorité compétente ou l'organe représentatif compétent.

Art. 21. Les aumôniers, les assistants pastoraux, les conseillers moraux adjoints, bénévoles et les stagiaires sont liés par le secret professionnel tant en ce qui concerne l'aspect fonctionnel de leur mission qu'en ce qui concerne les faits dont ils auraient connaissance en raison de cette mission.

Art. 22. Il est interdit aux aumôniers, assistants pastoraux et conseillers moraux adjoints, bénévoles et stagiaires :

1° de s'associer ou de prendre des intérêts, soit par eux-mêmes, soit sous le nom de leur conjoint ou par toute autre personne interposée, dans l'exploitation, la direction ou l'administration des entreprises en relation avec les établissements, ni d'avoir des relations d'intérêt avec le personnel de ces entreprises;

2° d'introduire dans l'établissement des boissons spiritueuses, sauf dans le cadre de l'exercice du culte ou tout produit nocif;

Afdeling 4. — Afwezigheden

Art. 17. In geval van ziekte of afwezigheid om andere redenen stelt de aalmoezenier, de pastoraal assistent, de adjunct moreel consulent, de adjunct-hoofdaalmoezenier, de moslimconsulent en de moreel consulent onverwijld, naargelang het geval de hoofdaalmoezenier, de moslimconsulent hoofd van dienst of de moreel consulent hoofd van dienst en het inrichtingshoofd hiervan in kennis.

De hoofdaalmoezenier, de moslimconsulent hoofd van dienst en de moreel consulent hoofd van dienst verwittigen de bevoegde overheid of het bevoegd representatief orgaan en het inrichtingshoofd in geval van ziekte of afwezigheid om andere redenen.

Art. 18. De aalmoezenier, de pastoraal assistent, de adjunct moreel consulent, de adjunct-hoofdaalmoezenier, de moslimconsulent en de moreel consulent delen hun verlof mede aan de hoofdaalmoezenier, moslimconsulent hoofd van dienst of de moreel consulent hoofd van dienst, naargelang het geval. Zij delen dit tegelijkertijd mede aan het inrichtingshoofd.

De hoofdaalmoezenier, de moslimconsulent hoofd van dienst en de moreel consulent hoofd van dienst delen hun verlof mede aan de bevoegde overheid of het bevoegd representatief orgaan en het inrichtingshoofd.

Afdeling 5. — Einde van de opdracht

Art. 19. De minister van Justitie stelt een einde aan de erkenningen of in voorkomend geval de machtigingen, op verzoek van de bevoegde overheid of het bevoegd representatief orgaan, en kan er een einde aan stellen op verzoek van het inrichtingshoofd, na advies van de bevoegde overheid of het bevoegd representatief orgaan te hebben ingewonnen.

Afdeling 6. — Bijzondere bepalingen

Art. 20. § 1. In het geval het algemeen belang van de strafinrichting het vereist, kan het inrichtingshoofd de aalmoezenier, pastoraal assistent, adjunct moreel consulent, vrijwilliger of stagiair tijdelijk de toegang tot de inrichting ontzeggen.

§ 2. De gemotiveerde beslissing tot ontzegging van de toegang wordt onverwijld schriftelijk meegedeeld :

- 1° aan de betrokkene;
- 2° aan de hoofdaalmoezenier of aan de moslimconsulent hoofd van dienst of aan de moreel consulent hoofd van dienst;
- 3° aan de bevoegde overheid of het bevoegd representatief orgaan;
- 4° aan de minister van Justitie.

§ 3. Binnen een termijn van één maand zal een overleg tussen betrokkene, de hoofdaalmoezenier en zijn adjunct of de moslimconsulent hoofd van dienst en zijn moslimconsulent of de moreel consulent hoofd van dienst en zijn moreel consulent, het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde en een vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal Strafinrichtingen georganiseerd worden.

Indien de partijen niet tot een akkoord komen, maken zij een advies op voor de minister van Justitie en zenden hem dit toe binnen de acht kalenderdagen. De minister van Justitie zal een beslissing nemen binnen de maand na de ontvangst van het advies.

De beslissing van de minister van Justitie wordt binnen de acht kalenderdagen meegedeeld :

- 1° aan de betrokkene;
- 2° aan het inrichtingshoofd;
- 3° aan de hoofdaalmoezenier of moslimconsulent hoofd van dienst of moreel consulent hoofd van dienst;
- 4° aan de bevoegde overheid of het bevoegd representatief orgaan.

Art. 21. De aalmoezeniers, pastorale assistenten, adjunct moreel consulenten, vrijwilligers of stagiairs zijn gebonden door het beroepsgeheim zowel in verband met het functioneel aspect van hun opdracht als met betrekking tot de feiten die zij bij de uitoefening van deze opdracht mochten hebben vernomen.

Art. 22. Het is de aalmoezeniers, pastoraal assistenten, adjunct moreel consulenten, vrijwilligers of stagiairs verboden :

1° zelf of onder de naam van hun echtgenoot of enig ander tussenpersoon deel te nemen of aandeel te nemen in de exploitatie, het bestuur of het beheer van ondernemingen die met de inrichtingen in zakenrelatie staan, of tot eigen voordeel betrekkingen te onderhouden met het personeel van die ondernemingen;

2° geestrijke dranken, behalve in het kader van de eredienst of enig schadelijk product in de inrichting binnen te brengen;

3° d'introduire quelque personne que ce soit à l'intérieur de l'établissement sans autorisation;

4° d'utiliser, si ce n'est dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leur mission, un quelconque objet appartenant à l'Etat;

5° de fournir, sans autorisation expresse du ministre de la Justice, des renseignements ou attestations relatifs soit aux détenus soit à l'organisation des divers services.

Art. 23. Les aumôniers, les assistants pastoraux, les conseillers moraux adjoints, bénévoles ou stagiaires ne peuvent avoir avec les détenus d'autres rapports que ceux qui sont justifiés par leur mission.

Il leur est défendu :

1° dans le cadre de l'exercice de leur mission ou pour toute autre raison d'accepter d'un détenu ou d'une personne agissant en sa faveur, des dons, gratifications, avantages quelconques ou promesses, de faire des dons, gratifications, promesses ou de fournir des avantages quelconques à un détenu ou une personne agissant en sa faveur;

2° d'introduire dans l'établissement ou d'en faire sortir des objets destinés ou appartenant à des détenus ou de se charger pour eux d'aucune commission sans l'autorisation du directeur;

3° d'acheter ou de vendre, de prêter ou d'emprunter quoi que ce soit aux détenus;

4° d'employer à leur service particulier, hors les cas spécialement autorisés par le ministre de la Justice, des détenus ou les conjoints, parents ou alliés de ceux-ci;

5° de faciliter ou de tolérer toute communication irrégulière des détenus, soit à l'intérieur, soit avec l'extérieur;

6° de servir d'intermédiaire entre les détenus et les personnes de l'extérieur, hormis leur famille et leurs proches, d'entretenir en leur faveur des correspondances ou de délivrer des attestations quelconques les concernant;

7° de communiquer à l'extérieur de l'établissement et spécialement aux parents et amis des détenus, des renseignements qui pourraient mettre en péril la sécurité de l'établissement;

8° de promettre aux détenus des grâces, des réductions de peine, une libération conditionnelle ou d'autres faveurs;

9° d'influencer les détenus dans le choix de leurs défenseurs ou conseils.

CHAPITRE IV. — Statut pécuniaire des aumôniers, assistants pastoraux appartenant à un des cultes reconnus et des conseillers moraux auprès des établissements pénitentiaires

Art. 24. Les traitements annuels des fonctions, citées à l'article 3, § 1^{er}, sont fixés conformément aux montants mentionnés ci-après pour la fonction citée et avec application des règles en vigueur dans la fonction publique pour l'octroi d'ancienneté et l'indexation :

— Aumônier en chef, conseiller musulman chef de service et conseiller moral chef de service : traitement unique 894.104.

— Aumônier en chef adjoint, conseiller musulman et conseiller moral : traitement unique 822.867.

— Aumônier, assistant pastoral et conseiller moral adjoint : traitement unique 677.320 et après huit ans d'ancienneté de service dans les services extérieurs de la Direction générale des Etablissements pénitentiaires 822.867.

Art. 25. Les personnes, qui remplissent les fonctions mentionnées dans l'article 24, sont engagées sous le régime applicable aux agents contractuels de l'Etat.

Art. 26. Les personnes rémunérées conformément à l'article 24, bénéficient du régime des pensions de retraite et de survie applicable aux agents contractuels.

3° zonder toelating iemand in de inrichting binnen te brengen;

4° enig aan de Staat toebehorend voorwerp te gebruiken, behalve indien dit geschiedt in of naar aanleiding van de uitoefening van hun opdracht;

5° zonder uitdrukkelijke toestemming van de minister van Justitie inlichtingen of getuigenschriften over te maken betreffende ofwel gedetineerden, ofwel de organisatie van de verschillende diensten.

Art. 23. De aalmoezeniers, pastoraal assistenten, adjunct moreel consulenten, vrijwilligers of stagiairs mogen met de gedetineerden geen andere betrekkingen hebben dan hun opdracht wettigt.

Het is hen verboden :

1° in het kader van de uitoefening van hun opdracht of om welke reden ook giften, gratificaties of welke voordelen dan ook en beloften te aanvaarden van een gedetineerde of van iemand die te zijner gunste optreedt, dan wel giften, gratificaties of welke voordelen dan ook en beloften te doen voor een gedetineerde of voor iemand die te zijner gunste optreedt;

2° voorwerpen die voor gedetineerden bestemd zijn of hun toebehoren binnen of buiten de inrichting te brengen of boodschappen voor hen te verrichten zonder de toelating van het inrichtingshoofd;

3° om het even wat van de gedetineerden te kopen of te ontfemen, dan wel aan hen te verkopen of te lenen;

4° buiten de gevallen waarvoor de minister van Justitie een bijzondere toelating heeft verleend, gedetineerden of echtgenote, bloed- of aanverwanten ervan in eigen dienst te nemen;

5° om het even welke onregelmatige mededeling van de gedetineerden, hetzij binnen de inrichting, hetzij met de buitenwereld, te vergemakkelijken of te gedogen;

6° als tussenpersoon op te treden tussen de gedetineerden en personen van buiten, behalve hun familie en verwanten, te hunnen behoeve briefwisseling te voeren of attesten over hen af te geven;

7° buiten de inrichting en in het bijzonder aan verwanten en vrienden van de gedetineerden inlichtingen te verstrekken die de veiligheid van de inrichting in het gedrang kunnen brengen;

8° aan de gedetineerden genade, strafvermindering, voorwaardelijke invrijheidstelling of andere gunsten te beloven;

9° de gedetineerden te beïnvloeden bij de keuze van hun verdedigers of raadslieden.

HOOFDSTUK IV. — Geldelijk statuut van de aalmoezeniers, pastoraal assistenten behorende tot één van de erkende erediensten en de moreel consulenten bij de strafinrichtingen

Art. 24. De jaarwedden van de in artikel 3, § 1, opgesomde functies worden vastgelegd overeenkomstig de tegenover de hierna opgesomde functies vermelde bedragen met toepassing van de geldende regels binnen het openbaar ambt inzake anciënniteitstoekenning en indexering :

- Hoofdaalmoezenier, moslimconsulent hoofd van dienst en moreel consulent hoofd van dienst : vaste wedde 894.104.

- Adjunct-Hoofdaalmoezenier, moslimconsulent en moreel consulent : vaste wedde 822.867.

- Aalmoezenier, pastoraal assistent en adjunct moreel consulent : vaste wedde 677.320 en na acht jaar dienstanciënniteit in de buitendiensten van Directoraat-generaal Strafinrichtingen 822.867.

Art. 25. De personen, die de in artikel 24 vermelde functies vervullen, worden aangeworven overeenkomstig de bepalingen geldig voor het contractueel personeel van de Staat.

Art. 26. De overeenkomstig artikel 24 bezoldigde personen genieten de regeling inzake rust- en overlevingspensioenen die van toepassing is op de contractuele ambtenaren.

Art. 27. En ce qui concerne les frais médicaux et d'hospitalisation et de la perte salariale qui en résulterait, les dispositions de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public sont applicables aux bénévoles.

Art. 28. L'indemnisation du suppléant visé à l'article 4, § 1^{er}, du présent arrêté est fixée à 1/360 du salaire annuel de l'aumônier, assistant pastoral ou conseiller moral adjoint, contre un minimum de 5 heures prestées.

Art. 29. L'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours est applicable aux aumôniers, assistants pastoraux et conseillers moraux adjoints et leurs remplaçants.

L'aumônier en chef et le conseiller musulman chef de service sont assimilés au rang 13; l'aumônier en chef adjoint, le conseiller musulman, le conseiller moral, l'aumônier, l'assistant pastoral et le conseiller moral adjoint sont assimilés au rang 10.

Art. 30. Sont abrogés :

— l'arrêté royal du 14 août 1972 réglant l'octroi d'une allocation aux conseillers moraux en activité dans les établissements pénitentiaires;

— l'arrêté royal du 6 janvier 1976 réglant l'octroi d'une allocation aux aumôniers suppléants du culte protestant en activité dans les établissements pénitentiaires;

— l'arrêté ministériel du 11 janvier 1957 fixant la rétribution des aumôniers des cultes autres que les cultes catholique et protestant.

Art. 31. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1999.

Art. 32. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Art. 27. De bepalingen van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekte in de overheidssector zijn, wat betreft de medische en hospitalisatiekosten en het weddeverlies dat hieruit zou voortvloeien, van toepassing op de vrijwilligers.

Art. 28. De vergoeding van de in artikel 4, § 1, van onderhavig besluit vermelde plaatsvervanger wordt bepaald op 1/360 van de jaarwedge van de aalmoezenier, pastoraal assistent of adjunct moreel consulent, waarbij ten minste vijf uur prestatie werd geleverd.

Art. 29. Het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten is van toepassing op de aalmoezeniers, pastorale assistenten en adjunct moreel consulenten en hun plaatsvervangers.

De hoofdaalmoezenier, moslimconsulent hoofd van dienst en de moreel consulent hoofd van dienst wordt gelijkgesteld met een rang 13; de adjunct-hoofdaalmoezenier, moslimconsulent, moreel consulent, de aalmoezenier, pastoraal assistent en adjunct moreel consulent wordt gelijkgesteld met een rang 10.

Art. 30. Worden opgeheven :

- het koninklijk besluit van 14 augustus 1972 tot toekenning van een vergoeding aan de geestelijke raadslieden in dienst bij de strafinrichtingen;

- het koninklijk besluit van 6 januari 1976 tot toekenning van een vergoeding aan de plaatsvervangend aalmoezeniers van de protestantse eredienst werkzaam bij de strafinrichtingen;

- het ministerieel besluit van 11 januari 1957 waarbij een vergoeding voorzien wordt voor de bedienaars van andere erediensten dan de katholieke en de protestantse.

Art. 31. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1999.

Art. 32. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 99 — 2601

[99/22205]

12 FEVRIER 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 14 décembre 1987 fixant les modalités et le délai de communication par le gestionnaire de l'hôpital de la situation financière des résultats d'exploitation, du rapport du réviseur d'entreprise et de tous renseignements statistiques se rapportant à son établissement

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, notamment l'article 86;

Vu l'arrêté royal du 14 décembre 1987 fixant les modalités et le délai de communication par le gestionnaire de l'hôpital de la situation financière des résultats d'exploitation, du rapport du réviseur d'entreprise et de tous renseignements statistiques se rapportant à son établissement.

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il existe une demande du secteur hospitalier de modifier les données statistiques à transmettre au Ministère;

Considérant qu'il est urgent d'adapter ces données à l'évolution des programmes de soins, aux nouveaux appareillages utilisés et à la gestion de la qualité;

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 99 — 2601

[99/22205]

12 FEBRUARI 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 december 1987 houdende bepaling van de regels en de termijn volgens dewelke de beheerder van het ziekenhuis mededeling doet van de financiële toestand, van de bedrijfsuitkomsten, van het verslag van de bedrijfsrevisor en van alle statistische gegevens die met zijn inrichting verband houden

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, inzonderheid op artikel 86;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 augustus 1987 houdende bepaling van de regels en de termijn volgens dewelke de beheerder van het ziekenhuis mededeling doet van de financiële toestand, van de bedrijfsuitkomsten, van het verslag van de bedrijfsrevisor en van alle statistische gegevens die met zijn inrichting verband houden;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Overwegende dat er een vraag van het ziekenhuiswezen bestaat om de aan het Ministerie over te zenden statistische gegevens te wijzigen;

Overwegende dat het dringend noodzakelijk is deze gegevens aan te passen aan de evolutie van de zorgprogramma's, de nieuwe apparatuur die wordt gebruikt en het kwaliteitsbeheer;

Considérant qu'il est urgent d'informer au plus tôt les gestionnaires d'hôpitaux des nouveaux renseignements statistiques qui leur seront demandés;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Dans l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 14 décembre 1987 fixant les modalités et le délai de communication par le gestionnaire de l'hôpital de la situation financière des résultats d'exploitation, du rapport du réviseur d'entreprise et de tous renseignements statistiques se rapportant à son établissement, les points 1 à 9 sont remplacés par les points suivants :

- « 1° données à caractère général;
- 2° données relatives aux programmes de soins, services médicaux et médico-techniques, fonctions et sections;
- 3° données relatives à la fonction ambulatoire;
- 4° données relatives à l'organisation et à la gestion de la qualité. »

§ 2. Les points 1 à 9 de l'annexe 5 du même arrêté royal sont remplacés par les dispositions annexées au présent arrêté.

§ 3. Le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions peut expliciter le contenu des données statistiques demandées dans l'annexe au présent arrêté et fixer les modalités de récolte et de transmission de ces données au Ministère.

Art. 2. Les données visées à l'article 1^{er} qui se rapportent à l'année civile écoulée et pour la première fois à l'année 1999 seront communiquées avant le 1^{er} octobre de l'année 2000; à partir de l'année 2001, les données seront communiquées avant le 1^{er} mai de l'année suivant l'année à laquelle ces données se rapportent.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre de la Santé publique et des Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,
M. COLLA
La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

ANNEXE 5

I. Données à caractère général

1. Caractéristiques générales de l'établissement.
2. Ressources humaines.
3. L'organisation hospitalière.
4. Activités sociales.
5. L'informatique et télématique médicale.
6. Le dossier du patient.

II. Données relatives aux programmes de soins, services médicaux et médico-techniques, fonctions et sections

1. Données relatives à l'imagerie.
2. Données relatives à la médecine nucléaire in vivo.
3. Données relatives au laboratoire.
4. Données relatives à l'anatomopathologie.
5. Données relatives aux soins d'urgences.

Overwegende dat het dringend noodzakelijk is de beheerders van de ziekenhuizen zo spoedig mogelijk in kennis te stellen van de nieuwe statistische inlichtingen die hen gevraagd zullen worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. In het artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit van 14 december 1987 houdende bepaling van de regels en de termijn volgens dewelke de beheerder van het ziekenhuis mededeling doet van de financiële toestand, van de bedrijfsuitkomsten, van het verslag van de bedrijfsrevisor en van alle statistische gegevens die met zijn inrichting verband houden, worden de punten 1 tot 9 vervangen door onderstaande punten :

- « 1° gegevens van algemene aard;
- 2° gegevens met betrekking tot de zorgprogramma's, medische en medisch-technische diensten, functies en afdelingen;
- 3° gegevens met betrekking tot de ambulante functie;
- 4° gegevens met betrekking tot de organisatie en het beheer van de kwaliteit. »

§ 2. De punten 1 tot 9 van bijlage 5 van hetzelfde koninklijk besluit worden vervangen door de bij dit besluit gevoegde bepalingen.

§ 3. De Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, kan de inhoud van de gevraagde statistische gegevens, gevraagd in de bijlage bij onderhavig besluit, nader omschrijven alsmede de regels vastleggen volgens welke de gegevens verzameld en aan het Ministerie overgezonden moeten worden.

Art. 2. De in artikel 1 bedoelde gegevens die betrekking hebben op het voorbije kalenderjaar en voor de eerste maal op het jaar 1999 worden meegedeeld vóór 1 oktober van het jaar 2000; vanaf het jaar 2001, zullen de gegevens meegedeeld worden vóór 1 mei, volgend op het jaar waarop de gegevens betrekking hebben.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Volksgezondheid en Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 februari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA
De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

BIJLAGE 5

I. Gegevens van algemene aard

1. Algemene kenmerken van de instelling.
2. Human resources.
3. De ziekenhuisorganisatie.
4. Sociale activiteiten.
5. De medische informatica en telematica.
6. Het patiëntendossier.

II. Gegevens met betrekking tot de zorgprogramma's, medische en medisch-technische diensten, functies en afdelingen

1. Gegevens met betrekking tot de beeldvorming.
2. Gegevens met betrekking tot de nucleaire geneeskunde in vivo.
3. Gegevens met betrekking tot het laboratorium.
4. Gegevens met betrekking tot de pathologische anatomie.
5. Gegevens met betrekking tot de spoedgevallenzorg.

6. Données relatives au bloc opératoire.
7. Données relatives à la pharmacie.
8. Données relatives à la stérilisation.
9. Données relatives à la banque de sang et à la transfusion.
10. Données relatives à la banque de tissus.
11. Données relatives à la mère et au nouveau-né.
12. Données relatives à la médecine de la reproduction.
13. Données relatives à l'enfant.
14. Données relatives à la mort subite du nourrisson.
15. Données relatives aux soins intensifs.
16. Données relatives aux unités aseptiques et isolement.
17. Données relatives à la transplantation d'organes.
18. Données relatives à la néphrologie.
19. Données relatives aux interventions cardiaques.
20. Données relatives à l'oncologie.
21. Données relatives aux soins palliatifs.
22. Données relatives à la neurochirurgie.
23. Données à la psychiatrie.
24. Données relatives au patient gériatrique.
25. Données relatives aux services Sp.
26. Données relatives à la réadaptation fonctionnelle.
27. Données relatives aux grands brûlés.

28. Données relatives aux psychologues dans l'hôpital.

III. Données relatives à la fonction ambulatoire

1. Données relatives à la polyclinique.
2. Données relatives à l'hospitalisation de jour.
3. Si la chirurgie ambulatoire est une activité de l'hôpital de jour.

IV. Données relatives à l'organisation et la gestion de la qualité

1. L'assurance de qualité.
2. Organisation et gestion générale de la qualité.
3. La qualité du service au patient.
4. La qualité du service au généraliste.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 14 décembre 1987.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,
M. COLLA

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

6. Gegevens met betrekking tot de operatieafdeling.
7. Gegevens met betrekking tot de apotheek.
8. Gegevens met betrekking tot de sterilisatie.
9. Gegevens met betrekking tot de bloedbank en de transfusies.
10. Gegevens met betrekking tot de weefselbank.
11. Gegevens met betrekking tot moeders en pasgeborenen.
12. Gegevens met betrekking tot de reproductieve geneeskunde.
13. Gegevens met betrekking tot het kind.
14. Gegevens met betrekking tot de wiegendoed.
15. Gegevens met betrekking tot de intensieve zorg.
16. Gegevens met betrekking tot de aseptische- en isoleereenheden.
17. Gegevens met betrekking tot de orgaantransplantaties.
18. Gegevens met betrekking tot de nefrologie.
19. Gegevens met betrekking tot de hartoperaties.
20. Gegevens met betrekking tot de oncologie.
21. Gegevens met betrekking tot de palliatieve zorg.
22. Gegevens met betrekking tot de neurochirurgie.
23. Gegevens met betrekking tot de psychiatrie.
24. Gegevens met betrekking tot de geriatrie patiënten.
25. Gegevens met betrekking tot de Sp-diensten.
26. Gegevens met betrekking tot de revalidatie.
27. Gegevens met betrekking tot de patiënten met zware brandwonden.

28. Gegevens met betrekking tot de psychologen in het ziekenhuis.

III. Gegevens met betrekking tot de ambulante functie

1. Gegevens met betrekking tot de polikliniek.
2. Gegevens met betrekking tot de daghospitalisatie.
3. Als de ambulante heekunde een activiteit is van het dagziekenhuis.

IV. Gegevens met betrekking tot de organisatie en het beheer van de kwaliteit

1. Kwaliteitsbewaking.
2. Organisatie en algemeen beheer van de kwaliteit.
3. De kwaliteit van de dienstverlening aan de patiënt.
4. De kwaliteit van de dienstverlening aan de huisarts.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 14 december 1987.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid en Pensioenen,
M. COLLA

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

F. 99 — 2602

[99/22624]

9 JUIN 1999. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 fixant les règles selon lesquelles le budget des moyens financiers, le quota de journées de séjour et le prix de la journée de séjour sont déterminés pour les initiatives d'habitation protégée

La Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, et modifiée par la loi du 30 décembre 1988, notamment l'article 6 et l'article 9bis;

Vu l'arrêté royal du 10 juillet 1990 rendant certaines dispositions de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, applicables à des initiatives d'habitation protégée et aux associations d'institutions et de services psychiatriques;

Vu l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 fixant les règles selon lesquelles le budget des moyens financiers, le quota de journées de séjour et le prix de la journée de séjour et le prix de la journée de séjour sont déterminés pour les initiatives d'habitation protégée, modifié par les arrêtés ministériels des 13 juillet 1992, 30 décembre 1992, 13 décembre 1993, 26 novembre 1996, 11 mars 1997 et 20 mai 1997;

N. 99 — 2602

[99/22624]

9 JUNI 1999. — Ministerieel besluit houdende wijziging van het ministerieel besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de regelen volgens dewelke het budget van financiële middelen, het quotum van verblijfdagen en de prijs per verblijfdag voor initiatieven van beschut wonen worden bepaald

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987 en gewijzigd door de wet van 30 december 1988, inzonderheid op artikel 6 en artikel 9bis;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 juli 1990, waarbij sommige bepalingen van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, toepasselijk worden verklaard op de initiatieven van beschut wonen en op de samenwerkingsverbanden van psychiatrische instellingen en diensten;

Gelet op het ministerieel besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de regelen volgens dewelke het budget van financiële middelen, het quotum van verblijfdag voor initiatieven van beschut wonen worden bepaald, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 13 juli 1992, 30 december 1992, 13 december 1993, 26 november 1996, 11 maart 1997 en 20 mei 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifiées par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 10 mai 1999 et l'accord du Ministre du Budget du 28 mai 1999;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter sans tarder le budget des moyens financiers des initiatives d'habitation protégée afin de tenir compte des décisions en matière de résumé psychiatrique minimum, de fonction médicale et d'ancienneté du personnel et qu'il convient d'en informer sans tarder les gestionnaires,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, *b*), de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 fixant les règles selon lesquelles le budget des moyens financiers, le quota de journées de séjour et le prix de journée de séjour sont déterminés pour les initiatives d'habitation protégée, est remplacé par les dispositions suivantes :

« *b*) pour les coûts du personnel :

Au 1^{er} janvier 1999 respectivement 194 282 F par place d'habitation protégée pour 2/3 du nombre de places et 259 043 F pour 1/3 du nombre de places;

Art. 2. A l'article 1 de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 précité, il est ajouté les points *c*) et *d*) libellés comme suit :

c) Au 1^{er} septembre 1998, pour l'enregistrement du résumé psychiatrique minimum, 100 000 F (index au 1^{er} septembre 1998) par initiative d'habitation protégée augmentés de 2 000 F (index au 1^{er} septembre 1998) par place d'habitation protégée.

Pour conserver le bénéfice de ce financement, il y a lieu de fournir la preuve que deux membres du personnel au moins de l'initiative d'habitation protégée ont suivi les cours d'enregistrement organisés par le Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement.

En cas de non-transmission dans le délai imposé ou de transmission partielle ou non conforme des données visées à l'arrêté royal du 20 septembre 1998 déterminant les règles suivant lesquelles des données statistiques minimales psychiatriques pour les initiatives d'habitation protégée doivent être communiquées au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions, il est adressé à l'institution par envoi recommandé, un rappel fixant un nouveau délai de 30 jours prenant cours à la date d'envoi du recommandé, le cachet de la poste faisant foi, pour la communication des dites données.

Si à l'expiration de ce dernier délai, il est constaté que le gestionnaire n'a pas donné la suite voulue, une réduction de 10 % du budget des moyens financiers de l'initiative d'habitation protégée sera appliquée à partir du 1^{er} du mois qui suit la date d'expiration du délai et jusqu'au moment où les renseignements demandés seront en possession du Département. Pour fixer la durée de la sanction, tout mois entamé est considéré comme mois entier.

d) Au 1^{er} janvier 1999, pour la fonction médicale :

— 270 000 F (index au 1^{er} janvier 1999) pour les initiatives comptant au maximum 20 places;

— 450 000 F (index au 1^{er} janvier 1999) pour les initiatives comptant au maximum 40 places;

— 540 000 F (index au 1^{er} janvier 1999) pour les initiatives comptant au maximum 60 places;

— 630 000 F (index au 1^{er} janvier 1999) pour les initiatives comptant au maximum 80 places;

— 720 000 F (index au 1^{er} janvier 1999) pour les initiatives comptant au maximum 100 places;

— 810 000 F (index au 1^{er} janvier 1999) pour les initiatives comptant plus de 100 places.

Bruxelles, le 9 juin 1999.

Mme M. DE GALAN

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gezien het advies van de Inspectie van Financiën op 10 mei 1999 en het akkoord van de Minister van Budget van 28 mei 1999;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het budget van financiële middelen voor de initiatieven van beschut wonen onverwijld moet worden aangepast om met de maatregelen inzake de minimum psychiatische gegevens, de medische functie en de anciënniteit van het personeel rekening te houden en dat de beheeders zonder verwijl hiervan op de hoogte worden gebracht,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1, *b*), van het ministerieel besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de regelen volgens dewelke het budget van financiële middelen, het quotum van de verblijfdagen en de prijs per verpleegdag voor initiatieven van beschut wonen worden bepaald, wordt door het volgende vervangen :

« *b*) voor de personeelskosten :

Per 1 januari 1999 respectieftijk 194 282 F per plaats van beschut wonen voor 2/3 van het aantal plaatsen en 259 043 F voor 1/3 van het aantal plaatsen;

Art. 2. Aan artikel 1 van het voornoemd ministerieel besluit van 10 juli 1990, worden de punten *c*) en *d*) toegevoegd, opgesteld als volgt :

c) Per 1 september 1998, voor de registratie van de minimale psychiatische gegevens 100 000 F (index op 1 september 1998) per initiatief van beschut wonen en verhoogd met 2 000 F (index op 1 september 1998) per plaats van beschut wonen.

Om van deze financiering te kunnen genieten, dient het bewijs te worden geleverd dat tenminste twee personeelsleden van het initiatief beschut wonen de registratiecursus hebben gevolgd, georganiseerd door het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu.

Ingeval dit niet wordt doorgestuurd binnen de voorgeschreven termijn, of ingeval van gedeeltelijke overdracht of niet-conformiteit aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 20 september 1998 dat de regels bepaalt volgens dewelke de minimale psychiatische statistische gegevens voor de initiatieven beschut wonen aan de Minister, die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheden heeft, moeten worden medegedeeld, wordt aan de instellingen per aangetekend schrijven een herinneringsbrief verstuurd die een nieuwe termijn van 30 dagen vaststelt, beginnende op de verzendingsdatum van het aangetekend schrijven, de stempel van de post dient als bewijs voor de mededeling van de genoemde gegevens.

Indien na verloop van deze laatste termijn wordt vastgesteld dat de beheerder niet het gewilde gevolg heeft gegeven, zal een vermindering van 10 % op het budget van financiële middelen van het initiatief beschut wonen worden toegepast, vanaf de eerste van de maand die volgt op het verloop van de termijn tot op het ogenblik dat de gevraagde inlichtingen in het bezit zijn van het Departement. Om de duur van de sanctie vast te stellen zal iedere lopende maand worden beschouwd als volledige maand.

d) Per 1 januari 1999, voor de medische functie :

— 270 000 F (index per 1 januari 1999) voor de initiatieven met maximum 20 plaatsen;

— 450 000 F (index per 1 januari 1999) voor de initiatieven met maximum 40 plaatsen;

— 540 000 F (index per 1 januari 1999) voor de initiatieven met maximum 60 plaatsen;

— 630 000 F (index per 1 januari 1999) voor de initiatieven met maximum 80 plaatsen;

— 720 000 (index per 1 januari 1999) voor de initiatieven met maximum 100 plaatsen;

— 810 000 F (index per 1 januari 1999) voor de initiatieven met meer dan 100 plaatsen.

Brussel, 9 juni 1999.

Mevr. M. DE GALAN

COUR D'ARBITRAGE

F. 99 — 2603

[C — 99/21336]

Arrêt n° 67/99 du 17 juin 1999

Numéro du rôle : 1339

En cause : le recours en annulation partielle du décret de la Région wallonne du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, introduit par la s.a. des Charbonnages du Borinage en liquidation et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges H. Boel, L. François, G. De Baets, E. Cerexhe et R. Henneuse, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. Objet du recours

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 20 mai 1998 et parvenue au greffe le 25 mai 1998, un recours en annulation partielle du décret de la Région wallonne du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine (publié au *Moniteur belge* du 12 février 1998) a été introduit, pour cause de violation des règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'État, des communautés et des régions et des articles 10 et 11 de la Constitution, par la s.a. des Charbonnages du Borinage en liquidation, dont le siège social est établi à 7340 Colfontaine, rue des Alliés 115, P. Devleminck, demeurant à 7850 Enghien, rue Belle 9, P. Verhaert, demeurant à 2280 Grobbendonk, Kasteelstraat 9, J. Ronvaux, demeurant à 5000 Namur, avenue Albert Ier 145, J. De Graeve, demeurant à 8400 Ostende, Oude Molenstraat, et l'a.s.b.l. Association nationale des géomètres-experts immobiliers (ANGE), dont le siège social est établi à 1852 Grimbergen, Grote Heirbaan 19.

II. La procédure

Par ordonnance du 25 mai 1998, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 13 juillet 1998, le président en exercice a prorogé jusqu'au 30 septembre 1998 le délai pour introduire un mémoire.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 13 juillet 1998; l'ordonnance du 13 juillet 1998 a été notifiée par les mêmes lettres.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 16 juillet 1998.

Des mémoires ont été introduits par :

- le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 22 septembre 1998;
- le Gouvernement wallon, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, par lettre recommandée à la poste le 30 septembre 1998.

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 6 octobre 1998.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

- les requérants, par lettre recommandée à la poste le 28 octobre 1998;
- le Conseil des ministres, par lettre recommandée à la poste le 30 octobre 1998;
- le Gouvernement wallon, par lettre recommandée à la poste le 5 novembre 1998.

Par ordonnances des 29 octobre 1998 et 28 avril 1999, la Cour a prorogé respectivement jusqu'aux 20 mai 1999 et 20 novembre 1999 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 13 janvier 1999, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 17 février 1999.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 15 janvier 1999.

A l'audience publique du 17 février 1999 :

- ont comparu :

- . Me P. Vande Castele, avocat au barreau de Bruxelles, pour les requérants;
- . Me M. Mahieu, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;
- . Me V. Thiry, avocat au barreau de Liège, pour le Gouvernement wallon;
- les juges-rapporteurs E. Cerexhe et H. Boel ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. Les dispositions attaquées

L'article 1^{er} attaqué du décret de la Région wallonne du 27 novembre 1997 dispose :

« Le livre premier, à l'exception du chapitre VI du titre IV, le livre II et le livre III, à l'exception des titres IV et V, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine sont remplacés par le texte suivant : [...] »

Suivent alors 184 nouveaux articles du Code précité parmi lesquels l'article 11, lui aussi attaqué, repris sous le chapitre VI du titre premier ainsi libellé :

« *Des agréments et des subventions*

Art. 11. Le Gouvernement agréé, selon les critères et la procédure qu'il arrête, les personnes physiques ou morales, privées ou publiques, qui peuvent être chargées de l'élaboration ou de la révision des schémas, des plans d'aménagement, des règlements d'urbanisme ou des permis de lotir.

[...] »

Enfin, l'article 19 attaqué du décret du 27 novembre 1997 précise que :

« Le présent décret entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*. »

IV. *En droit*

- A -

Requête

Quant à l'intérêt

A.1.1. La première partie requérante, la s.a. des Charbonnages du Borinage en liquidation, possède diverses propriétés, en ce compris la surface des mines. Elle est directement concernée par le décret du 27 novembre 1997 et par ses arrêtés d'exécution. Ainsi, ses propriétés peuvent être vendues ou louées pour une durée de plus de neuf ans par voie de lotissement. Elle fera appel à diverses personnes pour diligenter les procédures liées aux permis de lotir. Celles-ci y interviennent comme indépendants à titre accessoire, quand bien même elles seraient également membres du personnel, comme l'est P. Devleminck, deuxième partie requérante, qui est géomètre-expert juré. Il n'est pas exclu qu'elle fasse aussi appel à un géomètre qui ne posséderait pas un des diplômes visés à l'article 282, § 1^{er}, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine (ci-après : C.W.A.T.U.P.).

Les deuxième, troisième, quatrième et cinquième requérants sont des géomètres inscrits au tableau des géomètres qui ont intérêt à contester l'article 11 du Code précité, lequel habilite le Gouvernement wallon à conférer à autrui les compétences réservées aux géomètres-experts jurés de l'Institut professionnel des géomètres (I.P.G.).

S'agissant de la dernière partie requérante, dont l'article 3 des statuts lui commande de défendre la profession des arpenteurs et des géomètres, elle a intérêt à attaquer le décret du 27 novembre 1997, qui détermine les effets juridiques attachés aux diplômes de géomètre.

A.1.2. Le Gouvernement wallon fait valoir qu'en se bornant à invoquer sa qualité de propriétaire de biens susceptibles d'être vendus ou loués par voie de lotissement, la première partie requérante ne justifie pas de l'intérêt requis pour agir devant la Cour, son intérêt étant purement hypothétique.

En qualité de géomètres inscrits au tableau des géomètres I.P.G., les deuxième, troisième et quatrième requérants ne justifient pas de l'intérêt requis pour agir à l'encontre d'une disposition décrétales qui se limite à prévoir que le Gouvernement wallon est habilité à agréer, selon les critères et la procédure qu'il arrête, les personnes physiques ou morales qui peuvent être chargées de l'élaboration ou de la révision des schémas, des plans d'aménagement, des règlements d'urbanisme ou des permis de lotir. Cette disposition décrétales n'a pas en elle-même une incidence défavorable sur le droit de porter le titre de géomètre, ni même sur l'exercice de la profession. Par ailleurs, de nombreux griefs formulés dans la requête portent sur les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 1998, qui échappe au contrôle de la Cour.

La quatrième partie requérante est une association sans but lucratif qui, selon l'article 3 de ses statuts, a pour objet social de défendre la liberté entière de l'exercice de la profession d'arpenteur, de géomètre-arpenteur, de géomètre-expert immobilier et de géomètre des mines. La disposition décrétales entreprise n'a pas en elle-même une incidence défavorable sur l'exercice de ces professions.

Sur la portée du recours

A.2.1. Tant le Conseil des ministres que le Gouvernement wallon font valoir que même s'il se limite à attaquer trois dispositions du décret wallon du 27 novembre 1997, le recours semble bien tendre à l'annulation d'autres dispositions, et en particulier des articles 279 à 283 du même « nouveau » C.W.A.T.U.P., tels qu'ils ont été insérés par un arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 1998. Ces dispositions, qui ont fait l'objet d'un arrêt de suspension n° 47.949 prononcé le 3 juillet 1998 par la XIII^{ème} chambre des référés du Conseil d'Etat, sont de nature réglementaire et non législative, en sorte qu'à défaut de confirmation par un décret, la Cour n'est pas compétente pour statuer sur leur constitutionnalité ou leur légalité.

Il y a donc lieu d'examiner le recours uniquement en ce qu'il tend à l'annulation des articles 1^{er} et 19 du décret du 27 novembre 1997, qui rendent applicable, à partir du 1^{er} mars 1998, un nouvel article 11 au C.W.A.T.U.P.

A.2.2. Les parties requérantes rétorquent qu'elles ne demandent pas l'annulation des articles 279 à 283 du C.W.A.T.U.P., même s'il est incontestable que l'annulation des dispositions décrétales emportera l'annulation ultérieure desdites dispositions réglementaires.

Quant au fond

A.3. Deux moyens sont pris à l'appui du recours en annulation dont le premier est divisé en deux branches.

Sur le premier moyen

A.4.1. La première branche du premier moyen est prise de la violation des règles répartitrices de compétences et en particulier des articles 1^{er}, 39 et 134 de la Constitution, combinés avec les articles 6, § 1^{er}, I et VI, 10 et 19 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et avec le principe de la loyauté fédérale, en ce que l'article 11 du nouveau C.W.A.T.U.P. prévoit que seront agréées, selon les critères et une procédure arrêtés par le Gouvernement wallon, les personnes physiques ou morales, privées ou publiques qui peuvent être chargées de l'élaboration ou de la révision des schémas, des plans d'aménagement, des règlements d'urbanisme ou des permis de lotir, alors que, par une telle procédure d'agrément, il est porté atteinte à la compétence exclusive de l'autorité fédérale de régler les conditions d'accès à la profession et les conditions d'exercice de celle-ci; qu'en particulier, seule l'autorité fédérale est compétente pour arrêter les conditions d'exercice de la profession d'arpenteur, de géomètre-expert immobilier ou de géomètre-expert juré.

A.4.2. Le Conseil des ministres se réfère à la sagesse de la Cour quant à cette première branche.

A.4.3. Le Gouvernement wallon fait valoir que la compétence conférée aux régions par l'article 6, § 1^{er}, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 inclut celle de prévoir le principe de l'agrément des auteurs de projets concernant la confection ou la révision des plans, des schémas, des règlements ou des permis de lotir et, partant, de fixer les critères et la procédure de cet agrément.

La disposition litigieuse n'a pas en elle-même pour objet de fixer les conditions d'accès à une quelconque profession.

Elle n'arrête pas davantage les conditions dans lesquelles la profession de géomètre peut et doit être exercée : le moyen manque donc en fait.

C'est donc au juge administratif ou judiciaire qu'il appartient de vérifier si, en adoptant l'arrêté du 5 mars 1998, le Gouvernement wallon a éventuellement empiété sur les compétences dévolues à l'autorité fédérale par cette disposition de la loi spéciale.

A supposer même que le principe de loyauté fédérale soit une règle répartitrice de compétences dont la Cour pourrait assurer le contrôle - *quod non* -, encore faut-il constater que les requérants n'exposent pas en quoi ce principe serait susceptible d'être violé par la disposition décrétalement entreprise.

A.4.4. Dans son mémoire en réponse, le Conseil des ministres estime que la première branche du premier moyen doit s'apprécier en droit et non pas en fait et doit, partant, être déclarée fondée. En effet, dans l'arrêt n° 88/95 du 21 décembre 1995, la Cour a précisé que la compétence fédérale en matière de conditions d'accès à la profession comprend notamment le pouvoir « d'édicter des règles générales ou des exigences de capacités propres à l'exercice de certaines professions et de protéger certains titres professionnels ». Les régions ne peuvent mettre à charge de certaines professions des conditions supplémentaires à leur exercice, spécialement quand les conditions d'accès à la profession ont déjà été fixées par la loi fédérale ou en vertu de celle-ci. Inversement, les régions ne peuvent davantage ouvrir, à des personnes ne satisfaisant pas aux conditions requises pour exercer une profession réglementée, l'accès à des activités réservées à cette profession par la loi fédérale ou en vertu de celle-ci.

Le décret attaqué viole ces deux exigences : d'une part, il impose aux géomètres-experts immobiliers satisfaisant aux conditions prévues par l'arrêté royal du 18 janvier 1995 une condition spéciale pour l'exercice des activités visées par le décret attaqué, condition autre que celles qui résultent de la législation et de la réglementation fédérales; cette condition est, en l'espèce, l'exigence d'un agrément. D'autre part, le décret attaqué permet d'ouvrir à des personnes ne satisfaisant pas aux conditions prévues par l'arrêté royal du 18 janvier 1995, l'accès à des activités réservées par la législation et la réglementation fédérales aux seuls géomètres-experts immobiliers. La circonstance qu'il s'agirait en l'espèce d'une réglementation accessoire à une compétence principale, ce que soutient le Gouvernement wallon dans son mémoire en réponse, à savoir l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, est indifférente dans la mesure où la réglementation de l'accès à la profession est une compétence réservée au législateur fédéral, sans que la Région wallonne puisse invoquer le recours aux pouvoirs implicites au sens de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980.

A.5.1. La seconde branche du premier moyen est prise de la violation des articles 10, 11 et 23 de la Constitution en ce que l'article 11 du nouveau C.W.A.T.U.P. habilite désormais le Gouvernement wallon à agréer, selon les critères qu'il arrêtera, les personnes physiques ou morales qui peuvent être chargées de l'élaboration, de la révision ou de la modification des schémas, des plans d'aménagement, des permis de lotir et des règlements d'urbanisme, alors que le principe de légalité consacré par l'article 23 de la Constitution ne permet pas à une assemblée parlementaire, tel le Parlement wallon, de déléguer ses compétences au Gouvernement wallon.

A.5.2. Sur cette branche, le Conseil des ministres se réfère à la sagesse de la Cour.

A.5.3. Le Gouvernement wallon soutient que cette branche est inintelligible et, partant, irrecevable, à défaut d'explicitement les catégories de personnes entre lesquelles la disposition décrétalement opérerait une distinction de traitement et à défaut d'expliquer en quoi elle serait discriminatoire.

A.5.4. Dans leur mémoire en réponse, les parties requérantes soutiennent que l'article 23 de la Constitution fait obligation au législateur - fédéral ou décrétalement - de définir lui-même les limites dans lesquelles certains pouvoirs - notamment relatifs à l'exercice d'une profession - peuvent être exercés. Le législateur ne peut pas déléguer au Gouvernement une compétence que la Constitution lui réserve. A supposer même qu'une autre autorité que l'autorité fédérale ait pu arrêter les conditions d'accès à la profession, encore est-il impérieux que le législateur décrétalement arrête lui-même ce cadre législatif en conformité avec le principe de légalité.

Sur le second moyen

A.6.1. Le second moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, le cas échéant combinés avec le principe de sécurité juridique et de la croyance légitime, en ce que l'article 11 du nouveau C.W.A.T.U.P. permet au Gouvernement wallon d'agréer des personnes qui se trouvent dans des conditions fondamentalement différentes, à savoir aussi bien celles qui sont inscrites à l'I.P.G. que celles qui ne le sont pas et en ce qu'il permet également au Gouvernement wallon de distinguer, parmi les géomètres-experts jurés appartenant à l'I.P.G., ceux qui seront ou non agréés, alors que les principes d'égalité et de non-discrimination obligent, positivement, à traiter de manière égale les situations analogues ou similaires et interdisent, négativement, de traiter de la même manière des catégories de personnes se trouvant dans des situations différentes.

A.6.2. Le Conseil des ministres se réfère sur ce moyen à la sagesse de la Cour.

A.6.3. Pour le Gouvernement wallon, les griefs invoqués par les parties requérantes dans ce moyen sont en fait essentiellement dirigés contre l'article 282 de l'arrêté royal du 5 mars 1998, qu'il n'appartient pas à la Cour de contrôler. Pour le reste, l'article 11 nouveau du C.W.A.T.U.P. confirme seulement, pour la Région wallonne, un système d'agrément pour les actes qu'il vise, ce qui en soi n'est pas susceptible de violer le principe d'égalité et de non-discrimination.

En ce qui concerne, enfin, la violation dénoncée du principe de la sécurité juridique, il est de l'essence d'une modification législative de s'appliquer immédiatement à ses destinataires.

A.6.4. Pour les parties requérantes, le principe d'un système d'agrément régional est susceptible de discrimination dans la mesure où le non-respect des compétences fédérales constitue une privation d'un droit fondamental inscrit dans la Constitution, sans justification au regard de la Constitution elle-même.

- B -

Quant à l'intérêt

B.1. Le Gouvernement wallon conteste la recevabilité du recours à défaut d'intérêt des différentes parties requérantes. La s.a. des Charbonnages du Borinage en liquidation, qui se borne à invoquer sa qualité de propriétaire de biens susceptibles d'être vendus ou loués par voie de lotissement, ne justifierait pas de l'intérêt requis pour agir devant la Cour, son intérêt à obtenir l'annulation des dispositions litigieuses étant purement hypothétique. En leur qualité de géomètres inscrits au tableau des géomètres I.P.G. (Institut professionnel des géomètres), les deuxième, troisième, quatrième et cinquième requérants ne justifieraient pas de l'intérêt requis pour agir à l'encontre d'une disposition décrétalement qui se limite à prévoir que le Gouvernement wallon est habilité à agréer les personnes qui peuvent être chargées de l'élaboration des plans d'aménagement et des permis de lotir. Cette disposition n'aurait pas en elle-même une incidence sur le droit de porter le titre de géomètre, ni même sur l'exercice de la profession. Enfin, la disposition décrétalement entreprise n'aurait pas en elle-même d'incidence défavorable sur l'exercice des professions que la sixième partie requérante a, selon son objet social, pour objet de défendre.

B.2. En ce qui concerne l'exception tirée du défaut d'intérêt de la s.a. des Charbonnages du Borinage en liquidation, il faut relever que l'annulation éventuelle par la Cour des dispositions entreprises qui prévoient le principe d'un agrément des personnes chargées d'élaborer notamment des permis de lotir n'aurait aucune incidence directe sur les intérêts de la requérante.

L'exception d'irrecevabilité est fondée.

B.3. Les requérants P. Devleminck, P. Verhaert, J. Ronvaux et J. De Graeve ont, en leur qualité de géomètres-experts inscrits au tableau des géomètres, intérêt à contester des dispositions qui, en tant qu'elles prévoient le principe d'un agrément de certaines personnes susceptibles d'accomplir des actes effectués par des géomètres, peuvent avoir une incidence défavorable sur l'exercice de leur profession.

L'exception d'irrecevabilité est non fondée.

B.4. L'Association nationale des géomètres-experts immobiliers (ANGE) est une association sans but lucratif ayant pour objet, aux termes de l'article 3 de ses statuts, « la reconnaissance légale de la profession d'arpenteur, de géomètre-arpenteur, de géomètre-expert immobilier et de géomètre des mines » ainsi que « la défense de la liberté entière de l'exercice de la profession ». Eu égard à cette définition de l'objet social, le recours de l'Association nationale des géomètres-experts immobiliers est recevable.

L'exception d'irrecevabilité est non fondée.

Quant à la portée du recours

B.5. Même si, ainsi que le soutiennent le Conseil des ministres et le Gouvernement wallon, le recours, qui se limite à attaquer les articles 1^{er} et 19 du décret de la Région wallonne du 27 novembre 1997 en tant qu'ils insèrent un nouvel article 11 dans le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine (C.W.A.T.U.P.), vise en réalité d'autres dispositions qui ont été insérées dans le Code précité par un arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 1998, la Cour limite l'examen du recours à ces articles ainsi décrits, seuls articles invoqués dans la requête, d'une part, et seules dispositions, d'autre part, qu'elle a, compte tenu du caractère réglementaire des autres dispositions éventuellement visées, la compétence d'examiner.

Quant au fond

Sur les deux branches réunies du premier moyen

B.6. Les parties requérantes dénoncent la violation des règles répartitrices de compétences et en particulier des articles 1^{er}, 10, 11, 23, 39 et 134 de la Constitution combinés avec les articles 6, § 1^{er}, I et VI, 10 et 19 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en ce que l'article 11 du nouveau C.W.A.T.U.P. prévoit que seront agréées, selon les critères et une procédure arrêtés par le Gouvernement wallon, les personnes physiques ou morales, privées ou publiques qui peuvent être chargées de l'élaboration ou de la révision des schémas, des plans d'aménagement, des règlements d'urbanisme ou des permis de lotir. Il est ainsi porté atteinte, selon les parties requérantes, d'une part à la compétence exclusive de l'autorité fédérale de régler les conditions d'accès à la profession de géomètre-expert et, d'autre part, à la compétence réservée au législateur wallon de déterminer lui-même les critères d'agrément sans recourir, comme en l'espèce, à une habilitation conférée au Gouvernement wallon.

B.7. Aux termes de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, la compétence réservée au législateur fédéral pour régler les conditions d'accès à la profession comprend notamment celle de pouvoir fixer des règles en matière d'accès à certaines professions, d'édicter des règles générales ou des exigences de capacités propres à l'exercice de certaines professions et de protéger certains titres professionnels.

La compétence en matière de conditions d'accès à la profession ne comprend pas celle de fixer des conditions d'accès à des fonctions publiques, qui ne sont pas, en effet, des professions au sens de l'article 6, § 1^{er}, VI, dernier alinéa, 6°, de la loi du 8 août 1980. Ceci vaut non seulement pour les personnes faisant partie des services publics au sens organique du terme, mais aussi pour les personnes, quelle que soit la nature de leur relation juridique avec l'administration, qui accomplissent une tâche d'intérêt général et qui fournissent ainsi un service public au sens fonctionnel du terme.

B.8.1. En disposant que le Gouvernement wallon agréé, selon les critères qu'il détermine, les personnes physiques ou morales qui peuvent être chargées de l'élaboration ou de la révision des schémas, des plans d'aménagement, des règlements d'urbanisme ou des permis de lotir, l'article 11 attaqué du Code précité ne fixe ni les conditions d'accès ni les conditions d'exercice d'aucune profession. Contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, la disposition attaquée n'impose aucune condition supplémentaire aux géomètres-experts pour l'exercice de leur profession, pas plus qu'elle n'ouvre l'exercice de la profession de géomètre-expert à des personnes qui ne rempliraient pas les conditions d'accès établies par le législateur fédéral pour exercer cette profession en cette qualité et avec ce titre.

B.8.2. En adoptant l'article 11 attaqué, la Région wallonne a exercé la compétence qui est reconnue aux régions par l'article 6, § 1^{er}, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire. Le Constituant et le législateur spécial, dans la mesure où ils n'en disposent pas autrement, ont attribué aux communautés et aux régions toute la compétence d'édicter les règles propres aux matières qui leur ont été transférées.

B.8.3. En l'espèce, le décret du 27 novembre 1997 prévoit que l'aménagement du territoire et l'urbanisme sont fixés par des schémas, des plans d'aménagement, des règlements d'urbanisme et des permis de lotir qui ne peuvent être établis que par des personnes agréées par la Région wallonne. Le décret peut, conformément à ce qui a été précisé *sub* B.7, prévoir que la Région wallonne peut recourir, pour l'accomplissement de la tâche d'intérêt général qu'elle est chargée d'assurer, à des personnes qui, selon des critères généraux déterminés par le Gouvernement, sont considérées comme ayant la connaissance et les qualifications nécessaires à l'établissement de ces actes. L'exigence d'un agrément est, en l'espèce, une modalité de l'exercice de la compétence transférée aux régions par l'article 6, § 1^{er}, 1°, précité de la loi spéciale du 8 août 1980.

B.9. Il résulte de ce qui précède qu'il n'est pas nécessaire d'examiner si l'article 23 de la Constitution prohibe toute délégation de compétence à un gouvernement en matière des conditions d'exercice d'une profession, l'article 11 attaqué du code précité n'ayant pas pour objet de régler les conditions d'accès à une profession.

B.10. Le premier moyen ne peut être accueilli.

Sur le second moyen

B.11. Les parties requérantes soutiennent que l'article 11 attaqué du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine viole les articles 10 et 11 de la Constitution parce qu'il permettrait, en premier lieu, de traiter de la même manière des personnes qui se trouvent dans des situations fondamentalement différentes, à savoir les géomètres-experts inscrits à l'I.P.G. et d'autres personnes qui pourraient se voir confier des prérogatives de géomètre, en second lieu, de traiter de manière différente, en les agréant ou non, les géomètres inscrits à l'I.P.G.

B.12. Le législateur a raisonnablement pu considérer que l'élaboration ou la révision des schémas des plans d'aménagement, des règlements d'urbanisme ou des permis de bâtir visés à l'article 11 impliquaient des qualifications particulières et diverses, et qu'il était dès lors justifié de pouvoir faire également appel au concours d'autres personnes que des géomètres-experts.

Quant à une éventuelle discrimination entre les géomètres inscrits à l'I.P.G., l'article 11 ne porte pas atteinte au droit qu'ils ont tous de solliciter un agrément. Par ailleurs, en exigeant un agrément, le législateur wallon a estimé qu'il devait pouvoir être vérifié si, bien qu'inscrits à l'I.P.G., les géomètres-experts présentaient, selon des critères préalablement établis, les qualifications techniques indispensables.

B.13. Pour le surplus, la Cour constate que les développements du second moyen sont essentiellement dirigés contre l'article 282 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 1998. C'est au juge administratif ou au pouvoir judiciaire qu'il appartient de vérifier si, en adoptant cette disposition, le Gouvernement wallon n'a pas violé le principe d'égalité et de non-discrimination.

B.14. Le second moyen ne peut être accueilli.

Par ces motifs,
la Cour
rejette le recours.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 17 juin 1999.

Le greffier,
L. Potoms.

Le président,
M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 99 — 2603

[C - 99/21336]

Arrest nr. 67/99 van 17 juni 1999

Rolnummer 1339

In zake : het beroep tot gedeeltelijke vernietiging van het decreet van het Waalse Gewest van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium, ingesteld door de n.v. in vereffening Charbonnages du Borinage en anderen.

Het Arbitragehof,
samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters H. Boel, L. François, G. De Baets, E. Cerexhe en R. Henneuse, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior, wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van het beroep

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 20 mei 1998 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 25 mei 1998, is beroep tot gedeeltelijke vernietiging ingesteld van het decreet van het Waalse Gewest van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 12 februari 1998), wegens schending van de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten en van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, door de n.v. in vereffening Charbonnages du Borinage, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 7340 Colfontaine, rue des Alliés 115, P. Devlemnick, wonende te 7850 Edingen, Bellestraat 9, P. Verhaert, wonende te 2280 Grobbendonk, Kasteelstraat 9, J. Ronvaux, wonende te 5000 Namen, avenue Albert Ier 145, J. De Graeve, wonende te 8400 Oostende, Oude Molenstraat, en de v.z.w. Nationale Vereniging van Meetkundige Schatters (N.V.M.S.), waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1852 Grimbergen, Grote Heirbaan 19.

II. De rechtspleging

Bij beschikking van 25 mei 1998 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 13 juli 1998 heeft de voorzitter in functie de termijn voor het indienen van een memorie verlengd tot 30 september 1998.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 13 juli 1998 ter post aangetekende brieven; bij dezelfde brieven is kennisgegeven van de beschikking van 13 juli 1998.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 16 juli 1998.

Memories zijn ingediend door :

- de Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, bij op 22 september 1998 ter post aangetekende brief;
- de Waalse Regering, rue Mazy 25-27, 5100 Namen, bij op 30 september 1998 ter post aangetekende brief.

Van die memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 6 oktober 1998 ter post aangetekende brieven.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

- de verzoekers, bij op 28 oktober 1998 ter post aangetekende brief;
- de Ministerraad, bij op 30 oktober 1998 ter post aangetekende brief;
- de Waalse Regering, bij op 5 november 1998 ter post aangetekende brief.

Bij beschikkingen van 29 oktober 1998 en 28 april 1999 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot respectievelijk 20 mei 1999 en 20 november 1999.

Bij beschikking van 13 januari 1999 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 17 februari 1999.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 15 januari 1999 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 17 februari 1999 :

- zijn verschenen :
- Mr. P. Vande Castele, advocaat bij de balie te Brussel, voor de verzoekers;
- Mr. M. Mahieu, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;
- Mr. V. Thiry, advocaat bij de balie te Luik, voor de Waalse Regering;
- hebben de rechters-verslaggevers E. Cerexhe en H. Boel verslag uitgebracht;
- zijn de voornoemde advocaten gehoord;
- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *De bestreden bepalingen*

Het aangevochten artikel 1 van het decreet van het Waalse Gewest van 27 november 1997 bepaalt :

« Boek 1, met uitzondering van hoofdstuk VI van titel IV, boek II en boek III, met uitzondering van de titels IV en V, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium worden gewijzigd als volgt : [...] »

Daarna volgen 184 nieuwe artikelen van het voormelde Wetboek, waaronder artikel 11, dat ook wordt aangevochten en dat voorkomt onder hoofdstuk VI van de eerste titel, luidende als volgt :

« *Erkenningen en subsidies*

Art. 11. De Regering erkent, op basis van de criteria en volgens de procedure die ze zelf vaststelt, de privaaf- of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersonen die belast kunnen worden met de opmaak of de herziening van de ruimtelijke plannen, plannen van aanleg, stedebouwkundige reglementen of verkavelingsvergunningen.

[...] »

Ten slotte preciseert het aangevochten artikel 19 van het decreet van 27 november 1997 :

« Dit decreet treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt. »

IV. *In rechte*

- A -

Verzoekschrift

Ten aanzien van het belang

A.1.1. De eerste verzoekster, de n.v. in vereffening Charbonnages du Borinage, bezit verscheidene eigendommen waaronder de bovengrond van de mijnen. Zij wordt rechtstreeks getroffen door het decreet van 27 november 1997 en de uitvoeringsbesluiten ervan. Haar eigendommen kunnen aldus worden verkocht of verhuurd voor een duur van meer dan negen jaar bij wege van verkaveling. Zij zal een beroep doen op verscheidene personen om de procedures uit te voeren waarmee de verkavelingsvergunningen gepaard gaan. Die personen treden op als zelfstandigen in bijberoep, ook al zouden zij tevens personeelsleden zijn, zoals P. Devleminck, tweede verzoekende partij, die beëdigd landmeter-expert is. Het is niet uitgesloten dat zij ook een beroep doet op een landmeter die niet in het bezit zou zijn van één van de diploma's bedoeld in artikel 282, § 1, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium (hierna : W.W.R.O.S.P.).

De tweede, de derde, de vierde en de vijfde verzoekers zijn landmeters die op het tableau van de landmeters zijn ingeschreven en die een belang hebben bij het betwisten van artikel 11 van het voormelde Wetboek, dat de Waalse Regering ertoe machtigt aan een derde de bevoegdheden toe te kennen die zijn voorbehouden aan de beëdigde landmeters-experten van het Beroepsinstituut van landmeters (B.I.L.).

De laatste verzoekende partij, die luidens artikel 3 van haar statuten het beroep van de landmeters verdedigt, heeft er harerzijds belang bij het decreet van 27 november 1997 aan te vechten, dat de juridische gevolgen vaststelt die aan de diploma's van landmeter zijn verbonden.

A.1.2. De Waalse Regering doet gelden dat, doordat de eerste verzoekende partij zich beperkt tot het aanvoeren van haar hoedanigheid van eigenaar van goederen die kunnen worden verkocht of verhuurd bij wege van verkaveling, zij niet van het vereiste belang doet blijken om voor het Hof op te treden, aangezien haar belang louter hypothetisch is.

Als landmeters die op het tableau van de landmeters B.I.L. zijn ingeschreven, doen de tweede, de derde en de vierde verzoekers niet van het in rechte vereiste belang blijken om in rechte te treden tegen een decreetsbepaling die zich ertoe beperkt te bepalen dat de Waalse Regering ertoe gemachtigd is, op basis van de criteria en volgens de procedure die ze vaststelt, de natuurlijke personen of rechtspersonen te erkennen die kunnen worden belast met de opmaak of de herziening van de ruimtelijke plannen, plannen van aanleg, stedenbouwkundige reglementen of verkavelingsvergunningen. Die decreetsbepaling heeft op zichzelf geen ongunstige weerslag op het recht om de titel van landmeter te voeren, noch op de uitoefening van het beroep. Bovendien hebben talrijke in het verzoekschrift geformuleerde grieven betrekking op de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 5 maart 1998, dat aan de toetsing van het Hof ontsnapt.

De vierde verzoekende partij is een vereniging zonder winstoogmerk die, volgens artikel 3 van haar statuten, tot maatschappelijk doel heeft de volledige vrijheid van de uitoefening van het beroep van landmeter, landmeetkundige, meetkundige-schatter van onroerende goederen en mijnmeter te verdedigen. De bestreden decreetsbepaling heeft op zichzelf geen ongunstige weerslag op de uitoefening van die beroepen.

Ten aanzien van de draagwijdte van het beroep

A.2.1. Zowel de Ministerraad als de Waalse Regering doen gelden dat zelfs indien het beroep zich ertoe beperkt drie bepalingen van het Waalse decreet van 27 november 1997 aan te vechten, het wel degelijk schijnt te strekken tot de vernietiging van andere bepalingen, en in het bijzonder van de artikelen 279 tot 283 van hetzelfde « nieuwe » W.W.R.O.S.P., zoals die zijn ingevoegd bij een besluit van de Waalse Regering van 5 maart 1998. Die bepalingen, die het voorwerp hebben uitgemaakt van een schorsingsarrest nr. 47.949 uitgesproken op 3 juli 1998 door de XIIIde kamer in kort geding van de Raad van State, zijn van verordenende en niet van wetgevende aard, zodat bij ontstentenis van bekrachtiging door een decreet, het Hof niet bevoegd is om uitspraak te doen over hun grondwettigheid of wettigheid.

Het beroep dient dus te worden onderzocht, uitsluitend in zoverre het strekt tot de vernietiging van de artikelen 1 en 19 van het decreet van 27 november 1997, die vanaf 1 maart 1998 een nieuw artikel 11 invoeren in het W.W.R.O.S.P.

A.2.2. De verzoekende partijen antwoorden hierop dat zij niet de vernietiging van de artikelen 279 tot 283 van het W.W.R.O.S.P. vorderen, zelfs indien niet kan worden betwist dat de vernietiging van de decreetsbepalingen de latere vernietiging van de genoemde verordenende bepalingen teweeg zal brengen.

Ten gronde

A.3. Twee middelen worden aangevoerd ter staving van het beroep tot vernietiging, waarvan het eerste middel is opgedeeld in twee onderdelen.

Ten aanzien van het eerste middel

A.4.1. Het eerste onderdeel van het eerste middel is afgeleid uit de schending van de bevoegdheidverdelende regels en in het bijzonder van de artikelen 1, 39 en 134 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 6, § 1, I en VI, 10 en 19 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en met het beginsel van de federale loyauteit, in zoverre artikel 11 van het nieuwe W.W.R.O.S.P. bepaalt dat op basis van de criteria en volgens een procedure vastgesteld door de Waalse Regering, privaat- of publiekrechtelijke, natuurlijke of rechtspersonen zullen worden erkend, die belast kunnen worden met de opmaak of de herziening van de ruimtelijke plannen, plannen van aanleg, stedenbouwkundige reglementen of verkavelingsvergunningen, terwijl, met een dergelijke erkenningsprocedure, afbreuk wordt gedaan aan de exclusieve bevoegdheid van de federale overheid om de vestigingsvoorwaarden en de voorwaarden voor de uitoefening van een beroep te regelen, en terwijl, in het bijzonder, enkel de federale overheid bevoegd is om de voorwaarden vast te stellen voor de uitoefening van het beroep van opmeter, meetkundige-schatter van onroerende goederen of beëdigd landmeter-expert.

A.4.2. De Ministerraad gedraagt zich naar de wijsheid van het Hof wat betreft dat eerste onderdeel.

A.4.3. De Waalse Regering doet gelden dat de bevoegdheid die aan de Gewesten is toegekend bij artikel 6, § 1, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 de bevoegdheid insluit om te voorzien in het beginsel van de erkenning van de auteurs van plannen in verband met de opmaak of de herziening van de ruimtelijke plannen, plannen van aanleg, stedenbouwkundige reglementen of verkavelingsvergunningen en, bijgevolg, om de criteria en de procedure van die erkenning vast te stellen.

De betwiste bepaling heeft op zichzelf niet tot doel de vestigingsvoorwaarden voor een of ander beroep vast te stellen.

Zij stelt evenmin de voorwaarden vast waaronder het beroep van landmeter kan en moet worden uitgeoefend : het middel mist dus feitelijke grondslag.

Het staat aan de administratieve of de gewone rechter na te gaan of de Waalse Regering, doordat ze het besluit van 5 maart 1998 heeft aangenomen, eventueel inbreuk heeft gemaakt op de bevoegdheden die bij die bepaling van de bijzondere wet aan de federale overheid zijn toegekend.

Zelfs in de veronderstelling dat het beginsel van federale loyauteit een bevoegdheidverdelende regel is waaraan het Hof zou kunnen toetsen - wat niet het geval is -, dan nog dient te worden vastgesteld dat de verzoekers niet uiteenzetten hoe dat beginsel door de bestreden decreetsbepaling zou kunnen worden geschonden.

A.4.4. In zijn memorie van antwoord is de Ministerraad van mening dat het eerste onderdeel van het eerste middel in rechte moet worden beoordeeld en niet in feite, en bijgevolg gegrond dient te worden verklaard. In het arrest nr. 88/95 van 21 december 1995 heeft het Hof immers gepreciseerd dat de federale bevoegdheid inzake vestigingsvoorwaarden onder meer de bevoegdheid insluit om « algemene regels of bekwaamheidseisen te stellen in verband met de uitoefening van sommige beroepen en om beroepstitels te beschermen ». De gewesten mogen bepaalde beroepen geen bijkomende voorwaarde opleggen voor de uitoefening ervan, in het bijzonder wanneer de vestigingsvoorwaarden reeds zijn vastgesteld bij of krachtens de federale wet. Omgekeerd kunnen de gewesten evenmin, voor personen die niet voldoen aan de voorwaarden die vereist zijn voor de uitoefening van een gereguleerd beroep, toegang verlenen tot activiteiten die bij of krachtens de federale wet aan dat beroep zijn voorbehouden.

Het aangevochten decreet schendt die twee vereisten : enerzijds, legt het aan de meetkundigen-schatters van onroerende goederen die voldoen aan de in het koninklijk besluit van 18 januari 1995 bedoelde voorwaarden een bijzondere voorwaarde op voor de uitoefening van de activiteiten bedoeld in het aangevochten decreet, een andere voorwaarde dan die welke voortvloeien uit de federale wetgeving en reglementering; die voorwaarde is te dezen de vereiste van een erkenning. Anderzijds, maakt het aangevochten decreet het mogelijk aan personen die niet voldoen aan de in het koninklijk besluit van 18 januari 1995 bedoelde voorwaarden, toegang te verlenen tot activiteiten die bij de federale wetgeving en reglementering zijn voorbehouden aan de enkele meetkundigen-schatters van onroerende goederen. De omstandigheid dat het te dezen om een bijkomende reglementering bij een hoofdbevoegdheid zou gaan, wat de Waalse Regering in haar memorie van antwoord betoogt, namelijk de ruimtelijke ordening en de stedenbouw, heeft geen belang, in zoverre de reglementering van de toegang tot het beroep een aan de federale wetgever voorbehouden bevoegdheid is, zonder dat het Waalse Gewest het beroep op de impliciete bevoegdheden in de zin van artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 kan aanvoeren.

A.5.1. Het tweede onderdeel van het eerste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 23 van de Grondwet in zoverre artikel 11 van het nieuwe W.W.R.O.S.P. de Waalse Regering voortaan ertoe machtigt, op basis van de criteria die zij zal vaststellen, de natuurlijke of rechtspersonen te erkennen die belast kunnen worden met de opmaak of de herziening van de ruimtelijke plannen, plannen van aanleg, stedenbouwkundige reglementen of verkavelingsvergunningen, terwijl het in artikel 23 van de Grondwet verankerde wettigheidsbeginsel het een parlementaire vergadering, zoals het Waalse Parlement, niet mogelijk maakt haar bevoegdheden over te dragen aan de Waalse Regering.

A.5.2. Wat dit onderdeel betreft, gedraagt de Ministerraad zich naar de wijsheid van het Hof.

A.5.3. De Waalse Regering betoogt dat dit onderdeel onbegrijpelijk is en bijgevolg onontvankelijk, omdat het niet uitlegt tussen welke categorieën van personen de decreetsbepaling een onderscheid in behandeling zou maken en niet uitlegt waarom zij discriminerend zou zijn.

A.5.4. In hun memorie van antwoord betogen de verzoekende partijen dat artikel 23 van de Grondwet de wetgever - de federale of de decreetale - de verplichting oplegt om zelf de grenzen vast te stellen waarin bepaalde bevoegdheden - met name in verband met de uitoefening van een beroep - kunnen worden uitgeoefend. De wetgever kan niet aan de Regering een bevoegdheid overdragen die de Grondwet hem heeft voorbehouden. Zelfs in de veronderstelling dat een andere overheid dan de federale overheid de vestigingsvoorwaarden heeft kunnen vaststellen, dan nog is het noodzakelijk dat de decreetgever zelf dat wettelijk kader vaststelt in overeenstemming met het wettigheidsbeginsel.

Ten aanzien van het tweede middel

A.6.1. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in voorkomend geval in samenhang gelezen met het beginsel van rechtszekerheid en van de gewettigde overtuiging, in zoverre artikel 11 van het nieuwe W.W.R.O.S.P. het de Waalse Regering mogelijk maakt personen te erkennen die zich in fundamenteel verschillende omstandigheden bevinden, namelijk zowel diegenen die zijn ingeschreven bij het B.I.L. als diegenen die dat niet zijn en in zoverre het de Waalse Regering ook toestaat onder de beëdigde landmeters-experten die tot het B.I.L. behoren een onderscheid te maken tussen diegenen die erkend zullen zijn en degenen die dat niet zullen zijn, terwijl de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie, in positieve zin, ertoe verplichten analoge of soortgelijke situaties op dezelfde wijze te behandelen en, in negatieve zin, verbieden dat categorieën van personen die zich in verschillende situaties bevinden op dezelfde wijze worden behandeld.

A.6.2. De Ministerraad gedraagt zich omtrent dit middel naar de wijsheid van het Hof.

A.6.3. Voor de Waalse Regering zijn de grieven die in dit middel door de verzoekende partijen worden aangevoerd in feite hoofdzakelijk gericht tegen artikel 282 van het koninklijk besluit van 5 maart 1998, waarvan de toetsing niet aan het Hof toekomt. Voor het overige bevestigt het nieuwe artikel 11 van het W.W.R.O.S.P., voor het Waalse Gewest, enkel een systeem van erkenning voor de handelingen die het beoogt, wat op zich het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie niet kan schenden.

Wat betreft, ten slotte, de aangeklaagde schending van het beginsel van rechtszekerheid, bestaat de essentie van een wetswijziging erin dat ze onmiddellijk op de adressaten ervan wordt toegepast.

A.6.4. Voor de verzoekende partijen kan het beginsel van een systeem van gewestelijke erkenning een discriminatie teweegbrengen, in zoverre de niet-inachtneming van de federale bevoegdheden betekent dat een in de Grondwet vervat fundamenteel recht wordt ontzegd, hetgeen dus zonder verantwoording is ten aanzien van de Grondwet zelf.

- B -

Ten aanzien van het belang

B.1. De Waalse Regering betwist de ontvankelijkheid van het beroep bij ontstentenis van belang van de verschillende verzoekende partijen. De n.v. in vereffening Charbonnages du Borinage, die zich ertoe beperkt zich op haar hoedanigheid te beroepen van eigenaar van goederen die verkocht of verhuurd kunnen worden bij wege van verkaveling, zou niet doen blijken van het vereiste belang om voor het Hof in rechte te treden, aangezien haar belang om de vernietiging te verkrijgen van de betwiste bepalingen louter hypothetisch is. In hun hoedanigheid van landmeters die zijn ingeschreven op het tableau van de landmeters B.I.L. (Beroepsinstituut van landmeters), zouden de tweede, de derde, de vierde en de vijfde verzoekers niet doen blijken van het vereiste belang om in rechte te treden tegen een decreetsbepaling die zich ertoe beperkt te stellen dat de Waalse Regering ertoe gemachtigd is de personen te erkennen die belast kunnen worden met de opmaak of de herziening van de ruimtelijke plannen en de verkavelingsvergunningen. Die bepaling zou op zichzelf geen gevolg hebben voor het recht om de titel van landmeter te voeren, noch zelfs op de uitoefening van het beroep. Ten slotte zou de bestreden decreetsbepaling op zichzelf geen ongunstige weerslag hebben op de uitoefening van de beroepen die de zesde verzoekende partij, volgens haar maatschappelijk doel, beoogt te verdedigen.

B.2. Wat betreft de exceptie die is afgeleid uit de ontstentenis van belang van de n.v. in vereffening Charbonnages du Borinage, dient te worden opgemerkt dat de mogelijke vernietiging door het Hof van de bestreden bepalingen, die voorzien in het beginsel van een erkenning van de personen die zijn belast met de opmaak, met name van de verkavelingsvergunningen, geen rechtstreeks gevolg zou hebben voor de belangen van die verzoekster.

De exceptie van onontvankelijkheid is gegrond.

B.3. De verzoekers P. Devleminck, P. Verhaert, J. Ronvaux en J. De Graeve hebben, in hun hoedanigheid van landmeters-experten ingeschreven op het tableau van de landmeters, belang bij het betwisten van de bepalingen die, in zoverre zij voorzien in het beginsel van een erkenning van bepaalde personen die door landmeters gestelde handelingen kunnen uitvoeren, een ongunstige weerslag kunnen hebben op de uitoefening van hun beroep.

De exceptie van onontvankelijkheid is niet gegrond.

B.4. De Nationale Vereniging van Meetkundige Schatters (N.V.M.S.) is een vereniging zonder winstoogmerk die luidens artikel 3 van haar statuten « de wettelijke erkenning van het beroep van landmeter, meetkundige landmeter, meetkundige schatter van onroerende goederen, en van mijnlandmeter » als maatschappelijk doel heeft, alsmede « de verdediging van de volstreekte vrijheid tot het uitoefenen van het beroep ». Gelet op die omschrijving van het maatschappelijk doel is het beroep van de Nationale Vereniging van Meetkundige Schatters ontvankelijk.

De exceptie van onontvankelijkheid is niet gegrond.

Ten aanzien van de draagwijdte van het beroep

B.5. Zelfs indien, zoals de Ministerraad en de Waalse Regering betogen, het beroep, dat zich ertoe beperkt de artikelen 1 en 19 van het decreet van het Waalse Gewest van 27 november 1997 aan te vechten, in zoverre zij een nieuw artikel 11 invoegen in het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium (W.W.R.O.S.P.), in werkelijkheid andere bepalingen beoogt die zijn ingevoegd in het voormelde Wetboek bij een besluit van de Waalse Regering van 5 maart 1998, beperkt het Hof het onderzoek van het beroep tot die aldus omschreven artikelen, de enige artikelen die in het verzoekschrift worden aangevoerd, enerzijds, en de enige bepalingen, anderzijds, waarvoor het Hof, rekening houdend met het reglementaire karakter van de andere mogelijkerwijze bedoelde bepalingen, de bevoegdheid heeft om ze te onderzoeken.

*Ten gronde**Ten aanzien van de beide onderdelen van het eerste middel*

B.6. De verzoekende partijen klagen de schending aan van de bevoegdheidverdelende regels en in het bijzonder van de artikelen 1, 10, 11, 23, 39 en 134 van de Grondwet in samenhang gelezen met de artikelen 6, § 1, I en VI, 10 en 19 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, in zoverre artikel 11 van het nieuwe W.W.R.O.S.P. bepaalt dat zullen worden erkend, op basis van de criteria en een procedure vastgesteld door de Waalse Regering, de privaat- of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersonen die belast kunnen worden met de opmaak of de herziening van de ruimtelijke plannen, plannen van aanleg, stedenbouwkundige reglementen of verkavelingsvergunningen. Aldus wordt, volgens de verzoekende partijen, afbreuk gedaan, enerzijds, aan de exclusieve bevoegdheid van de federale overheid om de vestigingsvoorwaarden van landmeter-expert te regelen en, anderzijds, aan de aan de Waalse wetgever voorbehouden bevoegdheid om zelf de criteria tot erkenning vast te stellen zonder, zoals te dezen, een beroep te doen op een machtiging verleend aan de Waalse Regering.

B.7. Luidens artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen omvat de aan de federale wetgever voorbehouden bevoegdheid om de vestigingsvoorwaarden te regelen, met name de bevoegdheid om regels te kunnen vaststellen inzake de toegang tot sommige beroepen, algemene regels uit te vaardigen of vereisten inzake bekwaamheden die eigen zijn aan de uitoefening van bepaalde beroepen en om bepaalde beroepstitels te beschermen.

De bevoegdheid inzake vestigingsvoorwaarden omvat niet de bevoegdheid om toelatingsvoorwaarden tot openbare ambten vast te stellen, die immers geen beroepen zijn in de zin van artikel 6, § 1, VI, laatste lid, 6°, van de wet van 8 augustus 1980. Dit geldt niet alleen voor de personen die deel uitmaken van de openbare diensten in de organieke betekenis van de term, maar ook voor de personen die, ongeacht de aard van hun juridische relatie met de administratie, een taak van algemeen belang verrichten en die aldus een openbare dienst verlenen in de functionele betekenis van het woord.

B.8.1. Doordat het bestreden artikel 11 van het voormelde Wetboek bepaalt dat de Waalse Regering, op basis van de criteria die ze zelf vaststelt, de natuurlijke of rechtspersonen erkent die belast kunnen worden met de opmaak of de herziening van de ruimtelijke plannen, plannen van aanleg, stedenbouwkundige reglementen of verkavelingsvergunningen, stelt het noch de vestigingsvoorwaarden, noch de voorwaarden tot uitoefening van enig beroep vast. In tegenstelling tot wat de Ministerraad betoogt, legt de bestreden bepaling geen enkele bijkomende voorwaarde op aan de landmeters-experten voor de uitoefening van hun beroep en geeft ze evenmin toegang tot de uitoefening van het beroep van landmeter-expert aan personen die niet zouden voldoen aan de door de federale wetgever vastgestelde vestigingsvoorwaarden om dat beroep in die hoedanigheid en met die titel uit te oefenen.

B.8.2. Met de aanneming van het bestreden artikel 11 heeft het Waalse Gewest de bevoegdheid uitgeoefend die aan de gewesten is toegewezen bij artikel 6, § 1, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen inzake stedenbouw en ruimtelijke ordening. De Grondwetgever en de bijzondere wetgever hebben, in zoverre zij geen andere bepalingen terzake hebben uitgevaardigd, aan de gemeenschappen en de gewesten de volledige bevoegdheid toegekend om regels uit te vaardigen die eigen zijn aan de aangelegenheden die aan hen zijn overgedragen.

B.8.3. Te dezen bepaalt het decreet van 27 november 1997 dat de ruimtelijke ordening en de stedenbouw worden vastgesteld bij ruimtelijke plannen, plannen van aanleg, stedenbouwkundige reglementen en verkavelingsvergunningen die enkel kunnen worden vastgesteld door personen die door het Waalse Gewest zijn erkend. Het decreet kan, overeenkomstig wat nader is bepaald *sub* B.7, erin voorzien dat het Waalse Gewest, voor de vervulling van de taak van algemeen belang waarmee het is belast, een beroep kan doen op personen, die, volgens door de Regering vastgestelde algemene criteria, worden geacht de kennis en de kwalificaties te bezitten die noodzakelijk zijn voor de vaststelling van die akten. De vereiste van een erkenning is, te dezen, een modaliteit van de uitoefening van de bevoegdheid die aan de gewesten is overgedragen bij het voormelde artikel 6, § 1, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

B.9. Uit wat voorafgaat volgt dat het niet noodzakelijk is te onderzoeken of artikel 23 van de Grondwet elke bevoegdheidsoverdracht aan een regering inzake de voorwaarden voor de uitoefening van een beroep verbiedt, aangezien het aangevochten artikel 11 van het voormelde Wetboek niet tot doel heeft de vestigingsvoorwaarden te regelen.

B.10. Het eerste middel kan niet worden aangenomen.

Ten aanzien van het tweede middel

B.11. De verzoekende partijen betogen dat het bestreden artikel 11 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schendt, omdat het toestaat, in de eerste plaats, personen die zich in fundamenteel verschillende situaties bevinden, namelijk de bij het B.I.L. ingeschreven landmeters-experten en andere personen aan wie prerogatieven van landmeter zouden worden toevertrouwd, gelijk te behandelen en, in de tweede plaats, de in het B.I.L. ingeschreven landmeters-experten verschillend te behandelen door ze al dan niet te erkennen.

B.12. De wetgever vermocht redelijkerwijze te oordelen dat de opmaak of de herziening van de ruimtelijke plannen, plannen van aanleg, stedenbouwkundige reglementen of verkavelingsvergunningen, bedoeld in artikel 11, bijzondere en diverse kwalificaties impliceerden en dat het bijgevolg verantwoord was ook een beroep te kunnen doen op de medewerking van andere personen dan landmeters-experten.

Ten aanzien van een mogelijke discriminatie tussen de bij het B.I.L. ingeschreven landmeters, doet artikel 11 geen afbreuk aan het recht dat zij allen hebben om een erkenning aan te vragen. Bovendien heeft de Waalse wetgever, doordat hij een erkenning vereist, geoordeeld dat moest kunnen worden nagegaan of, hoewel zij bij het B.I.L. zijn ingeschreven, de landmeters-experten, volgens voorafgaandelijk vastgestelde criteria, de noodzakelijke technische kwalificaties hadden.

B.13. Voor het overige stelt het Hof vast dat de uiteenzetting van het tweede middel hoofdzakelijk gericht is tegen artikel 282 van het besluit van de Waalse Regering van 5 maart 1998. Het staat aan de administratieve rechter of aan de rechterlijke macht te onderzoeken of de Waalse Regering, door die bepaling aan te nemen, het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie niet heeft geschonden.

B.14. Het tweede middel kan niet worden aangenomen.

Om die redenen,

het Hof

verwerpt het beroep.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 17 juni 1999.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 99 — 2603

[C — 99/21336]

Urteil Nr. 67/99 vom 17. Juni 1999

Geschäftsverzeichnisnummer 1339

In Sachen: Klage auf teilweise Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, erhoben von der in Liquidation befindlichen AG Charbonnages du Borinage und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern H. Boel, L. François, G. De Baets, E. Cereixe und R. Henneuse, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 20. Mai 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 25. Mai 1998 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf teilweise Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 12. Februar 1998), wegen Verstoßes gegen die durch die Verfassung oder kraft derselben zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeiten von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Vorschriften und gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung; die in Liquidation befindliche Aktiengesellschaft Charbonnages du Borinage, mit Gesellschaftssitz in 7340 Colfontaine, rue des Alliés 115, P. Devleminck, wohnhaft in 7850 Enghien, rue Belle 9, P. Verhaert, wohnhaft in 2280 Grobbendonk, Kasteelstraat 9, J. Ronvaux, wohnhaft in 5000 Namur, avenue Albert 1er 145, J. De Graeve, wohnhaft in 8400 Ostende, Oude Molenstraat, und die VoE Association nationale des géomètres-experts immobiliers (ANGE), mit Vereinigungssitz in 1852 Grimbergen, Grote Heirbaan 19.

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 25. Mai 1998 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 13. Juli 1998 hat der amtierende Vorsitzende die für die Einreichung eines Schriftsatzes vorgesehene Frist bis zum 30. September 1998 verlängert.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 13. Juli 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert; mit denselben Briefen wurde die Anordnung vom 13. Juli 1998 notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 16. Juli 1998.

Schriftsätze wurden eingereicht von

- dem Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, mit am 22. September 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- der Wallonischen Regierung, rue Mazy 25-27, 5100 Namur, mit am 30. September 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Diese Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 6. Oktober 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

- den klagenden Parteien, mit am 28. Oktober 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- dem Ministerrat, mit am 30. Oktober 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

- der Wallonischen Regierung, mit am 5. November 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnungen vom 29. Oktober 1998 und 28. April 1999 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 20. Mai 1999 bzw. 20. November 1999 verlängert.

Durch Anordnung vom 13. Januar 1999 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 17. Februar 1999 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 15. Januar 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 17. Februar 1999

- erschienen

. RA P. Vande Castele, in Brüssel zugelassen, für die klagenden Parteien,

. RA M. Mahieu, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

. RA V. Thiry, in Lüttich zugelassen, für die Wallonische Regierung,

- haben die referierenden Richter E. Cereixe und H. Boel Bericht erstattet,

- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

- wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. Die angefochtenen Bestimmungen

Der angefochtene Artikel 1 des Dekrets der Wallonischen Region vom 27. November 1997 bestimmt:

«Das Buch I, mit Ausnahme von Kapitel VI des Titels IV, das Buch II und das Buch III, mit Ausnahme der Titel IV und V, des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe werden durch folgenden Wortlaut ersetzt: [...]»

Darauf folgen 184 neue Artikel des vorgenannten Gesetzbuches, darunter Artikel 11, der ebenfalls angefochten wird. Dieser Artikel, der in Kapitel VI von Titel I enthalten ist, lautet folgendermaßen:

«Zulassungen und Zuschüsse

Art. 11. Die natürlichen oder juristischen, privat- oder öffentlich-rechtlichen Personen, die mit der Erstellung oder der Revision der Schemen, Raumordnungspläne, Städtebauordnungen oder Erschließungsgenehmigungen beauftragt werden können, werden von der Regierung zugelassen, und zwar nach den von ihr bestimmten Kriterien und Verfahren.

[...]

Schließlich bestimmt der angefochtene Artikel 19 des Dekrets vom 27. November 1997:

«Das vorliegende Dekret tritt am ersten Tag des Monats nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.»

IV. In rechtlicher Beziehung

- A -

Klageschrift

In bezug auf das Interesse

A.1.1. Die erste Klägerin, die sich in Liquidation befindliche Aktiengesellschaft Charbonnages du Borinage, besitze verschiedene Vermögensgüter, darunter die Fläche der Gruben. Sie sei unmittelbar durch das Dekret vom 27. November 1997 und dessen Ausführungserlasse betroffen. So könnten ihre Vermögensgüter durch Parzellierung verkauft oder für eine Dauer von mehr als neun Jahren verpachtet werden. Sie werde zur Abwicklung der mit den Erschließungsgenehmigungen verbundenen Verfahren auf verschiedene Personen zurückgreifen. Diese würden als nebenberuflich tätige Selbständige auftreten, auch wenn sie Personalmitglieder seien, wie P. Devleminck, zweite klagende Partei, der vereidigter Landmesser und Gutachter sei. Es sei nicht ausgeschlossen, daß sie sich auch an einen Landmesser wenden werde, der nicht eines der in Artikel 282 § 1 des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe (nachstehend C.W.A.T.U.P.) vorgesehenen Diplome besitze.

Der zweite, der dritte, der vierte und der fünfte Kläger seien in der Liste der Landmesser eingetragene Landmesser, die ein Interesse an der Anfechtung von Artikel 11 des vorgenannten Gesetzbuches hätten, der die Wallonische Regierung ermächtige, anderen die Befugnisse zu erteilen, die den vereidigten Landmessern und Gutachtern des Berufsinstitutes der Landmesser (I.P.G.) vorbehalten seien.

Die letzte klagende Partei, die laut Artikel 3 ihrer Satzung den Berufsstand der Landmesser verteidige, besitze ihrerseits ein Interesse an der Anfechtung des Dekrets vom 27. November 1997, das die mit dem Landmesserdiplom verbundenen rechtlichen Auswirkungen festlege.

A.1.2. Die Wallonische Regierung macht geltend, daß die erste klagende Partei, indem sie sich darauf beschränke, ihre Eigenschaft als Eigentümerin der Güter, die im Zuge einer Parzellierung verkauft oder verpachtet werden könnten, geltend zu machen, nicht das erforderliche Interesse nachweise, um vor dem Hof aufzutreten, da ihr Interesse rein hypothetischer Art sei.

In ihrer Eigenschaft als auf der Liste der Landmesser des I.P.G. eingetragene Landmesser wiesen der zweite, der dritte und der vierte Kläger nicht das erforderliche Interesse nach, um gegen eine Dekretsbestimmung vorzugehen, die lediglich vorsehe, daß die Wallonische Regierung ermächtigt sei, nach den von ihr festgelegten Kriterien und Verfahren die natürlichen oder juristischen Personen anzuerkennen, die mit der Erstellung oder Revision der Schemen, Raumordnungspläne, Städtebauordnungen oder Erschließungsgenehmigungen beauftragt werden könnten. Diese Dekretsbestimmung habe an sich keine nachteilige Auswirkung auf das Recht, den Titel als Landmesser zu tragen, und ebenfalls nicht auf die Ausübung des Berufes. Im übrigen bezögen sich zahlreiche, in der Klage vorgebrachte Beschwerden auf die Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. März 1998, der nicht der Kontrolle durch den Hof unterliege.

Die vierte klagende Partei sei eine Vereinigung ohne Erwerbszweck, die gemäß Artikel 3 ihrer Satzung den Vereinigungszweck verfolge, die uneingeschränkte Freiheit der Ausübung des Berufes als Vermessungsfachmann, Landmesser und Vermessungsfachmann, Landmesser und Immobiliensachverständiger sowie Grubenvermessungstechniker zu verteidigen. Die angefochtene Dekretsbestimmung habe an sich keine nachteilige Auswirkung auf die Ausübung dieser Berufe.

In bezug auf die Tragweite der Klage

A.2.1. Sowohl der Ministerrat als auch die Wallonische Regierung machen geltend, daß die Klage, selbst wenn sie sich darauf beschränke, drei Bestimmungen des wallonischen Dekrets vom 27. November 1997 anzufechten, in Wirklichkeit auf die Nichtigklärung anderer Bestimmungen hinauszulaufen scheine, insbesondere der Artikel 279 bis 283 desselben «neuen» C.W.A.T.U.P., so wie sie durch einen Erlaß der Wallonischen Regierung vom 5. März 1998 eingefügt worden seien. Diese Bestimmungen, die Gegenstand des am 3. Juli 1998 von der achten Kammer im Verfahren der einstweiligen Entscheidung des Staatsrates verkündeten Aussetzungsurteils Nr. 47.949 gewesen seien, seien verordnender und nicht gesetzgeberischer Art, so daß der Hof in Ermangelung der Bestätigung durch ein Dekret nicht befugt sei, über ihre Verfassungsmäßigkeit oder Gesetzmäßigkeit zu befinden.

Daher sei die Klage nur insofern zu prüfen, als sie auf die Nichtigklärung der Artikel 1 und 19 des Dekrets vom 27. November 1997 ausgerichtet sei, mit denen ab dem 1. März 1998 einer neuer Artikel 11 in dem C.W.A.T.U.P. aufgenommen werde.

A.2.2. Die klagenden Parteien erwidern, daß sie nicht die Nichtigklärung der Artikel 279 bis 283 des C.W.A.T.U.P. beantragten, selbst wenn eindeutig feststehe, daß die Nichtigklärung der Dekretsbestimmungen die anschließende Nichtigklärung der besagten Ordnungsbestimmungen zur Folge haben würde.

Zur Hauptsache

A.3. Zwei Klagegründe werden zur Unterstützung der Nichtigkeitsklage abgeleitet, deren erster Klagegrund in zwei Teile aufgliedert ist.

Hinsichtlich des ersten Klagegrunds

A.4.1. Der erste Teil des ersten Klagegrunds ist aus dem Verstoß gegen die Regeln zur Verteilung der Zuständigkeiten und insbesondere die Artikel 1, 39 und 134 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 6 § 1 I und VI, 10 und 19 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und dem Grundsatz der föderalen Loyalität abgeleitet, insofern Artikel 11 des neuen C.W.A.T.U.P. vorsehe, daß nach den Kriterien und einem Verfahren, die von der Wallonischen Regierung festgelegt würden, die privat- oder öffentlich-rechtlichen, natürlichen oder juristischen Personen, die mit der Erstellung oder der Revision der Schemen, Raumordnungspläne, Städtebauordnungen oder Erschließungsgenehmigungen beauftragt werden könnten, anerkannt würden, während durch ein solches Anerkennungsverfahren gegen die ausschließliche Zuständigkeit der Föderalbehörde zur Regelung der Bedingungen für den Zugang zum Beruf und der Bedingungen für dessen Ausübung verstoßen werde, und während insbesondere nur die Föderalbehörde zuständig sei, um die Bedingungen für die Ausübung des Berufes als Vermessungsfachmann, Landmesser und Immobiliensachverständiger oder vereidigter Landmesser und Sachverständiger festzulegen.

A.4.2. Der Ministerrat richte sich in bezug auf diesen ersten Teil nach dem Ermessen des Hofes.

A.4.3. Die Wallonische Regierung macht geltend, daß die Zuständigkeit, die den Regionen durch Artikel 6 § 1 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 übertragen worden sei, diejenige beinhalte, den Grundsatz der Anerkennung der Autoren von Projekten zur Erstellung oder Revision der Schemen, Raumordnungspläne, Städtebauordnungen oder Erschließungsgenehmigungen vorzusehen und somit die Kriterien und das Verfahren dieser Anerkennung festzulegen.

Die strittige Bestimmung diene an sich nicht dazu, die Bedingungen für den Zugang zu irgendeinem Beruf festzulegen.

Sie lege ebenfalls nicht die Bedingungen fest, unter denen der Beruf des Landmessers ausgeübt werden könne und müsse; der Klagegrund sei also faktisch mangelhaft.

Es obliege daher dem Verwaltungsrichter oder dem ordentlichen Richter zu prüfen, ob die Wallonische Regierung durch die Annahme des Erlasses vom 5. März 1998 gegebenenfalls auf die Zuständigkeiten übergreifen habe, die durch diese Bestimmung des Sondergesetzes der Föderalbehörde anvertraut worden seien.

Selbst in der Annahme, der Grundsatz der föderalen Loyalität wäre eine Regel zur Verteilung von Zuständigkeiten, der der Hof die von ihm vorgenommene Kontrolle zugrunde legen könne - *quod non* -, müsse man feststellen, daß die Kläger nicht darlegten, inwiefern durch die angefochtene Dekretsbestimmung gegen diesen Grundsatz verstoßen werden könne.

A.4.4. In seinem Erwidernsschriftsatz vertritt der Ministerrat den Standpunkt, daß der erste Teil des ersten Klagegrunds rechtlich und nicht faktisch zu beurteilen sei und folglich für unbegründet erklärt werden müsse. In seinem Urteil Nr. 88/95 vom 21. Dezember 1995 habe der Hof nämlich erklärt, daß zu der föderalen Zuständigkeit für die Bedingungen des Zugangs zum Beruf insbesondere die Befugnis gehöre, «allgemeine Regeln oder Fähigkeitserfordernisse im Zusammenhang mit der Ausübung gewisser Berufe vorzuschreiben und Berufstitel zu schützen». Die Regionen dürften nicht bestimmten Berufen zusätzliche Bedingungen der Ausübung auferlegen, insbesondere wenn die Bedingungen für den Zugang zum Beruf bereits durch das föderale Gesetz oder aufgrund desselben festgelegt worden seien. Umgekehrt dürften die Regionen ebensowenig Personen, die nicht die Bedingungen zur Ausübung eines gesetzlich geregelten Berufs erfüllten, den Zugang zu Tätigkeiten erlauben, die durch das föderale Gesetz oder aufgrund desselben diesem Beruf vorbehalten seien.

Das angefochtene Dekret verstoße gegen diese beiden Erfordernisse: Einerseits erlege es den Landmessern und Immobiliensachverständigen, die die im königlichen Erlaß vom 18. Januar 1995 vorgesehenen Bedingungen erfüllten, eine zusätzliche Bedingung für die Ausübung der im angefochtenen Dekret vorgesehenen Tätigkeiten auf, wobei diese Bedingung eine andere sei als diejenigen, die sich aus den föderalen Gesetzen und Verordnungen ergäben; diese Bedingung sei im vorliegenden Fall das Erfordernis einer Anerkennung. Andererseits ermögliche das angefochtene Dekret es, Personen, die nicht die im königlichen Erlaß vom 18. Januar 1995 vorgesehenen Bedingungen erfüllten, den Zugang zu Tätigkeiten zu gewähren, die aufgrund der föderalen Gesetze und Verordnungen ausschließlich den Landmessern und Immobiliensachverständigen vorbehalten seien. Der Umstand, daß es sich im vorliegenden Fall um eine zusätzliche Regelung zu einer Hauptzuständigkeit handele, was die Wallonische Regierung in ihrem Erwidernsschriftsatz anführt, nämlich Raumordnung und Städtebau, sei belanglos, insofern die Regelung des Zugangs zum Beruf eine dem föderalen Gesetzgeber vorbehaltene Zuständigkeit sei, ohne daß die Wallonische Regierung die Inanspruchnahme der impliziten Befugnisse im Sinne von Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 geltend machen könne.

A.5.1. Der zweite Teil des ersten Klagegrunds sei aus dem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 23 der Verfassung abgeleitet, insofern Artikel 11 des neuen C.W.A.T.U.P. künftig die Wallonische Regierung ermächtige, nach den von ihr festgelegten Kriterien die natürlichen oder juristischen Personen anzuerkennen, die mit der Erstellung oder der Revision der Schemen, Raumordnungspläne, Städtebauordnungen oder Erschließungsgenehmigungen beauftragt werden können, wogegen der durch Artikel 23 der Verfassung bestätigte Grundsatz der Gesetzmäßigkeit in einer parlamentarischen Versammlung wie dem Wallonischen Parlament nicht erlaube, der Wallonischen Regierung ihre Zuständigkeiten zu übertragen.

A.5.2. In bezug auf diesen Teil richte sich der Ministerrat nach dem Ermessen des Hofes.

A.5.3. Die Wallonische Regierung führt an, dieser Teil sei unverständlich und somit unzulässig, da nicht erklärt werde, zwischen welchen Kategorien von Personen die Dekretsbestimmung einen Behandlungsunterschied einführe, und ebenfalls nicht erklärt werde, inwiefern sie diskriminierend sei.

A.5.4. In ihrem Erwidernsschriftsatz führen die klagenden Parteien an, daß Artikel 23 der Verfassung den föderalen Gesetzgeber oder den Dekretgeber verpflichte, selbst die Grenzen festzulegen, innerhalb deren gewisse Befugnisse - insbesondere bezüglich der Ausübung eines Berufes - ausgeübt werden dürften. Der Gesetzgeber dürfe nicht der Regierung eine Befugnis übertragen, die ihm durch die Verfassung vorbehalten werde. Selbst in der Annahme, daß eine andere Obrigkeit als die Föderalbehörde die Bedingungen für den Zugang zum Beruf hätte festlegen können, sei es zwingend erforderlich, daß der Dekretgeber selbst diesen gesetzlichen Rahmen gemäß dem Legalitätsprinzip festlege.

Hinsichtlich des zweiten Klagegrunds

A.6.1. Der zweite Klagegrund sei aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit dem Grundsatz der Rechtssicherheit und des rechtmäßigen Glaubens, abgeleitet, insofern Artikel 11 des neuen C.W.A.T.U.P. es der Wallonischen Regierung erlaube, Personen anzuerkennen, die sich in grundlegend unterschiedlichen Situationen befänden, nämlich sowohl diejenigen, die beim I.P.G. eingetragen seien, als auch diejenigen, die nicht eingetragen seien, und insofern er es der Wallonischen Regierung ebenfalls erlaube, unter den zum I.P.G. gehörenden vereidigten Landmessern und Sachverständigen zwischen denjenigen zu unterscheiden, die anerkannt würden oder nicht, wogegen die Grundsätze der Gleichheit und der Nichtdiskriminierung positiv dazu verpflichteten, ähnliche oder gleiche Situationen auf gleiche Weise zu behandeln, und es negativ untersagten, Kategorien von Personen, die sich in unterschiedlichen Situationen befänden, auf die gleiche Weise zu behandeln.

A.6.2. Der Ministerrat richte sich in bezug auf diesen Klagegrund nach dem Ermessen des Hofes.

A.6.3. Nach dem Dafürhalten der Wallonischen Regierung richteten sich die von den klagenden Parteien in diesem Klagegrund vorgebrachten Beschwerden eigentlich im wesentlichen gegen Artikel 282 des königlichen Erlasses vom 5. März 1998, doch es obliege dem Hof nicht, diesen zu kontrollieren. Im übrigen bestätige Artikel 11 des neuen C.W.A.T.U.P. lediglich für die Wallonische Region ein System der Anerkennung für die darin vorgesehenen Handlungen, was an sich nicht die Grundsätze der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verletzen könne.

In bezug auf den angeprangerten Verstoß gegen den Grundsatz der Rechtssicherheit schließlich sei es ein wesentliches Merkmal einer Gesetzesänderung, daß sie unverzüglich auf die Personen, für die sie bestimmt sei, Anwendung finde.

A.6.4. Für die klagenden Parteien könne der Grundsatz eines Systems der regionalen Anerkennung eine Diskriminierung darstellen, insofern die Nichteinhaltung der föderalen Befugnisse den Entzug eines in der Verfassung festgeschriebenen Grundrechtes darstelle, was somit gegenüber der Verfassung selbst nicht gerechtfertigt sei.

- B -

In bezug auf das Interesse

B.1. Die Wallonische Regierung stellt die Zulässigkeit der Klage wegen fehlenden Interesses der verschiedenen klagenden Parteien in Abrede. Die in Liquidation befindliche Aktiengesellschaft Charbonnages du Borinage, die sich darauf beschränke, ihre Eigenschaft als Eigentümerin von Gütern, die verkauft oder durch Parzellierung verpachtet werden könnten, geltend zu machen, würde nicht das erforderliche Interesse aufweisen, um vor dem Hof aufzutreten, da sie ein rein hypothetisches Interesse daran besitze, die Nichtigklärung der angefochtenen Bestimmungen zu erreichen. Der zweite, der dritte, der vierte und der fünfte Kläger würden in ihrer Eigenschaft als Landmesser, die in die Liste des Berufsinstitutes der Landmesser (I.P.G.) eingetragen seien, nicht das erforderliche Interesse nachweisen, um gegen eine Dekretsbestimmung vorzugehen, die sich darauf beschränke, vorzusehen, daß die Wallonische Regierung ermächtigt sei, die Personen anzuerkennen, die mit der Erstellung der Raumordnungspläne und der Erschließungsgenehmigungen beauftragt werden könnten. Diese Bestimmung habe an sich keine Auswirkung auf das Recht, den Titel als Landmesser zu tragen, und auch nicht auf die Ausübung des Berufes. Schließlich habe die angefochtene Dekretsbestimmung an sich keine negative Auswirkung auf die Ausübung der Berufe, die die sechste klagende Partei gemäß ihrem Vereinigungszweck verteidigen solle.

B.2. In bezug auf die aus dem fehlenden Interesse der in Liquidation befindlichen Aktiengesellschaft Charbonnages du Borinage abgeleitete Einrede ist festzustellen, daß die etwaige Nichtigklärung der angefochtenen Bestimmungen durch den Hof, die den Grundsatz einer Anerkennung der insbesondere mit der Erstellung der Erschließungsgenehmigungen beauftragten Personen vorsehen, keine unmittelbaren Auswirkungen auf die Interessen der Klägerin haben würde.

Die Einrede der Unzulässigkeit ist begründet.

B.3. Die Kläger P. Devlemack, P. Verhaert, J. Ronvaux und J. De Graeve haben in ihrer Eigenschaft als in die Liste der Landmesser eingetragene Landmesser und Sachverständige ein Interesse daran, Bestimmungen anzufechten, die, insofern sie den Grundsatz einer Anerkennung gewisser Personen, die Handlungen ausführen könnten, die von Landmessern durchgeführt werden, vorsehen, eine nachteilige Auswirkung auf die Ausübung ihres Berufes haben können.

Die Einrede der Unzulässigkeit ist unbegründet.

B.4. Die «Association nationale des géomètres-experts immobiliers» (ANGE) ist eine Vereinigung ohne Erwerbszweck, deren Zielsetzung gemäß Artikel 3 ihrer Satzung in «der gesetzlichen Anerkennung des Berufes als Vermessungsfachmann, Landmesser und Vermessungsfachmann, Landmesser und Immobiliensachverständiger sowie Grubenvermessungstechniker» besteht sowie in «der Verteidigung der vollständigen Freiheit der Berufsausübung». Angesichts dieser Definition des Vereinigungszwecks ist die Klage der «Association nationale des géomètres-experts immobiliers» zulässig.

Die Einrede der Unzulässigkeit ist unbegründet.

In bezug auf die Tragweite der Klage

B.5. Selbst wenn, wie der Ministerrat und die Wallonische Regierung erklären, die Klage, die sich darauf beschränkt, die Artikel 1 und 19 des Dekrets der Wallonischen Region vom 27. November 1997 anzufechten, insofern sie in das wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe (C.W.A.T.U.P.) einen neuen Artikel 11 einfügen, in Wirklichkeit andere Bestimmungen ins Auge faßt, die durch einen Erlaß der Wallonischen Regierung vom 5. März 1998 in das vorgenannte Gesetzbuch eingefügt wurden, beschränkt der Hof die Prüfung der Klagen auf die somit umschriebenen Artikel, die einerseits als einzige Artikel in der Klage angeführt werden, und die andererseits die einzigen Bestimmungen sind, für deren Prüfung der Hof angesichts des Verordnungscharakters der gegebenenfalls ins Auge gefaßten anderen Bestimmungen zuständig ist.

*Zur Hauptsache**Hinsichtlich der beiden Teile des ersten Klagegrunds gemeinsam*

B.6. Die klagenden Parteien prangern den Verstoß gegen die Regeln zur Verteilung der Zuständigkeiten und insbesondere die Artikel 1, 10, 11, 23, 39 und 134 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 6 § 1 I und VI, 10 und 19 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen an, insofern Artikel 11 des neuen C.W.A.T.U.P. vorsieht, daß nach den Kriterien und einem Verfahren, die von der Wallonischen Regierung festgelegt werden, die privat- oder öffentlich-rechtlichen, natürlichen oder juristischen Personen, die mit der Erstellung oder der Revision der Schemen, Raumordnungspläne, Städtebauordnungen oder Erschließungsgenehmigungen beauftragt werden können, anerkannt werden. Auf diese Weise werde nach Ansicht der klagenden Parteien einerseits gegen die ausschließliche Zuständigkeit der Föderalbehörde zur Regelung der Bedingungen für den Zugang zum Beruf des Landmessers und

Sachverständigen sowie andererseits gegen die ausschließliche Zuständigkeit des wallonischen Gesetzgebers, selbst die Anerkennungskriterien festzulegen, ohne, wie im vorliegenden Fall, auf eine Ermächtigung durch die Wallonische Regierung zurückgreifen zu müssen, verstoßen.

B.7. Gemäß Artikel 6 § 1 VI Absatz 5 Nr. 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen umfaßt die dem föderalen Gesetzgeber vorbehaltene Zuständigkeit zur Regelung der Bedingungen für den Zugang zum Beruf insbesondere die Zuständigkeit, Regeln in bezug auf den Zugang zu gewissen Berufen erlassen, allgemeine Regeln oder Erfordernisse der Befähigung, die mit der Ausübung gewisser Berufe zusammenhängen, festlegen und gewisse Berufstitel schützen zu können.

Die Zuständigkeit in bezug auf die Bedingungen für den Zugang zum Beruf umfaßt nicht die Zuständigkeit, Bedingungen für den Zugang zu öffentlichen Ämtern festzulegen, bei denen es sich in der Tat nicht um Berufe im Sinne von Artikel 6 § 1 VI letzter Absatz Nr. 6 des Gesetzes vom 8. August 1980 handelt. Dies gilt nicht nur für die Personen, die dem öffentlichen Dienst im organisierenden Sinne dieses Begriffes angehören, sondern auch für die Personen, die ungeachtet der Art ihrer juristischen Beziehung zur Verwaltung eine Aufgabe des allgemeinen Interesses wahrnehmen und die somit einen öffentlichen Dienst im funktionalen Sinne dieses Begriffes leisten.

B.8.1. Indem der angefochtene Artikel 11 des vorgenannten Gesetzbuches vorsieht, daß die Wallonische Regierung auf der Grundlage der von ihr selbst festgelegten Kriterien die natürlichen oder juristischen Personen anerkennt, die mit der Erstellung oder Revision der Schemen, Raumordnungspläne, Städtebauordnungen oder Erschließungsgenehmigungen beauftragt werden können, legt er weder die Zugangsbedingungen noch die Ausübungsbedingungen irgendeines Berufes fest. Im Gegensatz zu den Behauptungen des Ministerrates erlegt die angefochtene Bestimmung den Landmessern und Sachverständigen keinerlei zusätzliche Bedingung für die Ausübung ihres Berufes auf, und sie ermöglicht ebensowenig den Zugang zur Ausübung des Berufes als Landmesser und Sachverständiger Personen, die nicht die vom föderalen Gesetzgeber für die Ausübung dieses Berufes in dieser Eigenschaft und mit diesem Titel festgelegten Bedingungen erfüllen würden.

B.8.2. Mit der Annahme des angefochtenen Artikels 11 hat die Wallonische Region die Zuständigkeit ausgeübt, die den Regionen durch Artikel 6 § 1 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in Sachen Städtebau und Raumordnung zuerkannt wurde. Der Verfassungsgeber und der Sondergesetzgeber haben - insofern sie diesbezüglich nichts anderes verfügt haben - den Gemeinschaften und Regionen die gesamte Zuständigkeit zuerkannt, um die jeweiligen Regeln für die ihnen übertragenen Sachbereiche festzulegen.

B.8.3. Im vorliegenden Fall sieht das Dekret vom 27. November 1997 vor, daß die Raumordnung und der Städtebau durch Schemen, Raumordnungspläne, Städtebauordnungen oder Erschließungsgenehmigungen festgelegt werden, die nur durch von der Wallonischen Regierung anerkannte Personen erstellt werden können. Das Dekret kann, gemäß den Erläuterungen unter B.7, bestimmen, daß die Wallonische Region für die von ihr zu gewährleistende Ausführung der Aufgabe allgemeinen Interesses auf Personen zurückgreift, bei denen man gemäß den von der Regierung festgelegten allgemeinen Kriterien davon ausgeht, daß sie die erforderlichen Kenntnisse und Befähigungen für die Durchführung dieser Handlungen aufweisen. Das Erfordernis einer Anerkennung ist in diesem Fall eine Modalität der Ausübung der Zuständigkeit, die den Regionen durch den vorstehend erwähnten Artikel 6 § 1 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 übertragen wurde.

B.9. Aus dem Vorstehenden ist zu schlußfolgern, daß es nicht erforderlich ist zu prüfen, ob Artikel 23 der Verfassung jede Zuständigkeitsübertragung an eine Regierung in bezug auf die Ausübung eines Berufes verbietet, da der angefochtene Artikel 11 des vorgenannten Gesetzbuches nicht zum Zweck hat, die Bedingungen für den Zugang zu einem Beruf zu regeln.

B.10. Der erste Klagegrund ist nicht annehmbar.

Hinsichtlich des zweiten Klagegrunds

B.11. Die klagenden Parteien behaupten, der angefochtene Artikel 11 des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe würde gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen, insofern er es zunächst gestatte, Personen, die sich in grundsätzlich unterschiedlichen Situationen befänden, nämlich die beim I.P.G. eingetragenen Landmesser und Sachverständigen, und andere Personen, denen die Vorrechte des Landmessers zuerkannt werden könnten, gleich zu behandeln, und insofern er es sodann gestatte, die beim I.P.G. eingetragenen Landmesser unterschiedlich zu behandeln, indem sie anerkannt würden oder nicht.

B.12. Der Gesetzgeber konnte vernünftigerweise davon ausgehen, daß die Erstellung oder die Revision der in Artikel 11 vorgesehenen Schemen, Raumordnungspläne, Städtebauordnungen oder Erschließungsgenehmigungen besondere und verschiedene Qualifikationen voraussetzten und daß es somit gerechtfertigt war, ebenfalls auf die Mitarbeit anderer Personen als Landmesser und Sachverständige zurückzugreifen.

Was eine etwaige Diskriminierung zwischen den beim I.P.G. eingetragenen Landmessern betrifft, beeinträchtigt Artikel 11 nicht das ihnen allen zustehende Recht, eine Anerkennung zu beantragen. Im übrigen hat der Wallonische Gesetzgeber, indem er eine Anerkennung verlangt, den Standpunkt vertreten, daß man die Möglichkeit haben müsse zu prüfen, ob die Landmesser und Sachverständigen trotz ihrer Eintragung beim I.P.G. gemäß vorher festgelegten Kriterien die unerläßlichen technischen Befähigungen aufweisen.

B.13. Im übrigen stellt der Hof fest, daß die Erläuterung zum zweiten Klagegrund im wesentlichen gegen Artikel 282 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. März 1998 gerichtet ist. Es obliegt dem Verwaltungsrichter oder dem ordentlichen Richter zu prüfen, ob die Wallonische Regierung durch die Annahme dieser Bestimmung nicht gegen den Grundsatz der Gleichheit und der Nichtdiskriminierung verstoßen hat.

B.14. Der zweite Klagegrund ist nicht annehmbar.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

weist die Klage zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 17. Juni 1999.

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 2604

[C — 99/35961]

21 APRIL 1999. — Besluit van de Vlaamse regering betreffende de verdeling van de personeelsleden die ten behoeve van het secundair onderwijs een verlof krijgen voor de effectieve begeleiding van de vorming en de ondersteuning van de scholengemeenschappen

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 14 juli 1998 houdende diverse maatregelen met betrekking tot het secundair onderwijs en tot wijziging van het decreet van 25 februari 1997 betreffende het basisonderwijs, inzonderheid op artikel 157 en 158;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 5 oktober 1998;

Gelet op het protocol nr. 318 van 24 november 1998 houdende de conclusies van de onderhandelingen gevoerd in de gemeenschappelijke vergadering van Sectorcomité X en de onderafdeling « Vlaamse Gemeenschap » van afdeling 2 van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;

Gelet op het protocol nr. 95 van 24 november 1998 houdende de conclusies van de onderhandelingen, gevoerd in het overkoepelend onderhandelingscomité gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 23 december 1998; met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De Autonome Raad voor het Gemeenschapsonderwijs en de representatieve verenigingen van de inrichtende machten kunnen van 1 september 1998 tot en met 31 augustus 2000 beschikken over personeelsleden uit het onderwijs die een verlof krijgen wegens opdracht in het belang van het onderwijs, voor de effectieve begeleiding en de ondersteuning van de scholengemeenschappen in het secundair onderwijs.

Art. 2. De 16 hiertoe toegekende personeelsleden worden als volgt verdeeld :

1° de Autonome Raad voor het Gemeenschapsonderwijs kan over 4 personeelsleden beschikken;

2° het Vlaams Secretariaat van het Katholiek Onderwijs kan over 10 personeelsleden beschikken;

3° het Onderwijssecretariaat voor Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap kan over 1 personeelslid beschikken;

4° de Cel voor het Vlaams Provinciaal Onderwijs kan over 1 personeelslid beschikken.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1998.

Art. 4. De Vlaamse minister, bevoegd voor het onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 april 1999.

De minister-president van de Vlaamse regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken

E. BALDEWIJNS

TRADUCTION
MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 99 — 2604

[C — 99/35916]

21 AVRIL 1999. — Arrêté du Gouvernement flamand relatif à la répartition des personnels qui, au profit de l'enseignement secondaire, obtiennent un congé pour l'encadrement effectif de la formation et le soutien des centres d'enseignement

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 14 juillet 1998 contenant diverses mesures relatives à l'enseignement secondaire et modifiant le décret du 25 février 1997 relatif à l'enseignement fondamental, notamment aux articles 157 et 158;

Vu l'accord du Ministre flamand compétent pour le budget, rendu le 5 octobre 1998;

Vu le protocole n° 318 du 24 novembre 1998 portant les conclusions des négociations menées en réunion commune du comité sectoriel X et de la sous-section « Communauté flamande » de la section 2 du Comité des services publics provinciaux et locaux;

Vu le protocole n° 95 du 24 novembre 1998 portant les conclusions des négociations menées au sein du comité coordinateur de négociation de l'enseignement subventionné;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 23 décembre 1998, en application de l'article 84, premier alinéa, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. A partir du 1^{er} septembre 1998 jusqu'au 31 août 2000, le Conseil autonome de l'Enseignement communautaire et les associations représentatives des pouvoirs organisateurs ont à leur disposition des personnels de l'enseignement qui obtiennent un congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement, pour l'encadrement effectif et le soutien des centres d'enseignement dans l'enseignement secondaire.

Art. 2. Les 16 personnels attribués à cet effet sont répartis comme suit :

1° Le Conseil autonome de l'Enseignement communautaire peut disposer de 4 personnels;

2° Le Secrétariat flamand de l'Enseignement catholique peut disposer de 10 personnels;

3° Le Secrétariat d'enseignement des Villes et Communes de la Communauté flamande peut disposer d'un membre du personnel;

4° la Cellule de l'Enseignement provincial flamand peut disposer d'un membre du personnel.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 1998.

Art. 4. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 21 avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

E. BALDEWIJNS



N. 99 — 2605

[C — 99/35977]

8 JUNI 1999. — Besluit van de Vlaamse regering tot opheffing van het koninklijk besluit van 9 november 1984 betreffende de voorwaarden voor toelating tot bepaalde betrekkingen bij de rijksgestichten voor observatie en opvoeding onder toezicht

De Vlaamse regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, inzonderheid op artikel 122;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 november 1984 betreffende de voorwaarden voor toelating tot bepaalde betrekkingen bij de rijksgestichten voor observatie en opvoeding onder toezicht;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 23 november 1998;

Gelet op het protocol nr. 119.311 van 15 maart 1999 van het sectorcomité XVIII Vlaamse Gemeenschap - Vlaams Gewest;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat onverwijld moet kunnen gestart worden met gemengde begeleiding zodat het pedagogisch aanbod kan aangepast worden aan het gewijzigd profiel van de geplaatste jongeren;

Overwegende dat om de goede werking van instellingen te garanderen, dringend moet bepaald worden onder welke voorwaarden de openstaande plaatsen in de personeelsformatie kunnen ingevuld worden met bijkomende wervingen in vast verband;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 11 mei 1999 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken en van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° instelling : een gemeenschapsinstelling voor bijzondere jeugdbijstand als bedoeld in artikel 31 van het decreet van 12 december 1990 betreffende het bestuurlijk beleid;

2° het bevoegde overlegcomité : naargelang van het geval, het basisoverlegcomité 4.1 of het basisoverlegcomité 4.2, zoals bepaald in artikel 1, § 2, van het besluit van de Vlaamse regering van 28 juli 1995 houdende oprichting van basis- en tussenoverlegcomités voor het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap en de Vlaamse wetenschappelijke instellingen.

Art. 2. Het koninklijk besluit van 9 november 1984 betreffende de voorwaarden voor toelating tot bepaalde betrekkingen bij de rijksgestichten voor observatie en opvoeding wordt opgeheven, wat de toepassing in de instellingen betreft.

Art. 3. De Vlaamse minister, bevoegd voor de bijstand aan personen, bepaalt, na overleg met de Vlaamse minister bevoegd voor Ambtenarenzaken en na advies van het bevoegde overlegcomité, voor elke instelling of voor elk onderdeel ervan, de datum waarop dit besluit in werking treedt.

Art. 4. De Vlaamse minister, bevoegd voor de ambtenarenzaken, en de Vlaamse minister, bevoegd voor de bijstand aan personen, zijn, ieder wat haar of hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 juni 1999.

De minister-president van de Vlaamse regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken,

E. BALDEWIJNS

De Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn,

L. MARTENS

TRADUCTION

F. 99 — 2605

[C - 99/35977]

**8 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement flamand
abrogeant l'arrêté royal du 9 novembre 1984 relatif aux conditions d'accès a certains emplois
dans les établissements d'observation et d'éducation surveillée de l'Etat**

Le Gouvernement flamand,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi du 8 août 1988;

Vu la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, notamment l'article 122;

Vu l'arrêté royal du 9 novembre 1984 relatif aux conditions d'accès a certains emplois dans les établissements d'observation et d'éducation surveillée de l'Etat;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du budget, donné le 23 novembre 1998;

Vu le protocole n° 119.311 du 15 mars 1999 du comité sectoriel XVIII Communauté flamande - Région flamande;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de lancer sans délai un accompagnement mixte, de sorte que l'offre pédagogique puisse s'aligner sur le profil modifié des jeunes placés;

Considérant que, pour garantir le bon fonctionnement des établissements, il importe de fixer d'urgence les conditions auxquelles il peut être pourvu aux vacances dans le cadre par des recrutements supplémentaires de personnel statutaire;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 11 mai 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique et du Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° établissement : un établissement communautaire d'assistance spéciale à la jeunesse, tel que visé à l'article 31 du décret du 12 décembre 1990 relatif à la politique administrative;

2° le comité de concertation compétent : selon le cas, le comité de concertation de base 4.1 ou le comité de concertation de base 4.2, tel que visé à l'article 1^{er}, § 2, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 28 juillet 1995 portant création de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation pour le Ministère de la Communauté flamande et les établissements scientifiques flamands.

Art. 2. L'arrêté royal du 9 novembre 1984 relatif aux conditions d'accès à certains emplois dans les établissements d'observation et d'éducation surveillée de l'Etat, est abrogé quant à son application dans les établissements.

Art. 3. Le Ministre flamand chargé de l'assistance aux personnes, arrête, de concert avec le Ministre flamand chargé de la Fonction publique et après avis du comité de concertation compétent, pour chaque établissement ou pour chacun de leurs éléments, la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 4. Le Ministre flamand qui a la fonction publique dans ses attributions et le Ministre flamand qui a l'assistance aux personnes dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,
E. BALDEWIJNS

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,
L. MARTENS



N. 99 — 2606

[C - 99/35924]

15 JUNI 1999. — Besluit van de Vlaamse regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 27 mei 1997 houdende vaststelling van nadere regels met betrekking tot de organisatie en tot de inhoud van de examengedeelten, van het examengeld, van de werking van de examencommissie en haar huishoudelijk reglement en van het examenreglement van het toelatingsexamen tot de opleidingen van arts en tandarts

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 12 juni 1991 betreffende de universiteiten in de Vlaamse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 24, vierde, vijfde en zesde lid, ingevoegd bij het decreet van 24 juli 1996 en gewijzigd bij het decreet van 14 juli 1998;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 27 mei 1997 houdende vaststelling van nadere regels met betrekking tot de organisatie en tot de inhoud van de examengedeelten, van het examengeld, van de werking van de examencommissie en haar huishoudelijk reglement en van het examenreglement van het toelatingsexamen tot de opleidingen van arts en tandarts, inzonderheid op artikel 32;

Gelet op het advies van de inspectie van financiën, gegeven op 17 mei 1999;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat uiterlijk op 1 juni 1999 de richtlijnen moeten kunnen vertrekken naar de kandidaten die zich hebben ingeschreven voor het toelatingsexamen arts en tandarts, inzonderheid voor de eerste organisatie ervan op 6 en 8 juli 1999; dat geen betwisting mag bestaan over de wijze waarop een kandidaat, onder de hoofding van de geschillenregeling, inzage kan vragen van de stukken op grond waarvan de examencommissie zijn/haar resultaat heeft vastgesteld; dat evenmin twijfel mag bestaan over het tijdstip waarop die kandidaat inzage kan krijgen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 27 mei 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Aan artikel 32 van het besluit van de Vlaamse regering van 27 mei 1998 houdende vaststelling van nadere regels met betrekking tot de organisatie en tot de inhoud van de examengedeelten, van het examengeld, van de werking van de examencommissie en haar huishoudelijk reglement en van het examenreglement van het toelatingsexamen tot de opleidingen van arts en tandarts, waarvan de bestaande tekst § 1 zal vormen, wordt een § 2 toegevoegd, die luidt als volgt :

« § 2. Zowel voor de eerste als voor de tweede organisatie van het jaarlijks toelatingsexamen, zoals bedoeld in artikel 7 van dit besluit, kan de inzage slechts toegestaan worden vanaf 5 september van het lopende jaar. »

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1999.

Art. 3. De Vlaamse minister, bevoegd voor het onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 juni 1999.

De minister-president van de Vlaamse regering,
L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken,
E. BALDEWIJNS

TRADUCTION

F. 99 — 2606

[C — 99/35924]

15 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 mai 1997 fixant les modalités relatives à l'organisation et au contenu des épreuves, le droit d'examen, le fonctionnement du jury et son règlement d'ordre intérieur et le règlement des examens de l'examen d'admission des formations de médecin et de dentiste

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 12 juin 1991 relatif aux universités dans la Communauté flamande, notamment l'article 24, quatrième, cinquième et sixième alinéas, insérés par le décret du 24 juillet 1996 et modifiés par le décret du 14 juillet 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 mai 1997 fixant les modalités relatives à l'organisation et au contenu des épreuves, le droit d'examen, le fonctionnement du jury et son règlement d'ordre intérieur et le règlement des examens de l'examen d'admission des formations de médecin et de dentiste, notamment l'article 32;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 mai 1999;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que le 1^{er} juin 1999 au plus tard les directives doivent être communiquées aux candidats à l'examen d'admission des formations de médecin et de dentiste, notamment à la première session organisée les 6 et 8 juillet 1999, qu'aucune contestation ne peut être élevée sur la façon dont un candidat, en vertu de l'intitulé 'règlement des différends', peut demander communication des pièces sur la base desquelles le jury a arrêté son résultat, qu'aucune incertitude ne peut subsister quant à la date à laquelle ce candidat peut prendre connaissance des pièces;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 27 mai 1999, par application de l'article 84, premier alinéa, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 32 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 mai 1997 fixant les modalités relatives à l'organisation et au contenu des épreuves, le droit d'examen, le fonctionnement du jury et son règlement d'ordre intérieur et le règlement des examens de l'examen d'admission des formations de médecin et de dentiste, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Aussi bien pour la première session que pour la seconde session de l'examen d'admission annuel, tel que visé à l'article 7 du présent arrêté, il ne peut être donné communication des pièces qu'à partir du 5 septembre de l'année en cours. »;

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juin 1999.

Art. 3. Le Ministre flamand compétent pour l'enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

E. BALDEWIJNS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 99 — 2607

[C — 99/29434]

22 JUILLET 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 127 et 129 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, spécialement l'article 1^{er};

Vu le décret spécial du 13 juillet 1999 visant à augmenter le nombre maximum de membres du Gouvernement de la Communauté française en exécution des articles 123, § 2, de la Constitution et 63, § 4, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée par la loi du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Sur proposition du Ministre-Président,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1. "Ministre" : un Ministre, Membre du Gouvernement de la Communauté française;

2. "Loi spéciale" : la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, spécialement l'article 1^{er}.

Art. 2. Monsieur Hervé Hasquin, Ministre-Président, chargé des Relations internationales, est compétent pour :

- 1° la coordination de la politique gouvernementale;
- 2° les relations intra-belges;
- 3° la saisine, au nom du Gouvernement, du Comité de concertation Gouvernement fédéral - Gouvernement des Communautés et des Régions;
- 4° les relations avec le Parlement;
- 5° les relations européennes et internationales;
- 6° la politique dans le domaine de l'égalité des chances;
- 7° la gestion des bâtiments administratifs.

Art. 3. Monsieur Robert Collignon, Ministre du Budget, de la Culture et des Sports, est compétent pour :

- 1° le budget et les finances de la Communauté française;
- 2° le patrimoine culturel, les musées et les autres institutions scientifiques culturelles;
- 3° les monuments, les sites et les fouilles, en compétences coordonnées avec le Ministre de l'Economie de la Région wallonne;
- 4° les sports et l'animation culturelle;
- 5° la coordination avec la Région wallonne, en matière de patrimoine, tourisme et sports.

Art. 4. Monsieur Jean-Marc Nollet, Ministre de l'Enfance, chargé de l'enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E., est compétent pour :

- 1° l'enseignement, tel que défini à l'article 127, § 1^{er}, alinéa 1, 2°, de la Constitution, dans les matières suivantes :
 - a) l'enseignement fondamental;
 - b) le programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française;
 - c) le Fonds de garantie des bâtiments scolaires de l'enseignement subventionné officiel et libre;
- 2° la matière définie à l'article 4, 11°, de la loi spéciale;
- 3° les centres de vacances, notamment pour ce qui concerne les matières définies aux articles 4 et 5 de la loi spéciale et ce, sans préjudice de l'article 138 de la Constitution et des décrets pris en exécution de celui-ci;
- 4° l'Office de la Naissance et de l'Enfance (O.N.E.);
- 5° l'accueil de l'Enfance.

Art. 5. Monsieur Pierre Hazette, Ministre de l'Enseignement secondaire, des Arts et des Lettres, est compétent pour :

- 1° l'enseignement dans les matières suivantes :
 - a) l'enseignement secondaire;
 - b) l'enseignement artistique de niveau secondaire;
 - c) l'inspection de l'enseignement;
 - d) les activités parascolaires, les auxiliaires de l'enseignement et l'information;
 - e) la formation postscolaire et parascolaire;
 - f) la formation intellectuelle, morale et sociale;
 - g) les centres psycho-médico-sociaux;
 - h) la tutelle sur les sociétés publiques d'administration des bâtiments scolaires;
 - i) les bâtiments scolaires à l'exception du Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné, du Fonds de garantie des bâtiments scolaires de l'enseignement subventionné officiel et libre, et du programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française;
 - j) l'enseignement spécial;
 - k) les écoles européennes;
 - l) le centre d'orientation scolaire;
 - m) le pilotage interréseaux.
- 2° les matières culturelles, telles que :
 - a) les beaux-arts;
 - b) la défense et l'illustration de la langue;
 - c) les bibliothèques;
 - d) la formation artistique.

Art. 6. Madame Françoise Dupuis, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, est compétente pour :

- 1° l'enseignement universitaire;
- 2° la recherche scientifique;
- 3° les crédits de recherches fondamentales provenant des S.P.P.S., de la Santé publique, des Affaires économiques et ceux destinés au F.N.R.S. et à l'I.R.S.I.A.;
- 4° l'enseignement supérieur non universitaire, de type court et de type long;
- 5° l'enseignement artistique de niveau supérieur, y compris les conservatoires;
- 6° les allocations et prêts d'études;
- 7° l'encouragement à la formation des chercheurs;
- 8° la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale;
- 9° les recherches en éducation;
- 10° le Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné;
- 11° l'Académie royale des sciences.

Art. 7. Madame Corinne De Permentier, Ministre de l'Audiovisuel, est compétente pour :

- 1° la radiodiffusion et la télévision, à l'exception de l'émission des communications du Gouvernement fédéral;
- 2° le soutien à la presse écrite;
- 3° la médiathèque et services similaires;
- 4° l'aide au cinéma.

Art. 8. Monsieur Yvan Ylief, Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de promotion sociale, est compétent pour :

- 1° la promotion sociale;
- 2° la reconversion et le recyclage professionnels;
- 3° l'enseignement à distance, l'enseignement artistique à horaires réduits, l'enseignement de promotion sociale;
- 4° la politique de la jeunesse;
- 5° l'éducation permanente et l'animation culturelle;
- 6° la fonction publique;
- 7° la fonction publique des organismes d'intérêt public;
- 8° l'informatique administrative;
- 9° les centres d'expression et de créativité;
- 10° les statuts des personnels de l'enseignement.

Art. 9. Madame Nicole Marechal, Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé, est compétente pour les matières suivantes :

- 1° la politique de la santé visée à l'article 5, § 1^{er}, I, de la loi spéciale, à l'exception des missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance et ce, sans préjudice de l'article 138 de la Constitution et des décrets pris en exécution de celui-ci;
- 2° l'aide aux personnes visée à l'article 5, § 1^{er}, II, de la loi spéciale à l'exception des missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance et ce, sans préjudice de l'article 138 de la Constitution et des décrets pris en exécution de celui-ci.

Art. 10. Chaque Ministre du Gouvernement est compétent pour les matières de recherche scientifique appliquée dans les limites de ses attributions.

Chaque Ministre a autorité sur le personnel de l'Administration relevant de ses attributions.

Art. 11. Les projets de décret et les arrêtés, délibérés en Gouvernement, sont signés par le Ministre qui a, dans ses attributions, la matière qui fait l'objet du projet de décret ou l'arrêté.

Les arrêtés et décisions du Gouvernement, en matière de Fonction publique des organismes d'intérêt public, sont signés, conjointement, par le Ministre chargé de la Fonction publique et le ou les Ministre(s) exerçant la tutelle sur les organismes d'intérêt public concernés.

Les arrêtés et décisions du Gouvernement, en matière de statut des personnels de l'Enseignement, sont signés, conjointement, par le Ministre chargé de la Fonction publique et le ou les Ministre(s) compétent(s) pour le(s) niveau(x) d'Enseignement concerné(s).

Art. 12. Dans le cas où une délégation a été accordée, conformément à l'arrêté portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, les arrêtés sont signés par le Ministre auquel cette délégation a été accordée.

Art. 13. La signature des décrets et arrêtés peut reprendre, dans le titre du Ministre, la seule mention relative à la matière qui fait l'objet des décrets et arrêtés.

Art. 14. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 décembre 1996 fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française est abrogé.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 22 juillet 1999.

Art. 16. Les Ministres sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 juillet 1999.

H. HASQUIN,
Ministre-Président

R. COLLIGNON,
Ministre

J.-M. NOLLET,
Ministre

P. HAZETTE,
Ministre

Mme F. DUPUIS,
Ministre

Mme C. DE PERMENTIER,
Ministre

Y. YLIEFF,
Ministre

Mme N. MARECHAL,
Ministre

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 2607

[C - 99/29434]

**22 JULI 1999. — Besluit van de Franse Gemeenschapsregering
tot verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Franse Gemeenschapsregering**

De Franse Gemeenschapsregering,

Gelet op artikelen 127 en 129 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het bijzonder decreet van 13 juli 1999 tot verhoging van het maximum aantal leden van de Franse Gemeenschapsregering in uitvoering van artikelen 123, §2, van de Grondwet en 63, § 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd door de wet van 8 augustus 1988 en door de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Op voorstel van de Minister-President,

Besluit :

Artikel 1. In dit besluit dient te worden verstaan onder :

1. « Minister » : een Minister, Lid van de Franse Gemeenschapsregering;
2. « Bijzondere wet » : de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op artikel 1.

Art. 2. De heer Hervé Hasquin, Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, is bevoegd voor :

- 1° de coördinatie van het regeringsbeleid;
- 2° de relaties tussen de Belgische instellingen onderling;
- 3° de bijeenroeping, in naam van de Regering, van het Overlegcomité Federale Regering — Gemeenschaps- en Gewestregeringen;
- 4° de relaties met het Parlement;
- 5° de Europese en internationale relaties;
- 6° het gelijkheidsbeleid;
- 7° het beheer van de administratiegebouwen.

Art. 3. De heer Robert Collignon, Minister van Begroting, Cultuur en Sport, is bevoegd voor :

- 1° de begroting en de financiën van de Franse Gemeenschap;
- 2° het cultureel erfgoed, de musea en de andere cultureel-wetenschappelijke instellingen;
- 3° de monumenten, landschappen en vindplaatsen, in coördinatie met de Minister van Economie van het Waals Gewest;
- 4° de sport en de culturele activiteiten;
- 5° de coördinatie met het Waals Gewest wat betreft het erfgoed, het toerisme en de sport.

Art. 4. De heer Jean-Marc Nollet, Minister van Kinderwelzijn, belast met het Lager Onderwijs, de opvang en de opdrachten van Kind en Gezin, is bevoegd voor :

- 1° het onderwijs, zoals bedoeld artikel 127, §1, eerste lid, 2°, van de Grondwet, in de volgende domeinen :
 - a) het lager onderwijs;
 - b) het noodprogramma voor de schoolgebouwen van het lager en secundair onderwijs dat is ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
 - c) het Garantiefonds voor de schoolgebouwen van het officieel en vrij gesubsidieerd onderwijs;
- 2° de materie bedoeld in artikel 4, 11°, van de bijzondere wet;
- 3° de vakantiecentra, met name wat betreft de materies bedoeld in artikelen 4 en 5 van de bijzondere wet en dit onverminderd artikel 138 van de Grondwet en de decreten genomen in uitvoering hiervan;
- 4° Kind en Gezin (K&G);
- 5° het Kinderonthaal;

Art. 5. De heer Pierre Hazette, Minister van het Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren, is bevoegd voor :

- 1° het onderwijs op de volgende vlakken :
 - a) het secundair onderwijs;
 - b) het artistiek onderwijs — secundair niveau;
 - c) de onderwijsinspectie;
 - d) de parascolaire activiteiten, de hulpprogramma's bij het onderwijs en de berichtgeving;
 - e) de postscolaire en parascolaire vorming;
 - f) de intellectuele, morele en sociale vorming;
 - g) de psycho-medische-sociale centra;
 - h) het toezicht op de overheidsbedrijven voor de administratie van de schoolgebouwen;
 - i) de schoolgebouwen, met uitzondering van het Fonds voor de schoolgebouwen van het officieel gesubsidieerd onderwijs, het Garantiefonds voor de schoolgebouwen van het officieel en vrij gesubsidieerd onderwijs en van het noodprogramma voor de schoolgebouwen van het lager en secundair onderwijs dat is ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
 - j) het bijzonder onderwijs;
 - k) de Europese scholen;
 - l) het schooloriëntatiecentrum;
 - m) de besturing van de internetwerkssystemen.
- 2° de culturele aangelegenheden, zoals :
 - a) de schone kunsten;
 - b) de verdediging en de illustratie van de taal;
 - c) de bibliotheken;
 - d) de artistieke vorming.

Art. 6. Mevrouw Françoise Dupuis, Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, is bevoegd voor :

- 1° het universitair onderwijs;
- 2° het wetenschappelijk onderzoek;
- 3° de kredieten voor het basisonderzoek afkomstig van de D.P.W.B., van Volksgezondheid, Economische Zaken en deze bestemd voor het N.F.W.O. en het I.R.S.I.A.;
- 4° het hoger niet-universitair onderwijs van het korte en lange type;
- 5° het artistiek onderwijs van het hoger niveau, met inbegrip van de conservatoria;
- 6° de studietoelagen en studieleningen;
- 7° het aanmoedigen van de opleiding van vorsers;
- 8° het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 9° het onderzoek in de opvoeding;
- 10° het Fonds voor de schoolgebouwen van het officieel gesubsidieerd onderwijs;
- 11° de Koninklijke Academie voor Wetenschappen.

Art. 7. Mevrouw Corinne De Permentier, Minister van de Audiovisuele Sector, is bevoegd voor :

- 1° de radio-uitzendingen en de televisie, behalve de uitzending van de mededelingen van de federale Regering;
- 2° de hulp aan de geschreven pers;
- 3° de mediatheek en aanverwante diensten;
- 4° de bijstand aan de bioscopen.

Art. 8. De heer Yvan Ylief, Minister van Jeudzaken, Openbaar Ambt en Onderwijs voor sociale promotie, is bevoegd voor :

- 1° de sociale promotie;
- 2° de beroepsomscholing en -bijscholing;
- 3° het afstandsonderwijs, het artistiek onderwijs met verminderde uren, het onderwijs voor sociale promotie;
- 4° het jeugdbeleid;
- 5° de permanente opvoeding en de culturele activiteiten;
- 6° het openbaar ambt;
- 7° het openbaar ambt van de instellingen van openbaar nut;
- 8° de informatica van het bestuur;
- 9° de centra voor expressie en creativiteit;
- 10° de statuten van het onderwijspersoneel.

Art. 9. Mevrouw Nicole Marechal, Minister van Jeudzaken en Gezondheid, is bevoegd voor :

1° het gezondheidsbeleid bedoeld in artikel 5, § 1, I, van de bijzondere wet, behoudens de opdrachten die zijn toevertrouwd aan Kind en Gezin en dit, onverminderd artikel 138 van de Grondwet en de decreten die zijn genomen in uitvoering hiervan;

2° de bijstand aan personen bedoeld in artikel 5, § 1, II, van de bijzondere wet, behoudens de opdrachten die zijn toevertrouwd aan Kind en Gezin en dit, onverminderd artikel 138 van de Grondwet en de decreten die zijn genomen in uitvoering hiervan.

Art. 10. Iedere Minister van de Regering is bevoegd voor de materies inzake het wetenschappelijk onderzoek dat wordt toegepast binnen de perken van zijn bevoegdheden.

Iedere Minister staat aan het hoofd van het personeel van het Bestuur dat onder zijn bevoegdheid valt.

Art. 11. De ontwerpdecreten en besluiten waarover de Regering beraadslaagt, worden ondertekend door de Minister die bevoegd is voor de materie behandeld in het ontwerpdecreet of het besluit.

De besluiten en beslissingen van de Regering inzake het Openbaar Ambt van de instellingen van openbaar nut worden ondertekend door de Minister van Openbaar Ambt en medeondertekend door de Minister(s) belast met het toezicht op de betrokken instellingen van openbaar nut.

De besluiten en beslissingen van de Regering inzake het statuut van het Onderwijspersoneel worden ondertekend door Minister van Openbaar Ambt en medeondertekend door de Minister(s) bevoegd voor het (de) betrokken onderwijsniveau(s).

Art. 12. Ingeval van delegatie van bevoegdheid, overeenkomstig het besluit houdende het reglement voor de werking van de Regering, worden de besluiten ondertekend door de Minister aan wie de delegatie is gegeven.

Art. 13. De ondertekening van de decreten en besluiten mag, in de titel van de Minister, enkel de vermelding bevatten van de materie die is behandeld in de besluiten en decreten.

Art. 14. Het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 16 december 1996 tot verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Franse Gemeenschapsregering is opgeheven.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op 22 juli 1999.

Art. 16. De Ministers, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 juli 1999.

H. HASQUIN,
Minister-President

R. COLLIGNON,
Minister

J.-M. NOLLET,
Minister

P. HAZETTE,
Minister

Mme F. DUPUIS,
Minister

Mme C. DE PERMENTIER,
Minister

Y. YLIEFF,
Minister

Mme N. MARECHAL,
Minister

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 99 — 2608

[C — 99/33036]

9. FEBRUAR 1999 — Erlass der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Festlegung des endgültig ernannten Personals des Gemeinschaftlichen und Regionalen Amtes für Berufsausbildung und Arbeitsbeschaffung (GRABA/FOREM)

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, abgeändert durch die Gesetze vom 6. Juli 1990, 18. Juli 1990, 5. Mai 1993, 16. Juli 1993 und 16. Dezember 1996;

Aufgrund des Dekretes der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 19. Dezember 1988 über die Organisation der Berufsausbildung, abgeändert durch die Dekrete vom 27. Juni 1989, 29. Juni 1992 und 20. Mai 1997;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der auf das Personal der Dienste der Gemeinschafts- und Regionalregierungen und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbaren allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten;

In Erwägung des Dekretes der Wallonischen Region vom 16. Dezember 1988 zur Schaffung des Regionalen Amtes für Arbeitsbeschaffung, insbesondere des Artikels 20;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Region zur Festlegung des Stellenplans des endgültig ernannten Personals des « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » FOREM » (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsausbildung und Arbeitsbeschaffung)

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion vom 03/02/1999;

Aufgrund des Einverständnisses des Minister-Präsidenten, zuständig für den Haushalt, vom 05/02/1999;

Aufgrund des Gutachtens des Verwaltungsrates des GRABA/FOREM vom 22. September 1998;

Aufgrund des Protokolls Nr. 290 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 18. Dezember 1998;

Auf Vorschlag des Ministers für Jugend, Ausbildung, Medien und Soziales,

Beschließt:

Artikel 1 - Der Stellenplan des endgültig ernannten Personals des Gemeinschaftlichen und Regionalen Amtes für Berufsausbildung und Arbeitsbeschaffung wird wie folgt festgelegt:

ZENTRALDIENSTSTELLEN

Generalverwaltung	
Generalverwalter	1
Beigeordneter Generalverwalter	1
Generaldirektion der Produktionsdienststellen	
Generaldirektor	1
Generalinspektor	1
Direktion der finanziellen Beihilfen	
Direktor	1
Direktion Beschäftigung	
Direktor	1
Direktion der Berufsausbildung	
Direktor	1
Direktion der Medizinisch-sozial-psychologischen Dienststellen	
Direktor	1
Direktion der Pläne für die Verminderung der Arbeitslosigkeit	
Direktor	1
Generaldirektion der Ressourcen	
Generaldirektor	1
Abteilung allgemeine Dienststellen	
Direktor	1
Direktion der Buchführung, des Haushalts und der Finanzverwaltung	
Direktor	1
Direktion des Bauwesens und der Logistik	
Direktor	1

Direktion der Studien und der Statistik	
Abteilung menschliche Ressourcen	
Generaldirektor	1
Direktion der Entwicklung und der Zuständigkeiten	
Direktor	1
Direktion des Personals	
Direktor	1
Abteilung Strategie - Organisation und Entwicklung	
Generalinspektor	1
Direktion der Inspektion und der Sicherheit	
Direktor	1
Direktion der juristischen Dienststellen	
Direktor	1
Deutschsprachige Direktion	
Direktor	1
Erster Attaché	16
Attaché	50
Erster Graduiertes	7
Hauptgraduiertes	9
Graduiertes	29
Erster Assistent	20
Hauptassistent	27
Assistent	87
Erster Beigeordneter	7
Hauptbeigeordneter	10
Beigeordneter	32
Erster Operator	9
Hauptoperator	9
Operator	9

AUSSENDIENSTSTELLEN

Territorialabteilung Zentrum	
Generalinspektor	1
Regionaldirektion Arlon	
Direktor	1
Regionaldirektion Namur	
Direktor	1
Regionaldirektion Nivelles	
Direktor	1
Territorialabteilung Ost	
Generalinspektor	1
Regionaldirektion Huy	
Direktor	1
Regionaldirektion Lüttich	
Direktor	1
Regionaldirektion Sankt Vith	
Direktor	1
Regionaldirektion Verviers	
Direktor	1
Territorialabteilung West	
Generalinspektor	1

Regionaldirektion Charleroi	
Direktor	1
Regionaldirektion Mons	
Direktor	1
Regionaldirektion Mouscron	
Direktor	1
Regionaldirektion La Louvière	
Direktor	1
Regionaldirektion Tournai	
Direktor	1
Erster Attaché	24
Attaché	70
Erster Graduiertes	76
Hauptgraduiertes	101
Graduiertes	330
Erster Assistent	31
Hauptassistent	41
Assistent	136
Erster Beigeordneter	35
Hauptbeigeordneter	46
Beigeordneter	150
Erster Operator	25
Hauptoperator	25
Operator	25

Art. 2 - Die Stelle des Generalinspektors bei der Generaldirektion der Produktionsstellen wird abgeschafft, sobald ihr derzeitiger Inhaber ausscheidet.

Art. 3 - Der Erlass der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 8. Oktober 1991 zur Festlegung des Stellenplans für das festangestellte Personal des Gemeinschaftlichen und Regionalen Amtes für Berufsausbildung und Arbeitsbeschaffung (GRABA) ist aufgehoben.

Art. 4 - Der Minister für Jugend, Ausbildung, Medien und Soziales ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 9 Februar 1999

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Minister-Präsident,
Minister für Finanzen, internationale Beziehungen, Gesundheit, Familie und Senioren, Sport und Tourismus,
J. MARAITE

Der Minister für Jugend, Ausbildung, Medien und Soziales,
K.-H. LAMBERTZ

—
TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

F. 99 — 2608

[C - 99/33036]

**9 FEVRIER 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone
fixant le cadre du personnel définitif de l'Office communautaire et régional
de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm)**

Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, modifiée par les lois des 6 juillet 1990, 18 juillet 1990, 5 mai 1993, 16 juillet 1993 et 16 décembre 1996;

Vu le décret de la Communauté germanophone du 19 décembre 1988 portant organisation de la formation professionnelle, modifié par les décrets des 27 juin 1989, 29 juin 1992 et 20 mai 1997;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu le décret de la Région wallonne du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi, notamment l'article 20;

Vu l'arrêté de la Région wallonne fixant le cadre du personnel définitif de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm);

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 février 1999;

Vu l'accord du Ministre-Président, compétent en matière de Budget, donné le 5 février 1999;
 Vu l'avis du Conseil d'administration du GRABA/FOREm, donné le 22 septembre 1998;
 Vu le protocole n° 290 du Comité de Secteur XVI, établi le 18 décembre 1998;
 Sur la proposition du Ministre de la Jeunesse, de la Formation, des Médias et des Affaires sociales,

Arrête :

Article 1^{er}. Le cadre du personnel définitif de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi est fixé comme suit :

SERVICES CENTRAUX

Administration générale	
Administrateur général	1
Administrateur général adjoint	1
Direction générale des Services de Production	
Directeur général	1
Inspecteur général	1
Direction des Aides financières	
Directeur	1
Direction Emploi	
Directeur	1
Direction de la Formation professionnelle	
Directeur	1
Direction des Services médico-socio-psychologiques	
Directeur	1
Direction des Plans de Résorption du Chômage	
Directeur	1
Direction générale des Ressources	
Directeur général	1
Division Services généraux	
Directeur	1
Direction de la Comptabilité, du Budget et des Finances	
Directeur	1
Direction Constructions et Logistique	
Directeur	1
Direction des Études et Statistiques	
Division des Ressources humaines	
Directeur général	1
Direction du Développement et des Compétences	
Directeur	1
Direction du Personnel	
Directeur	1
Division Stratégie, Organisation, Développement	
Inspecteur général	1
Direction de l'Inspection et de la Sécurité	
Directeur	1
Direction des Services juridiques	
Directeur	1
Direction germanophone	
Directeur	1
Premier attaché	16
Attaché	50
Premier gradué	7
Gradué principal	9
Gradué	29
Premier assistant	20

Assistant principal	27
Assistant	87
Premier adjoint	7
Adjoint principal	10
Adjoint	32
Premier opérateur	9
Opérateur principal	9
Opérateur	9

SERVICES EXTERIEURS

Division territoriale du Centre	
Inspecteur général	1
Direction régionale d'Arlon	
Directeur	1
Direction régionale de Namur	
Directeur	1
Direction régionale de Nivelles	
Directeur	1
Division territoriale Est	
Inspecteur général	1
Direction régionale de Huy	
Directeur	1
Direction régionale de Liège	
Directeur	1
Direction régionale de Saint-Vith	
Directeur	1
Direction régionale de Verviers	
Directeur	1
Division territoriale Ouest	
Inspecteur général	1
Direction régionale de Charleroi	
Directeur	1
Direction régionale de Mons	
Directeur	1
Direction régionale de Mouscron	
Directeur	1
Direction régionale de La Louvière	
Directeur	1
Direction régionale de Tournai	
Directeur	1
Premier attaché	24
Attaché	70
Premier gradué	76
Gradué principal	101
Gradué	330
Premier assistant	31
Assistant principal	41
Assistant	136
Premier adjoint	35
Adjoint principal	46
Adjoint	150
Premier opérateur	25

Opérateur principal	25
Opérateur	25

Art. 2. L'emploi d'inspecteur général auprès de la Direction générale des Services de Production est supprimé dès le départ de son titulaire actuel.

Art. 3. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté germanophone du 8 octobre 1991 fixant le cadre organique du personnel statutaire définitif de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm) est abrogé.

Art. 4. Le Ministre de la Jeunesse, de la Formation, des Médias et des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Eupen, le 9 février 1999.

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,
Ministre des Finances, des Relations internationales, de la Santé, de la Famille et des Personnes âgées,
du Sport et du Tourisme,
J. MARAITE

Le Ministre de la Jeunesse, de la Formation, des Médias et des Affaires sociales,
K.-H. LAMBERTZ

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 99 — 2608

[C — 99/33036]

9 FEBRUARI 1999. — Besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap tot vaststelling van de personeelsformatie van het vast personeel van de Gemeenschappelijke en Gewestelijke Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling (FOREm)

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1990, 18 juli 1990, 5 mei 1993, 16 juli 1993 en 16 december 1996;

Gelet op het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 19 december 1988 houdende organisatie van de beroepsopleiding, gewijzigd bij de decreten van 27 juni 1989, 29 juni 1992 en 20 mei 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het decreet van het Waalse Gewest van 16 december 1988 houdende oprichting van de Gewestelijke Dienst voor arbeidsbemiddeling, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het Waalse besluit tot vaststelling van de definitieve personeelsformatie van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi - FOREM » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 februari 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister-President, bevoegd inzake Begroting, gegeven op 5 februari 1999;

Gelet op het advies van de Raad van bestuur van de FOREm, gegeven op 22 september 1998;

Gelet op het protocol nr. 290 van het Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 18 december 1998;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd, Vorming, Media en Sociale Aangelegenheden,

Besluit :

Artikel 1. De personeelsformatie van de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi - FOREM » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling) wordt als volgt vastgelegd :

CENTRALE DIENSTEN

Algemene administratie	
Administrateur-generaal	1
Adjunct-administrateur-generaal	1
Directoraat-generaal Productiediensten	
Directeur-generaal	1
Inspecteur-generaal	1
Directie Financiële Bijstand	
Directeur	1

Gewestelijke directie Namen	
Directeur	1
Gewestelijke directie Nijvel	
Directeur	1
Territoriale Afdeling Oost	
Inspecteur-generaal	1
Gewestelijke directie Hoei	
Directeur	1
Gewestelijke directie Luik	
Directeur	1
Gewestelijke directie Sankt Vith	
Directeur	1
Gewestelijke directie Verviers	
Directeur	1
Territoriale Afdeling West	
Inspecteur-generaal	1
Gewestelijke directie Charleroi	
Directeur	1
Gewestelijke directie Bergen	
Directeur	1
Gewestelijke directie Moeskroen	
Directeur	1
Gewestelijke directie La Louvière	
Directeur	1
Gewestelijke directie Doornik	
Directeur	1
Eerste attaché	24
Attaché	70
Eerste gegradueerde	76
Eerstaanwezende gegradueerde	101
Gegradueerde	330
Eerste assistent	31
Eerstaanwezend assistent	41
Assistent	136
Eerste adjunct	35
Eerstaanwezend adjunct	46
Adjunct	150
Eerste operator	25
Eerstaanwezend operator	25
Operator	25

Art. 2. De betrekking van inspecteur-generaal bij het Directoraat-generaal Productiediensten wordt afgeschaft bij het vertrek van de ambtenaar die heden bedoeld ambt bekleedt.

Art. 3. Het besluit van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap van 8 oktober 1991 tot vaststelling van de personeelsformatie van het vastbenoemd statutair personeel van de gemeenschappelijke en gewestelijke dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling (FOREm) wordt opgeheven.

Art. 4. De Minister van Jeugd, Vorming, Media en Sociale Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 9 februari 1999.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,
Minister van Financiën, Internationale Betrekkingen, Gezondheid, Gezin en Bejaarden, Sport en Toerisme,
J. MARAITE

De Minister van Jeugd, Vorming, Media en Sociale Aangelegenheden
K.-H. LAMBERTZ

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 2609

[C — 99/27609]

3 JUN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 1995 permettant la destruction de certaines espèces gibier et fixant les conditions de destruction de grand gibier dans les territoires clôturés visés à l'article 2^{ter}, alinéa 1^{er}, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, notamment l'article 7 inséré par le décret du 14 juillet 1994;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 1995 permettant la destruction de certaines espèces gibier;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Chasse, donné le 27 août 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 12 mai 1999 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant la nécessité de permettre de détruire du grand gibier dans les territoires désireux de rester clôturés où la chasse ne peut être pratiquée, en vue de prévenir des dommages importants aux cultures, à l'élevage et aux forêts, et l'inexistence d'une autre solution satisfaisante;

Considérant que les titulaires du droit de chasse dans les territoires clôturés ont intérêt à connaître dès le début de la prochaine saison de chasse - soit au 1^{er} juillet 1999 - les conditions dans lesquelles la destruction sera autorisée dans ces territoires s'ils sont maintenus clôturés après le 30 juin 2000 et ce, en vue de leur permettre d'adapter avant cette échéance le niveau de leurs populations de gibier ou opter pour la suppression et l'abaissement des clôtures;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est inséré un chapitre *VIbis* dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 1995 permettant la destruction de certaines espèces gibier, libellé comme suit :

« Chapitre *VIbis*. De la prévention de dommages importants aux cultures, à l'élevage et aux forêts dans les territoires visés à l'article 2^{ter}, alinéa 1^{er}, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

Section 1^{re}. — Des circonstances de temps et de lieu

Art. 19. Au vu de l'existence ou de menace imminente de dégâts importants aux arbres et aux végétaux en général ou à l'élevage, et en présence de gibier à l'intérieur d'un territoire entièrement clôturé nécessitant une intervention urgente, la destruction du grand gibier dans les territoires clôturés visés à l'article 2^{ter}, alinéa 1^{er}, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse peut se faire, tant de jour que de nuit, durant toute l'année, dans toute la Région wallonne.

Section 2. — Des méthodes qui peuvent être mises en œuvre

Art. 20. Dans tous les cas, les animaux ne peuvent être tirés qu'à balles, avec ou sans chiens.

Section 3. — Des personnes habilitées à détruire et des conditions que ces personnes doivent remplir

Art. 21. Il ne peut être procédé à la destruction du grand gibier dans les territoires clôturés visés à l'article 2^{ter}, alinéa 1^{er}, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse qu'après autorisation du Directeur forestier correspondant sur avis du chef de cantonnement.

Art. 22. Le tir en destruction ne pourra être effectué que par un ou des titulaires d'un permis de chasse wallon valable pour l'année en cours et agréés par le propriétaire du territoire concerné ou son ayant droit.

Art. 23. La demande est à introduire par pli recommandé ou contre récépissé auprès du Chef de cantonnement correspondant et doit :

- 1° être motivée par l'importance des dégâts existants ou imminents;
- 2° préciser le type de gibier concerné et le nombre approximatif d'animaux qu'il est souhaitable de détruire et répartis, s'il y échet, en boisés et non-boisés;
- 3° mentionner les nom, prénom et adresse des personnes qui détruiront avec pour chacune d'elles, le numéro de leur permis de chasse;
- 4° certifier ne pas avoir procédé à du nourrissage et s'engager à ne pas y procéder dans le futur;
- 5° sous peine de non-recevabilité, comporter l'engagement formel de l'intéressé d'accepter la présence du Service forestier, en tout temps, pour vérification des populations de gibier existantes et du caractère légal des opérations;
- 6° être adressée au moyen du formulaire dont modèle en annexe II du présent arrêté à raison d'un formulaire par espèce.

L'autorisation fixe :

- 1° le ou les jours successifs de déroulement des opérations de destruction;
- 2° le nombre maximum d'animaux à abattre et le cas échéant un nombre minimum;
- 3° le ou les modes de destruction.

Art. 24. Le titulaire de l'autorisation dispose de la venaison et du trophée éventuel du gibier détruit comme bon lui semble.

En cas de transport de la venaison en dehors du territoire de destruction, ce transport s'effectuera obligatoirement accompagné de l'autorisation visée à l'article 21. »

Art. 2. La numérotation des articles 19 et 20 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 1995 permettant la destruction de certaines espèces gibier est modifiée comme suit :

- l'article 19 devient l'article 25;
- l'article 20 devient l'article 26.

Art. 3. § 1^{er}. Le titre de l'annexe de l'arrêté visé à l'article précédent devient « annexe I ».

De plus, il est ajouté une annexe II à cet arrêté dont le texte figure en annexe du présent arrêté.

§ 2. A l'article 8, 2e alinéa, de l'arrêté visé à l'article précédent, il est introduit le chiffre I entre le mot « annexe » et le mot « du ».

Art. 4. Le Ministre qui a la chasse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe

Demande d'autorisation de procéder à la destruction par tir à balles de grand gibier dans un territoire clôturé visé à l'article 2^{ter}, alinéa 1^{er}, de la loi sur la chasse.

Je soussigné..... domicilié à.....
propriétaire ou ayant droit du territoire clôturé sis à.....
d'une contenance de..... ha, sollicite l'autorisation de détruire.....minimum (*)
et..... maximum (*) tête(s) de l'espèce (Cerf, Chevreuil, Sanglier, Daim, Mouflon) répartis

en..... boisés et..... non-boisés. (**)

Cette destruction en battue et/ou en traquette, à l'affût, à l'approche (**), se fera aux dates et heures suivantes.....

Je joins en annexe la motivation qui justifie ma demande ainsi que la liste des chasseurs qui participeront à la destruction et qui sont titulaires d'un permis de chasse. Cette liste comprend leurs nom, prénom, domicile, avec chaque fois en regard le numéro de leur permis de chasse.

Par la présente, je certifie n'avoir procédé à aucun nourrissage et je m'engage formellement à ne pas y procéder dans le futur ainsi qu'à accepter la présence du Service forestier, en tout temps, aux fins de vérification de la situation des populations de gibier existantes et du caractère légal des opérations entreprises.

Date et signature.

(*) Indiquer le nombre approximatif.

(**) Biffer les mentions inutiles et utiliser un formulaire par espèce.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 1995 permettant la destruction de certaines espèces gibier, et fixant les conditions de destruction de grand gibier dans les territoires clôturés visés à l'article 2^{ter}, alinéa 1^{er}, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

Namur, le 3 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 2609

[C - 99/27609]

3. JUNI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 1995 zur Genehmigung der Vernichtung gewisser Wildarten und zur Festlegung der Bedingungen für die Vernichtung des Großwildes auf den in Artikel 2ter, Absatz 1 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd erwähnten eingezäunten Gebieten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, insbesondere des Artikels 7, eingefügt durch das Dekret vom 14. Juli 1994;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 1995 zur Genehmigung der Vernichtung gewisser Wildarten;

Aufgrund des am 27. August 1998 abgegebenen Gutachtens des « Conseil supérieur wallon de la Chasse » (Wallonischer Hoher Rat für das Jagdwesen);

Aufgrund des am 12. Mai 1999 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Vernichtung von Großwild in den Gebieten, deren Eigentümer weiterhin eine Einzäunung aufrechterhalten wollen und auf denen die Jagd nicht ausgeübt werden kann, zu erlauben, um erhebliche Schäden an Kulturen, Viehbeständen, Wäldern vorzubeugen, und da es keine andere zufriedenstellende Lösung gibt;

In der Erwägung, dass es für die Inhaber des Jagdrechts in den eingezäunten Gebieten vorteilhaft ist, zu Beginn der kommenden Jagdsaison -d.h. am 1. Juli 1999- die Bedingungen zu kennen, unter denen die Vernichtung auf diesen Grundstücken, wenn sie eingezäunt bleiben, nach dem 30. Juni 2000 erlaubt wird, damit sie den Stand ihrer Wildbestände vor diesem Datum anpassen oder sich für die Beseitigung und die Herabsetzung der Zäune entscheiden können;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

Artikel 1 - In den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 1995 zur Genehmigung der Vernichtung gewisser Wildarten wird ein Kapitel *VIbis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Kapitel *VIbis* – Vorbeugung erheblicher Schäden an Kulturen, Viehbeständen und Wäldern in den in Artikel 2ter, Absatz 1 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd erwähnten Gebieten

Erster Abschnitt — Zeit- und Ortsbedingungen

Art. 19 – Aufgrund der bestehenden oder drohenden erheblichen Schäden an Bäumen und Pflanzen im allgemeinen oder an Viehbeständen und wenn sich Wildtiere innerhalb eines vollständig eingezäunten Gebiets befinden, was einen dringenden Eingriff erfordert, kann die Vernichtung des Großwildes in den in Artikel 2ter, Absatz 1 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd erwähnten eingezäunten Gebieten tags- oder nachtsüber während des ganzen Jahres auf dem gesamten Gebiet der Wallonischen Region erfolgen.

Abschnitt 2 — Anwendbare Methoden

Art. 20 – In allen Fällen können die Tiere nur mit einer Schußwaffe mit oder ohne Einsatz von Hunden erlegt werden.

Abschnitt 3 — Zur Durchführung der Vernichtung befugte Personen und von diesen Personen zu erfüllende Bedingungen

Art. 21 – Die Vernichtung des Großwildes in den in Artikel 2ter, Absatz 1 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd erwähnten eingezäunten Gebieten darf nur nach Genehmigung des betreffenden Forstdirektors erfolgen und nachdem die Stellungnahme des Forstamtsleiters eingeholt wurde.

Art. 22 – Die Vernichtung mit einer Schußwaffe darf nur von einer oder mehreren Personen, die Inhaber eines für das laufende Jahr gültigen wallonischen Jagdscheins sind und die vom Eigentümer des betroffenen Gebiets oder dessen Bezugsberechtigten zugelassen werden, vorgenommen werden.

Art. 23 – Der Antrag muss beim zuständigen Forstamtsleiter mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben oder gegen Empfangsbescheinigung eingereicht werden und muss:

1° durch das Ausmaß der bestehenden oder drohenden Schäden begründet werden;

2° die Art betroffenen Wildes und die geschätzte Anzahl Tiere, die zu vernichten sind (gegebenenfalls in geweihte und nicht geweihte Tiere eingeteilt), angeben;

3° die Namen, Vornamen und Anschrift der Personen, die die Vernichtung vornehmen, angeben sowie für jede Person die Nummer ihres Jagdscheins;

4° bescheinigen, dass keine Fütterung vorgenommen worden ist und die Verpflichtung eingehen, diese auch in der Zukunft nicht vorzunehmen;

5° unter Gefahr der Unzulässigkeit die verbindliche Zusage des Betroffenen angeben, die Anwesenheit des Forstdienstes jederzeit zuzulassen, um die bestehenden Wildbestände sowie die Gesetzmäßigkeit der Maßnahmen zu überprüfen;

6° mittels des Formulars, dessen Muster den Anhang II des vorliegenden Erlasses bildet, zugeschickt werden, wobei ein Formular pro Art zu verwenden ist.

Die Genehmigung bestimmt:

1° den bzw. die aufeinanderfolgenden Tage für den Ablauf der Vernichtungsmaßnahmen;

2° die Höchstanzahl zu erlegenden Tieren und gegebenenfalls eine Mindestanzahl;

3° die Vernichtungsmethode(n).

Art. 24 - Der Inhaber der Genehmigung verfügt nach seinem Gutdünken über das Wildbret und die eventuelle Trophäe des vernichteten Wildes.

Falls das Wildbret außerhalb des Vernichtungsgebiets transportiert wird, erfolgt der Transport obligatorisch mit der in Artikel 21 erwähnten Genehmigung.»

Art. 2 - Die Numerierung der Artikel 19 und 20 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 1995 zur Genehmigung der Vernichtung gewisser Wildarten wird wie folgt abgeändert:

- Artikel 19 wird Artikel 25;

- Artikel 20 wird Artikel 26.

Art. 3 - § 1. Der Titel des Anhangs zum im vorstehenden Artikel erwähnten Erlass wird «Anhang I». Ein Anhang II wird außerdem in diesen Erlass eingefügt, dessen Wortlaut den Anhang zum vorliegenden Erlass bildet.

§ 2. In Artikel 8, 2. Absatz des in vorstehendem Artikel erwähnten Erlasses wird zwischen die Wörter «Anhang» und «zum» die Ziffer I eingefügt.

Art. 4 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Jagdwesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

—
Anlage

Antrag auf Genehmigung, Großwild in einem in Artikel 2ter, Absatz 1 des Gesetzes über die Jagd erwähnten eingezäunten Gebiet durch Schußwaffe zu vernichten

Ich Unterzeichnete (r) wohnhaft in.....

Eigentümer(in) oder Anspruchsberechtigte(r) des in

gelegenen eingezäunten ha großen Gebiets,

beantrage die Genehmigung mindestens..... (*) und höchstens..... Stück der Art (Hirsch, Reh, Wildschwein, Damhirsch, Muffel), die in geweihte und nicht geweihte Tiere eingeteilt sind zu vernichten. (**)

Diese Vernichtung durch Treibjagd und/oder Drückjagd, auf dem Ansitz, auf dem Pirschgang(**) erfolgt zu folgenden Zeitpunkten (Daten und Stunden).....

Die Begründung, die meinen Antrag rechtfertigt, sowie die Liste der Jäger, die an der Vernichtung teilnehmen und die Inhaber eines Jagdscheins sind, werden als Anhang beigefügt. In diese Liste werden ihre Namen, Vornamen, ihr Wohnsitz angegeben. Gegenüber ihrem Namen ist jedesmal die Nummer ihres Jagdscheins zu vermerken.

Hiermit bestätige ich keine Fütterung vorgenommen zu haben und verpflichte mich verbindlich, in der Zukunft keine vorzunehmen sowie die Anwesenheit des Forstdienstes jederzeit zuzulassen, der die bestehenden Wildbestände sowie die Gesetzmäßigkeit der Maßnahmen überprüfen kann.

Datum und Unterschrift

(*) die geschätzte Anzahl bitte angeben

(**) unzutreffendes bitte streichen und ein Formular pro Art benutzen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 1999 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 1995 zur Genehmigung der Vernichtung gewisser Wildarten und zur Festlegung der Bedingungen für die Vernichtung des Großwildes auf den in Artikel 2ter, Absatz 1 des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd erwähnten eingezäunten Grundstücken, als Anhang beigefügt zu werden

Namur, den 3. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 2609

[C — 99/27609]

3 JUNI 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 1995 waarbij de bestrijding van sommige soorten wild wordt toegelaten en de voorwaarden worden bepaald tot bestrijding van grof wild binnen de afgesloten gebieden bedoeld bij artikel 2ter, 1e lid van de jachtwet van 28 februari 1882

De Waalse Regering,

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, inzonderheid op artikel 7, ingevoegd bij het decreet van 14 juli 1994;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 1995 tot machtiging van de bestrijding van sommige soorten wild;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Waalse Hoge Jachtraad), gegeven op 27 augustus 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 12 mei 1999, overeenkomstig artikel 84, 1e lid, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de bestrijding van grof wild toe te staan in voor de jacht onbruikbare gebieden die men wenst afgesloten te houden zodat aanzienlijke schade aan gewassen, vee en bossen voorkomen kan worden en overwegende dat geen enkele andere oplossing voldoening schenkt;

Overwegende dat de jachtrechthouders in de afgesloten gebieden er belang bij hebben om al bij aanvang van het volgend jachtseizoen, dat op 1 juli 1999 begint, de voorwaarden te kennen waaronder de bestrijding van wild toegelaten is indien bedoelde gebieden na 30 juni 1999 afgesloten blijven, zodat ze vóór bedoelde einddatum de omvang van hun wildpopulaties kunnen aanpassen of kunnen kiezen voor het verlagen of wegnemen van bedoelde afsluitingen;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt een als volgt opgesteld hoofdstuk VIbis gevoegd in het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 1995 tot machtiging van de bestrijding van sommige soorten wild :

« Hoofdstuk VIbis — Het voorkomen van aanzienlijke schade aan gewassen, vee en bossen in de gebieden bedoeld bij artikel 2ter, 1e lid van de jachtwet van 28 februari 1882

Afdeling 1. — Omstandigheden van tijd en plaats

Art. 19. Indien bomen en planten in het algemeen, evenals het vee, aanzienlijke schade ondervinden of indien wild aanwezig is binnen een volledig afgesloten gebied waarin dringende tussenkomst vereist is, is de bestrijding van grof wild op de afgesloten gebieden bedoeld bij artikel 2ter, 1e lid van de jachtwet van 28 februari 1882 zowel 's nachts als overdag tijdens het hele jaar in het hele Waalse Gewest toegelaten.

Afdeling 2. — Aan te wenden methodes

Art. 20. In alle gevallen mogen de dieren enkel met kogels gedood worden, met of zonder behulp van honden.

Afdeling 3. — Personen die het wild mogen bestrijden en voorwaarden die zij moeten vervullen

Art. 21. Er mag enkel overgegaan worden tot de bestrijding van het grof wild in de afgesloten gebieden bedoeld bij artikel 2ter, 1e lid van de jachtwet van 28 februari 1882 na toestemming van de desbetreffende Bosdirecteur op advies van de houtvester.

Art. 22. Het grof wild kan enkel kan enkel geschoten worden door één of meerdere Waalse jachtverlofhouders die een geldig verlof voor het lopend jaar hebben en die erkend zijn door de eigenaar van het betrokken gebied of door zijn rechthebbende.

Art. 23. De aanvraag moet ingediend worden bij een aangetekende brief of tegen ontvangstbewijs bij de desbetreffende houtvester en moet :

1° gemotiveerd zijn door de omvang van de bestaande of dreigende schade;

2° het betrokken soort wild nader bepalen en het approximatief aantal dieren waarvan de bestrijding gewenst is en onderverdeeld in voorkomend geval in geweide en niet-geweide dieren;

3° de naam, voornaam, het adres van de personen vermelden, die tot de bestrijding zullen overgaan en voor ieder van hen het nummer van hun jachtverlof;

4° bewijzen niet te zijn overgegaan tot bijvoeding en zich verbinden dit niet te doen in de toekomst;

5° op straffe van niet-ontvankelijkheid, de formele verbintenis van de belanghebbende inhouden dat hij de aanwezigheid van de Bosdienst aanvaardt ten alle tijde om de bestaande wildpopulaties en de wettelijke aard van de handelingen te controleren;

6° ingediend worden bij middel van het formulier waarvan het model opgenomen is in bijlage II bij dit besluit a rato van een formulier per wildsoort.

De machtiging bepaalt :

1° de dag of de opeenvolgende dagen tijdens welke de bestrijding zal plaatsvinden;

2° het maximaal aantal te bestrijden dieren en in voorkomend geval een minimum aantal;

de bestrijdingswijze(n).

Art. 24. De houder van de machtiging beschikt over het wildbraad en, in voorkomend geval, de trofee van het bestreden wild zoals het hem past.

Wanneer het wildbraad buiten het bestrijdingsgebied vervoerd wordt moet het noodzakelijkerwijs vervoerd worden met de in artikel 21 bedoelde machtiging. »

Art. 2. De nummering van de artikelen 19 en 20 van het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 1995 tot machtiging van de bestrijding van sommige soorten wild wordt gewijzigd als volgt :

- artikel 19 wordt artikel 25;
- artikel 20 wordt artikel 26.

Art. 3. § 1. De titel van de bijlage bedoeld in het vorige artikel wordt « bijlage I ». Bovendien wordt er een bijlage II bij dit besluit gevoegd waarvan de tekst in bijlage bij dit besluit staat.

§ 2. In artikel 8, 2de lid van het in het vorige artikel bedoelde besluit wordt het cijfer I gevoegd tussen het woord "bijlage" en het voorzetsel "bij".

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheden de jacht behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage

Machtigingsaanvraag om over te gaan tot het schieten met scherp op grof wild in een afgesloten gebied bedoeld in artikel 2ter, 1e lid van de jachtwet.

Ondergetekende..... wonende te.....

Eigenaar of rechthebbende van het afgesloten gebied gelegen te.....

Met een oppervlakte van..... ha, vraagt hierbij de machtiging tot bestrijding van minimum.... (*) en maximum..... (*) stuks van het soort (edelhert, ree, wild zwijn, damhert, moeflon) onderverdeeld in..... met gewei en..... zonder gewei (**).

Deze bestrijding bij klop- en/of drijfjacht, bij loer- en bersjacht (**) zal plaatsvinden op volgende dagen en uren.....

In bijlage voeg ik de motivering waarmee ik mijn aanvraag staaf, en de lijst van de jagers die deelnemen aan het bestrijden van het wild en die over een jachtverlof beschikken. In die lijst worden opgenomen naam, voornaam, woonplaats en telkens het nummer van het jachtverlof.

Hierbij verzeker ik dat ik het wild niet gevoederd heb en verbind ik mij er formeel toe om daar ook in de toekomst van af te zien en de aanwezigheid van de Bosdienst te allen tijde toe te laten, om de toestand van de bestaande wildpopulaties en het wettelijke karakter van de uitgevoerde handelingen na te gaan.

Datum en handtekening

(*) Het aantal bij benadering aangeven.

(**) Schrappen wat niet past en één formulier per wildsoort gebruiken.

Gezien om gevoegd te worden bij het Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 1995 tot machtiging van de bestrijding van sommige soorten wild en tot bepaling van de voorwaarden tot bestrijding van grof wild binnen de afgesloten gebieden bedoeld bij artikel 2ter, 1e lid van de jachtwet van 28 februari 1882.

Namen, 3 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 99 — 2610 [99/31223]

22 AVRIL 1999. — Ordonnance fixant la liste des installations de classe IA visée à l'article 4 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. La liste des installations de classe IA soumises à permis d'environnement est fixée conformément à l'annexe à la présente ordonnance.

Art. 3. Le Gouvernement est habilité à modifier les droits de dossier tels que fixés à l'article 100 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement notamment pour adapter ces montants en vue de l'introduction de l'euro.

Art. 4. Les certificats d'environnement et les permis d'environnement accordés avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance restent valables pour le terme fixé.

Les procédures d'instruction des demandes et de délivrance des certificats et permis se font conformément aux classes d'installation en vigueur au moment de l'introduction de la demande.

Art. 5. L'annexe à l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement telle qu'intégrée par l'article 37 de l'ordonnance du 23 novembre 1993 est abrogée.

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 99 — 2610 [99/31223]

22 APRIL 1999. — Ordonnantie tot vaststelling van de ingedeelde inrichtingen van klasse IA van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. De lijst der inrichtingen van klasse IA die het voorwerp uitmaken van een milieuvergunning wordt vastgesteld overeenkomstig de bijlage bij deze ordonnantie.

Art. 3. De Regering is ertoe gemachtigd de dossierrechten zoals vastgesteld in artikel 100 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen te wijzigen, met name teneinde het bedrag aan de invoering van de euro te kunnen aanpassen.

Art. 4. De milieu-attesten en de milieuvergunningen die toegekend werden vóór de inwerkingtreding van deze ordonnantie, blijven voor de gestelde termijn gelden.

De te volgen procedure om de aanvragen en de afgifte van attesten en vergunningen te onderzoeken gebeurt met toepassing van de lijst der ingedeelde inrichtingen die van kracht is op het ogenblik waarop de aanvraag wordt ingediend.

Art. 5. De bijlage bij de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning zoals ingevoegd door artikel 37 van de ordonnantie van 23 november 1993 wordt opgeheven.

Annexe — Bijlage

Classes d'installations — Inrichtingsklassen

Version du 23 février 1999 — Versie van 23 februari 1999

N° Rub. Nr.	Dénomination — Benaming	Cl — Kl	Mot clé — Trefwoord
200	— Usines intégrées de première fusion de la fonte et de l'acier, usines sidérurgiques, hauts fourneaux — Installations destinées à la production de métaux bruts non ferreux à partir de minerais, de concentrés de minerais ou de matières premières secondaires selon des procédés métallurgiques ou électro-lytiques et dont la capacité est supérieure à 100 000 t/an de métaux bruts non ferreux — Geïntegreerde fabrieken voor de eerste smeltingen en gietingen van staal, staalbedrijven, hoogovens — Inrichtingen voor de winning van ruwe non-ferrometalen uit erts, ertsconcentraat of secundaire grondstoffen met metallurgische of elektrolytische processen met een capaciteit van meer dan 100 000 t/jaar ruwe non-ferrometalen	1A	Acier (usines intégrée) Staal (geïntegreerde fabriek)
201	Installations destinées à l'extraction, au traitement de l'amiante d'une capacité supérieure à 200 t/an. Inrichtingen voor de winning, behandeling van asbest, met een capaciteit van meer dan 200 t/jaar	1A	Amiante (traitement) Asbest (verwerking)
202	Installations destinées à la production de produits et objets contenant de l'amiante, à l'exception des garnitures de friction et des produits en amiante-ciment, avec une production de plus de 50 t d'amiante/an.	1A	Amiante (objets)

N° Rub. Nr.	Dénomination — Benaming	Cl — Kl	Mot clé — Trefwoord
	Inrichtingen voor de productie van asbesthoudende producten en voorwerpen, uitgenomen remvoeringen en producten uit asbestcement, met een productie van meer dan 50 t/jaar		Asbest (voorwerpen)
203	Installations destinées à la production ou au traitement des garnitures de friction contenant de l'amiante, avec une production supérieure à 50 t d'amiante/an Inrichtingen voor de productie of de bewerking van asbesthoudende remvoeringen, met een productie hoger dan 50 t/jaar	1A	Amiante (freins) Asbest (remmen)
204	Installations destinées à la production d'amiante-ciment ou de produits contenant de l'amiante-ciment avec une production de 20 000 t de produits finis par an ou plus Inrichtingen voor het vervaardigen van asbestcement of producten die asbestcement bevatten met een productie van 20 000 t/jaar afgewerkte producten per jaar of meer	1A	Amiante-ciment Asbestcement
205	Elevage, accueil, garde ou détention à l'exception de la vente en magasin de : — plus de 60 000 poules ou 85 000 poulets — plus de 3 000 emplacements pour porcs de production de plus de 30 kg et de 900 emplacements pour truies Het fokken, de opvang, het hoeden of het houden met uitzondering van verkoop in een winkel van : — meer dan 60 000 hennen of 85 000 kippen — meer dan 3 000 plaatsen voor mestvarkens van meer dan 30 kg en 900 plaatsen voor zeugen.	1A	Animaux — Elevage Dieren — Fokken
206	Barrages et autres installations destinées à retenir les eaux ou à les stocker de manière permanente lorsque le nouveau volume d'eau ou un volume supplémentaire d'eau à retenir ou à stocker dépasse 10 hectomètres cubes Stuwdammen en andere inrichtingen voor het stuwen van water of het duurzaam opslaan ervan wanneer de nieuwe waterinhoud of een bijkomende te stuwen of op te slaan waterinhoud hoger ligt dan 10 kubieke hectometer	1A	Barrages, bassins d'orage Stuwdammen, stormbekkens
207	Carrières (sablères, argilières, tourbières) et exploitations minières à ciel ouvert lorsque la surface du site est supérieure à 25 ha. Groeven (voor zand, klei, turf) en dagbouwminnen met een terreinoppervlakte groter dan 25 ha.	1A	Carrières Groeven
208	Installations chimiques intégrées, à savoir les installations prévues pour la fabrication à l'échelle industrielle de substances par transformation chimique, où plusieurs unités sont juxtaposées et fonctionnellement liées entre elles et qui sont notamment destinées à la fabrication : de produits chimiques organiques de base, de produits chimiques inorganiques de base, d'engrais à base de phosphore, d'azote ou de potassium (engrais simples ou composés), de produits de base phytosanitaires et de biocides, de produits pharmaceutiques de base selon un procédé chimique ou biologique, d'explosifs Geïntegreerde chemische inrichtingen, met name inrichtingen voor het vervaardigen op industriële schaal van stoffen door scheikundige transformatie, waar meerdere eenheden naast elkaar worden geplaatst en functioneel aan elkaar zijn gekoppeld, en die, in het bijzonder bestemd zijn voor de vervaardiging van : organische basischemicaliën, inorganische basischemicaliën, meststoffen met een fosfor-, stikstof- of kaliumbase (enkelvoudige of samengestelde meststoffen), fytosanitaire en kiemdodende basisproducten, farmaceutische basisproducten aan de hand van een scheikundig of biologisch proces, springstoffen	1A	Chimie (installations chimiques intégrées) Scheikunde (geïntegreerde chemische inrichtingen)
209	Piste de course ou d'entraînement à l'air libre pour véhicules à moteurs à explosion en ce compris les kartings, à l'exclusion des circuits établis entièrement sur les voies de communication. Race- of trainingsomlopen in de open lucht voor voertuigen met ontploffingsmotoren met inbegrip van kartings, met uitsluiting van de omlopen die in hun geheel op verkeerswegen liggen.	1A	Circuit pour véhicules à moteurs Omlopen voor motorvoertuigen

N° Rub. Nr.	Dénomination — Benaming	Cl — Kl	Mot clé — Trefwoord
210	Cokeries, installations industrielles pour la transformation chimique des combustibles solides non visés à la rubrique 39 de plus de 500 t/j. Cokesfabrieken, inrichtingen voor het chemisch omzetten van de vaste brandstoffen die niet in rubriek 39 zijn opgenomen, meer dan 500 t/dag.	1A	Cokeries Cokesfabrieken
211	Installations industrielles de gazéification et de liquéfaction de tous produits carbonés de plus de 500 t/j. Industriële inrichtingen voor het vergassen en vloeibaar maken van alle koolstofhoudende producten, meer dan 500 t/dag.	1A	Combustibles solides (transformation) Vaste brandstoffen (omzetting)
212	Installations de combustion (à l'exception des incinérateurs de déchets, des crématoriums) avec une puissance calorifique nominale de plus de 300 MW. Stookinrichtingen (met uitzondering van de afvalverbrandingsovens, crematoria) met een nominaal warmtevermogen van meer dan 300 MW.	1A	Combustion (installations de) Verbranding (inrichtingen)
213	Installations de tri, de recyclage pour déchets d'une capacité supérieure à 100 000 t/an. Inrichtingen voor het sorteren of recycleren van afvalstoffen met een capaciteit hoger dan 100 000 t/jaar.	1A	Déchets (centres de tri) Afvalstoffen (sorteercentra)
214	Dépôts de déchets dangereux (à l'exception des huiles résiduelles reprises en rubrique n° 80) d'une capacité de plus de 500 tonnes. Opslagplaatsen voor gevaarlijke afvalstoffen (met uitzondering van de afvaloliën bedoeld in rubriek 80) met een capaciteit van meer dan 500 ton.	1A	Déchets dangereux (dépôts) Gevaarlijke afvalstoffen (opslagplaatsen)
215	Décharges de déchets dangereux Stortplaatsen voor gevaarlijke afvalstoffen	1A	Déchets dangereux (décharges) Gevaarlijke afvalstoffen (stortplaatsen)
216	Installations d'incinération de déchets dangereux Inrichtingen voor de verbranding van gevaarlijke afvalstoffen	1A	Déchets dangereux (incinérateurs) Gevaarlijke afvalstoffen (verbrandingsinrichtingen)
217	Usines d'élimination de déchets par traitement chimique. Fabrieken voor de verwijdering van afvalstoffen door scheikundige behandeling.	1A	Déchets (traitement chimique) Afvalstoffen (scheikundige behandeling)
218	Décharges de déchets non dangereux (à l'exclusion des terres non contaminées et des déchets de construction ou de démolition de bâtiments à caractère d'habitation ne contenant pas de matériaux putrescibles ou inflammables). Stortplaatsen voor ongevaarlijke afvalstoffen (met uitzondering van de niet-verontreinigde gronden en van het bouw- en sloopafval van gebouwen bestemd voor de bewoning waarin zich geen bederfbare of ontvlambare materialen bevinden).	1A	Déchets non dangereux (décharges) Ongevaarlijke afvalstoffen (stortplaatsen)
219	Installations d'incinération de déchets non dangereux d'une capacité de plus de 12 t/jour. Inrichtingen voor de verbranding van ongevaarlijke afvalstoffen met een vermogen van meer dan 12 t/dag.	1A	Déchets non dangereux (incinérateurs) Ongevaarlijke afvalstoffen (afvalverbrandingsovens)

N° Rub. Nr.	Dénomination — Benaming	Cl — Kl	Mot clé — Trefwoord
220	<p>Parc de conteneurs (à l'exception des conteneurs isolés) de déchets, déchetteries d'une capacité supérieure à 1 000 m³.</p> <p>Containerpark (met uitzondering van afgezonderde containers) voor afvalstoffen, afvalverwerkingsinrichtingen met een vermogen van meer dan 1 000 m³.</p>	1A	<p>Déchetteries</p> <p>Afvalverwerkingsinrichtingen</p>
221	<p>Stations d'épuration pour les eaux usées d'une capacité supérieure à 30 000 équivalents-habitant</p> <p>Afvalwaterzuiveringsstations met een capaciteit van meer dan 30 000 inwonersequivalent</p>	1A	<p>Epuration (stations d')</p> <p>Zuivering (stations)</p>
222	<p>Captages d'eau souterraine d'un débit supérieur à 20 000 m³/j.</p> <p>Grondwaterwinning met een debiet hoger dan 20 000 m³ per dag.</p>	1A	<p>Forages (captages d'eau souterraine).</p> <p>Boringen (grondwaterwinning)</p>
223	<p>Dispositif de recharge artificielle des eaux souterraines lorsque le volume journalier est supérieur à 20 000 m³.</p> <p>Inrichting voor het kunstmatig bijvullen van grondwater met een dagelijkse watercapaciteit van meer dan 20 000 m³.</p>	1A	<p>Forages (recharge)</p> <p>Boringen (bijvulling)</p>
224	<p>Garages, emplacements couverts où sont garés des véhicules à moteur comptant plus de 200 véhicules ou remorques.</p> <p>Garages, overdekte parkeerplaatsen waar motorvoertuigen worden geparkeerd met meer dan 200 voertuigen of aanhangwagens</p>	1A	<p>Garages</p> <p>Garages</p>
225	<p>Dépôts en récipients fixes de gaz comprimés, liquéfiés ou maintenus dissous (à l'exclusion des dépôts de butane et de propane commerciaux et de leurs mélanges) d'une capacité totale en litres de plus de 1 000 000 litres</p> <p>Opslagplaatsen voor vaste recipiënten van samengeperst, vloeibaar gemaakt of in oplossing gehouden gassen (uitgenomen de opslagplaatsen voor handelsbutaan en propaan en hun mengsels) met een totaalinhoud, in liters, van meer dan 1 000 000 liter.</p>	1A	<p>Gaz (réservoirs fixes)</p> <p>Gassen (vaste recipiënten)</p>
226	<p>Installations fixes pour la production de gaz (à l'exception des cokeries) d'une capacité de plus de 1 000 Nm³/h.</p> <p>Vaste inrichtingen voor de productie van gassen (uitgenomen de cokesfabrieken) met een capaciteit hoger dan 1 000 Nm³/h.</p>	1A	<p>Gaz (production)</p> <p>Gassen (productie)</p>
227	<p>Mines, minières et carrières souterraines, quelle que soit la matière extraite, avec leurs dépendances; les ateliers de préparation et de lavage des charbons et des minerais; les ateliers pour le travail des produits de carrières</p> <p>Mijnen, graverijen en ondergrondse groeven, ongeacht de gewonnen stof, met hun aanhorigheden; de werkplaatsen voor het voorbereiden en wassen van kolen en ertsen; de werkplaatsen voor het bewerken van de voortbrengselen van de groeven.</p>	1A	<p>Mines</p> <p>Mijnen</p>
228	<p>Installations industrielles destinées à la fabrication de papier, carton, d'une capacité de production supérieure à 200 tonnes par jour.</p> <p>Industriële inrichtingen voor het vervaardigen van papier, karton, met een productiecapaciteit hoger dan 200 ton per dag.</p>	1A	<p>Papier (fabrication)</p> <p>Papier (vervaardiging)</p>
229	<p>Installations pour la fabrication de pâte de papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses.</p> <p>Inrichtingen voor het vervaardigen van papierbrij uit hout en andere vezelhoudende stoffen.</p>	1A	<p>Pâte à papier</p> <p>Papierbrij</p>

N° Rub. Nr.	Dénomination — Benaming	Cl — Kl	Mot clé — Trefwoord
230	Installations pour l'extraction de pétrole ou de gaz naturel et leurs dépendances. Inrichtingen voor petroleum- en aardgaswinning en hun aanhorigheden.	1A	Pétrole ou gaz naturel (extraction) Petroleum of aardgas (winning)
231	Installations de stockage de pétrole, de produits pétrochimiques ou de produits chimiques d'une capacité de 200 000 tonnes ou plus. Opslagplaatsen voor petroleum, petrochemicaliën of chemicaliën met een opslagcapaciteit van 200 000 ton of meer.	1A	Pétrole, produits chimiques (stockage) Petroleum, chemicaliën (opslagplaats)
232	Raffineries de pétrole brut (à l'exclusion des entreprises fabriquant uniquement des lubrifiants à partir de pétrole brut), installations de désulfuration des hydrocarbures. Raffinaderijen van ruwe aardolie (uitgenomen de ondernemingen die enkel smeermiddelen vervaardigen uit ruwe petroleum), inrichtingen voor de ontzwaveling van koolwaterstoffen.	1A	Raffineries Raffinaderijen
233	Parcs de stationnement à l'air libre pour véhicules à moteur de plus de 200 places. Parkeerterreinen in de open lucht voor motorvoertuigen van meer dan 200 plaatsen.	1A	Véhicules (stationnement) Voertuigen (parkeren)

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites,

Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget, de l'Energie et des relations extérieures,

J. CHABERT

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics et du Transport,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Fonction publique, du Commerce extérieur, de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente,

R. GRIJP

Le Ministre de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation, de la Conservation de la Nature et de la Propreté publique,

D. GOSUIN

Notes

(1) *Documents du Conseil* :

Session ordinaire 1998-1999.

Projet d'ordonnance, A-320/1. Rapport, A-320/2.

Compte rendu intégral.

Discussion et adoption : séance du vendredi 26 mars 1999.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 22 april 1999.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen,

Ch. PICQUE

De Minister van Economie, Financiën, Begroting, Energie en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer,

H. HASQUIN

De Minister van Openbaar Ambt, Buitenlandse Handel, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

R. GRIJP

De Minister van Leefmilieu en Waterbeleid, Renovatie, Natuurbehoud en Openbare Netheid,

D. GOSUIN

Nota's

(1) *Documenten van de Raad*.

Gewone zitting 1998-1999.

Ontwerp van ordonnantie, A-320/1. Verslag, A-320/2.

Volledig verslag.

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 26 maart 1999.

F. 99 — 2611

[99/31257]

25 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale abrogeant l'arrêté du 28 décembre 1992 relatif à l'octroi de subventions pour l'informatisation des pouvoirs locaux

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

Vu la loi du 21 août 1987 modifiant la loi organisant les agglomérations et les fédérations de communes et portant des dispositions relatives à la Région bruxelloise, notamment l'article 27;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a urgence pour les pouvoirs locaux d'inscrire dans les budgets 1999 les subsides régionaux en matière d'informatique;

Considérant que les budgets communaux doivent être approuvés par la Tutelle régionale;

Considérant qu'il y a lieu d'assurer un fonctionnement harmonieux des services communaux, et en particulier une utilisation rationnelle de leur système informatique,

Arrête :

Article 1^{er}. L'arrêté du 28 décembre 1992 de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'octroi de subventions pour l'informatisation des pouvoirs locaux est abrogé au 31 décembre 2001.

Art. 2. A partir du 1er janvier 1999, les pouvoirs locaux visés par l'arrêté du 28 décembre 1992 de l'Exécutif de la région de Bruxelles-Capitale relatif à l'octroi de subventions pour l'informatisation des pouvoirs locaux et qui ont bénéficié des subventions pour les 3 phases de leur informatisation ne peuvent plus introduire de dossiers de subventions dans le cadre dudit arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1999.

Art. 4. Le Ministre qui a les pouvoirs locaux dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement
de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux,
de l'emploi, du Logement et des Monuments et sites,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale
chargé de l'Economie, des Finances, du Budget,
de l'Energie et des Relations extérieures,
J. CHABERT

N. 99 — 2611

[99/31257]

25 MAART 1999. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot opheffing van het besluit van 28 december 1992 betreffende de toekenning van subsidies voor de informatisering van de plaatselijke besturen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 21 augustus 1987 tot wijziging van de wet houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten houdende bepalingen betreffende het Brusselse Gewest, inzonderheid artikel 27;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het voor de plaatselijke besturen dringend noodzakelijk is de gewestelijke subsidies voor informatica op de begroting van 1999 in te schrijven;

Overwegende dat de gemeentelijke begrotingen dienen te worden goedgekeurd door de gewestelijke Voogdij;

Overwegende dat voor een evenwichtige werking van de gemeentediensten moet gezorgd worden, meer in het bijzonder voor een rationeel gebruik van hun informaticasysteem,

Besluit :

Artikel 1. Het besluit van 28 december 1992 van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve betreffende de toekenning van subsidies voor de informatisering van de plaatselijke besturen worden opgeheven op 31 december 2001.

Art. 2. Vanaf 1 januari 1999 kunnen de plaatselijke besturen, bedoeld in het besluit van 28 december 1992 van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve betreffende de toekenning van subsidies voor de informatisering van de plaatselijke besturen, die reeds subsidies ontvingen voor de 3 fasen van hun informatisering, geen nieuwe subsidiedossiers meer indienen in het kader van betrokken besluit.

Art. 3. Onderhavig besluit treedt in werking vanaf 1 januari 1999.

Art. 4. De Minister bevoegd voor de plaatselijke besturen is belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, 25 maart 1999.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting
en Monumenten en Landschappen,
Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
bevoegd voor Economie, Financiën, Begroting,
Energie en Externe Betrekkingen,
J. CHABERT

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE

[99/14068]

10 FEVRIER 1999. — Arrêté royal autorisant la suppression du passage à niveau n° 12 de la ligne 165 : Libramont - Athus, à Herbeumont, dans le cadre de l'électrification de la ligne

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 12 avril 1835 concernant les péages et règlements de police sur les chemins de fer, notamment l'article 2;

Vu la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des Chemins de fer belges notamment l'article 1bis, remplacé par la loi du 21 mars 1991;

Considérant que, dans l'intérêt de la sécurité du trafic tant ferroviaire que routier et d'une exploitation ferrée fluide, il est indiqué de supprimer les passages à niveau de la ligne 165 : Libramont - Athus et que le passage à niveau 12 de par sa nature et sa situation entre prioritairement en ligne de compte;

Considérant que l'amélioration d'un chemin latéral existant constitue, d'un point de vue technique, d'aménagement rural et sur le plan financier, la solution la mieux appropriée aux éventuels problèmes de circulation causés par la suppression du passage à niveau précité;

Considérant que les travaux repris au plan n° 0A-1650-081.193-001 répondent à l'objectif fixé;

Considérant que l'enquête publique, à laquelle le plan précité a été soumis, n'a donné lieu à aucune objection fondée;

Sur la proposition de Notre Ministre des Transports,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La Société nationale des Chemins de fer belges est autorisée à supprimer le passage à niveau n° 12 de la ligne 165 : Libramont - Athus, à Herbeumont, dans le cadre de l'électrification de la ligne, tel qu'indiqué au plan de travaux n° 0A-1650-081.193-001, annexé au présent arrêté.

Art. 2. Notre Ministre des Transports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Transports,
M. DAERDEN

MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR

[99/14068]

10 FEBRUARI 1999. — Koninklijk besluit dat de afschaffing van de overweg nr. 12, op de lijn 165 : Libramont - Athus, te Herbeumont, machtigt in het kader van de elektrificatie van de lijn

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 12 april 1835 betreffende de tolgelden en politiereglementen op de spoorwegen, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de wet van 23 juli 1926 houdende de oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, inzonderheid op artikel 1bis, vervangen door de wet van 21 maart 1991;

Overwegende dat het in belang van de veiligheid van het trein en wegverkeer en van een vlotte spoorexploitatie aangewezen is de overwegen op de lijn 165 : Libramont - Athus af te schaffen en dat overweg 12 wegens zijn aard en ligging hiervoor prioritair in aanmerking komt;

Overwegende dat de verbetering van een bestaande langsweg vanuit technisch, stedenbouwkundig en financieel oogpunt de best passende oplossing vormt voor eventuele verkeersproblemen tengevolge van de afschaffing van voornoemde overweg;

Overwegende dat de met het plan nr. 0A-1650-081.193-001 beschreven werken aan het gestelde doel beantwoorden;

Overwegende dat het openbaar onderzoek waaraan voornoemd plan onderworpen werd geen gegronde bezwaren opgeleverd heeft;

Op de voordracht van onze Minister van Vervoer,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen is gemachtigd tot de afschaffing van de overweg nr. 12 op de lijn 165 : Libramont - Athus te Herbeumont in het kader van de elektrificatie van de lijn zoals aangegeven op het werkplan nr. 0A-1650-081.193-001, gevoegd bij dit besluit.

Art. 2. Onze Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 februari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

[99/09864]

Cabinet du Ministre de la Justice

Par arrêté royal du 14 juillet 1999, M. Patrick Vandenbruwaene, substitut du procureur général près la cour d'appel d'Anvers est délégué au cabinet du Ministre de la Justice, en qualité de chef de cabinet à partir du 12 juillet 1999.

[99/09863]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 9 juillet 1999, M. De Temmerman, B., licencié en droit, est nommé référendaire à la Cour de cassation pour un stage de trois ans.

Au terme de ces trois ans, la nomination devient définitive sauf décision contraire.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/09864]

Kabinet van de Minister van Justitie

Bij koninklijk besluit van 14 juli 1999 wordt de heer Patrick Vandenbruwaene, substituuat-procureur-generaal bij het hof van beroep te Antwerpen, bij het kabinet van de Minister van Justitie, gedelegeerd in hoedanigheid van kabinetschef met ingang van 12 juli 1999.

[99/09863]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 9 juli 1999, is de heer De Temmerman, B., licentiaat in de rechten, benoemd tot referendaris bij het Hof van Cassatie voor een stage van drie jaar.

Na deze drie jaar wordt de benoeming definitief, tenzij er anders wordt beslist.

Par arrêtés royaux du 12 juillet 1999 sont nommés référendaire à la Cour de cassation pour un stage de trois ans :

- Mme Bossuyt, A., licenciée en droit;
- M. Erniquin, Th., licencié en droit.

Au terme de ces trois ans, la nomination devient définitive, sauf décision contraire.

Bij koninklijke besluiten van 12 juli 1999 zijn benoemd tot referendaris bij het Hof van Cassatie voor een stage van drie jaar :

- Mevr. Bossuyt, A., licentiaat in de rechten;
- de heer Erniquin, Th., licentiaat in de rechten.

Na deze drie jaar wordt de benoeming definitief, tenzij er anders wordt beslist.

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

[99/16244]

Cours du travail. — Ordres nationaux. — Nominations

Par arrêtés royaux du 3 février 1999 sont nommés à la date indiquée en regard de leur nom :

Ordre de Léopold

Officier

M. Laurent, F., conseiller social, au titre de travailleur indépendant, près la cour du travail de Mons (15 novembre 1998).

Il portera la décoration civile.

Ordre de la Couronne

Officier

MM. :

Lenaerts, W., conseiller social, au titre de travailleur indépendant, près la cour du travail de Bruxelles (régime néerlandais) (15 novembre 1997);

Payot, R., conseiller social, au titre de travailleur indépendant, près la cour du travail de Bruxelles (régime français) (15 novembre 1997).

Orde de Léopold II

Officier

M. Carpay, J.-L., conseiller social, au titre de travailleur indépendant, près la cour du travail de Liège (8 avril 1998).

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

[99/16244]

Arbeidshoven. — Nationale Orden. — Benoemingen

Bij koninklijke besluiten van 3 februari 1999 worden vanaf de bij hun naam vermelde datum benoemd :

Leopoldsorde

Officier

De heer Laurent, F., raadsheer in sociale zaken, als zelfstandige, bij het arbeidshof te Bergen (15 november 1998).

Hij zal het burgerlijk ereteken dragen.

Kroonorde

Officier

De heren :

Lenaerts, W., raadsheer in sociale zaken, als zelfstandige, bij het arbeidshof te Brussel (Nederlandstalig stelsel) (15 november 1997);

Payot, R., raadsheer in sociale zaken, als zelfstandige, bij het arbeidshof te Brussel (Franstalig stelsel) (15 november 1997).

Orde van Leopold II

Officier

De heer Carpay, J.-L., raadsheer in sociale zaken, als zelfstandige, bij het arbeidshof te Luik (8 april 1998).

MINISTERE DES FINANCES

[99/03375]

29 AVRIL 1999. — Arrêté royal portant nomination et démission de membres de la Commission pour l'inventaire du patrimoine de l'Etat

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 85, alinéa 2, et l'article 139, alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 29 avril 1964 instituant la Commission pour l'inventaire du patrimoine de l'Etat, notamment les articles 2 et 3;

Vu les arrêtés royaux des 11 septembre 1987, 9 février 1989, 13 avril 1989, 13 novembre 1989, 14 février 1990, 27 novembre 1990, 29 janvier 1991, 22 juillet 1991, 23 avril 1992, 1^{er} juillet 1992, 27 janvier 1994, 20 avril 1994, 29 décembre 1994, 30 novembre 1995, 23 avril 1996, 30 juin 1996, 17 décembre 1996, 11 octobre 1997 et 6 mai 1998 portant nomination des membres de la Commission pour l'inventaire du patrimoine de l'Etat;

Vu les arrêtés royaux des 12 août 1993, 3 janvier 1995, 28 juin 1995, 30 novembre 1995, 14 juin 1996, 23 avril 1997 et 10 août 1998 portant prolongation des mandats des membres de la Commission pour l'inventaire du patrimoine de l'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Mme P. De Cleen, directeur, est nommée, en tant que représentante de l'Administration de la Trésorerie, membre effectif de la Commission de l'inventaire en remplacement de M. R. Namèche, dont elle achèvera le mandat.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

[99/03375]

29 APRIL 1999. — Koninklijk besluit tot benoeming en ontslag van leden van de Commissie voor de inventaris van het vermogen van de Staat

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 85, tweede lid, en artikel 139, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 april 1964 tot instelling van de Commissie voor de inventaris van het vermogen van de Staat, inzonderheid op de artikelen 2 en 3;

Gelet op de koninklijke besluiten van 11 september 1987, 9 februari 1989, 13 april 1989, 13 november 1989, 14 februari 1990, 27 november 1990, 29 januari 1991, 22 juli 1991, 23 april 1992, 1 juli 1992, 27 januari 1994, 20 april 1994, 29 december 1994, 30 november 1995, 23 april 1996, 30 juni 1996, 17 december 1996, 11 oktober 1997 en 6 mei 1998 tot benoeming van de leden van de Commissie voor de inventaris van het vermogen van de Staat;

Gelet op de koninklijke besluiten van 12 augustus 1993, 3 januari 1995, 28 juni 1995, 30 november 1995, 14 juni 1996, 23 april 1997 en 10 augustus 1998 houdende verlenging van de mandaten van de leden van de Commissie voor de inventaris van het vermogen van de Staat;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Mevr. P. De Cleen, directeur, wordt, als vertegenwoordiger van de Administratie van de Thesaurie, benoemd tot gewoon lid van de Commissie voor de inventaris ter vervanging van de heer R. Namèche, wiens mandaat zij zal voleindigen.

Art. 2. M. P. Drion, premier attaché des finances, est nommé, en tant que représentant de l'Administration de la Trésorerie, membre suppléant de la Commission de l'inventaire en remplacement de M. F. Lanszweert, dont il achèvera le mandat.

Art. 3. M. G. Timmermans, conseiller adjoint, est nommé, en tant que représentant du Ministère de l'Intérieur, membre effectif de la Commission de l'inventaire en remplacement de M. H. Vercruysse, dont il achèvera le mandat.

Art. 4. M. G. De Vuyst, assistant d'administration, est nommé, en tant que représentant du Ministère de l'Intérieur, membre suppléant de la Commission de l'inventaire en remplacement de Mme M. Daffe, dont il achèvera le mandat.

Art. 5. Est acceptée, à sa demande, la démission en tant que membre effectif de la Commission de l'inventaire de M. L. De Mulder, représentant de Belgacom.

Art. 6. Est acceptée, à sa demande, la démission en tant que membre suppléant de la Commission de l'inventaire de M. J.M. Jaques, représentant de Belgacom.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1999 à l'exception des articles 1 et 2 qui produisent leurs effets le 1^{er} juillet 1998.

Art. 8. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Art. 2. De heer P. Drion, eerste attaché van financiën, wordt als vertegenwoordiger van de Administratie van de Thesaurie, benoemd tot plaatsvervangend lid van de Commissie voor de inventaris ter vervanging van de heer F. Lanszweert, wiens mandaat hij zal voleindigen.

Art. 3. De heer G. Timmermans, adjunct-adviseur, wordt, als vertegenwoordiger van het Ministerie van Binnenlandse Zaken, benoemd tot gewoon lid van de Commissie voor de inventaris ter vervanging van de heer H. Vercruysse, wiens mandaat hij zal voleindigen.

Art. 4. De heer G. De Vuyst, bestuursassistent, wordt, als vertegenwoordiger van het Ministerie van Binnenlandse Zaken, benoemd tot plaatsvervangend lid van de Commissie voor de inventaris ter vervanging van Mevr. M. Daffe, wiens mandaat hij zal voleindigen.

Art. 5. Op zijn verzoek wordt aan de heer L. De Mulder, vertegenwoordiger van Belgacom, ontslag verleend als gewoon lid van de Commissie voor de inventaris.

Art. 6. Op zijn verzoek wordt aan de heer J.M. Jaques, vertegenwoordiger van Belgacom, ontslag verleend als plaatsvervangend lid van de Commissie voor de inventaris.

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999 met uitzondering van de artikelen 1 en 2 die uitwerking hebben met ingang van 1 juli 1998.

Art. 8. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

[99/02138]

Nominations

Par arrêté royal du 20 juillet 1999, Mme Mireille Déziron est nommée au cabinet du Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration en qualité de Chef de Cabinet à partir du 14 juillet 1999.

Par arrêté royal du 20 juillet 1999, Mme Alice Baudine est nommée au cabinet du Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration en qualité de Chef de Cabinet adjoint à partir du 19 juillet 1999.

Par arrêté royal du 20 juillet 1999, M. Emmanuel Robbroeckx est nommé au cabinet du Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration en qualité de Chef de Cabinet adjoint à partir du 14 juillet 1999.

[99/02120]

Régie des Bâtiments. — Expropriation Procédure d'extrême urgence

Un arrêté royal du 25 mai 1999 décrète que les expropriations à réaliser en vue de l'extension et rénovation de l'actuel Palais de Justice de Nivelles seront poursuivies conformément aux dispositions de la loi relative à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique, formant l'article 5 de la loi du 26 juillet 1962.

Les immeubles à exproprier sont connus sous les données cadastrales suivantes : Nivelles, section D, n^os 83 c et 84 a.

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

[99/02138]

Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 20 juli 1999, wordt Mevr. Mireille Déziron, met ingang van 14 juli 1999, in de hoedanigheid van Kabinetschef, bij het kabinet van de Minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen benoemd.

Bij koninklijk besluit van 20 juli 1999, wordt Mevr. Alice Baudine, met ingang van 19 juli 1999, in de hoedanigheid van Adjunct-kabinetschef, bij het kabinet van de Minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen benoemd.

Bij koninklijk besluit van 20 juli 1999, wordt de heer Emmanuel Robbroeckx, met ingang van 14 juli 1999, in de hoedanigheid van Adjunct-kabinetschef, bij het kabinet van de Minister van Ambtenarenzaken en Modernisering van de openbare besturen benoemd.

[99/02120]

Regie der Gebouwen. — Onteigeningen Spoedprocedure

Bij koninklijk besluit van 25 mei 1999 is voorgeschreven dat de onteigeningen voor de uitbreiding en renovatie van het actuele Paleis van Justitie te Nijvel zullen geschieden overeenkomstig de wet betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte, zijnde artikel 5 van de wet van 26 juli 1962.

De te onteigenen gebouwen zijn gekend onder de volgende kadastrale gegevens : Nijvel, sectie D, nrs. 83 c en 84 a.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[C - 99/12208]

29 AVRIL 1999. — Arrêté royal nommant les membres de la Sous-commission paritaire de la compagnie aérienne SABENA (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 42;

Vu l'arrêté royal du 13 août 1975 instituant des sous-commissions paritaires de l'aviation commerciale et fixant leur dénomination et leur compétence, modifié notamment par l'arrêté royal du 11 août 1983;

Vu l'arrêté royal du 9 février 1976 fixant le nombre de membres des sous-commissions paritaires de l'aviation commerciale;

Vu l'arrêté royal du 29 mars 1995 nommant les membres de la Sous-commission paritaire de la compagnie aérienne SABENA;

Considérant qu'il y a lieu de procéder au renouvellement du mandat des membres de cette sous-commission;

Vu les candidatures présentées par les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Sont nommés membres de la Sous-commission paritaire de la compagnie aérienne SABENA :

1. en qualité de représentants de l'organisation d'employeurs :

Membres effectifs :

M. Drappier, Jacques, à Oosterzele;

Mme Witters, Hilde, à Koksijde;

MM. :

Palmero, Claude, à Overijse;

Delye, Roger, à Louvain;

De Swert, Peter, à Zaventem;

Mme Van De Paelt, Kathleen, à Meise;

MM. :

Bombaers, Jean, à Machelen;

Petit, Marc, à Uccle;

Ruelle, Guy, à Waterloo;

du Bois, Patrick, à Woluwe-Saint-Lambert;

Vermeiren, Walter, à Edegem;

Vanden Daele, Maxime, à Vilvorde;

Bertrand, Alain, à Kortenberg;

Vandenbak, Willy, à Tubize;

Braconnier, Pierre, à Jette.

Membres suppléants :

MM. :

Keuleers, Jan, à Kortenberg;

Maex, Rudy, à Grimbergen;

Herremans, Jean-Louis, à Woluwe-Saint-Lambert;

Narinx, Johan, à Steenokkerzeel;

Mme Pirijns, Veronique, à Dilbeek;

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[C - 99/12208]

29 APRIL 1999. — Koninklijk besluit tot benoeming van de leden van het Paritair Subcomité voor de luchtvaartmaatschappij SABENA (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 42;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 augustus 1975 tot oprichting en tot vaststelling van de benaming en de bevoegdheid van paritaire subcomités voor de handelsluchtvaart, gewijzigd inzonderheid bij het koninklijk besluit van 11 augustus 1983;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 februari 1976 tot vaststelling van het aantal leden van paritaire subcomités voor de handelsluchtvaart;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 maart 1995 tot benoeming van de leden van het Paritair Subcomité voor de luchtvaartmaatschappij SABENA;

Overwegende dat er aanleiding toe bestaat over te gaan tot de hernieuwing van het mandaat der leden van dit subcomité;

Gelet op de voordracht door de representatieve organisaties van werkgevers en werknemers;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Tot leden van het Paritair Subcomité voor de luchtvaartmaatschappij SABENA worden benoemd :

1. als vertegenwoordigers van de werkgeversorganisatie :

Gewone leden :

De heer Drappier, Jacques, te Oosterzele;

Mevr. Witters, Hilde, te Koksijde;

De heren :

Palmero, Claude, te Overijse;

Delye, Roger, te Leuven;

De Swert, Peter, te Zaventem;

Mevr. Van Der Paelt, Kathleen, te Meise;

De heren :

Bombaers, Jean, te Machelen;

Petit, Marc, te Ukkel;

Ruelle, Guy, te Waterloo;

du Bois, Patrick, te Sint-Lambrechts-Woluwe;

Vermeiren, Walter, te Edegem;

Vanden Daele, Maxime, te Vilvorde;

Bertrand, Alain, te Kortenberg;

Vandenbak, Willy, te Tubeke;

Braconnier, Pierre, te Jette.

Plaatsvervangende leden :

De heren :

Keuleers, Jan, te Kortenberg;

Maex, Rudy, te Grimbergen;

Herremans, Jean-Louis, te Sint-Lambrechts-Woluwe;

Narinx, Johan, te Steenokkerzeel;

Mevr. Pirijns, Veronique, te Dilbeek;

MM. :

Denis, Pierre, à Woluwe-Saint-Lambert;

Baert, Jan, à Herent;

Kamers, Luc, à Zaventem;

Van Holm, Jan, à Haacht;

Soete, Paul, à Dilbeek;

Gielen, Frans, à Schilde;

Doutrepont, Emmanuel, à Gand;

Willems, Rudi, à Hannut;

Van Holm, Matthias, à Woluwe-Saint-Lambert;

Chonglez, Edouard, à Molenbeek-Saint-Jean.

2. en qualité de représentants des organisations de travailleurs :

Membres effectifs :

MM. :

Jorissen, Herwig, à Landen;

Gacoms, Karel, à Haren;

Rogiers, Marcel, à Keerbergen;

Tack, Freddy, à Jette;

Gilbert, John, à Putte;

Lauwers, Diederik, à Zemst;

Coolbrandt, Jan, à Ninove;

Gijssels, Richard, à Dilbeek;

Van Den Broeck, Antoine, à Anvers;

Strackx, Armand, à Uccle;

Mahy, Michel, à Malines;

Vandenabeele, Jean-Marie, à Grimbergen;

Rom, Jean, à Sint-Katelijne-Waver;

Mme De Wit, Marie-Louise, à Tremelo;

M. Van Coillie, Lucien, à La Bruyère.

Membres suppléants :

MM. :

De Meulemeester, Denis, à Malines;

Kix, Patrick, à Mechelen;

Laurens, Johan, à Willebroek;

Verbruggen, Jozef, à Malines;

Mme Binst, Nancy, à Dilbeek;

MM. :

de Looze, Jean, à Jodoigne;

Kelfkens, Francis, à Haacht;

Romero-Malave, Matias, à Linter;

Penesich, Giuliano, à Louvain;

Troch, Daniel, à Kapelle-op-den-Bos;

Maus, Henri, à Dilbeek;

Mme Devos, Carine, à Dilbeek;

De heren :

Denis, Pierre, te Sint-Lambrechts-Woluwe;

Baert, Jan, te Herent;

Kamers, Luc, te Zaventem;

Van Holm, Jan, te Haacht;

Soete, Paul, te Dilbeek;

Gielen, Frans, te Schilde;

Doutrepont, Emmanuel, te Gent;

Willems, Rudi, te Hannuit;

Van Holm, Matthias, te Sint-Lambrechts-Woluwe;

Chonglez, Edouard, te Sint-Jans-Molenbeek.

2. als vertegenwoordigers van de werknemersorganisaties :

Gewone leden :

De heren :

Jorissen, Herwig, te Landen;

Gacoms, Karel, te Haren;

Rogiers, Marcel, te Keerbergen;

Tack, Freddy, te Jette;

Gilbert, John, te Putte;

Lauwers, Diederik, te Zemst;

Coolbrandt, Jan, te Ninove;

Gijssels, Richard, te Dilbeek;

Van Den Broeck, Antoine, te Antwerpen;

Strackx, Armand, te Ukkel;

Mahy, Michel, te Mechelen;

Vandenabeele, Jean-Marie, te Grimbergen;

Rom, Jean, te Sint-Katelijne-Waver;

Mevr. De Wit, Marie-Louise, te Tremelo;

De heer Van Coillie, Lucien, te La Bruyère.

Plaatsvervangende leden :

De heren :

De Meulemeester, Denis, te Mechelen;

Kix, Patrick, te Mechelen;

Laurens, Johan, te Willebroek;

Verbruggen, Jozef, te Mechelen;

Mevr. Binst, Nancy, te Dilbeek;

De heren :

de Looze, Jean, te Geldenaken;

Kelfkens, Francis, te Haacht;

Romero-Malave, Matias, te Linter;

Penesich, Giuliano, te Leuven;

Troch, Daniel, te Kapelle-op-den-Bos;

Maus, Henri, te Dilbeek;

Mevr. Devos, Carine, te Dilbeek;

MM. :

Bruyneel, André, à Watermael-Boitsfort;

Havelaerts, Edgard, à Haacht;

De Clerck, Frederic, à Zaventem.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

—————
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Arrêté royal du 13 août 1975, *Moniteur belge* du 4 novembre 1975.

Arrêté royal du 9 février 1976, *Moniteur belge* du 4 mai 1976.

Arrêté royal du 11 août 1983, *Moniteur belge* du 13 octobre 1983.

Arrêté royal du 29 mars 1995, *Moniteur belge* du 13 avril 1995.

De heren :

Bruyneel, André, te Watermaal-Bosvoorde;

Havelaerts, Edgard, te Haacht;

De Clerck, Frederic, te Zaventem.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

—————
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Koninklijk besluit van 13 augustus 1975, *Belgisch Staatsblad* van 4 november 1975.

Koninklijk besluit van 9 februari 1976, *Belgisch Staatsblad* van 4 mei 1976.

Koninklijk besluit van 11 augustus 1983, *Belgisch Staatsblad* van 13 oktober 1983.

Koninklijk besluit van 29 maart 1995, *Belgisch Staatsblad* van 13 april 1995.

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[C – 99/35934]

8 JUNI 1999. — Ministerieel besluit tot toekenning van een vergunning tot het inrichten van weddenschappen op sportuitslagen

De Vlaamse Minister van Cultuur en Brusselse Aangelegenheden,

Gelet op de wet van 26 juni 1963 betreffende de aanmoediging van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens en het toezicht op de ondernemingen die wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen inrichten, inzonderheid op de artikelen 1 tot 9, gewijzigd bij de wetten van 4 juni 1971 en 28 december 1973;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 maart 1964 betreffende de vergunningen tot het inrichten van wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen, inzonderheid op de artikelen 1, 5, 1° en 2°, 8, 9 en 12;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 20 oktober 1992 tot bepaling van de bevoegdheden van de leden van de Vlaamse regering;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 20 oktober 1992 tot delegatie van beslissingsbevoegdheden aan de leden van de Vlaamse regering;

Gelet op de aanvraag om vergunning ingediend op datum van 20 januari 1999 door de B.V.B.A. Prolo Systems International, Lorkenlaan 12, te 2940 Hoevenen,

Besluit :

Artikel 1. De vergunning aangevraagd door de B.V.B.A. Prolo Systems International, organisator van de pronostiekwedstrijd « Prolo Double XL », « Prolo XL » en « Prolo Xtra » met het oog op het inrichten in de Vlaamse Gemeenschap van wedstrijden van weddenschappen op voetbalslagen overeenkomstig het bij de aanvraag van 20 januari 1999 gevoegde reglement, wordt toegestaan.

Art. 2. Het aandeel te storten aan het sportfonds is gelijk aan 10 % van het brutobedrag der inzetten geboekt ter gelegenheid van de in België ingerichte wedstrijden en 14 % van de inzetten op de wedstrijden ingericht in het buitenland.

Art. 3. De heer Grauwels, M., wonende Amerikalei 15, te 2000 Antwerpen, gerechtsdeurwaarder, wordt erkend om bij de pronostieken « Prolo Double XL », « Prolo XL » en « Prolo Xtra » de formaliteiten te vervullen voorzien bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 3 maart 1964.

Art. 4. Voor elke wedstrijd wordt een voorlopige zegellichting toegestaan in tegenwoordigheid van de gerechtsdeurwaarder en een door mij aangeduide ambtenaar.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 12 april 1999.

Brussel, 8 juni 1999.

L. MARTENS

[99/35969]

Personeel. — Bevorderingen

Bij besluiten van 17 juni 1999 van Mevr. de gouverneur van de provincie Limburg werden Albert Jackers, Cornelis Schiepers en Valentijn Vanvoorden, allen medewerker bij het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, afdeling Provinciaal Gouvernement Limburg, met ingang van 1 juli 1999, bevorderd tot hoofdmedewerker bij de afdeling Provinciaal Gouvernement Limburg.

[99/35868]

Gemeenschapsonderwijs. — Machtiging tot verwerving. — Spoedprocedure

Bij besluit van de Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken van 11 juni 1999 wordt het Gemeenschapsonderwijs gemachtigd het domein van de ex-faculteit dierengeneeskunde van de Universiteit Gent, Casinoplein 23, gekadastreerd 15° afdeling, sectie F, nr. 2207 F, met een totale oppervlakte van 2 ha 32 a 64 ca op het onteigeningsplan, te algemene nutte, te onteigenen.

De verwerving die noodzakelijk is voor de werking van het KTA1 Gent en het CDBSO (Oostakker), zal geschieden volgens de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden, zoals bepaald in de wet van 26 juli 1962.

Het onteigeningsdossier ligt ter inzage op volgend adres : Gemeenschapsonderwijs, afdeling Infrastructuur Regio West, Schoonmeersstraat 26, 9000 Gent.

[99/35975]

Departement Algemene Zaken en Financiën

23 JUNI 1999. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 11 april 1997 betreffende de subsidiëring van operaties en werken van een sociaal woonproject of een bijzonder woonproject

De Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting,

Gelet op de Huisvestingscode, gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 1970 en bekrachtigd door de wet van 2 juli 1971;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 19 december 1996 houdende vaststelling van de procedure inzake de programmering en de subsidiëring van operaties en werken die voor sociale huisvestingsdoeleinden worden uitgevoerd;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 19 december 1996 houdende de subsidiëring van het bouwrijp maken van gronden en de aanleg van de infrastructuur en gemeenschapsvoorzieningen voor sociale woonwijken;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 19 december 1997 tot bepaling van de bevoegdheden van de leden van de Vlaamse regering, gewijzigd bij besluit van de Vlaamse regering van 28 september 1998,

Besluit :

Artikel 1. In het ministerieel besluit van 11 april 1997 betreffende de subsidiëring van operaties en werken van een sociaal woonproject of een bijzonder woonproject wordt onder hoofdstuk 1 een artikel *1bis* toegevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. *1bis*. Voor zover het project werd opgenomen op een door de minister goedgekeurd programma, wordt het afdelingshoofd van de afdeling Gesubsidieerde Infrastructuur gemachtigd om :

1° de in artikel 12, § 2 van het procedurebesluit vermelde overeenkomst met de stedenbouwkundige ontwerper te sluiten;

2° de in artikel 12, § 3 van het procedurebesluit vermelde overeenkomst met de ontwerpers wegebouw en/of omgevingswerken te sluiten;

3° de in artikel 19, § 3 van het procedurebesluit vermelde opdracht tot betaling van de subsidies te geven met betrekking tot werken zoals bedoeld in § 2 van hetzelfde artikel;

4° de toestemming te verlenen, bedoeld in artikel 5, § 1, tweede lid, 2° van het in artikel 1, 4° vermelde besluit van de Vlaamse regering. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1999.

Brussel, 23 juni 1999.

L. PEETERS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[S - C - 99/29409]

31 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française accordant dérogation à diverses normes dans l'enseignement secondaire sur proposition du Conseil général

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, modifié par les décrets du 5 août 1995 et du 2 avril 1996, notamment les articles *5quater*, *5quinquies*, 6, 19 et 22;

Vu l'article 13 du décret du 5 août 1995 portant modification de la législation relative à l'enseignement secondaire;

Sur la proposition du conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 mai 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mai 1999;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Education,

Arrête :

Le Gouvernement approuve sur proposition du Conseil général :**I. Dérogations aux normes de maintien d'options (article 19 du décret du 29 juillet 1992 tel que modifié)**

parce que le maintien de ces options est nécessaire au maintien d'une offre suffisante d'enseignement par caractère;

parce qu'il n'existe aucune concurrence entre établissements de même caractère à propos de ces options;

Athénée Royal Marcel Tricot - Bruxelles - D35P Construction métallique soudage

Athénée Royal Marcel Tricot - Bruxelles - D35P Mécanique : usinage

Athénée Royal Serge Creuz - Molenbeek-St-Jean - D35P Charpente-couverture

Athénée Royal Victor Horta - Saint-Gilles - D35P Bois-PVC-Aluminium

Athénée Royal Hannut - D35G Sciences économiques 4 h

Athénée Royal Liège Atlas - Liège - D23TTR Arts

Athénée Royal Liège Atlas - Liège - D35TTR Arts

Athénée Royal Soumagne - D23TQ Mode et habillement

Institut technique de la Communauté française Henri Maus - Namur - D35P Construction-Gros-œuvre

Athénée Royal Robert Gruslin - Rochefort - D23P Bois

Athénée Royal - Virton - D35G Education physique : garçons 4 h

Institut technique de la Communauté française Irchonwelz - Ath - D35 G Chimie 3h

Athénée Royal F. Jacquernin - Comines : D35G Mathématique 6 h

Athénée Royal F. Jacquemin - Comines : D35G Physique 3 h

Athénée Royal Lucienne Tellier- Frasnes-lez-Anvaing : D35G Sciences économiques 4 h

Institut technique de la Communauté française du Val d'Escaut - Tournai : 23TQ Gestion

Institut technique de la Communauté française du Val d'Escaut - Tournai : D35TQ Secrétariat-bureautique

Athénée Royal Jules Bordet- Soignies : D35G Sciences économiques 4 h

Athénée Royal Jumet : D23G Latin 4h

Athénée Royal Rosrath : D23TQ Gestion

IPAM Nivelles : D35P Cuisine et restaurant de collectivités

Institut La Samaritaine - Charleroi : D35P Habillement - vente - retouche

Lycée technique et commercial - Soignies : D35P Construction - gros oeuvre

Lycée Herlemont - La Louvière : D23TTR Sciences appliquées

IPES Tournai : D23P Habillement

EP Huy : D35TTR Scientifique industrielle : électromécanique

Ecole hôtellerie et tourisme - Liège : D35P Boucherie - charcuterie - traiteur

ICTIA - Liège : D35P Electricité : équipements industriels

Ecole Lazon - Namur : D35P Habillement - vente - retouche

Institut Don Bosco - Bruxelles : D23TTR Arts graphiques

Institut Don Bosco - Bruxelles : D35TQ industrie graphique

Ursulines La Madeleine - Tournai : D23P Habillement

Institut Sainte Begge - Andenne : D35P carrosserie

Institut Saint-Joseph - Namur : D35P Confection industrielle

Institut Saints Pierre et Paul - Florennes : D35TQ Arts plastiques

Institut Notre Dame - Comines : D23TQ Mode et habillement

II. Dérogations aux normes par année, degré, filière (article 19 du décret du 29 juillet 1992 tel que modifié)

parce que le maintien de ces degrés et années est nécessaire au maintien d'une offre suffisante d'enseignement par caractère;

parce qu'il n'existe aucune concurrence entre établissements de même caractère à propos de ces degrés et années;

Institut technique de la Communauté française Chomé-Wijns - Anderlecht : D11A
 Institut technique de la Communauté française M. Jacqmotte - Evere : D11A
 Athénée Royal Charlemagne - Liège : D3 G et TTR
 Athénée Royal Fragnée - Liège - D23TQ Gestion
 Athénée Royal Fragnée - Liège - D35TQ Comptabilité et informatique de Gestion
 Athénée Royal Lucienne Tellier- Frasnes-lez-Anvaing : D23TQ Secrétariat
 Athénée Royal Jean d'Avesnes - Mons : D1 1B - 2P
 Athénée Royal Braine-le-Comte : D35TQ Secrétariat - bureautique
 Athénée Royal Chimay : D23P Horticulture et maintenance du matériel
 Athénée Royal Chimay : D35P Horticulture et maintenance du matériel
 Institut technique de la Communauté française - paramédical - Renaix : D23P Services sociaux
 Institut technique de la Communauté - paramédical - Renaix : D23TQ Techniques sociales
 Institut Diderot - Bruxelles : D35G
 CES E. Richard - Ettebeek : D11 A
 ICTIA Liège : D11A
 Institut de la Vallée Bailly - Braine l'Alleud : D2 TQ - Techniques sciences
 Institut Sainte Marie - Fontaine l'Evêque : D3 G et TTR
 Institut du bon accueil - Beaumont : D3 P - Habillement-vente-retouche
 Institut Notre-Dame - Thuin : D3 P - Auxiliaire familiale et sanitaire
 Institut de la Sainte Union - Tournai-D2 TQ - Hôtellerie
 Institut Saint-Laurent - Liège : D3 TTR- scientifique industrielle
 Institut du Sacré Cœur - Durbuy : D2 P - services sociaux
 Enseignement secondaire Sainte Marie - Bouillon : D3 P - hôtellerie - restauration
 Institut Jean XXIII - Rochefort : D2 P - décoration d'ameublement
 Ecole technique et professionnelle Ste Marie-St Antoine - Saint-Gilles : D11A
III. Dérogations à l'article 5^{quater}, § 2 (décret du 29 juillet 1992 tel que modifié)
 afin de permettre l'utilisation de salles de sports et de laboratoires installés dans un autre établissement;
 Institut des Arts et Métiers, Institut Bischoffsheim, Institut De Mot-Couvreur - Bruxelles
 Ecole Polytechnique, institut provincial d'enseignement secondaire - Huy
 Collège Cardinal Mercier - Braine l'Alleud, Institut Cardinal Mercier - Waterloo
 Institut Saint Joseph, institut Notre Dame DOA - Saint Hubert
 Institut Saint Thérèse - Manage, institut Sainte Marie - La Louvière
 Institut Saint Joseph, institut technique Saint Joseph, Institut Saint Joseph DOA - La Louvière
 Communauté scolaire Saint Benoit ID Communauté Scolaire Saint Benoît D2D3 - Habay La Neuve
 DOA Saint Hadelin, institut Sacré Cœur et Saint Joseph - Visé
 Institut Saint Joseph - Trois Ponts, Collège Saint Remacle DOA - Stavelot
 Institut Cardijn-Lorraine Enseignement technique et professionnel - Arlon, Institut Cardijn-Lorraine
 Enseignement général - Athus
 Bruxelles, le 31 mai 1999.

Par le Gouvernement :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Education,
 Mme L. ONKELINX

—————
 VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 99/29409]

31 MEI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot toekenning van een afwijking van verschillende normen in het secundair onderwijs op de voordracht van de Algemene Raad

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, gewijzigd bij de decreten van 5 augustus 1995 en 2 april 1996, inzonderheid op de artikelen 5^{quater}, 5^{quinquies} 6, 19 en 22;

Gelet op artikel 13 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende wijziging van de wetgeving betreffende het secundair onderwijs;

Op de voordracht van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs,

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 mei 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 27 mei 1999;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs,

Besluit :

Op de voordracht van de Algemene Raad hecht de regering haar goedkeuring aan :

I. Afwijkingen van de normen voor het behoud van opties (Artikel 19 van het decreet van 29 juli 1992 zoals gewijzigd)

omdat het behoud van die opties nodig is voor het behoud van een voldoende onderwijsaanbod per aard, omdat er geen enkele concurrentie bestaat tussen de inrichtingen van dezelfde aard wat die opties betreft, Koninklijk Atheneum Marcel Tricot- Brussel - D35P Metaalbouw lassen

- Koninklijk Atheneum Marcel Tricot- Brussel D35P Mechanica : bewerking
 Koninklijk Atheneum Serge Kreuz - Sint-Jans- Molenbeek - D35P Opzet - bedaking
 Koninklijk Atheneum Victor Horta - Sint-Gillis - D35P - Hout- PVC- Aluminium
 Koninklijk Atheneum Hannuit-D35G Economische wetenschappen 4 uur
 Koninklijk Atheneum Luik Atlas- Luik- D23TTR Kunsten
 Koninklijk Atheneum Luik Atlas- Luik- D35TTR Kunsten
 Koninklijk Atheneum Soumagne - D23TQ Mode en kledij
 Technisch Instituut van de Franse Gemeenschap Henri Maus -Namen-D35P Constructie- Ruwbouw
 Koninklijk Atheneum Robert Gruslin - Rochefort-D23P Hout
 Koninklijk Atheneum- Virton- D35G Lichamelijke Opvoeding : jongens 4 uur
 Technisch Instituut van de Franse Gemeenschap Irchonwelz-Aat- D35G Scheikunde 3 uur
 Koninklijk Atheneum F. Jacquemin-Komen :D35G Wiskunde 6 uur
 Koninklijk Atheneum F. Jacquemin-Komen :D35G Natuurkunde 3 uur
 Koninklijk Atheneum Lucienne Tellier-Frasnes-lez-Anvaing : D35G
 Economische wetenschappen 4 uur
 Technisch Instituut van de Franse Gemeenschap van de « Val d'Escaut » - Doornik : 23TQ Beheer
 Technisch Instituut van de Franse Gemeenschap van de « Val d'Escaut » - Doornik : D35TQ Secretariaat- Bureautica
 Koninklijk Atheneum Jules Bordet - Zinnik : D35G Economische wetenschappen 4uur
 Koninklijk Atheneum Jumet : D23G Latijn 4 uur
 Koninklijk Atheneum Rosrath : D23TQ Beheer
 IPAM Nijvel : D35P Keuken en restaurant voor collectiviteiten
 Instituut « La Samaritaine » - Charleroi : D35P Kledij - verkoop - retouche
 Technisch en handelslyceum - Zinnik : D35P Constructie-ruwbouw
 Lyceum Herlemont - La Louvière : D23TTR Toegepaste wetenschappen
 IPES Doornik - : D23P Kledij
 EP Hoei : D35TTR toegepaste wetenschappen : electromechanica
 Hotelierschool en toerisme - Luik :D35P beenhouwerij - varkensslagerij - traiteur
 ICTIA - Luik : D35P Electriciteit : industriële uitrustingen
 Lazon school - Namen : D35P Kledij - verkoop - retouche
 Don Bosco Instituut - Brussel : D23TTR Grafische kunsten
 Don Bosco Instituut - Brussel : D35TQ Grafische industrie
 « Ursulines La Madeleine » - Doornik : D23P Kledij
 « Institut Sainte Begge » - Andenne : D35P Carrosserie
 Sint-Josef Instituut - Namen : D35P Industriële confectie
 Sint Pieter en Paulus Instituut - Florennes : D35TQ Plastische kunsten
 « Institut Notre Dame » - Komen : D23TQ Mode en kledij.
- II. Afwijkingen van de normen per jaar, graad, filière (Artikel 19 van het decreet van 29 juli 1992 zoals gewijzigd) omdat het behoud van die graden en jaar nodig is voor het behoud van een voldoende onderwijsaanbod per aard, omdat er geen enkele concurrentie bestaat tussen de inrichtingen van dezelfde aard wat die graden en jaren betreft,
- Technisch Instituut van de Franse Gemeenschap Chomé-Wijns - Anderlecht : D11A
 Technisch Instituut van de Franse Gemeenschap M. Jacqmotte - Evere : D11A
 Koninklijk Atheneum Charlemagne - Luik : D3G en TTR
 Koninklijk Atheneum Fragnée - Luik : D23TQ Beheer
 Koninklijk Atheneum Fragnée - Luik : D35TQ Comptabiliteit en beheersinformatica
 Koninklijk Atheneum Lucienne Tellier - Frasnes-lez-Anvaing : D23TQ Secretariaat
 Koninklijk Atheneum Jean d'Avesnes - Bergen : D1 IB - 2P
 Koninklijk Atheneum 's Gravenbrakel : D35TQ Secretariaat - bureautica
 Koninklijk Atheneum Chimay : D23P Tuinbouwkunde en onderhoud materieel
 Koninklijk Atheneum Chimay : D35P Tuinbouwkunde en onderhoud materieel
 Technisch Instituut van de Franse Gemeenschap - paramedisch - Ronse : D23P Sociale diensten
 Technisch Instituut van de Franse Gemeenschap - paramedisch - Ronse : D23TQ Sociale technieken
 Instituut Diderot - Brussel : D35G
 CES E. Richard - Etterbeek : D11A
 ICTIA Luik : D11A
 « Institut de la Vallée Bailly » - Eigenbrakel : D2 TQ - Technieken wetenschappen
 « Institut Sainte Marie » - Fontaine l'Evêque : D3 G en TTR
 « Institut du bon accueil » - Beaumont : D3P - Kledij - verkoop - retouche
 « Institut Notre Dame » - Thuin :D3P - Familiale en sanitaire helpster
 « Institut de la Sainte Union » - Doornik D2TQ - Hotellerie
 « Institut Saint Laurent » - Luik : D3TTR - toegepaste wetenschappen
 « Institut du Sacré Coeur » - Durbuy : D2P - sociale diensten

Secundair onderwijs « Sainte Marie » - Bouillon : D3P - Hotellerie - restauratie
 « Institut Jean XXIII » - Rochefort : D2P - decoratie van de meubilering
 Technische en beroepsschool « Ste Marie-St Antoine » - Sint-Gillis : D11A
III. I. Afwijkingen van artikel 5^{quater} § 2 (Decreet van 29 juli 1992 zoals gewijzigd)
 om het gebruik toe te laten van sportzalen en laboratoria die zich in een andere inrichting bevinden,
 « Institut des Arts et Métiers », Instituut Bischoffsheim, Instituut De Mot-Couvreur - Brussel
 Polytechnische school, Provinciaal Instituut voor secundair onderwijs - Hoei
 « Collège Cardinal Mercier » - Eigenbrakel, « Institut Cardinal Mercier » - Waterloo
 Instituut Saint-Joseph, Instituut Notre-Dame DOA - Saint-Hubert
 Instituut Sainte Thérèse - Manage, Instituut Sainte-Marie, La Louvière
 « Institut Saint Joseph », « Institut technique Saint Joseph », « Institut Saint Joseph », DOA - La Louvière »
 Communauté scolaire Saint Benoît » ID, « Communauté scolaire Saint Benoît », D2D3 - Habay-La Neuve
 DOA « Saint Adelin », « Institut Sacré Coeur et Saint Joseph » - Wezet
 « Institut Saint Joseph » - Trois Pont, « Collège Saint Remacle » DOA - Stavelot
 Instituut Cardijn - Lorraine Technisch en beroepsonderwijs - Aarlen, Instituut Cardijn - Lorraine Algemeen
 onderwijs - Athus
 Brussel, 31 mei 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
 De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs,
 Mevr. L. ONKELINX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE	ÜBERSETZUNG MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION	VERTALING MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST
<p>[C - 99/27610]</p> <p>Eau</p> <p>Un arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 agréé, pour une période indéterminée, la SOCOFE dans sa forme et selon ses caractéristiques propres telles qu'elles découlent de ses statuts arrêtés le 5 mai 1999 ou de celles projetées qui lui confèreraient la nature d'une société anonyme ou coopérative de droit public, en qualité d'institution financière au sens de l'article 7, § 2, du décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de gestion de l'eau.</p>	<p>[C - 99/27610]</p> <p>Wasser</p> <p>Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 1999 gewährt der Gesellschaft "SOCOFE" in ihrer gegenwärtigen Form und gemäß ihrer spezifischen Merkmale im Sinne ihrer am 5. Mai 1999 festgelegten Satzungen oder im Sinne der geplanten Satzungen, durch die ihr die Eigenschaft einer Aktiengesellschaft oder Genossenschaft öffentlichen Rechts verliehen würde, für eine unbefristete Dauer die Zulassung als Geldinstitut im Sinne von Artikel 7, § 2 des Dekrets vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Errichtung einer "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung).</p>	<p>[C - 99/27610]</p> <p>Water</p> <p>Bij besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999 wordt de SOCOFE voor een onbepaalde duur erkend als financiële instelling in de zin van artikel 7, § 2, van het decreet van 15 april 1999 betreffende de waterkringloop en houdende oprichting van een openbare maatschappij voor waterbeheer. Ze wordt erkend in haar vorm en op grond van haar kenmerken zoals die vastliggen in haar op 5 mei 1999 bepaalde statuten of op grond van kenmerken waardoor ze een naamloze vennootschap of een publiekrechtelijke coöperatieve vennootschap zou worden.</p>
<p>[C - 99/27611]</p> <p>Emploi</p> <p>Par arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999, démission honorable est accordée à sa demande, à la date du 3 juin 1998, à M. Jean-Dominique Brandt en tant que représentant d'un organisme de développement économique, du ressort territorial du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation de Namur.</p>	<p>[C - 99/27611]</p> <p>Beschäftigung</p> <p>Durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Mai 1999 wird Herrn Jean-Dominique Brandt auf seinen Antrag hin ab dem 3. Juni 1998 ehrenhafter Rücktritt von seinem Amt als Vertreter einer Einrichtung für die wirtschaftliche Entwicklung auf dem Gebiet des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung von Namur gewährt.</p>	<p>[C - 99/27611]</p> <p>Tewerkstelling</p> <p>Bij besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999 wordt de heer Jean-Dominique Brandt met ingang van 3 juni 1998 op eigen verzoek eervol ontslagen als vertegenwoordiger van een instelling voor economische ontwikkeling van het ambtsgebied van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Namen.</p>
<p>Par arrêté du Gouvernement wallon du 20 mai 1999, M. Jean-Claude Gobeaux est nommé, à la date du 4 juin 1998, en qualité de représentant d'un organisme de développement économique au Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation de Namur, en remplacement de M. Jean-Dominique Brandt, démissionnaire, dont il achèvera le mandat.</p>	<p>Durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Mai 1999 wird Herr Jean-Claude Gobeaux ab dem 4. Juni 1998 zum Vertreter einer Einrichtung für die wirtschaftliche Entwicklung innerhalb des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung von Namur ernannt, anstelle von Herrn Jean-Dominique Brandt, rücktretend, dessen Mandat er zu Ende führt.</p>	<p>Bij besluit van de Waalse Regering van 20 mei 1999 wordt de heer Jean-Claude Gobeaux met ingang van 4 juni 1998 benoemd tot vertegenwoordiger van een instelling voor economische ontwikkeling in het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Namen, ter vervanging van de heer Jean-Dominique Brandt, ontslagnemend, wiens mandaat hij zal beëindigen.</p>

Aménagement du territoire

Par arrêté ministériel du 27 avril 1999, M. André Delecour, directeur à la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, Direction de Liège, est remplacé en qualité de fonctionnaire délégué, par Mme Bernadette Grignard, premier attaché, du 2 au 9 avril 1999 inclus.

Par arrêté ministériel du 30 avril 1999, Mme Anne Franquet, directrice à la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, Direction de Namur, est remplacée en qualité de fonctionnaire délégué, par M. Marc Tournay, premier attaché, du 6 au 9 avril 1999 inclus.

Par arrêté ministériel du 30 avril 1999, M. Patrick Roussille, directeur à la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, Direction du Hainaut I, est remplacé en qualité de fonctionnaire délégué, par M. Jean-Claude Cornet, premier attaché, du 6 au 9 avril 1999 inclus.

Par arrêté ministériel du 30 avril 1999, M. Jean-Luc Aubertin, directeur f.f. à la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, Direction du Luxembourg, est remplacé en qualité de fonctionnaire délégué, par M. José Schwanen, premier attaché, les 7, 8, 13, 14 et 15 avril 1999.

Par arrêté ministériel du 8 juin 1999, Mme Anne Franquet, directrice à la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, Direction de Namur, est remplacée en qualité de fonctionnaire délégué, par M. Marc Tournay, premier attaché, du 26 au 30 avril 1999 inclus.

Par arrêté ministériel du 24 juin 1999, M. Thierry Berthet, directeur à la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, Direction du Brabant wallon, est remplacé en qualité de fonctionnaire délégué, par M. Christian Radelet, premier attaché, du 17 juillet au 15 août 1999.

AISEAU-PRESLES. — Un arrêté ministériel du 30 avril 1999 décide que le site d'activité économique C100 dit « Saint-Gaston » à Aiseau-Presles et comprenant les parcelles cadastrées ou l'ayant été à Aiseau-Presles, 1^{re} division, section A, n^{os} 45g, 48L2, 48p2pie, 51d, 51g, 51h, 55L et 58e et repris au plan n^o C100 est désaffecté et doit être rénové et assaini.

Le même arrêté précise que la destination du site sera fixée postérieurement.

AMAY. — Un arrêté ministériel du 24 mars 1999 approuve le plan d'alignement d'une voirie à créer entre le chemin vicinal n^o 5 et le chemin vicinal n^o 53 et le plan d'alignement modifiant une partie du chemin vicinal n^o 5 tels qu'ils ressortent de la délibération du 28 octobre 1996 du conseil communal d'Amay.

ANDENNE. — Un arrêté ministériel du 25 mai 1999 décide qu'il y a lieu de réviser partiellement le plan communal d'aménagement n^o 3 dit « de la Campagne d'Andenne », approuvé par arrêté royal du 29 avril 1957 et modifié par les arrêtés royaux des 7 septembre 1957, 28 mai 1958, 24 mars 1959, 30 décembre 1959, 7 février 1961, 15 janvier 1962, 19 mars 1962, 4 février 1963, 1^{er} juin 1966, 24 juillet 1968 et 28 mars 1980, dont la révision est dérogatoire au plan de secteur de Namur, selon les nouvelles affectations sollicitées par le conseil communal d'Andenne en sa séance du 1^{er} octobre 1998.

Le même arrêté stipule que la révision partielle du plan communal d'aménagement devra être adoptée définitivement par le conseil communal d'Andenne dans un délai de trois ans à dater du 25 mai 1999 et que les prescriptions urbanistiques devront être précisées, et particulièrement en ce qui concerne le traitement des pignons à front de rue des parcelles, n^{os} 201a4 et 201t5.

BEAURAING. — Un arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 1999 adopte provisoirement le plan communal d'aménagement n^o 14 couvrant le site du domaine militaire à Baronville, dérogatoire au plan de secteur de Beauraing-Gedinne.

BEYNE-HEUSAY. — Un arrêté ministériel du 14 avril 1999 approuve la décision du 24 avril 1997 de la députation permanente du conseil provincial de Liège relative à l'élargissement du chemin vicinal n° 15 à Beyne-Heusay.

BRAINE-L'ALLEUD. — Un arrêté ministériel du 14 avril 1999 approuve le plan d'alignement du chemin n° 49 dit chemin de la Cense tel qu'il est contenu dans la délibération du 31 août 1998 du conseil communal de Braine-l'Alleud et ses annexes.

CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT. — Un arrêté ministériel du 13 avril 1999 approuve la composition de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire de Chapelle-lez-Herlaimont, telle qu'elle a été adoptée par les délibérations des 27 avril 1998, 3 juillet 1998 et 26 octobre 1998 du conseil communal de Chapelle-lez-Herlaimont, conformément à l'article 7 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

La liste des membres de la Commission peut être consultée auprès de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale de Chapelle-lez-Herlaimont.

CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT. — Un arrêté ministériel du 13 avril 1999 approuve le règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire de Chapelle-lez-Herlaimont, tel qu'il a été adopté par la délibération du 16 septembre 1998 du conseil communal de Chapelle-lez-Herlaimont, conformément à l'article 7 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Le règlement peut être consulté auprès de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale de Chapelle-lez-Herlaimont

CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT. — Un arrêté ministériel du 13 avril 1999 décide qu'il y a lieu d'approuver le plan communal d'aménagement de Chapelle-lez-Herlaimont, adopté définitivement par le conseil communal le 26 octobre 1998, révisant partiellement le plan particulier n° 1^{ter} et n° 2^{ter} approuvé par arrêté royal le 28 juin 1966 et modifié par arrêté ministériel le 24 mai 1994.

Le même arrêté stipule que les prescriptions urbanistiques relatives à la zone d'espace vert écran n° 2G, mentionnées en page 7 du cahier des prescriptions urbanistiques, sont exclues de l'approbation ministérielle.

CHARLEROI. — Un arrêté ministériel du 8 juillet 1999 décide qu'il y a lieu d'approuver le plan communal d'aménagement « Espace Bertrand » révisant partiellement le plan particulier d'aménagement n° 4 « Urbanisation de la Place Charles II et de ses alentours », approuvé par le Prince royal le 4 octobre 1950 et modifié par arrêté royal le 8 mars 1955.

Le même arrêté approuve le plan d'expropriation tel qu'il est contenu dans la délibération du 17 décembre 1998 du conseil communal de Charleroi et ses annexes.

CHATELET. — Un arrêté ministériel du 19 avril 1999 décide que la ville de Châtelet entre en régime de décentralisation en matière d'urbanisme attendu que les conditions visées à l'article 107, § 1^{er}, alinéa 3, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine sont simultanément réunies.

Cet arrêté entre en vigueur le jour de sa publication par extrait au *Moniteur belge*.

COLFONTAINE. — Un arrêté ministériel du 28 juin 1999 décide que le site d'activité économique n° SAE/B90c dit « Les Wagnaux » à Colfontaine (Wasmes) comprenant la parcelle cadastrée ou l'ayant été à Colfontaine (Wasmes), 1^{re} division, section A, n° 775g, repris au plan n° SAE/B90c, est désaffecté et doit être rénové ou assaini.

La destination du site sera fixée postérieurement.

COUVIN. — Un arrêté ministériel du 9 juillet 1999 décide qu'il y a lieu d'approuver la révision partielle du plan communal d'aménagement n° 4 à Couvin, approuvé par l'arrêté royal du 17 mars 1961, révision dérogoratoire au plan de secteur de Philippeville-Couvin.

ENGIS. — Un arrêté ministériel du 15 avril 1999 approuve le renouvellement de la composition de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire de Engis, tel qu'il a été adopté par la délibération du 9 novembre 1998 du conseil communal de Engis, conformément à l'article 7 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

La liste des membres peut être consultée auprès de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, à 5100 Jambes et auprès de l'administration communale de Engis.

ESTINNES. — Un arrêté ministériel du 10 juin 1999 décide qu'il y a lieu d'élaborer un plan communal « Domaine de Pincemaille », en dérogation au plan de secteur de La Louvière-Soignies, selon les nouvelles affectations sollicitées par le conseil communal en sa séance du 26 février 1999.

Le même arrêté prévoit que :

- le périmètre sera étendu jusqu'à la rue Saint-Roch au nord, à la route provinciale Binche-Merbes (N55) à l'est, la Drève royale au sud, la limite ouest de l'actuelle zone de loisirs (à rénover) et le ruisseau de Pincemaille ouest;
- l'adoption définitive du plan communal d'aménagement par le conseil communal de la commune d'Estinnes devra avoir lieu dans un délai de trois ans à dater du 10 juin 1999;
- les pouvoirs publics devront avoir la maîtrise du sol en zone agricole et en zone de loisirs;
- un plan destiné à l'expropriation de toute la zone de loisirs, la zone agricole ainsi que leurs accès devra accompagner le plan communal d'aménagement;
- le plan communal d'aménagement prévoit que la nouvelle zone d'habitat à caractère rural (s'étendant sur la zone agricole et une partie de la zone de loisirs) ne pourra être mise en œuvre que moyennant la reconversion définitive effective et simultanée du reste de la zone de loisirs en zone forestière.

FAIMES. — Un arrêté ministériel du 2 juin 1999 approuve le renouvellement de la composition de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire de Faimés, tel qu'il a été adopté par la délibération du 14 septembre 1998 du conseil communal de Faimés, conformément à l'article 7 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

La liste des membres peut être consultée auprès de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, à 5100 Jambes et auprès de l'administration communale de Faimés.

FARCIENNES. — Un arrêté ministériel du 5 mai 1999 décide qu'il y a lieu de réviser le plan communal d'aménagement n° 1 « Quartier Sainte-Anne » à Farciennes, en dérogation au plan de secteur, selon la nouvelle affectation sollicitée dans la délibération du conseil communal et ses annexes.

Le même arrêté précise que le plan communal d'aménagement devra être adopté définitivement par le conseil communal dans un délai de trois ans à dater du 5 mai 1999.

GEMBLoux. — Un arrêté ministériel du 28 juin 1999 décide que le site d'activité économique n° SAE/Na116 dit « La Manufacture » à Gembloux et comprenant les parcelles cadastrées à Gembloux, 1re division, section D, n°s 691/03 et 691L partie, est désaffecté et doit être rénové ou assaini.

Le même arrêté précise que la destination du site sera fixée postérieurement.

GERPINNES. — Un arrêté ministériel du 22 juin 1999 approuve le renouvellement de la composition de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire de Gerpinnes, tel qu'il a été adopté par la délibération du 16 février 1999 du conseil communal de Gerpinnes, moyennant la suppression des articles 5 et 12, conformément à l'article 7 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

La liste des membres de la Commission peut être consultée auprès de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale de Gerpinnes.

GERPINNES. — Un arrêté ministériel du 22 juin 1999 approuve le nouveau règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire de Gerpinnes, tel qu'il a été adopté par la délibération du 16 février 1999 du conseil communal de Gerpinnes, moyennant la suppression des articles 5 et 12, conformément à l'article 7 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Le règlement peut être consulté auprès de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale de Gerpinnes.

GOUVY. — Un arrêté ministériel du 7 mai 1999 décide qu'il y a lieu d'élaborer un plan communal d'aménagement, dérogatoire au plan de secteur, sur le site du domaine militaire de Courtil à Bovigny selon les nouvelles destinations sollicitées dans la délibération du conseil communal de Gouvy du 18 mai 1998 et ses annexes.

Le même arrêté prévoit que :

- les activités économiques à caractère industriel s'appuieront sur l'utilisation intermodale du chemin de fer et de l'autoroute;
- ce plan devra être adopté définitivement par le conseil communal dans un délai de trois ans à dater du 7 mai 1999.

HAMOIR. — Un arrêté ministériel du 27 avril 1999 décide d'approuver la révision partielle n° 2.1. du plan communal d'aménagement n° 2 dit « Tête de Pont » à Hamoir, approuvé par arrêté royal du 9 août 1957.

HERSTAL. — Un arrêté ministériel du 17 mai 1999 approuve le plan d'alignement du chemin n° 2 dit « Rue de la Malvoie » tel qu'il est contenu dans la délibération du 26 novembre 1998 du conseil communal de Herstal et ses annexes.

HERVE. — Un arrêté ministériel du 28 juin 1999 décide que le site d'activité économique n° SAE/VE116 dit « La gare » à Herve, comprenant les parcelles cadastrées ou l'ayant été à Herve, section A, n°s 36/02 et 36L2 et repris au plan n° SAE/VE116, est désaffecté et doit être assaini ou rénové.

HUY. — Par arrêté ministériel du 16 juin 1999, les règles urbanistiques générales et les règles urbanistiques particulières relatives à la région agro-géographique du Condroz, visées aux articles 419 et 424 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, sont déclarées applicables, pour la ville de Huy, aux territoires des anciennes communes de Tihange et de Ben-Ahin (Gives, Solières, Saint-Léonard et Ben-Ahin).

ITTRE. — Un arrêté ministériel du 23 juin 1999 décide qu'il y a lieu d'élaborer un plan communal d'aménagement à Ittre (Virginal), en dérogation avec le plan de secteur de Nivelles, selon les nouvelles affectations sollicitées par le conseil communal de Ittre en sa séance du 22 septembre 1998.

Le même arrêté prévoit que :

- le plan communal d'aménagement devra être adopté définitivement par le conseil communal de Ittre dans un délai de trois ans à dater du 23 juin 1999;
- le périmètre du plan communal d'aménagement devra comprendre l'entièreté de la zone d'aménagement différé à caractère industriel.

LA LOUVIERE. — Un arrêté ministériel du 5 mai 1999 décide qu'il y a lieu d'approuver le plan particulier d'aménagement dit « Moulin Dambot » à La Louvière, dérogatoire au plan de secteur, révisant partiellement le plan particulier d'aménagement n° 14 dit « Le Bocage » approuvé par arrêté ministériel le 27 avril 1981 ainsi que le plan d'expropriation.

LASNE. — Un arrêté ministériel du 14 juin 1999 approuve le plan d'alignement du sentier n° 101 tel qu'il est contenu dans la délibération du 23 février 1999 du conseil communal de Lasne et ses annexes.

MANAGE. — Un arrêté ministériel du 19 avril 1999 approuve la composition de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire de Manage, telle qu'elle a été adoptée par la délibération du 17 novembre 1998 du conseil communal de Manage, conformément à l'article 7 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

La liste des membres de la Commission peut être consultée auprès de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes et auprès de l'administration communale de Manage.

MONS. — Un arrêté ministériel du 30 juin 1999 décide qu'il y a lieu d'élaborer un plan particulier d'aménagement dérogatoire au plan de secteur sur le site des Grands Prés à Mons, selon les nouvelles affectations sollicitées dans la délibération du conseil communal du 27 avril 1999 et ses annexes.

MONTIGNY-LE-TILLEUL. — Un arrêté ministériel du 28 avril 1999 décide qu'il n'y a pas lieu d'élaborer un plan communal en dérogation au plan de secteur au carrefour des rues de la Station (N53) et Trieu Maillard (N577) à Montigny-le-Tilleul, selon la nouvelle affectation sollicitée par la délibération du conseil communal du 28 septembre 1998.

NAMUR. — Un arrêté ministériel du 30 juin 1999 décide qu'il y a lieu d'approuver le plan communal d'aménagement n° 3071 de Bouge dit « Ilot de la Clinique Saint-Luc », révisant partiellement le plan communal d'aménagement n° 6 et ses avenants, approuvé et modifié par les arrêtés royaux des 25 avril 1958, 24 mai 1960, 25 novembre 1960, 7 février 1961, 10 février 1969, 8 avril 1970, 15 février 1984 et 14 juillet 1994, révision à caractère dérogatoire au plan de secteur de Namur.

NAMUR. — Un arrêté ministériel du 6 juillet 1999 décide qu'il y a lieu d'approuver le plan communal d'aménagement n° 3028-1 de Saint-Servais et les prescriptions urbanistiques y afférentes, révisant les plans communaux d'aménagement n°s 3D1 et 3D2 approuvés par arrêté royal du 14 août 1969 et partiellement le plan communal d'aménagement n° 3 approuvé par arrêté royal du 17 avril 1962.

QUEVY. — Un arrêté ministériel du 14 avril 1999 n'approuve pas la délibération de la députation permanente du conseil provincial du Hainaut décidant le déplacement du sentier vicinal n° 35 à Quévy.

QUEVY. — Un arrêté ministériel du 26 avril 1999 approuve le plan d'alignement du chemin n° 39 à Quévy tel qu'il est contenu dans la délibération du 11 mars 1997 du conseil communal de Quévy et ses annexes.

QUEVY. — Un arrêté ministériel du 27 avril 1999 approuve la délibération de la députation permanente du conseil provincial du Hainaut décidant le déplacement du sentier vicinal n° 39 à Quévy.

SAINT-HUBERT. — Un arrêté ministériel du 13 avril 1999 reconnaît le principe d'une opération de rénovation urbaine dans le quartier du Centre, délimite le périmètre de cette opération, en approuve le programme, approuve l'octroi des subventions nécessaires et en définit les taux.

Le même arrêté fixe le nombre de logements sociaux à 30 % minimum du nombre de logements rénovés ou construits dans le cadre de l'opération.

SOIGNIES. — Un arrêté ministériel du 4 juin 1999 décide que le site d'activité économique n° SAE/LS154 dit « Tannerie Spinette » à Soignies et comprenant les parcelles cadastrées ou l'ayant été à Soignies, 1re division, section B, n°s 167a2, 167b2, 167c2, 167s, 168k, 271y4, 272f, 272m, 273a3, 273n2, 274s5 et 274t5 et repris au plan n° SAE/LS154 est désaffecté et doit être rénové ou assaini.

Le même arrêté précise que la destination du site sera fixée postérieurement.

TUBIZE. — Un arrêté ministériel du 17 mai 1999 décide qu'il y a lieu de réviser partiellement le plan communal d'aménagement n° 1, approuvé par l'arrêté royal du 6 novembre 1956 et révisé par l'arrêté royal du 27 septembre 1962, ainsi que le plan communal d'aménagement n° 5, approuvé par l'arrêté royal du 6 novembre 1956 et révisé par l'arrêté royal du 8 février 1965, en dérogation au plan de secteur de Nivelles, selon les nouvelles affectations sollicitées par le conseil communal en sa séance du 5 novembre 1998 pour la partie sud; et selon les affectations de l'arrêté ministériel du 28 août 1987 pour la partie nord.

Le même arrêté stipule que le plan communal d'aménagement devra être adopté définitivement par le conseil communal de Tubize dans un délai de trois ans à dater du 17 mai 1999.

VERVIERS. — Un arrêté ministériel du 25 juin 1999 décide qu'il y a lieu d'élaborer un plan communal d'aménagement à Verviers sur le site de la gare de Verviers Ouest, en dérogation au plan de secteur de Verviers-Eupen, selon les affectations sollicitées par le conseil communal de Verviers en sa séance du 14 décembre 1998.

VIELSALM. — Un arrêté ministériel du 13 avril 1999 approuve la décision du 7 mai 1998 de la députation permanente de la province du Luxembourg déclassant une partie du chemin n° 14 à Vielsalm.

VIROINVAL. — Un arrêté ministériel du 7 juillet 1999 décide que les règles urbanistiques générales et les règles urbanistiques particulières et caractéristiques de la Fagne-Famenne, visées aux articles 419 et 425 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine sont applicables au territoire de Dourbes.

WELKENRAERDT. — Un arrêté ministériel du 15 avril 1999 approuve la composition de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire de Welkenraedt, telle qu'elle a été adoptée par la délibération du 18 février 1999 du conseil communal de Welkenraedt, conformément à l'article 7 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

La liste des membres peut être consultée auprès de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, à 5100 Jambes et auprès de l'administration communale de Welkenraedt.

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 99/27615]

Protection du patrimoine

LIEGE. — Un arrêté ministériel du 12 avril 1999 classe comme site le lieu-dit « Favechamps » à Liège, composé d'un verger hautes tiges et d'un terrain boisé, conformément aux dispositions des articles 192 à 200, 202 et 203 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

LIEGE. — Un arrêté ministériel du 12 avril 1999 classe comme monument les façades et toitures de l'ancien refuge du Val Benoît, rue du Pot d'Or 43, à Liège, conformément aux dispositions des articles 192 à 200 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

LIEGE. — Conformément aux dispositions des articles 192 à 200 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, un arrêté ministériel du 17 mai 1999 classe comme monument l'Athénée Léonie de Waha sis Boulevard d'Avroy 96, à Liège, et plus précisément :

- les façades et toitures de l'aile à rue comprenant les bas-reliefs monumentaux et la salle des fêtes;
- les façades et toitures de la piscine, y compris verrière et mosaïques;
- les peintures et sculptures abritées dans l'ensemble du bâtiment telles que reprises ci-après :
 - * les fresques réalisées par R. Crommelynck et celles de A. Mambour qui leur font face dans la salle des fêtes;
 - * les deux grandes toiles peintes par F. Steven localisées dans les deux classes de chimie et de physique;
 - * les eaux-fortes réalisées par J. Donnay représentant des vues du bassin métallurgique de la région liégeoise qui sont disposées sous forme de triptyque dans le hall d'entrée;
 - * le vitrail de la piscine, uvre de M. Caron;
 - * les mosaïques de la piscine de A. Dupagne qui représentent une leçon de natation et des fonds marins;
 - * la grande toile de J. Verhaeghe qui a peint une vue des usines métallurgiques d'Ougrée dans laquelle a été incorporé, dès l'origine, un bas-relief en bronze doré, « Les Mineurs », réalisé par L. Gerardy, dans la bibliothèque;
 - * les sculptures réalisées par R. Motte qui se trouvent sur l'auvent extérieur du petit hall;
 - * le bas-relief de G. Petit situé au pied des escaliers de la salle des fêtes ainsi que les trois panneaux en bas-relief de la façade principale signés par L. Dupont, A. Salle et R. Massart.

Ce bien est cadastré sur Liège, 3e division, section B, parcelle n° 175G (pp. 60 a 30 ca).

Une zone de protection englobant le reste des bâtiments est établie, conformément aux dispositions de l'article 205 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

TELLIN. — Un arrêté ministériel du 14 juin 1999 classe comme monument la toiture, les quatre façades et pignons ainsi que la disposition intérieure de la Maison espagnole sise rue Général Baron Jacques 33, à Grupont (à l'exclusion de l'annexe contiguë mais y compris le trottoir et les bordures situés sur la voie publique), conformément aux dispositions des articles 192 à 200 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Une zone de protection est établie conformément aux dispositions de l'article 205 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Le même arrêté abroge l'arrêté du Régent du 25 octobre 1946 classant comme monument la Maison espagnole à Grupont.

VERVIERS. — Un arrêté ministériel du 7 juin 1999 inscrit sur la liste de sauvegarde l'immeuble sis rue du Chat Volant 3, à Verviers, conformément aux dispositions des articles 189 à 191 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

SECRETARIAT PERMANENT DE RECRUTEMENT DU PERSONNEL DE L'ETAT

[99/08106]

Constitution d'une réserve de recrutement de technicien adjoint de la recherche bibliothèque, d'expression française, pour les Archives générales du Royaume et les Archives de l'Etat dans les provinces (AFG98013). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. Iwanyk, Michael, Saint-Hubert
2. Tromme, Florence, Marche-en-Famenne
3. Faiella, Laurent, Mons (Cuesmes)
4. Godet, Frederic, Resteigne
5. Depelsmaekers, Rudy, Cuesmes
6. Fourny, Mathilde, Namur
7. Vilette, Marc, Oupeye
8. Zapart, Raymond, Grivegnée
9. Fraipont, Stephanie, Flémalle
10. Louis, Stephane, Genval
11. Beaudot, Marielle, Beez (Namur)
12. Happe, Cecile, Gedinne
13. Pruniaux, Nathalie, Liège
14. Ducarme, Valerie, Ecaussinnes
15. Pirllet, Ludivine, Eghezée
16. Lotten, Carole, Chièvres
17. Saiselet, Cathy, Feschaux
18. Caufriez, Virginie, Floreffe
19. Coomans de Brachene, Frede, Bruxelles
20. Massinon, Chantal, Ham-sur-Heure
21. Latour, Anne-Marie, Saint-Georges-sur-Meuse
22. Desmedt, Veronique, Rumillies

23. Peutte, Laurent, Leuze-en-Hainaut
24. Goffinet, Catherine, Beauraing
25. Parmentier, Olivier, Namur
26. Seijnhaeve, Maryse, Saint-Josse-ten-Noode
27. Bruckmann, Francis, Bruxelles
28. Radelet, Annie, Aye
29. Detraux, Christelle, Isnes
30. Quertenmont, Cathy, Manage
31. Volkaert, Vincent, Gozée
32. Minet, Edith, Jambes
33. Colmant, Olivier, Dour
34. Pirotte, Jean-Michel, Hannut
35. Maho, Herve, Hélécinne
36. Wautier, Beatrice, Péruwelz
37. Ghislain, Marielle, Pont-à-Celles
38. Barbier, Isabelle, Charleroi
39. Dumont, Laurence, Braine-le-Comte
40. Peeters, Joel, Saint-Gilles
41. Jean, Yves, Saint-Hubert
42. Hoyas, Vincent, Gages
43. De Sutter, Frederic, Ath

VAST SECRETARIAAT VOOR WERVING VAN HET RIJKSPERSONEEL

[99/08106]

Samenstelling van een wervingsreserve van Franstalig adjunct-technicus der vorsing bibliotheek voor het Algemeen Rijksarchief en Rijksarchieven in de Provinciën (AFG98013). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot proeftijd :

44. Graf, Olivier, Francorchamps
45. Renaut, Frederic, Péruwelz
46. Herze, Sylvie, Beyne-Heusay
47. Flament, Etienne, Mons
48. Grotard, Anne, Genappe
49. Dettori, Pierrina, Gosselies
50. Hutsemekers, Xavier, Liège
51. Vieuxjean, Chantal, Ciney
52. Buyst, Vincent, Warneton
53. Mahieu, Marie, Binche
54. Boisnard, Fabian, Treignes (Viroinval)
55. Yans, Marie-Laurence, Fexhe-le-Haut-Clocher
56. Richard, Guy, Neupré
57. Lamette, Ronald, Liège
58. Amand, Stephane, Quiévrain
59. Boisnard, Janique, Treignes (Viroinval)
60. Cardinael, Cedric, Shape
61. Vilain, Fabian, Le Rœulx
62. Vanyper, Eric, Bray
63. Lepers, Damien, Estaimpuis
64. Houf, Michel, Chênée

MINISTERE DE LA JUSTICE

[99/09865]

Ordre judiciaire

Publication des présentations de la cour d'appel de Bruxelles et du conseil provincial du Brabant flamand à une place de conseiller suppléant vacante à la cour d'appel de Bruxelles

Candidats présentés, dans le même ordre, par la cour d'appel et par le conseil provincial :

Premier candidat :

Mme Derveaux, Marie-Paule, avocat, juge suppléant à la justice de paix du neuvième canton de Bruxelles.

Second candidat :

M. Smout, M., avocat.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/09865]

Rechterlijke Orde

Bekendmaking van de voordrachten van het hof van beroep te Brussel en van de provincieraad van Vlaams-Brabant tot een plaats van plaatsvervangend raadshoer vacant in het hof van beroep te Brussel

Kandidaten voorgedragen, in dezelfde orde, door het hof van beroep en door de provincieraad :

Eerste kandidaat :

Mevr. Derveaux, Marie-Paule, advocaat, plaatsvervangend rechter in het vrederegerecht van het negende kanton Brussel.

Tweede kandidaat :

de heer Smout, M., advocaat.

Administration de la trésorerie – Administratie van de thesaurie

SITUATION MENSUELLE DU TRESOR – MAANDELIJKSE SCHATKISTTOESTAND

Situation au 31 mars 1999 — Toestand op 31 maart 1999

(en millions)

(in miljoenen)

I. Exécution du budget au cours de l'année 1999
(sur base d'ordonnement)I. Uitvoering van de begroting tijdens het jaar 1999
(op ordonnanceringsbasis)

	Budget 1998 - Begroting 1998	Budget 1999 - Begroting 1999	
A. RECETTES			A. ONTVANGSTEN
<i>Recettes courantes</i>			<i>Lopende ontvangsten</i>
Recettes fiscales	-	222 896	Fiscale ontvangsten
Recettes non fiscales	1 545	38 975	Niet-fiscale ontvangsten
Total	1 545	261 871	Totaal
<i>Recettes en capital</i>			<i>Kapitaalontvangsten</i>
Recettes fiscales	-	-	Fiscale ontvangsten
Recettes non fiscales	268	2 277	Niet-fiscale ontvangsten
Total	268	2 277	Totaal
Produits d'emprunts consolidés	-	293 803	Opbrengst van geconsolideerde leningen
Total général	1 813	557 951	Algemeen totaal
B. DEPENSES			B. UITGAVEN
Départements d'autorité	14 209	99 964	Autoriteitsdepartementen
Cellule sociale	670	148 203	Sociale cel
Cellule économique	2 081	66 469	Economische cel
Financement Union Européenne	41,790	-	Financiering Europese Unie
Dette sans amortissement	16	41 777	Schuld zonder aflossing
Dotations	-	4 247	Dotaties
Total	58 766	360 660	Totaal
Amortissements de la dette publique	-	81 059	Aflossingen van overheidsschuld
Total général	58 766	441 719	Algemeen totaal

II. Situation du trésor sur base de caisse

II. Schatkisttoestand op kasbasis

	Maart 1999 — Mars 1999	3 maand 1999 — 3 mois 1999	
1. Recettes	76 936	263 963	1. Ontvangsten
2. Dépenses	254 515	531 168	2. Uitgaven
3. Résultat budgétaire (1 - 2)	- 177 579	- 267 205	3. Begrotingsresultaat (1 - 2)
4. Autres opérations (*)	4 386	3 076	4. Andere verrichtingen (*)
5. Solde net à financer (3 + 4)	- 173 193	- 264 129	5. Netto te financieren saldo (3 + 4)
<i>Passage vers la variation de la dette</i>			<i>Overgang naar schuldvariatie</i>
6. Solde net à financer	173 193	264 129	6. Netto te financieren saldo
7. Prorata primes d'émission et d'échange	5 385	4 673	7. Prorata uitgifte- en omruilingspremies
8. Primes d'émission et d'échange	- 6 926	- 23 205	8. Uitgifte- en omruilingspremies
9. Différences de change (- = gain)	2 837	11 339	9. Wisselverschillen (- = winst)
10. Régularisation intérêts	1 126	2 953	10. Regularisatie intresten
11. Placements	- 164 873	387	11. Beleggingen
12. Reprise dettes	10 700	10 700	12. Overneming schuld
13. Opérations avec le F.M.I.	- 4 013	- 4 013	13. Verrichtingen met het I.M.F.
14. Plus-values sur ventes or BNB	0	0	14. Meerwaarden op verkoop goud NBB
15. Variation nominale de la dette (6 à 14)	17 429	266 963	15. Nominale schuldvariatie (6 tot 14)
16. Amortissement de la dette	65 962	114 606	16. Aflossing schuld
17. Solde brut à financer (6 + 16)	239 155	378 735	17. Bruto te financieren saldo (6 + 16)

(*) Les « autres opérations » comprennent le solde des fonds de tiers et des opérations de trésorerie et les différences d'émission et d'amortissement.

(*) De « andere verrichtingen » omvatten het saldo van de derdengelden en van de thesaurieverrichtingen en de uitgifte- en delgingsverschillen

Situation nominale de la dette publique
à fin mars 1999Nominale stand van de schuld
per eind maart 1999

18. Consolidée	8 226 617	18 Geconsolideerde
19. Flottante	1 798 677 (**)	19. Vlottende
20. Total (18 + 19)	10 025 294	20. Totaal (18 + 19)

(**) Y compris les opérations de gestion du Trésor : 47 757 millions.

(**) Inclusief de beheersverrichtingen van de Schatkist : 47 757 miljoen.

**III. Situation des opérations de recettes
du 1^{er} janvier au 31 mars 1999
(sur base de caisse)**
**III. Toestand van de ontvangstverrichtingen
van 1 januari tot 31 maart 1999
(op kasbasis)**

	Recettes — Ontvangsten	Evaluations — Ramingen	
A. Voies et Moyens			A. Rijksmiddelen
<i>Recettes fiscales courantes</i>			<i>Lopende fiscale ontvangsten</i>
<i>Contributions directes</i>			<i>Directe belastingen</i>
Taxe de circulation	9 594	40 000	Verkeersbelasting
Taxe de mise en circulation	2 124	8 350	Belasting op de inverkeerstelling
Eurovignette	1 581	3 850	Eurovignet
Taxe assimilée au droit d'accise	1 946	8 700	Met accijnsrecht gelijkgest. belasting
Précompte mobilier	23 095	92 000	Roerende voorheffing
Versements anticipés	12 325	373 000	Voorafbetalingen
Impôt des non-résidents (par rôle)	976	4 997	Belasting niet-verblijfhouders (kohier)
Impôt des sociétés (par rôle)	7 010	5 050	Vennootschapsbelasting (kohier)
Impôt des personnes physiques (par rôle)	- 7 050	- 32 740	Personenbelasting (kohier)
Précompte professionnel	101 700	478 592	Bedrijfsvoorheffing
Produits divers	204	800	Diverse opbrengsten
Total	153 505	982 599	Totaal
<i>Douanes et Accises</i>			<i>Douane en Accijnzen</i>
Droits d'accise	54 277	224 750	Accijnzen
Taxe de patente	23	300	Vergunningsrecht
Produits divers	82	250	Diverse ontvangsten
Total	54 382	225 300	Totaal
<i>T.V.A., Enregistrement et Domaines</i>			<i>BTW, Registratie en Domeinen</i>
T.V.A. et droits de timbre	- 699	167 044	BTW en zegelrechten
Droits d'enregistrement	11 359	50 223	Registratierechten
Droits de greffe	379	1 602	Griffierechten
Droits d'hypothèque	416	1 838	Hypotheekrechten
Amendes en matière d'impôts	752	2 920	Boeten inzake belastingen
Taxes sur les centres de coordination	456	960	Taks op de coördinatiecentra
Taxes sur les ASBL	377	1 550	Taks op de VZW's
Organismes de placement collectif	281	2 972	Collectieve beleggingsinstellingen
Amendes de condamnations	1 624	6 600	Boeten van veroordelingen
Amendes de condamnations (Fonds)	60	236	Boeten van veroordelingen (Fonds)
Droits et amendes en mat. d'assistance	4	12	Rechten en boeten inzake bijstand
Total	15 009	235 957	Totaal
Total des recettes fiscales courantes	222 896	1 443 856	Totaal lopende fiscale ontvangsten
<i>Recettes non fiscales courantes</i>	38 522	115 680	<i>Lopende niet-fiscale ontvangsten</i>
Total des recettes courantes	261 418	1 559 536	Totaal van de lopende ontvangsten
<i>Recettes fiscales en capital</i>	0	0	<i>Fiscale kapitaalontvangsten</i>
<i>Recettes non fiscales en capital</i>	2 545	16 449	<i>Niet-fiscale kapitaalontvangsten</i>
Total des recettes en capital	2 545	16 449	Totaal van de kapitaalontvangsten
Total Voies et Moyens	263 963	1 575 985	Totaal Rijksmiddelen
	Recettes — Ontvangsten		
B. Droits cédés à l'Union Européenne			B. Aan de Europese Unie afgestane rechten
Droits d'entrée	11 700		Invoerrechten
T.V.A.	9 489		BTW
Total	21 189		Totaal

C. Affectation à la sécurité sociale

66.37 T.V.A.

66.38 CSSS : partie FEF

Total affectation sécurité sociale

33 465
1 346
34 811

C. Toewijzing aan de sociale zekerheid

66.37 BTW

66.38 BBSZ : deel FFE

Totaal bijdrage sociale zekerheid

D. Affectation au Secrétariat Permanent de Recrutement

66.40 Droits d'inscription

13

D. Toewijzing aan het Vast Wervingssecretariaat

66.40 Inschrijvingsrechten

E. Financement Régions et Communautés**E. Financiering Gewesten en Gemeenschappen**

	Comm. fl. — Vl. Gem.	Rég. wall. — Waals. Gew.	Comm. fr. — Fr. Gem.	Rég. brux. — Br. Gew.	Comm. germ. — Duitse Gem.	Total — Totaal	
Impôts régionaux							Gewestbelastingen
Taxe ouverture débits de boissons	139	60	—	29	—	228	Openingstaks slijterijen
Taxe jeux automatiques	1 324	362	—	219	—	1 905	Belasting automatische ontspanningstoestellen
Taxe jeux et paris	235	203	—	71	—	509	Belasting spelen en weddenschappen
Précompte immobilier	340	118	—	75	—	533	Onroerende voorheffing
Droits d'enregistrement	3 320	1 287	—	857	—	5 464	Registratierechten
Droits de succession	4 720	2 650	—	1 406	—	8 776	Successierechten
Total	10 078	4 680	0	2 657	0	17 415	Totaal
Moyens attribués							Toegewezen middelen
Impôts personnes physiques (Rég.)	56 441	32 431	—	8 913	—	97 785	Personenbelasting (Gewest)
Impôts personnes physiques (Comm.)	26 330	—	14 569	—	—	40 899	Personenbelasting (Gemeenschap)
T.V.A. (Comm.)	52 183	—	38 492	—	—	90 675	BTW (Gemeenschap)
Total	134 954	32 431	53 061	8 913	0	229 359	Totaal
Total régions et communautés	145 032	37 111	53 061	11 570	0	246 774	Totaal gewesten en gemeenschappen

TOTAL RECETTES (A + B + C + D + E)**566 750****TOTAAL ONTVANGSTEN (A + B + C + D + E)****Additionnels et taxes**

Communes

Provinces

Agglomérations

Total

23 974
2 540
679
27 193

Opcntiemen en taksen

Gemeenten

Provincies

Agglomeraties

Totaal

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[C - 99/12555]

Dépôt de conventions collectives de travail

Les conventions collectives de travail désignées ci-après ont été déposées au Greffe du Service des relations collectives de travail du Ministère de l'Emploi et du Travail.

On peut se faire délivrer des copies de ces conventions moyennant le paiement d'une redevance de 40 BEF par page.

La redevance peut être payée en EUR par virement en divisant le total obtenu en BEF par le taux de conversion 40,3399.

Adresse : rue Belliard, 51 à 1040 Bruxelles, local B456.

Téléphone : 02/233.41.48 et 41.49 de 9 à 12 heures.

COMMISSION PARITAIRE DE LA TRANSFORMATION DU PAPIER ET DU CARTON

Convention collective de travail conclue le 15/04/1999, déposée le 29/06/1999 et enregistrée le 30/06/1999.

- objet : prépension
- durée de validité : du 01/01/1999 au 30/06/2001
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51131/CO/1360000.

COMMISSION PARITAIRE DES CONSTRUCTIONS METALLIQUE, MECANIQUE ET ELECTRIQUE

Convention collective de travail conclue le 17/05/1999, déposée le 25/05/1999 et enregistrée le 30/06/1999.

- champ d'application :
 - Secteur des entreprises de montage de ponts et des charpentes métalliques
- hors du champ d'application :
 - celles appartenant au secteur des entreprises de fabrications métalliques
- objet : formation et emploi pour 1999-2000
- prolongation de la convention numéro 026831 du 05/02/1991
- exécution de la convention numéro 032762 du 15/03/1993
- prolongation de la convention numéro 039773 du 26/09/1995
- prolongation de la convention numéro 044220 du 15/05/1997
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51132/COF/1110000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYES DU COMMERCE INTERNATIONAL, DU TRANSPORT ET DES BRANCHES D'ACTIVITE CONNEXES

Convention collective de travail conclue le 21/05/1999, déposée le 08/06/1999 et enregistrée le 30/06/1999.

- objet : formation et emploi pour 1999-2000
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51133/COF/2260000.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DES CARRIERES DE GRES ET DE QUARTZITE DE TOUT LE TERRITOIRE DU ROYAUME, A L'EXCEPTION DES CARRIERES DE QUARTZITE DU BRABANT WALLON

Convention collective de travail conclue le 03/05/1999, déposée le 11/06/1999 et enregistrée le 30/06/1999.

- hors du champ d'application :
 - Carrières de quartzite de la province de Brabant
 - Les entreprises de la province de Liège
- objet : formation et emploi pour 1999-2000
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51134/COF/1020400.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[C - 99/12555]

Neerlegging van collectieve arbeidsovereenkomsten

De hierna vermelde collectieve arbeidsovereenkomsten werden neergelegd ter Griffie van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

Er kunnen afschriften van deze overeenkomsten worden verkregen mits betaling van een retributie van 40 BEF per bladzijde.

De retributie kan in EUR per overschrijving betaald worden door het bedrag in BEF te delen door de omrekeningskoers 40,3399.

Adres : Belliardstraat, 51 te 1040 Brussel, lokaal B456.

Telefoon : 02/233.41.48 en 41.49 van 9 tot 12 uur.

PARITAIR COMITE VOOR DE PAPIER- EN KARTONBEWERKING

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 15/04/1999, neergelegd op 29/06/1999 en geregistreerd op 30/06/1999.

- onderwerp : brugpensioen
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 30/06/2001
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51131/CO/1360000.

PARITAIR COMITE VOOR DE METAAL-, MACHINE- EN ELEKTRISCHE BOUW

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 17/05/1999, neergelegd op 25/05/1999 en geregistreerd op 30/06/1999.

- toepassingsgebied :
 - Sector voor de ondernemingen welke bruggen en metalen gebinten monteren
- niet van toepassing op :
 - welke tot de sector van de ondernemingen der metaalverwerking behoren
- onderwerp : vorming en tewerkstelling voor 1999-2000
- verlenging van overeenkomst nummer 026831 van 05/02/1991
- uitvoering van overeenkomst nummer 032762 van 15/03/1993
- verlenging van overeenkomst nummer 039773 van 26/09/1995
- verlenging van overeenkomst nummer 044220 van 15/05/1997
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51132/COF/1110000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN UIT DE INTERNATIONALE HANDEL, HET VERVOER EN DE AANVERWANTE BEDRIJFSTAKKEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/05/1999, neergelegd op 08/06/1999 en geregistreerd op 30/06/1999.

- onderwerp : vorming en tewerkstelling voor 1999-2000
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51133/COF/2260000.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR HET BEDRIJF VAN DE ZANDSTEEN- EN KWARTSIETGROEVEN OP HET GEHELE GRONDGEBIED VAN HET RIJK, UITGEZONDERD DE KWARTSIETGROEVEN VAN WAALS-BRABANT

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 03/05/1999, neergelegd op 11/06/1999 en geregistreerd op 30/06/1999.

- niet van toepassing op :
 - Kwartsietgroeven van de provincie Brabant
 - De ondernemingen van de provincie Luik
- onderwerp : vorming en tewerkstelling voor 1999-2000
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51134/COF/1020400.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DES TABACS

Convention collective de travail conclue le 04/05/1999, déposée le 11/06/1999 et enregistrée le 30/06/1999.

- champ d'application :
 - Sous-secteur usines de cigarettes et entreprises mixtes
- objet : formation et emploi pour 1999-2000
- prolongation de la convention numéro 009727 du 11/02/1983
- prolongation de la convention numéro 038557 du 29/03/1995
- prolongation de la convention numéro 044907 du 07/05/1997
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51135/COF/1330000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DES TABACS

Convention collective de travail conclue le 04/05/1999, déposée le 11/06/1999 et enregistrée le 30/06/1999.

- champ d'application :
 - Sous-secteur tabac à fumer, à mâcher et à priser
- objet : formation et emploi pour 1999-2000
- prolongation de la convention numéro 017912 du 01/04/1987
- prolongation de la convention numéro 044908 du 07/05/1997
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51136/COF/1330000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DES TABACS

Convention collective de travail conclue le 04/05/1999, déposée le 11/06/1999 et enregistrée le 30/06/1999.

- champ d'application :
 - Sous-secteur cigares et cigarillos
- objet : formation et emploi pour 1999-2000
- prolongation de la convention numéro 009732 du 11/02/1983
- prolongation de la convention numéro 038559 du 29/03/1995
- prolongation de la convention numéro 044909 du 07/05/1997
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51137/COF/1330000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : acte portant signatures des conventions collectives de travail 51253 à 51297
- numéro d'enregistrement : 51280/CS/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - entreprises de crème glacée
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 027360 du 14/03/1991
- remplacement de la convention numéro 045463 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51253/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - entreprises de fromage fondu
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 027362 du 14/03/1991
- remplacement de la convention numéro 045464 du 25/06/1997

PARITAIR COMITE VOOR HET TABAKSBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 04/05/1999, neergelegd op 11/06/1999 en geregistreerd op 30/06/1999.

- toepassingsgebied :
 - Subsector sigarettenfabrieken en gemengde ondernemingen
- onderwerp : vorming en tewerkstelling voor 1999-2000
- verlenging van overeenkomst nummer 009727 van 11/02/1983
- verlenging van overeenkomst nummer 038557 van 29/03/1995
- verlenging van overeenkomst nummer 044907 van 07/05/1997
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51135/COF/1330000.

PARITAIR COMITE VOOR HET TABAKSBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 04/05/1999, neergelegd op 11/06/1999 en geregistreerd op 30/06/1999.

- toepassingsgebied :
 - Subsector rook-, pruim- en snuiftabakondernemingen
- onderwerp : vorming en tewerkstelling voor 1999-2000
- verlenging van overeenkomst nummer 017912 van 01/04/1987
- verlenging van overeenkomst nummer 044908 van 07/05/1997
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51136/COF/1330000.

PARITAIR COMITE VOOR HET TABAKSBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 04/05/1999, neergelegd op 11/06/1999 en geregistreerd op 30/06/1999.

- toepassingsgebied :
 - Subsector sigaren en cigarillos
- onderwerp : vorming en tewerkstelling voor 1999-2000
- verlenging van overeenkomst nummer 009732 van 11/02/1983
- verlenging van overeenkomst nummer 038559 van 29/03/1995
- verlenging van overeenkomst nummer 044909 van 07/05/1997
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51137/COF/1330000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : akte houdende handtekeningen van de collectieve arbeidsovereenkomsten 51253 tot 51297
- registratienummer : 51280/CS/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - roomijsondernemingen
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 027360 van 14/03/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 045463 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51253/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - ondernemingen van gesmolten kaas
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 027362 van 14/03/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 045464 van 25/06/1997

- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51254/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur des huileries et margarineries
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 001088 du 20/12/1971
- abrogation de la convention numéro 027364 du 14/03/1991
- remplacement de la convention numéro 045465 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51255/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - chocolateries et entreprises de pâtes à tartiner
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 027367 du 14/03/1991
- remplacement de la convention numéro 045466 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51256/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - confiseries
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 027367 du 14/03/1991
- remplacement de la convention numéro 045467 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51257/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur des entreprises de l'industrie du froid, notamment les entreprises de glace artificielle et les entrepôts frigorifiques
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 027369 du 14/03/1991
- remplacement de la convention numéro 045468 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51258/CO/1180000.

- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51254/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector voor olie- en margarinefabrieken
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 001088 van 20/12/1971
- opheffing van overeenkomst nummer 027364 van 14/03/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 045465 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51255/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - chocoladefabrieken en ondernemingen van broodsmersel
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 027367 van 14/03/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 045466 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51256/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - suikerbakkerijen
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 027367 van 14/03/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 045467 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51257/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector voor ondernemingen van de koelnijverheid, met name de ondernemingen voor kunstijs en de koelhuizen
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 027369 van 14/03/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 045468 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51258/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur des conserveries, saurseries, préserves et entreprises de surgélation du poisson
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 027371 du 14/03/1991
- remplacement de la convention numéro 045469 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51259/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - entreprises de torréfaction de café
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 027374 du 14/03/1991
- remplacement de la convention numéro 045470 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51260/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - entreprises de torréfaction de chicorée
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 027374 du 14/03/1991
- remplacement de la convention numéro 045471 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51261/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur des entreprises de saunerie, moutarderie, condiments préparés y compris les conserves au vinaigre, vinaigreries
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 027376 du 14/03/1991
- remplacement de la convention numéro 045472 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51262/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - entreprises d'aliments de régime, produits pour entremets et dessert, essences et extraits, spécialités alimentaires, cafés solubles
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 027379 du 14/03/1991

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector voor visconservefabrieken, haringrokerijen en ondernemingen van verduurzaamde en overbevoren vis
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 027371 van 14/03/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 045469 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51259/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - koffiebranderijen
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 027374 van 14/03/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 045470 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51260/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - chicoreibranderijen
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 027374 van 14/03/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 045471 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51261/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector voor zoutziederijen, mostaardfabrieken, bereide kruiden, in azijn ingelegde levensmiddelen, azijnfabrieken
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 027376 van 14/03/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 045472 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51262/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - dieetvoedingsmiddelen, producten voor tussen- en nagerechten, essences en extracten, voedingspecialiteiten, oplosbare koffies
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 027379 van 14/03/1991

- remplacement de la convention numéro 045473 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51263/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - entreprises de bouillons concentrés, potages et préparations diverses
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 027379 du 14/03/1991
- remplacement de la convention numéro 045474 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51264/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur de l'industrie des aliments pour bétail (simples, composés, concentrés, mélassés, farines fourragères, clos d'équarrissage)
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 027381 du 14/03/1991
- remplacement de la convention numéro 045475 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51265/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - brasseries
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 027335 du 14/03/1991
- remplacement de la convention numéro 045484 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51266/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - malteries
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 027337 du 14/03/1991
- remplacement de la convention numéro 045485 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51267/CO/1180000.

- vervanging van overeenkomst nummer 045473 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51263/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - ondernemingen waar bouillonblokjes, soepen en allerhande bereidingen worden vervaardigd
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 027379 van 14/03/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 045474 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51264/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector voor de veevoedernijverheid (enkel, samengesteld, geconcentreerd, met melasse doortrokken, voedingsmeel, vilbeluiken)
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 027381 van 14/03/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 045475 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51265/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - brouwerijen
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 027335 van 14/03/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 045484 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51266/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - mouterijen
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 027337 van 14/03/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 045485 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51267/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - eaux de boissons et limonades
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 027338 du 14/03/1991
- remplacement de la convention numéro 045486 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51268/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - entreprises de cidres, vins, jus et vins de fruits, liquoristes, apéritifs et distilleries de fruits
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 027338 du 14/03/1991
- remplacement de la convention numéro 045487 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51269/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - Sous-secteur des conserves de légumes, légumes déshydratés, choucroutes, légumes en saumure, préparation de légumes secs, surgelés et congelés, nettoyage ou préparation de légumes frais
- objet : durée hebdomadaire du travail
- remplacement de la convention numéro 000918 du 27/05/1971
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51270/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - Sous-secteur des conserves de légumes, légumes déshydratés, choucroutes, légumes en saumure, préparation de légumes secs, surgelés et congelés, nettoyage ou préparation de légumes frais
- objet : Prime brute de 5.600 F
- remplacement de la convention numéro 045491 du 25/06/1997
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51271/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - Sous-secteur des conserves de légumes, légumes déshydratés, choucroutes, légumes en saumure, préparation de légumes secs, surgelés et congelés, nettoyage ou préparation de légumes frais
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 027344 du 14/03/1991

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - drinkwaters en limonaden
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 027338 van 14/03/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 045486 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51268/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - ondernemingen van appelwijnen, wijnen, vruchtensap en -wijn, likeuren, aperitieven en vruchtenstokerijen
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 027338 van 14/03/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 045487 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51269/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - Subsector van de groentenconservennijverheid, watervrije groenten, zuurkool, in zout ingelegde groenten, bereiding van droge, bevroren en diepgevroren groenten, het schoonmaken of bereiden van verse groenten
- onderwerp : wekelijkse arbeidsduur
- vervanging van overeenkomst nummer 000918 van 27/05/1971
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51270/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - Subsector van de groentenconservennijverheid, watervrije groenten, zuurkool, in zout ingelegde groenten, bereiding van droge, bevroren en diepgevroren groenten, het schoonmaken of bereiden van verse groenten
- onderwerp : Brutopremie van 5.600 F
- vervanging van overeenkomst nummer 045491 van 25/06/1997
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51271/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - Subsector van de groentenconservennijverheid, watervrije groenten, zuurkool, in zout ingelegde groenten, bereiding van droge, bevroren en diepgevroren groenten, het schoonmaken of bereiden van verse groenten
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 027344 van 14/03/1991

- remplacement de la convention numéro 045488 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51272/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - sucreries, raffineries, fabriques de sucre inverti et d'acide citrique
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 001559 du 27/06/1972
- abrogation de la convention numéro 027329 du 14/03/1991
- remplacement de la convention numéro 045481 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51273/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - entreprises de conserves de viande, saucissons, salaisons, viandes fumées et dérivés de viande
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 001083 du 20/12/1971
- remplacement de la convention numéro 045493 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51274/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - fonderies de graisse
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 001085 du 20/12/1971
- remplacement de la convention numéro 045494 du 25/06/1997
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51275/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - boyauderies y compris les entreprises de calibrage et de collage de boyaux
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 027353 du 14/03/1991
- remplacement de la convention numéro 045459 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51276/CO/1180000.

- vervanging van overeenkomst nummer 045488 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51272/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - suikerfabrieken, suikerraffinaderijen en fabrieken van invertsuiker en citroenzuur
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 001559 van 27/06/1972
- opheffing van overeenkomst nummer 027329 van 14/03/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 045481 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51273/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - ondernemingen van vleesconserven, worsten, pekelvlees, gerookt vlees en vleesderivaten
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 001083 van 20/12/1971
- vervanging van overeenkomst nummer 045493 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51274/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - vetsmelterijen
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 001085 van 20/12/1971
- vervanging van overeenkomst nummer 045494 van 25/06/1997
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51275/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - darmslijmerijen - de ondernemingen van kalibren en plakken van darmen inbegrepen
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 027353 van 14/03/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 045459 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51276/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - abattoirs et atelier de découpage de viande
- objet : conditions de travail et de rémunération
- exécution de la convention numéro 021443 du 06/10/1988
- abrogation de la convention numéro 021760 du 21/12/1988
- abrogation de la convention numéro 027351 du 14/03/1991
- remplacement de la convention numéro 045460 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51277/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - tueries de volailles
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 003063 du 23/09/1974
- abrogation de la convention numéro 027356 du 14/03/1991
- remplacement de la convention numéro 045461 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51278/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - laïteries, beurrieres, fromageries et entreprises de produits lactés, à l'exception des entreprises de crème glacée et de fromage fondu
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 027358 du 14/03/1991
- remplacement de la convention numéro 045462 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51279/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- hors du champ d'application :
 - sous-secteur des boulangeries, pâtisseries artisanales
- objet : programmation sociale 1999 - 2000
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51281/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : nouveaux régimes de travail
- modification de la convention numéro 020608 du 30/03/1988
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51282/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - slachthuizen en de werkplaatsen voor het uitsnijden van vlees
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- uitvoering van overeenkomst nummer 021443 van 06/10/1988
- opheffing van overeenkomst nummer 021760 van 21/12/1988
- opheffing van overeenkomst nummer 027351 van 14/03/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 045460 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51277/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - pluimveeslachterijen
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 003063 van 23/09/1974
- opheffing van overeenkomst nummer 027356 van 14/03/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 045461 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51278/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - melkerijen, boterfabrieken, kaasfabrieken, en ondernemingen van melkproducten, met uitzondering van de roomijs- en gesmolten kaasondernemingen
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 027358 van 14/03/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 045462 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51279/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- niet van toepassing op :
 - subsector voor bakkerijen en artisanale banketbakkerijen
- onderwerp : sociale programmatie 1999 -2000
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51281/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : nieuwe arbeidsregelingen
- wijziging van overeenkomst nummer 020608 van 30/03/1988
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51282/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- hors du champ d'application :
 - entreprises du groupe "Unilever" en Belgique
- objet : liaison des rémunérations à l'indice des prix à la consommation
- remplacement de la convention numéro 027297 du 14/03/1991
- durée de validité : à partir du 01/06/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51283/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- hors du champ d'application :
 - sous-secteur des boulangeries, pâtisseries artisanales
- objet : droit à l'interruption de carrière à mi-temps à 55 ans
- durée de validité : du 01/01/1999 au 30/06/2001
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51284/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- hors du champ d'application :
 - sous-secteur des boulangeries, pâtisseries artisanales
- objet : intervention financière dans les frais de transport
- remplacement de la convention numéro 027299 du 14/03/1991
- durée de validité : à partir du 01/06/1999, pour une durée indéterminée, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51285/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- hors du champ d'application :
 - sous-secteur des boulangeries, pâtisseries artisanales
 - sous-secteur des conserves de légumes, légumes déshydratés, choucroutes, légumes en saumure, préparation de légumes secs, surgelés et congelés, nettoyage ou préparation de légumes frais
- objet : prime annuelle
- remplacement de la convention numéro 018240 du 27/05/1987
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51286/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- hors du champ d'application :
 - sous-secteur des boulangeries, pâtisseries artisanales
- objet : jour de carence
- remplacement de la convention numéro 038285 du 17/05/1995
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51287/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- niet van toepassing op :
 - ondernemingen van de groep "Unilever" in België
- onderwerp : koppeling van de bezoldigingen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen
- vervanging van overeenkomst nummer 027297 van 14/03/1991
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/06/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51283/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- niet van toepassing op :
 - subsector voor bakkerijen en artisanale banketbakkerijen
- onderwerp : recht op halftijdse loopbaanonderbreking 55 jaar
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 30/06/2001
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51284/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- niet van toepassing op :
 - subsector voor bakkerijen en artisanale banketbakkerijen
- onderwerp : financiële bijdrage in de vervoerkosten
- vervanging van overeenkomst nummer 027299 van 14/03/1991
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/06/1999, voor onbepaalde duur, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51285/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- niet van toepassing op :
 - subsector voor bakkerijen en artisanale banketbakkerijen
 - subsector van de groentenconservennijverheid, watervrije groenten, zuurkool, in zout ingelegde groenten, bereiding van droge, bevroren en diepgevroren groenten, het schoonmaken of bereiden van verse groenten
- onderwerp : jaarlijkse premie
- vervanging van overeenkomst nummer 018240 van 27/05/1987
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51286/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- niet van toepassing op :
 - subsector voor bakkerijen en artisanale banketbakkerijen
- onderwerp : carensdag
- vervanging van overeenkomst nummer 038285 van 17/05/1995
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51287/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- hors du champ d'application :
 - sous-secteur des boulangeries, pâtisseries artisanales
- objet : indemnités complémentaires de chômage
- durée de validité : à partir du 03/04/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51288/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur des meuneries et fleurs de seigle
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 003049 du 13/11/1974
- remplacement de la convention numéro 045475 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51289/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur des pâtes alimentaires, dérivés de céréales, rizeries
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 027309 du 17/03/1991
- remplacement de la convention numéro 045458 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51290/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur des boulangeries, pâtisseries artisanales
- objet : jour de carence
- remplacement de la convention numéro 038285 du 17/05/1995
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51291/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur des amidonneries de riz et de maïs, maïseries, glucoseries et féculeries
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 027321 du 14/03/1991
- remplacement de la convention numéro 045476 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51292/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- niet van toepassing op :
 - subsector voor bakkerijen en artisanale banketbakkerijen
- onderwerp : bijkomende werkloosheidsuitkeringen
- geldigheidsduur : m.i.v. 03/04/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51288/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector voor maalderijen en roggebloem
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 003049 van 13/11/1974
- vervanging van overeenkomst nummer 045475 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51289/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector voor deegwaren, bijproducten van graangewassen, rijstpellerijen
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 027309 van 17/03/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 045458 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51290/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector voor bakkerijen en artisanale banketbakkerijen
- onderwerp : carensdag
- vervanging van overeenkomst nummer 038285 van 17/05/1995
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51291/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector voor de rijst- en maïsstijfselafabrieken, maïsmeel-, glucose- en aardappelmeelfabrieken
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 027321 van 14/03/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 045476 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51292/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - biscuiteries et entreprises de spéculoos, pain azyme et pain d'épice
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 027325 du 14/03/1991
- remplacement de la convention numéro 045477 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51293/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - biscotteries
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 027325 du 14/03/1991
- remplacement de la convention numéro 045478 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51294/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - pâtisseries industrielles
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 027325 du 14/03/1991
- remplacement de la convention numéro 049551 du 17/11/1998
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51295/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - candiseries
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 027333 du 14/03/1991
- remplacement de la convention numéro 045482 du 25/06/1997
- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51296/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - levureries et distilleries
- objet : conditions de travail et de rémunération
- abrogation de la convention numéro 027331 du 14/03/1991
- remplacement de la convention numéro 045483 du 25/06/1997

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - koekjesfabrieken, speculaas, jodenpaasbrood, peperkoek
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 027325 van 14/03/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 045477 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51293/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - beschuifabrieken
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 027325 van 14/03/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 045478 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51294/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - industriële banketbakkerijen
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 027325 van 14/03/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 049551 van 17/11/1998
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51295/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - kandijnsuikerfabrieken
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 027333 van 14/03/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 045482 van 25/06/1997
- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51296/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - gistfabrieken en distilleerderijen
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- opheffing van overeenkomst nummer 027331 van 14/03/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 045483 van 25/06/1997

- exécution de la convention numéro 051283 du 30/04/1999
- durée de validité : du 01/06/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51297/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DES BLANCHISSERIES ET DES ENTREPRISES DE TEINTURERIE ET DEGRAISSAGE

- Convention collective de travail conclue le 28/04/1999, déposée le 26/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.
- objet : intervention financière dans les frais de transport
 - remplacement de la convention numéro 044485 du 07/05/1997
 - durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
 - force obligatoire demandée : oui
 - numéro d'enregistrement : 51298/CO/1100000.

COMMISSION PARITAIRE DES BLANCHISSERIES ET DES ENTREPRISES DE TEINTURERIE ET DEGRAISSAGE

- Convention collective de travail conclue le 28/04/1999, déposée le 26/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.
- objet : indemnité complémentaire en faveur de certains travailleurs âgés en cas de licenciement
 - durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
 - force obligatoire demandée : oui
 - numéro d'enregistrement : 51299/CO/1100000.

COMMISSION PARITAIRE DES BLANCHISSERIES ET DES ENTREPRISES DE TEINTURERIE ET DEGRAISSAGE

- Convention collective de travail conclue le 28/04/1999, déposée le 26/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.
- objet : instauration d'horaires flexibles dans les entreprises
 - durée de validité : à partir du 01/01/1997, pour une durée indéterminée
 - force obligatoire demandée : oui
 - numéro d'enregistrement : 51300/CO/1100000.

COMMISSION PARITAIRE DES BLANCHISSERIES ET DES ENTREPRISES DE TEINTURERIE ET DEGRAISSAGE

- Convention collective de travail conclue le 28/04/1999, déposée le 26/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.
- objet : prime de fin d'année
 - durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
 - force obligatoire demandée : oui
 - numéro d'enregistrement : 51301/CO/1100000.

COMMISSION PARITAIRE DES BLANCHISSERIES ET DES ENTREPRISES DE TEINTURERIE ET DEGRAISSAGE

- Convention collective de travail conclue le 28/04/1999, déposée le 26/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.
- objet : durée du travail - répartition hebdomadaire
 - remplacement de la convention numéro 044494 du 07/05/1997
 - durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
 - force obligatoire demandée : oui
 - numéro d'enregistrement : 51302/CO/1100000.

COMMISSION PARITAIRE DES BLANCHISSERIES ET DES ENTREPRISES DE TEINTURERIE ET DEGRAISSAGE

- Convention collective de travail conclue le 28/04/1999, déposée le 26/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.
- objet : introduction d'actions positives
 - durée de validité : à partir du 01/01/1991, pour une durée indéterminée
 - force obligatoire demandée : oui
 - numéro d'enregistrement : 51303/CO/1100000.

- uitvoering van overeenkomst nummer 051283 van 30/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/06/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51297/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR HET WASSERIJ-, VERVERIJ- EN ONTVETTINGSBEDRIJF

- Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 28/04/1999, neergelegd op 26/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.
- onderwerp : financiële bijdrage in de vervoerkosten
 - vervanging van overeenkomst nummer 044485 van 07/05/1997
 - geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
 - algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
 - registratienummer : 51298/CO/1100000.

PARITAIR COMITE VOOR HET WASSERIJ-, VERVERIJ- EN ONTVETTINGSBEDRIJF

- Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 28/04/1999, neergelegd op 26/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.
- onderwerp : aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen
 - geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
 - algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
 - registratienummer : 51299/CO/1100000.

PARITAIR COMITE VOOR HET WASSERIJ-, VERVERIJ- EN ONTVETTINGSBEDRIJF

- Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 28/04/1999, neergelegd op 26/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.
- onderwerp : invoering van flexibele uurroosters in de ondernemingen
 - geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1997, voor onbepaalde duur
 - algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
 - registratienummer : 51300/CO/1100000.

PARITAIR COMITE VOOR HET WASSERIJ-, VERVERIJ- EN ONTVETTINGSBEDRIJF

- Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 28/04/1999, neergelegd op 26/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.
- onderwerp : eindejaarspremie
 - geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
 - algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
 - registratienummer : 51301/CO/1100000.

PARITAIR COMITE VOOR HET WASSERIJ-, VERVERIJ- EN ONTVETTINGSBEDRIJF

- Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 28/04/1999, neergelegd op 26/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.
- onderwerp : arbeidsduur - verdeling arbeidsduur
 - vervanging van overeenkomst nummer 044494 van 07/05/1997
 - geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
 - algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
 - registratienummer : 51302/CO/1100000.

PARITAIR COMITE VOOR HET WASSERIJ-, VERVERIJ- EN ONTVETTINGSBEDRIJF

- Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 28/04/1999, neergelegd op 26/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.
- onderwerp : invoering van positieve acties
 - geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1991, voor onbepaalde duur
 - algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
 - registratienummer : 51303/CO/1100000.

COMMISSION PARITAIRE DES BLANCHISSERIES ET DES ENTREPRISES DE TEINTURERIE ET DEGRAISSAGE

Convention collective de travail conclue le 28/04/1999, déposée le 26/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : amélioration de la qualité du travail
- durée de validité : à partir du 07/02/1991, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51304/CO/1100000.

COMMISSION PARITAIRE DES BLANCHISSERIES ET DES ENTREPRISES DE TEINTURERIE ET DEGRAISSAGE

Convention collective de travail conclue le 28/04/1999, déposée le 26/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - ouvriers membres d'une des organisations de travailleurs représentées au sein de la CP 110, pendant au moins 6 mois et pour autant qu'ils figurent aux listes du personnel au 30 juin de l'année en cours
 - ouvriers en chômage complet et involontaire au 30 juin de l'année en cours, depuis le 1er juillet de l'année précédente au plus tard, ayant bénéficié de l'allocation du Fonds l'année antérieure
 - ouvriers mis à la retraite entre le 1er juillet de l'année pour laquelle ils réunissent les conditions d'octroi de l'allocation sociale complémentaire et le 30 juin de l'année en cours
 - employeurs qui répondent aux conditions d'insertion professionnelle et de formation des travailleurs appartenant aux groupes à risque, et remplissant les conditions de l'accord interprofessionnel '95-96
- objet : modification et coordination des statuts du Fonds de sécurité d'existence
- durée de validité : à partir du 01/01/1995, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51305/CO/1100000.

COMMISSION PARITAIRE DES BLANCHISSERIES ET DES ENTREPRISES DE TEINTURERIE ET DEGRAISSAGE

Convention collective de travail conclue le 28/04/1999, déposée le 26/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - entreprises qui occupent 50 travailleurs ou plus
- objet : statut de la délégation syndicale
- remplacement de la convention numéro 012530 du 19/04/1985
- durée de validité : à partir du 07/02/1991, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51306/CO/1100000.

COMMISSION PARITAIRE DES BLANCHISSERIES ET DES ENTREPRISES DE TEINTURERIE ET DEGRAISSAGE

Convention collective de travail conclue le 28/04/1999, déposée le 26/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : prépension mi-temps à 56 ans
- exécution de la convention numéro 027019 du 25/02/1991
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51307/CO/1100000.

COMMISSION PARITAIRE DES BLANCHISSERIES ET DES ENTREPRISES DE TEINTURERIE ET DEGRAISSAGE

Convention collective de travail conclue le 28/04/1999, déposée le 26/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : prépension
- exécution de la convention numéro 027019 du 25/02/1991
- remplacement de la convention numéro 044491 du 07/05/1997
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51308/CO/1100000.

PARITAIR COMITE VOOR HET WASSERIJ-, VERVERIJ- EN ONTVETTINGSBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 28/04/1999, neergelegd op 26/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : verbetering van de kwaliteit van de arbeid
- geldigheidsduur : m.i.v. 07/02/1991, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51304/CO/1100000.

PARITAIR COMITE VOOR HET WASSERIJ-, VERVERIJ- EN ONTVETTINGSBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 28/04/1999, neergelegd op 26/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - werklieden die gedurende 6 maand lid zijn van een werknemersorganisatie vertegenwoordigd in het PC 110 en voor zover zij op de personeelslijst voorkomen op 30 juni van het lopende jaar
 - werklieden die op 30 juni van het lopende jaar, uiterlijk sedert 1 juli van het voorgaande jaar, volledig en onvrijwillig werkloos waren, en die het jaar tevoren recht hebben gehad van het Fonds
 - werklieden die op pensioen worden gesteld tussen 1 juli van het jaar voor hetwelk zij de voorwaarden vervullen van toekenning van de aanvullende sociale toelage en 30 juni van het lopende jaar
 - werkgevers die voldoen aan de voorwaarden van aanwerving en vorming van werknemers uit risicogroepen, en die voldoen aan de voorwaarden van het interprofessioneel akkoord 1995/1996
- onderwerp : wijziging en coördinatie van de statuten van het Fonds voor bestaanzekerheid
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1995, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51305/CO/1100000.

PARITAIR COMITE VOOR HET WASSERIJ-, VERVERIJ- EN ONTVETTINGSBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 28/04/1999, neergelegd op 26/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - ondernemingen die 50 of meer werknemers tewerkstellen
- onderwerp : statuut van de syndicale afvaardiging
- vervanging van overeenkomst nummer 012530 van 19/04/1985
- geldigheidsduur : m.i.v. 07/02/1991, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51306/CO/1100000.

PARITAIR COMITE VOOR HET WASSERIJ-, VERVERIJ- EN ONTVETTINGSBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 28/04/1999, neergelegd op 26/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : halftijds brugpensioen op 56 jaar
- uitvoering van overeenkomst nummer 027019 van 25/02/1991
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51307/CO/1100000.

PARITAIR COMITE VOOR HET WASSERIJ-, VERVERIJ- EN ONTVETTINGSBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 28/04/1999, neergelegd op 26/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : brugpensioen
- uitvoering van overeenkomst nummer 027019 van 25/02/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 044491 van 07/05/1997
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51308/CO/1100000.

COMMISSION PARITAIRE DES BLANCHISSERIES ET DES ENTREPRISES DE TEINTURERIE ET DEGRAISSAGE

Convention collective de travail conclue le 28/04/1999, déposée le 26/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : prolongation des engagements d'emploi
- prolongation de la convention numéro 008696 du 09/03/1983
- durée de validité : du 01/01/1997 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51309/CO/1100000.

COMMISSION PARITAIRE DES BLANCHISSERIES ET DES ENTREPRISES DE TEINTURERIE ET DEGRAISSAGE

Convention collective de travail conclue le 28/04/1999, déposée le 26/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - entreprises qui occupent 50 travailleurs ou plus
- objet : prépension à 56 ans
- exécution de la convention numéro 027019 du 25/02/1991
- remplacement de la convention numéro 044491 du 07/05/1997
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/1999
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51310/CO/1100000.

COMMISSION PARITAIRE DES BLANCHISSERIES ET DES ENTREPRISES DE TEINTURERIE ET DEGRAISSAGE

Convention collective de travail conclue le 28/04/1999, déposée le 26/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : classification des fonctions
- remplacement de la convention numéro 037877 du 16/03/1995
- durée de validité : à partir du 01/01/1997, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51311/CO/1100000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES HORTICOLES

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 01/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- hors du champ d'application :
 - sous-secteur implantation et entretien de parcs et jardins
 - personnel saisonnier et occasionnel
- objet : mesures en faveur des groupes à risque
- exécution de la convention numéro 028190 du 07/06/1991
- durée de validité : du 01/01/1999 au 01/01/2001
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51312/CO/1450000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES HORTICOLES

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 01/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- hors du champ d'application :
 - sous-secteur des cultures champignons et truffes
 - sous-secteur implantation et entretien de parcs et jardins
- objet : conditions de salaire et de travail saisonnier et occasionnel
- exécution de la convention numéro 037996 du 06/03/1995
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51313/CO/1450000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES HORTICOLES

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 01/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- hors du champ d'application :
 - personnel saisonnier et occasionnel

PARITAIR COMITE VOOR HET WASSERIJ-, VERVERIJ- EN ONTVETTINGSBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 28/04/1999, neergelegd op 26/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : tewerkstellingsverbintenissen
- verlenging van overeenkomst nummer 008696 van 09/03/1983
- geldigheidsduur : van 01/01/1997 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51309/CO/1100000.

PARITAIR COMITE VOOR HET WASSERIJ-, VERVERIJ- EN ONTVETTINGSBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 28/04/1999, neergelegd op 26/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - ondernemingen die 50 of meer werknemers tewerkstellen
- onderwerp : brugpensioen op 56 jaar
- uitvoering van overeenkomst nummer 027019 van 25/02/1991
- vervanging van overeenkomst nummer 044491 van 07/05/1997
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/1999
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51310/CO/1100000.

PARITAIR COMITE VOOR HET WASSERIJ-, VERVERIJ- EN ONTVETTINGSBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 28/04/1999, neergelegd op 26/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : functieclassificatie
- vervanging van overeenkomst nummer 037877 van 16/03/1995
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1997, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51311/CO/1100000.

PARITAIR COMITE VOOR HET TUINBOUWBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 01/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- niet van toepassing op :
 - subsector inplanten en onderhouden van parken en tuinen
 - seizoens- en gelegenheidspersoneel
- onderwerp : maatregelen ten behoeve van de risicogroepen
- uitvoering van overeenkomst nummer 028190 van 07/06/1991
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 01/01/2001
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51312/CO/1450000.

PARITAIR COMITE VOOR HET TUINBOUWBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 01/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- niet van toepassing op :
 - subsector paddenstoel- en truffelteelt
 - subsector inplanten en onderhouden van parken en tuinen
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden voor seizoens- en gelegheidswerk
- uitvoering van overeenkomst nummer 037996 van 06/03/1995
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51313/CO/1450000.

PARITAIR COMITE VOOR HET TUINBOUWBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 01/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- niet van toepassing op :
 - seizoens- en gelegenheidspersoneel

- objet : interruption de carrière
- durée de validité : du 01/01/1999 au 01/01/2001
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51314/CO/1450000.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CHAUS-SURE, DES BOTTIERS ET DES CHAUSSEURS

Convention collective de travail conclue le 25/05/1999, déposée le 07/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : octroi d'un avantage social
- exécution de la convention numéro 017810 du 31/03/1987
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51315/CO/1280200.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE

Convention collective de travail conclue le 02/06/1999, déposée le 10/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- hors du champ d'application :
 - étudiants jobistes
- objet : salaire minimum mensuel garanti
- remplacement de la convention numéro 001822 du 07/03/1973
- durée de validité : à partir du 01/03/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51316/CO/1040000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE

Convention collective de travail conclue le 02/06/1999, déposée le 10/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : emploi et formation des groupes à risque
- exécution de la convention numéro 050670 du 22/04/1999
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51317/CO/1040000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE

Convention collective de travail conclue le 02/06/1999, déposée le 10/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : prépension à 58 ans
- exécution de la convention numéro 050670 du 22/04/1999
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51318/CO/1040000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE

Convention collective de travail conclue le 02/06/1999, déposée le 10/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : indemnités complémentaires de chômage
- modification de la convention numéro 003461 du 26/03/1975
- exécution de la convention numéro 050670 du 22/04/1999
- durée de validité : à partir du 22/04/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51319/CO/1040000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE

Convention collective de travail conclue le 02/06/1999, déposée le 10/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : prépension à 56 ans
- exécution de la convention numéro 050670 du 22/04/1999
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51320/CO/1040000.

- onderwerp : loopbaanonderbreking
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 01/01/2001
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51314/CO/1450000.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE SCHOEISELINDUSTRIE, DE LAAR-ZENMAKERS EN DE MAATWERKERS

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 25/05/1999, neergelegd op 07/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : toekenning van een sociaal voordeel
- uitvoering van overeenkomst nummer 017810 van 31/03/1987
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51315/CO/1280200.

PARITAIR COMITE VOOR DE IJZERNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 02/06/1999, neergelegd op 10/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- niet van toepassing op :
 - jobstudenten
- onderwerp : gewaarborgd minimummaandloon
- vervanging van overeenkomst nummer 001822 van 07/03/1973
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/03/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51316/CO/1040000.

PARITAIR COMITE VOOR DE IJZERNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 02/06/1999, neergelegd op 10/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : tewerkstelling en opleiding van de risicogroepen
- uitvoering van overeenkomst nummer 050670 van 22/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51317/CO/1040000.

PARITAIR COMITE VOOR DE IJZERNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 02/06/1999, neergelegd op 10/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : brugpensioen op 58 jaar
- uitvoering van overeenkomst nummer 050670 van 22/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51318/CO/1040000.

PARITAIR COMITE VOOR DE IJZERNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 02/06/1999, neergelegd op 10/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : bijkomende werkloosheidsuitkeringen
- wijziging van overeenkomst nummer 003461 van 26/03/1975
- uitvoering van overeenkomst nummer 050670 van 22/04/1999
- geldigheidsduur : m.i.v. 22/04/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51319/CO/1040000.

PARITAIR COMITE VOOR DE IJZERNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 02/06/1999, neergelegd op 10/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : brugpensioen op 56 jaar
- uitvoering van overeenkomst nummer 050670 van 22/04/1999
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51320/CO/1040000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYES DU COMMERCE INTERNATIONAL, DU TRANSPORT ET DES BRANCHES D'ACTIVITE CONNEXES

Convention collective de travail conclue le 21/05/1999, déposée le 08/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : emploi et formation des groupes à risque
- exécution de la convention numéro 047660 du 02/03/1998
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/03/2001
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51321/CO/2260000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYES DU COMMERCE INTERNATIONAL, DU TRANSPORT ET DES BRANCHES D'ACTIVITE CONNEXES

Convention collective de travail conclue le 21/05/1999, déposée le 08/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : intervention financière dans les frais de transport
- modification de la convention numéro 047669 du 02/03/1998
- durée de validité : à partir du 01/07/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51322/CO/2260000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYES DU COMMERCE INTERNATIONAL, DU TRANSPORT ET DES BRANCHES D'ACTIVITE CONNEXES

Convention collective de travail conclue le 21/05/1999, déposée le 08/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : les vacances, les petits chômages, les jours fériés légaux et les jours de congé régionaux
- modification de la convention numéro 047675 du 02/03/1998
- durée de validité : à partir du 01/01/2000, pour une durée indéterminée, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51323/CO/2260000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYES DU COMMERCE INTERNATIONAL, DU TRANSPORT ET DES BRANCHES D'ACTIVITE CONNEXES

Convention collective de travail conclue le 21/05/1999, déposée le 08/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : durée du travail
- modification de la convention numéro 048972 du 30/06/1998
- durée de validité : à partir du 01/06/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51324/CO/2260000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYES DU COMMERCE INTERNATIONAL, DU TRANSPORT ET DES BRANCHES D'ACTIVITE CONNEXES

Convention collective de travail conclue le 21/05/1999, déposée le 08/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : régime d'accompagnement en cas de licenciement et primes d'embauche
- modification de la convention numéro 047666 du 02/03/1998
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51325/CO/2260000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN UIT DE INTERNATIONALE HANDEL, HET VERVOER EN DE AANVERWANTE BEDRIJFSTAKKEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/05/1999, neergelegd op 08/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : tewerkstelling en opleiding van de risicogroepen
- uitvoering van overeenkomst nummer 047660 van 02/03/1998
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/03/2001
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51321/CO/2260000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN UIT DE INTERNATIONALE HANDEL, HET VERVOER EN DE AANVERWANTE BEDRIJFSTAKKEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/05/1999, neergelegd op 08/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : financiële bijdrage in de vervoerkosten
- wijziging van overeenkomst nummer 047669 van 02/03/1998
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/07/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51322/CO/2260000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN UIT DE INTERNATIONALE HANDEL, HET VERVOER EN DE AANVERWANTE BEDRIJFSTAKKEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/05/1999, neergelegd op 08/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : de vakantie, het kort verzuim, de wettelijke feestdagen en de regionale verlofdag.
- wijziging van overeenkomst nummer 047675 van 02/03/1998
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/2000, voor onbepaalde duur, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51323/CO/2260000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN UIT DE INTERNATIONALE HANDEL, HET VERVOER EN DE AANVERWANTE BEDRIJFSTAKKEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/05/1999, neergelegd op 08/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : arbeidsduur
- wijziging van overeenkomst nummer 048972 van 30/06/1998
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/06/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51324/CO/2260000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN UIT DE INTERNATIONALE HANDEL, HET VERVOER EN DE AANVERWANTE BEDRIJFSTAKKEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/05/1999, neergelegd op 08/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : regeling van ontslagbegeleiding en aanwervingspremies
- wijziging van overeenkomst nummer 047666 van 02/03/1998
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51325/CO/2260000.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE DES ELECTRICIENS : INSTALLATION ET DISTRIBUTION

Convention collective de travail conclue le 25/05/1999, déposée le 03/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : prolongation accord national 1997-1998
- prolongation de la convention numéro 044255 du 15/05/1997
- durée de validité : du 01/01/1999 au 30/09/1999
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51326/CO/1490100.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE LA COUPERIE DE POILS

Convention collective de travail conclue le 18/05/1999, déposée le 01/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : conditions de travail et de rémunération
- prolongation de la convention numéro 032498 du 30/03/1993
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51327/CO/1480100.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES CHAUSSURES ORTHOPEDIQUES

Convention collective de travail conclue le 18/05/1999, déposée le 01/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : institution d'un fonds de sécurité d'existence et fixation de ses statuts
- modification de la convention numéro 030407 du 13/01/1992
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51328/CO/1280600.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES CHAUSSURES ORTHOPEDIQUES

Convention collective de travail conclue le 18/05/1999, déposée le 01/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : emploi et formation des groupes à risque
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51329/CO/1280600.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES CHAUSSURES ORTHOPEDIQUES

Convention collective de travail conclue le 18/05/1999, déposée le 01/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant dispositions diverses-Ch.III-Section VI-Ss section 1-Efforts en faveur des chômeurs
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51330/CO/1280600.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES CHAUSSURES ORTHOPEDIQUES

Convention collective de travail conclue le 18/05/1999, déposée le 01/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : prépension à 58 ans
- prolongation de la convention numéro 033704 du 28/06/1993
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51331/CO/1280600.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE ELEKTRICIENS : INSTALLATIE EN DISTRIBUTIE

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 25/05/1999, neergelegd op 03/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : verlenging nationaal akkoord 1997-1998
- verlenging van overeenkomst nummer 044255 van 15/05/1997
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 30/09/1999
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51326/CO/1490100.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE HAARSNIJDERIJEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 18/05/1999, neergelegd op 01/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- verlenging van overeenkomst nummer 032498 van 30/03/1993
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51327/CO/1480100.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE ORTHOPEDISCHE SCHOEISELS

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 18/05/1999, neergelegd op 01/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : oprichting van een fonds voor bestaanzekerheid en vaststelling van zijn statuten
- wijziging van overeenkomst nummer 030407 van 13/01/1992
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51328/CO/1280600.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE ORTHOPEDISCHE SCHOEISELS

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 18/05/1999, neergelegd op 01/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : tewerkstelling en opleiding van de risicogroepen
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51329/CO/1280600.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE ORTHOPEDISCHE SCHOEISELS

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 18/05/1999, neergelegd op 01/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen-III-Af.I-Ond.1-Inspanningen ten voordele van de werklozen
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51330/CO/1280600.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE ORTHOPEDISCHE SCHOEISELS

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 18/05/1999, neergelegd op 01/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : brugpensioenen op 58 jaar
- verlenging van overeenkomst nummer 033704 van 28/06/1993
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51331/CO/1280600.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES TANNERIES DE PEAUX

Convention collective de travail conclue le 18/05/1999, déposée le 01/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : conditions de travail et de rémunération
- prolongation de la convention numéro 038247 du 25/04/1995
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51332/CO/1480500.

COMMISSION PARITAIRE DES POMPES FUNEBRES

Convention collective de travail conclue le 27/05/1999, déposée le 01/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : conditions de travail et de rémunération
- modification de la convention numéro 018011 du 25/06/1987
- durée de validité : à partir du 27/05/1999, pour une durée indéterminée, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51333/CO/3200000.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE LA FABRICATION INDUSTRIELLE ET DE LA FABRICATION ARTISANALE DE FOURRURE

Convention collective de travail conclue le 28/05/1999, déposée le 01/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : conditions de rémunération
- modification de la convention numéro 033666 du 29/06/1993
- prolongation de la convention numéro 033666 du 29/06/1993
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51334/CO/1480300.

COMMISSION PARITAIRE DU SPECTACLE

Convention collective de travail conclue le 31/05/1999, déposée le 04/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - employeurs reconnus et/ou subsidiés par la Communauté flamande et affiliés au Vlaamse Directies voor Podiumkunsten V.Z.W.
- objet : emploi et formation des groupes à risque
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51335/CO/3040000.

COMMISSION PARITAIRE DES BLANCHISSERIES ET DES ENTREPRISES DE TEINTURERIE ET DEGRAISSAGE

Convention collective de travail conclue le 28/04/1999, déposée le 26/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : liaison des rémunérations à l'indice des prix à la consommation
- remplacement de la convention numéro 037879 du 16/03/1995
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/1999, avec clause de reconduction
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51336/CO/1100000.

COMMISSION PARITAIRE DES BLANCHISSERIES ET DES ENTREPRISES DE TEINTURERIE ET DEGRAISSAGE

Convention collective de travail conclue le 28/04/1999, déposée le 26/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : travail à temps partiel
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51337/CO/1100000.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE PELSLOOIERIEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 18/05/1999, neergelegd op 01/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- verlenging van overeenkomst nummer 038247 van 25/04/1995
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51332/CO/1480500.

PARITAIR COMITE VOOR DE BEGRAFENISONDERNEMINGEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 27/05/1999, neergelegd op 01/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- wijziging van overeenkomst nummer 018011 van 25/06/1987
- geldigheidsduur : m.i.v. 27/05/1999, voor onbepaalde duur, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51333/CO/3200000.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE INDUSTRIELE EN AMBACHTELIJKE FABRICAGE VAN BONTWERK

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 28/05/1999, neergelegd op 01/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : loonvoorwaarden
- wijziging van overeenkomst nummer 033666 van 29/06/1993
- verlenging van overeenkomst nummer 033666 van 29/06/1993
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51334/CO/1480300.

PARITAIR COMITE VOOR HET VERMAKELIJKHEIDSBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 31/05/1999, neergelegd op 04/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - werkgevers erkend en/of gesubsidieerd zijn door de Vlaamse Gemeenschap en aangesloten bij de Vlaamse Directies voor Podiumkunsten V.Z.W.
- onderwerp : tewerkstelling en opleiding van de risicogroepen
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51335/CO/3040000.

PARITAIR COMITE VOOR HET WASSERIJ-, VERVERIJ- EN ONTVETTINGSBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 28/04/1999, neergelegd op 26/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : koppeling van de bezoldigingen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen
- vervanging van overeenkomst nummer 037879 van 16/03/1995
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/1999, met verlengingsbeding
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51336/CO/1100000.

PARITAIR COMITE VOOR HET WASSERIJ-, VERVERIJ- EN ONTVETTINGSBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 28/04/1999, neergelegd op 26/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : deeltijdse arbeid
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51337/CO/1100000.

COMMISSION PARITAIRE DES BLANCHISSERIES ET DES ENTREPRISES DE TEINTURERIE ET DEGRAISSAGE

Convention collective de travail conclue le 28/04/1999, déposée le 26/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : interruption de carrière
- remplacement de la convention numéro 044489 du 07/05/1997
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51338/CO/1100000.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CHAUSURE, DES BOTTIERS ET DES CHAUSSEURS

Convention collective de travail conclue le 23/04/1999, déposée le 26/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : modification des statuts d'un fonds de sécurité d'existence
- modification de la convention numéro 017810 du 31/03/1987
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51339/CO/1280200.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE DU TRANSPORT URBAIN ET REGIONAL DE LA REGION FLAMANDE

Convention collective de travail conclue le 10/05/1999, déposée le 26/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : Indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de réduction des prestations mi-temps
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000, avec clause de dénonciation
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51340/CO/3280100.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LA RECUPERATION DU PAPIER

Convention collective de travail conclue le 18/05/1999, déposée le 02/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : prépension à mi-temps
- durée de validité : du 01/01/1999 au 30/06/2001
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51341/CO/1420300.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LA RECUPERATION DU PAPIER

Convention collective de travail conclue le 18/05/1999, déposée le 22/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : emploi et formation des groupes à risque
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51342/CO/1420300.

COMMISSION PARITAIRE DE L'IMPRIMERIE, DES ARTS GRAPHIQUES ET DES JOURNAUX

Convention collective de travail conclue les 10/05/1999 et 20/05/1999, déposée le 03/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - Commission paritaire des imprimeries, des arts graphiques et des journaux, à l'exclusion du secteur des quotidiens belges
- objet : Heures supplémentaires
- remplacement de la convention numéro 049878 du 17/12/1998
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51343/CO/1300000.

PARITAIR COMITE VOOR HET WASSERIJ-, VERVERIJ- EN ONTVETTINGSBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 28/04/1999, neergelegd op 26/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : loopbaanonderbreking
- vervanging van overeenkomst nummer 044489 van 07/05/1997
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51338/CO/1100000.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE SCHOEISELINDUSTRIE, DE LAARZENMAKERS EN DE MAATWERKERS

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 23/04/1999, neergelegd op 26/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : wijziging van de statuten van een fonds voor bestaanszekerheid
- wijziging van overeenkomst nummer 017810 van 31/03/1987
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51339/CO/1280200.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR HET STADS- EN STREEKVERVOER VAN HET VLAAMSE GEWEST

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 10/05/1999, neergelegd op 26/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : regeling van aanvullende vergoeding van sommige oudere werknemers in geval van halvering van de arbeidsprestaties
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000, met opzeggingsbeding
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51340/CO/3280100.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE TERUGWINNING VAN PAPIER

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 18/05/1999, neergelegd op 02/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : halftijds brugpensioen
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 30/06/2001
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51341/CO/1420300.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE TERUGWINNING VAN PAPIER

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 18/05/1999, neergelegd op 22/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : tewerkstelling en opleiding van de risicogroepen
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51342/CO/1420300.

PARITAIR COMITE VOOR HET DRUKKERIJ-, GRAFISCHE KUNST- EN DAGBLADBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 10/05/1999 en 20/05/1999, neergelegd op 03/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf, met uitsluiting van de sector van de Belgische dagbladen
- onderwerp : Overuren
- vervanging van overeenkomst nummer 049878 van 17/12/1998
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51343/CO/1300000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'IMPRIMERIE, DES ARTS GRAPHIQUES ET DES JOURNAUX

Convention collective de travail conclue les 10/05/1999 et 20/05/1999, déposée le 03/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : emploi et formation des groupes à risque
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51344/CO/1300000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'IMPRIMERIE, DES ARTS GRAPHIQUES ET DES JOURNAUX

Convention collective de travail conclue les 10/05/1999 et 20/05/1999, déposée le 03/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : contrat collectif
- modification de la convention numéro 027157 du 30/11/1990
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51345/CO/1300000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYES DU COMMERCE INTERNATIONAL, DU TRANSPORT ET DES BRANCHES D'ACTIVITE CONNEXES

Convention collective de travail conclue le 21/05/1999, déposée le 08/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- hors du champ d'application :
 - les entreprises et leurs employés qui ressortissaient à la C.P. 218 jusqu'au 31/12/1997 sauf celles qui occupaient pour la première fois un ou plusieurs employés après cette date
- objet : conditions de rémunération
- modification de la convention numéro 047662 du 02/03/1998
- durée de validité : à partir du 01/07/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51346/CO/2260000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYES DU COMMERCE INTERNATIONAL, DU TRANSPORT ET DES BRANCHES D'ACTIVITE CONNEXES

Convention collective de travail conclue le 21/05/1999, déposée le 08/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - les entreprises et leurs employés qui ressortissaient à la C.P. 218 jusqu'au 31/12/1997 sauf celles qui occupaient pour la première fois un ou plusieurs employés après cette date
- objet : conditions de rémunération
- modification de la convention numéro 047661 du 02/03/1998
- durée de validité : du 01/07/1999 au 31/12/2003
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51347/CO/2260000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYES DU COMMERCE INTERNATIONAL, DU TRANSPORT ET DES BRANCHES D'ACTIVITE CONNEXES

Convention collective de travail conclue le 21/05/1999, déposée le 08/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : institution d'un fonds de sécurité d'existence et fixation de ses statuts
- modification de la convention numéro 047660 du 02/03/1998
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51348/CO/2260000.

PARITAIR COMITE VOOR HET DRUKKERIJ-, GRAFISCHE KUNST- EN DAGBLADBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 10/05/1999 en 20/05/1999, neergelegd op 03/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : tewerkstelling en opleiding van de risicogroepen
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51344/CO/1300000.

PARITAIR COMITE VOOR HET DRUKKERIJ-, GRAFISCHE KUNST- EN DAGBLADBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 10/05/1999 en 20/05/1999, neergelegd op 03/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : collectief contract
- wijziging van overeenkomst nummer 027157 van 30/11/1990
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51345/CO/1300000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN UIT DE INTERNATIONALE HANDEL, HET VERVOER EN DE AANVERWANTE BEDRIJFSTAKKEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/05/1999, neergelegd op 08/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- niet van toepassing op :
 - de ondernemingen en hun bedienden die tot 31/12/1997 ressorteerden onder het P.C. 218 tenzij die na voormelde datum voor de eerste maal één of meerdere bedienden tewerkstellen
- onderwerp : loonvoorwaarden
- wijziging van overeenkomst nummer 047662 van 02/03/1998
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/07/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51346/CO/2260000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN UIT DE INTERNATIONALE HANDEL, HET VERVOER EN DE AANVERWANTE BEDRIJFSTAKKEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/05/1999, neergelegd op 08/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - de ondernemingen en hun bedienden die tot 31/12/1997 ressorteerden onder het P.C. 218 tenzij die na voormelde datum voor de eerste maal één of meerdere bedienden tewerkstellen
- onderwerp : loonvoorwaarden
- wijziging van overeenkomst nummer 047661 van 02/03/1998
- geldigheidsduur : van 01/07/1999 tot 31/12/2003
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51347/CO/2260000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN UIT DE INTERNATIONALE HANDEL, HET VERVOER EN DE AANVERWANTE BEDRIJFSTAKKEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/05/1999, neergelegd op 08/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : oprichting van een fonds voor bestaanzekerheid en vaststelling van zijn statuten
- wijziging van overeenkomst nummer 047660 van 02/03/1998
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51348/CO/2260000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYES DU COMMERCE INTERNATIONAL, DU TRANSPORT ET DES BRANCHES D'ACTIVITE CONNEXES

Convention collective de travail conclue le 21/05/1999, déposée le 08/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : fixation de la cotisation des employeurs au FSE
- exécution de la convention numéro 047660 du 02/03/1998
- abrogation de la convention numéro 049881 du 11/12/1998
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/03/2001
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51349/CO/2260000.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE DES TUILERIES

Convention collective de travail conclue le 25/05/1999, déposée le 16/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : conditions de travail-formation et emploi 1999-2000
- prolongation de la convention numéro 010590 du 22/12/1983
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51350/COF/1130400.

COMMISSION PARITAIRE DES PORTS

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 28/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : accord social 1999-2000 pour les travailleurs portuaires
- exécution de la convention numéro 048977 du 29/06/1998
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51351/COF/3010000.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DES CARRIERES DE GRES ET DE QUARTZITE DE TOUT LE TERRITOIRE DU ROYAUME, A L'EXCEPTION DES CARRIERES DE QUARTZITE DU BRABANT WALLON

Convention collective de travail conclue le 03/05/1999, déposée le 11/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - les entreprises de la province de Liège
- objet : conditions de travail- formation et emploi 1999-2000
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51352/COF/1020400.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DES CARRIERES DE PETIT GRANIT ET DE CALCAIRE A TAILLER DES PROVINCES DE LIEGE ET DE NAMUR

Convention collective de travail conclue le 03/05/1999, déposée le 16/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : conditions de rémunération - formation et emploi 1999-2000
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51353/COF/1020200.

COMMISSION PARITAIRE DE LA CONSTRUCTION

Convention collective de travail conclue le 27/05/1999, déposée le 28/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : formation et emploi pour 1999-2000
- modification de la convention numéro 044950 du 15/05/1997
- modification de la convention numéro 044854 du 15/05/1997
- modification de la convention numéro 046983 du 18/07/1997
- modification de la convention numéro 046984 du 18/07/1997
- modification de la convention numéro 046986 du 18/09/1997

PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN UIT DE INTERNATIONALE HANDEL, HET VERVOER EN DE AANVERWANTE BEDRIJFSTAKKEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/05/1999, neergelegd op 08/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : vaststelling van de werkgeversbijdrage aan FBZ
- uitvoering van overeenkomst nummer 047660 van 02/03/1998
- opheffing van overeenkomst nummer 049881 van 11/12/1998
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/03/2001
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51349/CO/2260000.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE PANNENBAKKERIJEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 25/05/1999, neergelegd op 16/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : arbeidsvoorwaarden-vorming en tewerkstelling 1999-2000
- verlenging van overeenkomst nummer 010590 van 22/12/1983
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51350/COF/1130400.

PARITAIR COMITE VOOR HET HAVENBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 28/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : het sociaal akkoord 1999-2000 voor de havenarbeiders
- uitvoering van overeenkomst nummer 048977 van 29/06/1998
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51351/COF/3010000.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR HET BEDRIJF VAN DE ZANDSTEEN-EN KWARTSIETGROEVEN OP HET GEHELE GRONDGEBIED VAN HET RIJK, UITGEZONDERD DE KWARTSIETGROEVEN VAN WAALS-BRABANT

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 03/05/1999, neergelegd op 11/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - de ondernemingen van de provincie Luik
- onderwerp : arbeidsvoorwaarden-vorming en tewerkstelling 1999-2000
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51352/COF/1020400.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR HET BEDRIJF DER HARDSTEENGROEVEN EN DER GROEVEN VAN UIT TE HOUWEN KALKSTEEN IN DE PROVINCIËN LUK EN NAMEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 03/05/1999, neergelegd op 16/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : loonvoorwaarden-vorming en tewerkstelling 1999-2000
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51353/COF/1020200.

PARITAIR COMITE VOOR HET BOUWBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 27/05/1999, neergelegd op 28/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : vorming en tewerkstelling voor 1999-2000
- wijziging van overeenkomst nummer 044950 van 15/05/1997
- wijziging van overeenkomst nummer 044854 van 15/05/1997
- wijziging van overeenkomst nummer 046983 van 18/07/1997
- wijziging van overeenkomst nummer 046984 van 18/07/1997
- wijziging van overeenkomst nummer 046986 van 18/09/1997

- prolongation de la convention numéro 047309 du 15/01/1998
- prolongation de la convention numéro 048411 du 30/04/1998
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000, sauf dispositions contraïres
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51354/COF/1240000.

COMMISSION PARITAIRE POUR EMPLOYES DES FABRICATIONS METALLIQUES

Convention collective de travail conclue le 07/06/1999, déposée le 22/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : formation et emploi pour 1999-2000
- modification de la convention numéro 001771 du 15/02/1973
- modification de la convention numéro 016081 du 23/04/1985
- modification de la convention numéro 032763 du 05/04/1993
- exécution de la convention numéro 041196 du 06/02/1996
- prolongation de la convention numéro 044261 du 15/05/1997
- modification de la convention numéro 049858 du 14/12/1998
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000, sauf dispositions contraïres
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51355/COF/2090000.

COMMISSION PARITAIRE DU COMMERCE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 19/05/1999, déposée le 22/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : protocole d'accord 1999-2001
- modification de la convention numéro 007682 du 06/01/1982
- prolongation de la convention numéro 045022 du 12/05/1997
- prolongation de la convention numéro 045015 du 12/05/1997
- prolongation de la convention numéro 045014 du 12/05/1997
- prolongation de la convention numéro 045013 du 12/05/1997
- prolongation de la convention numéro 045012 du 12/05/1997
- prolongation de la convention numéro 045011 du 12/05/1997
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2001
- force obligatoire demandée : non
- numéro d'enregistrement : 51356/COF/1190000.

COMMISSION PARITAIRE DES ENTREPRISES D'ASSURANCES

Convention collective de travail conclue le 21/06/1999, déposée le 22/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : formation et emploi pour 1999-2000
- exécution de la convention numéro 005992 du 19/02/1979
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2001, sauf dispositions contraïres
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51357/COF/3060000.

COMMISSION PARITAIRE DE LA TRANSFORMATION DU PAPIER ET DU CARTON

Convention collective de travail conclue le 15/04/1999, déposée le 29/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : protocole d'accord 1999-2000
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51358/COF/1360000.

COMMISSION PARITAIRE DE LA FABRICATION ET DU COMMERCE DE SACS EN JUTE OU EN MATERIAUX DE REMPLACEMENT

Convention collective de travail conclue le 05/03/1999, déposée le 07/04/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : projet de convention collective de travail 1999-2000
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : non
- numéro d'enregistrement : 51359/CO/1380000.

- verlenging van overeenkomst nummer 047309 van 15/01/1998
- verlenging van overeenkomst nummer 048411 van 30/04/1998
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51354/COF/1240000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN DER METAALFABRIKATENNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 07/06/1999, neergelegd op 22/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : vorming en tewerkstelling voor 1999-2000
- wijziging van overeenkomst nummer 001771 van 15/02/1973
- wijziging van overeenkomst nummer 016081 van 23/04/1985
- wijziging van overeenkomst nummer 032763 van 05/04/1993
- uitvoering van overeenkomst nummer 041196 van 06/02/1996
- verlenging van overeenkomst nummer 044261 van 15/05/1997
- wijziging van overeenkomst nummer 049858 van 14/12/1998
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51355/COF/2090000.

PARITAIR COMITE VOOR DE HANDEL IN VOEDINGSWAREN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 19/05/1999, neergelegd op 22/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : protokolakkoord 1999-2001
- wijziging van overeenkomst nummer 007682 van 06/01/1982
- verlenging van overeenkomst nummer 045022 van 12/05/1997
- verlenging van overeenkomst nummer 045015 van 12/05/1997
- verlenging van overeenkomst nummer 045014 van 12/05/1997
- verlenging van overeenkomst nummer 045013 van 12/05/1997
- verlenging van overeenkomst nummer 045012 van 12/05/1997
- verlenging van overeenkomst nummer 045011 van 12/05/1997
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2001
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : nee
- registratienummer : 51356/COF/1190000.

PARITAIR COMITE VOOR HET VERZEKERINGSWEZEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/06/1999, neergelegd op 22/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : vorming en tewerkstelling voor 1999-2000
- uitvoering van overeenkomst nummer 005992 van 19/02/1979
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2001, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51357/COF/3060000.

PARITAIR COMITE VOOR DE PAPIER- EN KARTONBEWERKING

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 15/04/1999, neergelegd op 29/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : protokolakkoord 1999-2000
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51358/COF/1360000.

PARITAIR COMITE VOOR HET VERVAARDIGEN VAN EN DE HANDEL IN ZAKKEN IN JUTE OF IN VERVANGINGSMATERIALEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 05/03/1999, neergelegd op 07/04/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : ontwerp collectieve arbeidsovereenkomst 1999-2000
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : nee
- registratienummer : 51359/CO/1380000.

COMMISSION PARITAIRE DU TRANSPORT

Convention collective de travail conclue le 23/04/1999, déposée le 30/04/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur des services publics d'autobus
 - sous-secteur des services spéciaux d'autobus
 - sous-secteur d'entreprises d'autocars
- objet : accord en faveur de l'emploi
- exécution de la convention numéro 044248 du 15/05/1997
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51360/CO/1400000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'HABILLEMENT ET DE LA CONFECTIE

Convention collective de travail conclue le 28/04/1999, déposée le 12/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : le paiement de l'allocation complémentaire au double pécule de vacances
- modification de la convention numéro 045048 du 13/05/1997
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000, avec clause de reconduction
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51361/CO/1090000.

COMMISSION PARITAIRE DES CONSTRUCTIONS METALLIQUE, MECANIQUE ET ELECTRIQUE

Convention collective de travail conclue les 17/05/1999 et 31/03/1999, déposée le 25/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - Secteur des entreprises industrielles ou artisanales de la transformation des métaux - Pays de Waas
- hors du champ d'application :
 - Secteur des entreprises de montage de ponts et des charpentes métalliques
- objet : baremes minima
- durée de validité : à partir du 31/03/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51362/CO/1110000.

COMMISSION PARITAIRE DES PORTS

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 28/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : sociaal akkoord 1999-2000 voor de vaklui
- exécution de la convention numéro 048977 du 29/06/1998
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51363/CO/3010000.

COMMISSION PARITAIRE DES PORTS

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 28/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : accord social 1999-2000 pour les trieurs de fruit
- exécution de la convention numéro 048799 du 04/06/1998
- durée de validité : du 01/05/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51364/CO/3010000.

PARITAIR COMITE VOOR HET VERVOER

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 23/04/1999, neergelegd op 30/04/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector openbare autobusdiensten
 - subsector speciale autobusdiensten
 - subsector autocarondernemingen
- onderwerp : tewerkstellingsakkoord
- uitvoering van overeenkomst nummer 044248 van 15/05/1997
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51360/CO/1400000.

PARITAIR COMITE VOOR HET KLEDING- EN CONFECTIEBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 28/04/1999, neergelegd op 12/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : de betaling van een aanvullende vergoeding aan het dubbel vakantiegeld
- wijziging van overeenkomst nummer 045048 van 13/05/1997
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000, met verlengingsbeding
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51361/CO/1090000.

PARITAIR COMITE VOOR DE METAAL-, MACHINE- EN ELEKTRISCHE BOUW

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 17/05/1999 en 31/03/1999, neergelegd op 25/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - Sector voor industriële of ambachtelijke metaalverwerkingsondernemingen - Land van Waas
- niet van toepassing op :
 - Sector voor de ondernemingen welke bruggen en metalen gebinten monteren
- onderwerp : minimumbarema
- geldigheidsduur : m.i.v. 31/03/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51362/CO/1110000.

PARITAIR COMITE VOOR HET HAVENBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 28/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : sociaal akkoord 1999-2000 voor de vaklui
- uitvoering van overeenkomst nummer 048977 van 29/06/1998
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51363/CO/3010000.

PARITAIR COMITE VOOR HET HAVENBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 28/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : sociaal akkoord 1999-2000 voor de fruitsorteerders
- uitvoering van overeenkomst nummer 048799 van 04/06/1998
- geldigheidsduur : van 01/05/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51364/CO/3010000.

COMMISSION PARITAIRE DES PORTS

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 28/05/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : services complémentaires et logistiques
- durée de validité : à partir du 01/05/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51365/CO/3010000.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CHAUSURE, DES BOTTIERS ET DES CHAUSSEURS

Convention collective de travail conclue le 19/04/1999, déposée le 01/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : protocole d'accord 1999-2000
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : non
- numéro d'enregistrement : 51366/CO/1280200.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES HORTICOLES

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 03/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur implantation et entretien de parcs et jardins
- objet : durée du travail
- remplacement de la convention numéro 045305 du 07/05/1997
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51367/CO/1450000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES HORTICOLES

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 01/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - entreprises qui occupent moins de 20 travailleurs
- hors du champ d'application :
 - sous-secteur des cultures champignons et truffes
- objet : travail à temps partiel
- durée de validité : du 01/07/1999 au 01/07/2001
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51368/CO/1450000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES HORTICOLES

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 01/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur implantation et entretien de parcs et jardins
- objet : conditions de travail et de rémunération
- remplacement de la convention numéro 033688 du 21/06/1993
- exécution de la convention numéro 037996 du 06/03/1995
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51369/CO/1450000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES HORTICOLES

Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 01/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur implantation et entretien de parcs et jardins
- objet : prépension
- durée de validité : du 01/01/2000 au 01/01/2003
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51370/CO/1450000.

PARITAIR COMITE VOOR HET HAVENBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 28/05/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : aanvullende en logistieke dienstverlening
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/05/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51365/CO/3010000.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE SCHOEISELINDUSTRIE, DE LAARZENMAKERS EN DE MAATWERKERS

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 19/04/1999, neergelegd op 01/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : protokolakkoord 1999-2000
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : nee
- registratienummer : 51366/CO/1280200.

PARITAIR COMITE VOOR HET TUINBOUWBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 03/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector inplanten en onderhouden van parken en tuinen
- onderwerp : arbeidsduur
- vervanging van overeenkomst nummer 045305 van 07/05/1997
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51367/CO/1450000.

PARITAIR COMITE VOOR HET TUINBOUWBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 01/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - ondernemingen die minder dan 20 werknemers tewerkstellen
 - niet van toepassing op :
 - subsector paddenstoel- en truffelteelt
- onderwerp : deeltijdse arbeid
- geldigheidsduur : van 01/07/1999 tot 01/07/2001
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51368/CO/1450000.

PARITAIR COMITE VOOR HET TUINBOUWBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 01/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector inplanten en onderhouden van parken en tuinen
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- vervanging van overeenkomst nummer 033688 van 21/06/1993
- uitvoering van overeenkomst nummer 037996 van 06/03/1995
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51369/CO/1450000.

PARITAIR COMITE VOOR HET TUINBOUWBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 01/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector inplanten en onderhouden van parken en tuinen
- onderwerp : brugpensioen
- geldigheidsduur : van 01/01/2000 tot 01/01/2003
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51370/CO/1450000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES HORTICOLES
Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 01/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur implantation et entretien de parcs et jardins
- objet : la fixation du montant, des conditions d'octroi et des modalités de liquidation d'avantages sociaux complémentaires à charge du Fonds social
- exécution de la convention numéro 003978 du 23/06/1976
- remplacement de la convention numéro 045306 du 07/05/1997
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51371/CO/1450000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES HORTICOLES
Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 01/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur implantation et entretien de parcs et jardins
- objet : emploi et formation des groupes à risque
- exécution de la convention numéro 003978 du 23/06/1976
- durée de validité : du 01/01/1999 au 01/01/2001
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51372/CO/1450000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES HORTICOLES
Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 01/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur implantation et entretien de parcs et jardins
- objet : jour de carence
- durée de validité : à partir du 01/04/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51373/CO/1450000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES HORTICOLES
Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 01/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- hors du champ d'application :
 - sous-secteur implantation et entretien de parcs et jardins
- objet : prépension
- exécution de la convention numéro 028190 du 07/06/1991
- durée de validité : du 01/01/2000 au 01/01/2003
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51374/CO/1450000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES HORTICOLES
Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 01/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - entreprises qui occupent moins de 20 ouvriers
- objet : règlement de la durée hebdomadaire moyenne du travail des ouvriers occupés à temps partiel
- durée de validité : du 01/07/1999 au 01/07/2001
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51375/CO/1450000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES HORTICOLES
Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 01/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur des pépinières
 - la sylviculture
- hors du champ d'application :
 - personnel saisonnier et occasionnel
- objet : conditions de travail et de rémunération

PARITAIR COMITE VOOR HET TUINBOUWBEDRIJF
Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 01/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector inplanten en onderhouden van parken en tuinen
- onderwerp : vaststelling v.h. bedrag, toekenningsvoorwaarden en uitvoeringsmodaliteiten van aanv. soc. voordelen van het Sociaal Fonds
- uitvoering van overeenkomst nummer 003978 van 23/06/1976
- vervanging van overeenkomst nummer 045306 van 07/05/1997
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51371/CO/1450000.

PARITAIR COMITE VOOR HET TUINBOUWBEDRIJF
Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 01/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector inplanten en onderhouden van parken en tuinen
- onderwerp : tewerkstelling en opleiding van de risicogroepen
- uitvoering van overeenkomst nummer 003978 van 23/06/1976
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 01/01/2001
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51372/CO/1450000.

PARITAIR COMITE VOOR HET TUINBOUWBEDRIJF
Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 01/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector inplanten en onderhouden van parken en tuinen
- onderwerp : carensdag
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/04/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51373/CO/1450000.

PARITAIR COMITE VOOR HET TUINBOUWBEDRIJF
Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 01/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- niet van toepassing op :
 - subsector inplanten en onderhouden van parken en tuinen
- onderwerp : brugpensioen
- uitvoering van overeenkomst nummer 028190 van 07/06/1991
- geldigheidsduur : van 01/01/2000 tot 01/01/2003
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51374/CO/1450000.

PARITAIR COMITE VOOR HET TUINBOUWBEDRIJF
Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 01/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - ondernemingen die minder dan 20 werklieden tewerkstellen
- onderwerp : de regeling van de gemiddelde wekelijkse arbeidsduur van deeltijds tewerkgestelde werklieden
- geldigheidsduur : van 01/07/1999 tot 01/07/2001
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51375/CO/1450000.

PARITAIR COMITE VOOR HET TUINBOUWBEDRIJF
Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 01/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector boomkwekerij
 - de bosboomkwekerijen
- niet van toepassing op :
 - het seizoens- en gelegenheidspersoneel
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden

- remplacement de la convention numéro 027993 du 04/04/1991
- exécution de la convention numéro 037996 du 06/03/1995
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51376/CO/1450000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES HORTICOLES
Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 01/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - sous secteur floriculture
- hors du champ d'application :
 - personnel saisonnier et occasionnel
- objet : conditions de travail et de rémunération
- remplacement de la convention numéro 027991 du 04/04/1991
- exécution de la convention numéro 037996 du 06/03/1995
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51377/CO/1450000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES HORTICOLES
Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 01/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur de la fructiculture
- hors du champ d'application :
 - personnel saisonnier et occasionnel
- objet : conditions de travail et de rémunération
- remplacement de la convention numéro 028000 du 04/04/1991
- exécution de la convention numéro 037996 du 06/03/1995
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51378/CO/1450000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES HORTICOLES
Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 01/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur viticulture
 - sous-secteur des cultures maraîchères et semences horticoles
 - sous-secteur des cultures champignons et truffes
- hors du champ d'application :
 - personnel saisonnier et occasionnel
- objet : conditions de travail et de rémunération
- remplacement de la convention numéro 034785 du 07/09/1993
- exécution de la convention numéro 037996 du 06/03/1995
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51379/CO/1450000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES HORTICOLES
Convention collective de travail conclue le 30/04/1999, déposée le 01/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- hors du champ d'application :
 - sous-secteur implantation et entretien de parcs et jardins
- objet : fixation du montant, des conditions d'octroi et des modalités de liquidation d'avantages sociaux compl. à charge du Fonds social et de garantie
- remplacement de la convention numéro 005044 du 18/05/1978
- remplacement de la convention numéro 019320 du 18/06/1987
- exécution de la convention numéro 028190 du 07/06/1991

- vervanging van overeenkomst nummer 027993 van 04/04/1991
- uitvoering van overeenkomst nummer 037996 van 06/03/1995
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51376/CO/1450000.

PARITAIR COMITE VOOR HET TUINBOUWBEDRIJF
Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 01/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector bloementeelt
- niet van toepassing op :
 - het seizoens- en gelegenheidspersoneel
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- vervanging van overeenkomst nummer 027991 van 04/04/1991
- uitvoering van overeenkomst nummer 037996 van 06/03/1995
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51377/CO/1450000.

PARITAIR COMITE VOOR HET TUINBOUWBEDRIJF
Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 01/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector fruittelt
- niet van toepassing op :
 - het seizoens- en gelegenheidspersoneel
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- vervanging van overeenkomst nummer 028000 van 04/04/1991
- uitvoering van overeenkomst nummer 037996 van 06/03/1995
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51378/CO/1450000.

PARITAIR COMITE VOOR HET TUINBOUWBEDRIJF
Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 01/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector druiventeelt
 - subsector groententeelt en de teelt van tuinbouwzaden
 - subsector paddenstoel- en truffelteelt
- niet van toepassing op :
 - het seizoens- en gelegenheidspersoneel
- onderwerp : loon- en arbeidsvoorwaarden
- vervanging van overeenkomst nummer 034785 van 07/09/1993
- uitvoering van overeenkomst nummer 037996 van 06/03/1995
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51379/CO/1450000.

PARITAIR COMITE VOOR HET TUINBOUWBEDRIJF
Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/04/1999, neergelegd op 01/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- niet van toepassing op :
 - subsector inplanten en onderhouden van parken en tuinen
- onderwerp : vaststelling van het bedrag, de toekenningsvoorwaarden en de uitkeringsmodaliteiten van aanv. soc. voord. t.l.v.h. Waarborg- en Sociaal fonds
- vervanging van overeenkomst nummer 005044 van 18/05/1978
- vervanging van overeenkomst nummer 019320 van 18/06/1987
- uitvoering van overeenkomst nummer 028190 van 07/06/1991

- remplacement de la convention numéro 044964 du 07/05/1997
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51380/CO/1450000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYES DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 12/05/1999, déposée le 03/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- hors du champ d'application :
 - sous-secteur des sucreries, raffineries de sucre, fabriques de sucre invertis et d'acide citrique, candiseries, distilleries et levureries
 - sous-secteur de l'industrie des conserves de légumes
- objet : prépension
- durée de validité : du 01/01/1999 au 30/06/2001, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51381/CO/2200000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYES DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 12/05/1999, déposée le 03/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur des sucreries, raffineries de sucre, fabriques de sucre invertis et d'acide citrique, candiseries, distilleries et levureries
- objet : prépension
- durée de validité : du 01/01/1999 au 30/06/2001, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51382/CO/2200000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYES DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 12/05/1999, déposée le 03/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur de l'industrie des conserves de légumes
- objet : prépension
- durée de validité : du 01/01/1999 au 30/06/2001, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51383/CO/2200000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYES DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 12/05/1999, déposée le 03/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : formation professionnelle
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51384/CO/2200000.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CHAUSURE, DES BOTTIERS ET DES CHAUSSEURS

Convention collective de travail conclue le 25/05/1999, déposée le 07/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : jour de carence
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51385/CO/1280200.

- vervanging van overeenkomst nummer 044964 van 07/05/1997
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur

- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51380/CO/1450000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN UIT DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 12/05/1999, neergelegd op 03/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- niet van toepassing op :
 - subsector van de suikerfabrieken, suikerraffinaderijen, fabrieken van invertsuiker en citroenzuur, kandijfabrieken, gistfabrieken en distilleerderijen
 - subsector van de groentenconservennijverheid
- onderwerp : brugpensioen
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 30/06/2001, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51381/CO/2200000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN UIT DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 12/05/1999, neergelegd op 03/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector van de suikerfabrieken, suikerraffinaderijen, fabrieken van invertsuiker en citroenzuur, kandijfabrieken, gistfabrieken en distilleerderijen
- onderwerp : brugpensioen
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 30/06/2001, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51382/CO/2200000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN UIT DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 12/05/1999, neergelegd op 03/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector van de groentenconservennijverheid
- onderwerp : brugpensioen
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 30/06/2001, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51383/CO/2200000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN UIT DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 12/05/1999, neergelegd op 03/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : professionele vorming
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51384/CO/2200000.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE SCHOEISELINDUSTRIE, DE LAARZENMAKERS EN DE MAATWERKERS

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 25/05/1999, neergelegd op 07/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : carensdag
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51385/CO/1280200.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CHAUSURE, DES BOTTIERS ET DES CHAUSSEURS

Convention collective de travail conclue le 25/05/1999, déposée le 07/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : emploi et formation des groupes à risque
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51386/CO/1280200.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE ET DE LA BONNETERIE

Convention collective de travail conclue le 20/05/1999, déposée le 09/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : modification des statuts d'un fonds de sécurité d'existence
- modification de la convention numéro 007091 du 09/04/1981
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51387/CO/1200000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE ET DE LA BONNETERIE

Convention collective de travail conclue le 20/05/1999, déposée le 09/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : modification des statuts d'un fonds de sécurité d'existence
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51388/CO/1200000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE ET DE LA BONNETERIE

Convention collective de travail conclue le 20/05/1999, déposée le 09/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : modification des statuts d'un fonds de sécurité d'existence
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51389/CO/1200000.

COMMISSION PARITAIRE POUR EMPLOYES DE L'INDUSTRIE TEXTILE ET DE LA BONNETERIE

Convention collective de travail conclue le 25/05/1999, déposée le 09/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : Accompagnement social en faveur de certains travailleurs licenciés
- modification de la convention numéro 018955 du 24/02/1987
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51390/CO/2140000.

COMMISSION PARITAIRE POUR EMPLOYES DE L'INDUSTRIE TEXTILE ET DE LA BONNETERIE

Convention collective de travail conclue le 25/05/1999, déposée le 09/06/1999 et enregistrée le 09/07/1999.

- objet : modification des statuts d'un fonds de sécurité d'existence
- modification de la convention numéro 007245 du 27/04/1981
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 51391/CO/2140000.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE SCHOEISELINDUSTRIE, DE LAARZENMAKERS EN DE MAATWERKERS

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 25/05/1999, neergelegd op 07/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : tewerkstelling en opleiding van de risicogroepen
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51386/CO/1280200.

PARITAIR COMITE VOOR DE TEXTIELNIJVERHEID EN HET BREIWERK

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 20/05/1999, neergelegd op 09/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : wijziging van de statuten van een fonds voor bestaanszekerheid
- wijziging van overeenkomst nummer 007091 van 09/04/1981
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51387/CO/1200000.

PARITAIR COMITE VOOR DE TEXTIELNIJVERHEID EN HET BREIWERK

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 20/05/1999, neergelegd op 09/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : wijziging van de statuten van een fonds voor bestaanszekerheid
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51388/CO/1200000.

PARITAIR COMITE VOOR DE TEXTIELNIJVERHEID EN HET BREIWERK

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 20/05/1999, neergelegd op 09/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : wijziging van de statuten van een fonds voor bestaanszekerheid
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51389/CO/1200000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN VAN DE TEXTIELNIJVERHEID EN HET BREIWERK

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 25/05/1999, neergelegd op 09/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : Sociale begeleiding ten gunste van sommige afgedankte bedienden
- wijziging van overeenkomst nummer 018955 van 24/02/1987
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51390/CO/2140000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN VAN DE TEXTIELNIJVERHEID EN HET BREIWERK

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 25/05/1999, neergelegd op 09/06/1999 en geregistreerd op 09/07/1999.

- onderwerp : wijziging van de statuten van een fonds voor bestaanszekerheid
- wijziging van overeenkomst nummer 007245 van 27/04/1981
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 51391/CO/2140000.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Departement Algemene Zaken en Financiën

[C – 99/36050]

**Administratie Ambtenarenzaken. — Afdeling Wervingen en Personeelsbewegingen
Oproep tot de kandidaten**

Bevordering door overgang naar een ander niveau, verleend naar aanleiding van het slagen voor het vergelijkend loopbaanexamen voor overgang naar de graad van :

speciaal assistent (functie : loodsdienstregelaar/rededienst-coördinator) (rang D1) – examennummer : BNV98331.
schipper (functie schipper) (rang D1) — examennummer : BNV96302.

Overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Vlaamse regering van 24 november 1993 houdende organisatie van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap en de regeling van de rechtspositie van het personeel (Art. VIII, 40, § 2, Art. VIII, 41, § 1, tot en met § 4) wordt aan de laureaten van hogervermelde vergelijkende loopbaanexamens meegedeeld dat het College van secretarissen-generaal op 1 juli 1999 heeft beslist de hiernavermelde betrekkingen te begeven bij wijze van bevordering voor laureaten van voormelde vergelijkende loopbaanexamens :

1. Speciaal assistent (functie : loodsdienstregelaar/rededienst-coördinator).

Alleen de laureaten van het vergelijkend loopbaanexamen voor overgang naar de graad van speciaal assistent (rang D1) met examennummer BNV98331, dat werd afgesloten op 22 maart 1999, kunnen zich kandidaat stellen voor volgende betrekkingen :

Departement Leefmilieu en Infrastructuur					
Aantal	functie	administratie	afdeling	Standplaats	Vacaturenummer
2	loodsdienstregelaar	Waterwegen en Zeewezen	Loodswezen	Antwerpen	LI/D1/01-02/EX
4	loodsdienstregelaar	Waterwegen en Zeewezen	Loodswezen	Vlissingen	LI/D1/03-06/EX
2	rededienstcoördinator	Waterwegen en Zeewezen	Loodswezen	Vlissingen	LI/D1/07-08/EX
5	loodsdienstregelaar	Waterwegen en Zeewezen	Loodswezen	Zeebrugge	LI/D1/09-13/EX

2. Schipper (functie : schipper).

Alleen de laureaten van het vergelijkend loopbaanexamen voor overgang naar de graad van schipper (functie schipper) (rang D1) met examennummer BNV96302, dat werd afgesloten op 19 september 1996, kunnen zich kandidaat stellen voor volgende betrekking :

Departement Leefmilieu en Infrastructuur					
Aantal	functie	administratie	afdeling	Standplaats	Vacaturenummer
1	schipper	Waterwegen en Zeewezen	Vloot	Vlissingen	LI/D1/14/EX

Wijze van kandidaatstelling :

De kandidaatstelling moet gericht worden aan :

De heer Marc Van Hemelrijck, afdelingshoofd, Administratie Ambtenarenzaken, Afdeling Wervingen en Personeelsbewegingen, Boudewijnlaan 30, 1000 Brussel.

De kandidaatstelling voor de toelating tot de stage in een vacante betrekking moet ingediend worden :

— ofwel per aangetekende brief

— ofwel per afgegeven brief, waarvoor u een ontvangstbewijs krijgt.

U kan een kandidatuur indienen tot uiterlijk dertig kalenderdagen die ingaan vanaf de eerste werkdag na de datum van publicatie van dit bericht in het *Belgisch Staatsblad*.

De kandidaatstelling die door middel van een afgegeven brief wordt ingediend, dient op de laatste werkdag aan de afdeling Wervingen en Personeelsbewegingen uiterlijk om 16 uur te worden overhandigd.

De datum van de poststempel of van het ontvangstbewijs geldt als indieningsdatum.

Voor het formulier tot kandidaatstelling of eventuele bijkomende inlichtingen kan u terecht bij de heer Danny Dewolf, tel. 02/553 51 30 of bij Mevr. Myriam Dierickx, tel. 02/553 52 03 van de afdeling Wervingen en Personeelsbewegingen, administratie Ambtenarenzaken.

**PUBLICATIONS LEGALES
ET AVIS DIVERS**

**WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN
EN VERSCHILLENDE BERICHTEN**

Annonces – Aankondigingen

SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

**« Service Fruits Import-Export », société anonyme,
5030 Gembloux, rue des Poiriers 5**

R.C. Namur 68825 – T.V.A. 416.329.740

Les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le 13 août 1999, à 14 heures, en l'étude du notaire Van de Velde, à 1000 Bruxelles, rue aux Laines 56, et qui délibérera sur l'ordre du jour suivant :

1. a) Augmentation de capital à concurrence de cinq millions trente mille quatre cent treize francs (BEF 5 030 413) pour le porter à dix millions sept cent trente mille quatre cent treize francs (BEF 10 730 413) par la création de cinq mille trente actions (5 030) sans mention de valeur nominale, du même type et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes et participant aux bénéfices à partir de leur émission.

b) Fixation du délai d'exercice du droit de souscription préférentielle.

Décision qu'en cas de non-exercice total ou partiel du droit de souscription préférentielle, les tiers pourront à l'issue du délai de souscription, participer à l'augmentation de capital suivant les modalités à fixer par le conseil d'administration.

2. Transformation du capital social en euros.

3. Modification de l'article 5 des statuts pour l'adapter aux résolutions qui précèdent.

4. Pouvoirs à conférer à deux administrateurs aux fins de faire constater authentiquement la réalisation des souscriptions et de l'augmentation de capital, la modification des statuts qui en résulte et d'exécuter les résolutions à prendre sur les objets qui précèdent.

Pour pouvoir assister à l'assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs titres au plus tard le 7 août 1999 au siège social.

(22283)

Le conseil d'administration.

**Imostructure, société anonyme,
avenue de la Toison d'Or 19, à 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 523869 – T.V.A. 438.430.003

Assemblée générale ordinaire le 13 août 1999, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (22284)

**Theo & Joseph Van Der Aa, naamloze vennootschap,
Vanderstichelenstraat 23, 1080 Brussel**

H.R. Brussel 542549 – BTW 404.858.105

De jaarvergadering zal gehouden worden, op de zetel, op 16 augustus 1999, om 15 uur. — Dagorde : 1. Goedkeuring der jaarrekeningen per 30 april 1999. 2. Aanwending der resultaten. 3. Ontlasting van de bestuurders. 4. Herbenoemingen. 5. Goedkeuring laattijdige oproeping. 6. Varia.

(22285)

De raad van bestuur.

**« Roussel », naamloze vennootschap,
Werviksestraat 200, 8930 Menen**

H.R. Kortrijk 82042 – BTW 406.804.043

**Kapitaalverhoging door inbreng in geld
Kapitaalverhoging door incorporatie van uitgiftepremie
Wijziging der statuten**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op het kantoor van notaris Thierry Devos, ter standplaats Wervik, 8940 Wervik, Magdalenastraat 14, op 26 augustus 1999, om 9 u. 30 m., met als agenda :

1. Kapitaalverhoging met BEF 15 219 920 om het van BEF 17 052 000 te brengen op BEF 32 271 920 of 800 000 euro, door het creëren van 226 nieuwe aandelen van dezelfde aard als de bestaande aandelen, die dezelfde rechten en voordelen bieden en die in de winsten zullen delen van het huidige boekjaar *prorata temporis* vanaf heden.

Voormelde kapitaalverhoging te realiseren als volgt :

a) Kapitaalverhoging van BEF 17 052 000 tot BEF 25 578 076 door inbreng in geld ten bedrage van BEF 13 500 110, mits ontstaan van een uitgiftepremie ten bedrage van BEF 4 974 034;

b) Kapitaalverhoging van BEF 25 578 076 tot BEF 32 271 920 door incorporatie van uitgiftepremies voor een totaal bedrag van BEF 6 693 844.

Vaststelling van de voorwaarden van uitgifte en afbetaling van de nieuwe aandelen.

De nieuwe aandelen zullen worden uitgegeven a pari van BEF 37 726 per aandeel, welk bedrag te verhogen is met een uitgiftepremie vastgesteld op BEF 22 009 per nieuw aandeel, derwijze dat de uitgifteprijs van elk nieuw aandeel is vastgesteld op BEF 59 735.

Op deze nieuwe aandelen wordt onmiddellijk in geld ingeschreven. Deze nieuwe aandelen worden geheel volgestort op het ogenblik van de inschrijving.

2. Voorkeurrecht der aandeelhouders overeenkomstig artikel 34bis van de vennootschappenwet.

3. Vaststelling van daadwerkelijke verwezenlijking van de kapitaalverhoging van BEF 17 052 000 tot BEF 25 578 076 door inbreng in geld ten bedrage van BEF 13 500 110, mits ontstaan van uitgiftepremie van BEF 4 974 034.

4. Boeking van uitgiftepremies voor een totaal bedrag van BEF 4 974 034 op een onbeschikbare rekening « uitgiftepremies ».

5. Vaststelling van daadwerkelijke verwezenlijking van de kapitaalverhoging van BEF 25 578 076 tot BEF 32 271 920 door incorporatie van uitgiftepremies voor een totaal bedrag van BEF 6 693 844.

6. Wijziging van :

artikel 5 van de statuten der vennootschap om het in overeenstemming te brengen met het nieuwe bedrag van het maatschappelijk kapitaal;

artikel 6 van de statuten der vennootschap met betrekking tot de historiek van de kapitaalvorming.

7. Verlenen van machtiging aan de raad van bestuur tot de uitvoering van de besluiten die aangaande voornoemde punten genomen zullen worden en tot coördinatie van de statuten.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (22349)

**Elektro Van Assche, naamloze vennootschap,
Kruishoutemsesteenweg 242-244, 9750 Zingem**

BTW 413.787.647

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering, die zal gehouden worden op maandag 16 augustus 1999, om 20 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Lezing van het verslag van de raad van bestuur.
2. Mededeling van het persoonlijk belang van bestuurders.
3. Lezing en goedkeuring jaarrekening per 28 februari 1999.
4. Goedkeuring vooropgestelde winstverdeling per 28 februari 1999.
5. Decharge aan de raad van bestuur.
6. Diverse. (82738)

**Dobbels-Lefevere, naamloze vennootschap,
M. Windelsstraat 41, 8790 Waregem**

H.R. Kortrijk 127308 — BTW 447.490.395

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 17 augustus 1999, te 18 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting aan bestuurders;
5. Benoeming bestuurders.
6. Varia. (82739)

**Farmavet, naamloze vennootschap,
Beversesteenweg 313, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 131927 — BTW 448.954.701

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 16 augustus 1999, te 10 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Onderzoek en goedkeuring van de jaarrekening per 31 maart 1999 en toewijzing van het resultaat.
3. Kwijting aan bestuurders.
4. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering, moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel, ten laatste vijf dagen vóór de algemene vergadering.

(82740) De raad van bestuur.

**Garage 't Motjespark, naamloze vennootschap,
Bruggesteeweg 500, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 108922 — BTW 427.712.491

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap, op donderdag 19 augustus 1999, om 17.30 uur.

Agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31 maart 1999.
2. kwijting aan de bestuurders.
3. Bezoldigingen.
4. Allerlei. (82741)

De raad van bestuur.

**Wannijn, naamloze vennootschap,
Buissestraat 36, 9690 Kluisbergen (Ruien)**

H.R. Oudenaarde 10520 — BTW 408.350.895

Gezien de buitengewone algemene vergadering van 5 juli 1999 niet in getal was, worden de aandeelhouders uitgenodigd tot een tweede buitengewone algemene vergadering, die zal gehouden worden op 19 augustus 1999, om 11 uur, ter studie van notaris Bernard Denys, te 8580 Avelgem, Oudenaardsesteenweg 141, met als agenda :

1. Verhoging van het kapitaal met een bedrag van 3.169.950 BEF om het te brengen van 17.000.000 BEF op 20.169.950 BEF door omzetting in het kapitaal van de beschikbare reserves ten belope van 3.169.950 BEF zonder uitgifte van nieuwe aandelen.

2. Uitdrukking van het kapitaal in euro.

3. Herinvoering van het toegestaan kapitaal; verslag van de raad van bestuur.

4. Wijziging van de vertegenwoordigingsbevoegdheid van de raad van bestuur.

5. Wijziging van de besluitvorming binnen de raad van bestuur.

6. Wijziging van de statuten om ze aan te passen aan de besluiten aangaande de agendapunten die voorafgaan, om ze aan te passen aan de vigerende vennootschappenwet en om de tekst van de statuten te actualiseren.

7. Benoemingen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten.

(82742)

De raad van bestuur.

**Administrations publiques
et Enseignement technique**

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Sint-Truiden

Het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Sint-Truiden werft aan :

A. 1 voltijds diensthoofd algemene zaken (m/v), niveau A, met aanleg werfreserve.

Diplomavereiste : licentiaat in de rechten.

Functie : leidinggevende functie.

B. 1 voltijds diensthoofd sociale zaken (m/v), niveau A, met aanleg werfreserve.

Diplomavereisten : universitair diploma richting psychologie, pedagogie of sociologie. Drie jaar ervaring hebben in een staf- of leidinggevende functie.

Functie : leidinggevende functie.

C. 1 voltijds administratief medewerker systeembeheer (m/v), niveau C, met aanleg werfreserve.

Diplomavereiste : hoger secundair onderwijs of secundair onderwijs van de 3^e graad of gelijkgesteld.

Functie : verantwoordelijke voor het totale O.C.M.W.-informatica-pakket.

Kandidaturen.

Uw kandidatuur bestaande uit een sollicitatiebrief met een duidelijke vermelding van de functie waarvoor u zich kandidaat stelt, een uitgebreid *curriculum vitae* en een kopie van het diploma moeten vóór vrijdag 13 augustus 1999 (datum poststempel), bij aangetekende brief worden verstuurd naar de heer voorzitter van het O.C.M.W., Cl. Cartuyvelsstraat 12, 3800 Sint-Truiden.

Verdere inlichtingen.

De algemene en bijzondere aanwervingsvoorwaarden, een gedetailleerde functiebeschrijving met taakomschrijving, -profiel en examenprogramma, alsook verdere inlichtingen, kunnen bekomen worden bij de personeelsdienst van het O.C.M.W., op voornoemd adres, tel. 011/69 70 38, of bij de O.C.M.W.-secretaris, Mevr. Pascariello Rosanna, tel. 011/69 70 30.

Onvolledige kandidaturen, onder meer wegens het ontbreken van één der gevraagde stukken, worden geenszins in aanmerking genomen. (22286)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Veurne

Het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Veurne brengt ter kennis dat er zal overgegaan worden tot het inrichten van een examen tot het aanleggen van een wervingsreserve voor contractuele aanstelling van : 1 technisch beambte (m/v) (schoonma(a)k(st)er of keukenhulp, voor een tewerkstelling in de inrichtingen : Ter Linden, Zonnewende, Dienstencentrum, poetsdienst.

Men dient te slagen in een aanwervingsexamen.

Kandidaturen dienen vergezeld van de eventuele, aangetekend uiterlijk op 25 augustus 1999 toe te komen op volgend adres : aan de heer voorzitter O.C.M.W., Kaaiplaats 2, te 8630 Veurne.

De geldigheidsduur van de wervingsreserve bedraagt twee jaar.

Nadere informatie : O.C.M.W.-Veurne, Kaaiplaats 2, tel. 058/33 23 00. (22287)

Katholieke Universiteit Leuven

Voor de Faculteit rechtsgeleerdheid zoeken wij een inwonend huisbewaarder-administratief medewerker (m/v), graad 1, VB/C/99/33/W.

Doel van de functie.

Onder leiding van de administratief secretaris enerzijds en het hoofd van de campusdiensten anderzijds, zorgen voor een efficiënte ondersteuning voor de facultaire gemeenschap en de studenten volgens de normen en de gewoonten van het huis.

Opdrachten.

Openen en sluiten van poorten en deuren, signaleren van storingen, gebreken en defecten, aan- en uitschakelen van verlichting...

Toezicht houden op het gebruik van parkeerplaatsen en fietsenstallingen, naleven van het rookverbod, de avond- en weekendactiviteiten, sluiten van ramen en deuren...

Als hulpreprograaf meewerken aan het kopiëren, nieten, plooiën, verdelen... van documenten.

In orde houden van collegezalen, seminarielokalen, vergaderzalen en andere gemeenschappelijke ruimten (o.a. schoonmaken van borden).

Aanbrengen van affiches en berichten.

Uitvoeren van kleine verhuisopdrachten, ter plekke brengen van diverse leveringen.

Klaarzetten en bedienen van audiovisuele apparatuur, uitvoeren van kleine herstellingen en onderhoud.

Meewerken aan de praktische organisatie van vergaderingen, studiedagen, congressen, colloquia...

Verdelen van de post.

Bijstand verlenen in dringende gevallen (alarmen, technische problemen...) ook buiten de gewone kantooruren.

Profiel.

Kandidaten beschikken over een stevige dosis verantwoordelijkheid en voldoende maturiteit en hebben zin voor vriendelijke dienstverlening.

Elementaire kennis van Frans en Engels strekt tot aanbeveling.

Ervaring in bovengenoemde opdrachten is een voordeel.

Deze functie vereist een klantgerichte houding en de nodige flexibiliteit inzake arbeidstijdregeling om diverse activiteiten in optimale omstandigheden te laten plaatshebben.

Selectieproeven.

Preselectie op basis van elementen uit het profiel.

Proeven en/of interviews in verband met bovengenoemde taken.

Wij bieden een voltijdse tewerkstelling van onbepaalde duur ten laste van de werkingsuitkeringen.

Als tegenprestatie voor de functie van huisbewaarder, zorgt de K.U.Leuven voor een gratis woonst en een aantal voorzieningen.

Hoe solliciteren ?

Interesse ? Stuur dan uw gemotiveerde sollicitatie met *curriculum vitae* naar de Personeelsdienst ATP, ter attentie van Ann Schillemans, personeelsconsulent, Willem de Croylaan 54, te 3001 Heverlee, tel. 016/32 20 11, fax 016/32 29 98, E-mail: Ann.Schillemans@pers.kuleuven.ac.be.

De kandidaturen moeten binnen zijn op de Personeelsdienst ATP, uiterlijk op 26 augustus 1999. (22288)

Universiteit Antwerpen

De Universiteit Antwerpen zoekt een stafmedewerker onderwijs (m/v), Faculteit medische en farmaceutische wetenschappen.

Aard van de functie.

Een voltijdse functie, vaste benoeming, graad 7, schaal 7.1., werkings-
toelagen.

De jaarlijkse aanvangswedde bedraagt thans BEF 1 036 008 en kan oplopen tot maximum BEF 1 597 812 (voltijdse barema's, reeds geïndexeerd : 121,90 %), in geval van erkenning van nuttige ervaring voor deze functie.

Functiebeschrijving.

De faculteit medische en farmaceutische wetenschappen is de functionele eenheid, die in hoofdbeveiliging het academisch onderwijs, het wetenschappelijk onderzoek en de wetenschappelijke dienstverlening organiseert en coördineert in de volgende studiegebieden :

- geneeskunde;
- farmaceutische wetenschappen;
- diergeneeskunde;
- biomedische wetenschappen.

Binnen de Faculteit medische en farmaceutische wetenschappen heeft de stafmedewerker onderwijs de volgende opdrachten :

1. m.b.t. de onderwijsorganisatie :

onder supervisie van de bevoegde voorzitters het voorbereiden en uitvoeren van de besluitvorming van de onderwijscommissies. Dit behelst o.m. implementering curricula, omschrijving en beheer academische opdrachten, samenstelling van de college- en examenroosters, organisatie van practica en stages;

coördinatie werking studentensecretariaten van de vier opleidingen; administratieve afhandeling aanvragen gelijkwaardigheid van diploma's;

medewerking aan informatie-initiatieven voor abiturienten en studenten.

2. m.b.t. inhoudelijke onderwijssteuning :

het formuleren van voorstellen en het aandragen van nieuwe ideeën inzake didactische werkvormen, stimuleren van onderwijskundige professionalisering;

medewerking aan de organisatie van de kwaliteitszorg, zoals evaluatie van de curricula en kwaliteit van het onderwijs;

deze aspecten van de functie komen tot stand in nauw overleg met de centrale dienst academische planning en binnen het beleidskader dat hiervoor werd uitgetekend.

Functievereisten :

kennis van en ervaring met de structuur van het onderwijs, in het bijzonder het universitair onderwijs;

logisch en analytisch denkvermogen en zin voor synthese;

goede mondelinge en schriftelijke communicatieve vaardigheden;

behoorlijke kennis van MS-office informatica-toepassingen;

beschikken over een goede werkorganisatie, flexibiliteit en contactvaardigheid;

mondelinge en schriftelijke actieve kennis van Engels en een derde taal (Frans, Duits, Spaans).

Toelatingsvoorwaarden :

houder zijn van een academisch diploma of een diploma van het hoger onderwijs van twee cycli.

Selectieprocedure.

De kandidaten die aan de toelatingsvoorwaarden voldoen en van wie opleiding en beroepservaring het nauwst aansluiten bij de functiebeschrijving en functievereisten, zullen door de jury voor een functiegerichte proef (op 7 september 1999) en een interview (op 17 september 1999) worden uitgenodigd.

De sollicitatiebrieven dienen ten laatste op 27 augustus 1999 in het bezit te zijn van Mevr. V. Bogaert, coördinator personeelsbeleid, Universiteitsplein 1, 2610 Wilrijk. (22289)

Actes judiciaires et extraits de jugements

Gerechtelijke akten en uittreksels uit vonnissen

Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er}
du Code civil

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1
van het Burgerlijk Wetboek

*Désignation d'administrateur provisoire
Aanstelling voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du second canton de Charleroi

Par ordonnance de M. le juge de paix du second canton de Charleroi, en date du 28 juillet 1999, le nommé Dourlet, Achille, né à Montignies-sur-Sambre le 24 septembre 1957, résidant actuellement à la Clinique Sainte-Thérèse, rue Trieu Kaisin 134, à 6061 Montignies-sur-Sambre, domicilié à 6010 Couillet, rue Nouvelle 5, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Jandrain, Pierre, avocat, boulevard Audent 25, 6000 Charleroi.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Jacques Balle. (65043)

Par ordonnance de M. le juge de paix du second canton de Charleroi, en date du 28 juillet 1999, la nommée Bastin, Rosalie, née le 13 avril 1928, résidant actuellement à la Clinique Sainte-Thérèse, rue Trieu Kaisin 134, à 6061 Montignies-sur-Sambre, domiciliée à Gilly, Cité des Neutons 12, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Herinne, Eric, avocat, rue Tumelaire 23/18, 6000 Charleroi.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Jacques Balle. (65044)

Justice de paix du canton de Fontaine-l'Évêque

Par ordonnances du juge de paix du canton de Fontaine-l'Évêque, en date du 16 juillet 1999, la nommée Dupret, Geneviève, née à Piéton le 2 février 1955, résidant actuellement et y domiciliée à 6150 Anderlues, rue Joseph Wauters 52-54, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Faelli, Marce, avocat, rue de Namur 29A, 6020 Dampremy.

Pour extrait conforme : le greffier en chef (signé) Pierre Goens. (65045)

Par ordonnances du juge de paix du canton de Fontaine-l'Évêque, en date du 22 juillet 1999, la nommée Sandri, Francine, née à Vodecée le 19 août 1937, résidant actuellement et y domiciliée à 6180 Courcelles, rue Paul Pastur 121, hôte l'Heureux Séjours, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Cigna, Yasmin, avocat, rue de Taillis 43, 6180 Courcelles.

Pour extrait conforme : le greffier en chef (signé) Pierre Goens. (65046)

Justice de paix du second canton de Huy

Conformément aux dispositions de la loi du 18 juillet 1991, par ordonnance de M. le juge de paix du second canton de Huy, rendue le 15 juillet 1999, Me Etienne de Liedekerke, avocat, à 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, boulevard des Combattants 64, a été désigné en qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Geuten, Blanche Marie Félicie, Belge, née le 9 janvier 1921 à Saint-Georges-sur-Meuse, sans profession, mariée, domiciliée rue Grevesse 4, à 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, résidant « Les Jolis Bois », rue Georges Berotte 57, à 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, incapable de gérer ses biens.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Duchaine, Marie-Christine. (65047)

Justice de paix du premier canton de Huy

Suite à la requête déposée le 13 juillet 1999, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Huy, rendue le 16 juillet 1999, Mme Bettens, Julia, veuve de Bal, Joseph, née le 17 juillet 1913 à Burcht, domiciliée et résidant à Résidence de L'Ile, avenue Delchambre 5, à 4500 Huy, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de : M. Bodart, Claude, époux de Bal, Mariane, indépendant, né le 16 mars 1943, domicilié à 4570 Marchin, rue Bruspré 14.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Beaudinet, Francine. (65048)

Justice de paix du canton de Messancy

Suite à la requête déposée le 14 juillet 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Messancy, rendue le 20 juillet 1999, Mme Dauby, Marie Elisabeth Mathilde, veuve de M. Auguste Oulemonde, née à Anloy le 23 octobre 1915, domiciliée à 6792 Aubange, Halanzy, rue des Acacias 31, mais résidant à la Maison de Repos et de Soins Saint-Antoine, rue de Mageroux 55, à 6762 Saint-Mard, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de : M. Douret, André, instituteur, domicilié à 6792 Aubange, Halanzy, rue des Acacias 2.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Amorand, Danielle. (65049)

Justice de paix du troisième canton de Schaerbeek

Par ordonnance de M. le juge de paix du troisième canton de Schaerbeek, en date du 20 juillet 1999, le nommé Luc Friedlingstein, né à Ixelles le 15 janvier 1959, domicilié à Schaerbeek, chaussée de Louvain 474, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Yvan Tournay, avocat à 1160 Bruxelles, boulevard du Souverain 144/33.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Philippot, Michaël. (65050)

Vrederecht van het zevende kanton Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter van het vrederecht zevende kanton Antwerpen, verleend op 20 juli 1999, werd Heyns, Magdalena, geboren te Mechelen op 23 december 1937, weduwe van Karel Vandeputte, wonende te 2530 Boechout, Heuvelstraat 23, opgenomen in de instelling Sint-Augustinus Ziekenhuis, Oosterveldlaan 24, te 2610 Wilrijk (Antwerpen), niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Vandeputte, Leopold, geboren te Los Angeles (USA) op 30 november 1963, wonende te 2018 Antwerpen, Solvijnstraat 24.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 8 juli 1999.

Antwerpen, 28 juli 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Sijmons, Adriana. (65051)

Vrederecht van het kanton Diest

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Diest, verleend op 26 juli 1999, werd Neuteleers, Julia, geboren te Grazen op 26 december 1915, verblijvende A.Z. te Diest, Michel Theysstraat 18, Diest, gedomicilieerd te Diest, Graanmarkt 3, bus 3, te 3290 Diest, niet in staat verklaard haar goederen te beheren of er over te beschikken zelfs bij testament of schenking, en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Van Attenhoven, Koen, advocaat, Isabellaplein 2, te 3270 Scherpenheuvel-Zichem.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Albert Beeten. (65052)

Vrederecht van het kanton Eeklo

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Eeklo, verleend op 29 juli 1999, werd Slock, Marie, geboren te Eeklo op 13 maart 1914, zonder beroep, wonende te 9900 Eeklo, Boelare 119, opgenomen in de instelling R.V.T. Dr. Coppens, Schietspoelstraat 16, te 9900 Eeklo, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Van Asch, Veronique, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Sint-Annaplein 34.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 14 juli 1999.

Eeklo, 29 juli 1999.

De afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) Van Cauwenberghe, Guy. (65053)

Vrederecht van het eerste kanton Gent

Gelet op het verzoekschrift d.d. 5 juli 1999, ter griffie neergelegd, werd bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Gent, verleend op 16 juli 1999, werd Rapoye, Véronique, geboren op 11 januari 1980, wonende te Gent, P.C. Dr. Guislain, campus Sint-Alfons, Sint-Juliaanstraat 1, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Peeraer, Marleen, advocaat, met kantoor te Gent, Zuidstationstraat 21.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) J. Iterbeke. (65054)

Vrederecht van het kanton Haacht

Beschikking d.d. 29 juli 1999 :

Verklaart Wouters, Ludovicus, van Belgische nationaliteit, geboren op 14 april 1919, wonende te 3120 Tremelo, Pater Damiaanstraat 20, opgenomen in de instelling P. Damiaaninstituut, P. Damiaanstraat 39, te 3120 Tremelo, niet in staat zelf zijn goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Wouters, Marc, advocaat, wonende te 3200 Aarschot, Astridlaan 12.

Haacht, 29 juli 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Vangeel, Rudiger. (65055)

Vrederecht van het kanton Heist-op-den-Berg

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Heist-op-den-Berg, verleend op 28 juli 1999, werd Kerssbeek, Elza, geboren te Willebroek op 6 januari 1944, wonende te 2800 Mechelen, Hoogstraat 38, bus 2, verblijvende R.V.T. Ten Kerselaere, Boonmarkt 29, te 2220 Heist-op-den-Berg, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Kerssbeek, Urbain, wonende te 2870 Puurs, Veurtstraat 67.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 19 juli 1999.

Hallaar, 28 juli 1999.

Bij uittreksel : de griffier, (get.) Ooms, Wim. (65056)

Vrederecht van het kanton Herne

Beschikking d.d. 14 juli 1999 :

Verklaart Roosens, Roger Frans, geboren te Denderwindeke op 20 juli 1929, gepensioneerde, wonende te 9400 Denderwindeke, Dasselt 54, verblijvende Rustoord De Zwaluw, Ninoofsesteenweg 44, te 1570 Vollezele, niet in staat zelf zijn goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Van Cotthem, Octavie, gepensioneerde, wonende te 9400 Denderwindeke, Dasselt 54.

Herne, 29 juli 1999.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Timmermans, Frans. (65057)

Vrederecht van het kanton Kapellen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Kapellen, verleend op 13 juli 1999, werd Mevr. Lambrechts, Joanna Maria, zonder beroep, weduwe van de heer Eysackers, Franciscus, thans verblijvende in rusthuis Zonnewende, Kerkstraat 5, te Kapellen, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Y. De Schrijver, advocaat te 2018 Antwerpen, Peter Benoitstraat 32.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) G. Aertgeerts. (65058)

Vrederecht van het eerste kanton Leuven

Beschikking d.d. 14 juli 1999 :

Verklaart Van Opstal, Georgette, geboren te Rotselaar op 6 juli 1946, wonende te 3012 Wilsele, Aarschotsesteenweg 105, niet in staat zelf de goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Mil, Marie-Louise Albertine, geboren te Herent op 2 januari 1951, wonende te 3012 Wilsele, Aarschotsesteenweg 105.

Leuven, 29 juli 1999.

De griffier, (get.) Vandevenne, Jeannine. (65059)

Vrederecht van het kanton Lier

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 29 juli 1999, werd Knaeps, Marc, geboren te Antwerpen op 20 september 1961, wettelijk gedomicilieerd te 2627 Schelle, Provinciale Steenweg 6, opgenomen in de instelling Psychiatrisch Centrum Sint-Norbertus, Stationsstraat 22c, te 2570 Duffel, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Wuyts, Hilde, met kantoor te 2500 Lier, Vismarkt 37.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 15 juli 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Van den Plas, Ulrik. (65060)

Vrederecht van het kanton Vilvoorde

Bij beschikking van de plaatsvervangend vrederechter van het kanton Vilvoorde, van 27 juli 1999, verleend op het verzoekschrift alhier neergelegd op 6 juli 1999, werd de heer Cuypers, Ludovic, geboren te Lier op 11 november 1950, wonende te 1800 Vilvoorde, Mechelsesteenweg 402, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : de heer Bernard Maertens, advocaat te 1800 Vilvoorde, Hendrik I-lei 57.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Hendrixx. (65061)

Bij beschikking van de plaatsvervangend vrederechter van het kanton Vilvoorde, van 27 juli 1999, verleend op het verzoekschrift alhier neergelegd op 2 juli 1999, werd de heer Ankaer, Frans, geboren te Idegem op 22 september 1915, wonende te 3080 Tervuren, Tortelduivenlaan 3/2, doch verblijvende in de residentie « Stadscam », te 1800 Vilvoorde, Kleine Molenstraat 9, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mevr. Erika Swysen, advocaat te 1082 Brussel, Dr. A. Schweitzerplein 18.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Hendrixx. (65062)

Bij beschikking van de plaatsvervangend vrederechter van het kanton Vilvoorde, van 27 juli 1999, verleend op het verzoekschrift alhier neergelegd op 22 juni 1999, werd Mevr. Maria De Craen, geboren te Zemst op 31 juli 1925, weduwe van wijlen de heer Buelens, August, wonende en verblijvende te 1980 Zemst, Grote Parijsstraat 4, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : de heer Paul Buelens, wonende te 1980 Zemst, Halvesteenstraat 16.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Hendrixx. (65063)

Vrederecht van het eerste kanton Aalst

Beschikking d.d. 29 juli 1999 :

Verklaart Monsaert, Julia, van Belgische nationaliteit, geboren te Erpe op 12 maart 1916, gepensioneerde, wonende te 9300 Aalst, Spaarzaamheidsstraat 4, niet in staat zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Gheeraerds, Michelle, advocaat, wonende te 9310 Herdersem, Pontweg 83.

Aalst, 29 juli 1999.

De hoofdgriffier, (get.) De Cremer, Erik. (65078)

Vrederecht van het tweede kanton Brugge

Bij beschikking van 16 juli 1999 heeft de vrederechter van het tweede kanton Brugge, voor recht verklaard dat, Piessen, Marie-Louise, geboren te Klemskerke op 15 januari 1916, wonende te 8370 Blankenberge, Grote Markt 16/RUST, niet in staat is zelf haar goederen te beheren en heeft aangewezen als voorlopig bewindvoerder : Moeykens, Fernand, advocaat, wonende te 8310 Sint-Kruis (Brugge), Puienbroeklaan 33, met de bevoegdheid zoals bepaald in artikel 488bis, f, § 1 tot en met § 5 van het Burgerlijk Wetboek.

Brugge, 30 juli 1999.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Logghe, Karin. (65079)

Vrederecht van het derde kanton Brugge

Beschikking d.d. 30 juli 1999 :

Verklaart Dupré, Ann, geboren te Montréal op 27 juli 1907, verblijvende in het R.V.T. Lindenhove, te 8300 Knokke-Heist, Bremlaan 5, niet in staat zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Demolder, Michel, advocaat te 8000 Brugge, Koolkerksesteenweg 12.

Brugge, 30 juli 1999.

De adjunct-griffier, (get.) Cysen, Patrick. (65080)

Vrederecht van het achtste kanton Brussel

Bij beschikking van de vrederechter van het achtste kanton Brussel, verleend op 1 juli 1999, werd de heer Mertens, Willy, geboren te Sint-Agatha-Berchem op 7 juni 1953, verblijvende te 1020 Brussel, U.V.C.-Brugmann, Van Gehuchtenplein 4, wonende te 1080 Brussel, Pastorijstraat 13, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en heeft toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Mevr. Messens, Katrien, advocate, Hoekstraat 1, 1671 Elingen (Pepingen).

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Marcel Pauwels. (65081)

Vrederecht van het kanton Halle

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Halle, verleend op 22 juli 1999, werd Baeyens, Cyriel, geboren te Oetingen (Gooik) op 6 april 1924, verblijvende Centrum Vander Stokken, Palokenstraat 17, 1670 Pepingen, gedomicilieerd te 1570 Galmaarden, Heystraat 14, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Roosens, Greta, gepensioneerde, Minnenhofstraat 6, 9400 Ninove (Denderwindeke).

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Jean Deproost. (65082)

Vrederecht van het kanton Jette

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Jette, op 20 juli 1999, volgend op het verzoekschrift van 12 juli 1999, werd Mevr. Walravens, Julia, geboren op 21 januari 1923, wonende te 1090 Jette, Jules Lahayestraat 130, onbekwaam verklaard haar goederen te beheren en heeft toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : de heer Pierre Valvekens, advocaat, wonende te 1050 Brussel, Marie-Joséplein 6, bus 36.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Clara Stas. (65083)

Vrederecht van het kanton Kontich

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Kontich, verleend op 29 juli 1999, werd De Block, Ernest, geboren op 11 juli 1938, verblijvende P.C. Broeders Alexianen, Provinciesteenweg 408, te 2530 Boechout, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en heeft toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Vermeulen, Leo, advocaat, Antwerpsesteenweg 28, te 2550 Kontich.

Voor eensluidend uittreksel : de e.a. adjunct-griffier, (get.) Simone Masquillier. (65084)

Vrederecht van het kanton Sint-Truiden

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 16 juli 1999, werd Peetermans, Charles, met vermoedelijk toekomstig adres Rustoord O.C.M.W. Zoutleeuw, geboren op 14 september 1922, wonende te 3440 Zoutleeuw, Vincent Betsstraat 3, verblijvende P.C. Ziekeren, Halmaalweg 2, te 3800 Sint-Truiden, niet in staat verklaard zelf zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Gabele, Francis, wonende te 1070 Anderlecht, Nellie Melbalaan 16.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 5 juli 1999.

Sint-Truiden, 29 juli 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de e.a. adjunct-griffier, (get.) Sonja Vangaethoven. (65085)

Vrederecht van het kanton Wolvtertem

Bij beschikking van 16 juli 1999 van de vrederechter van het kanton Wolvtertem, werd Mevr. Annita Vergauwen, geboren te Londerzeel op 12 mei 1955, en wonende te Londerzeel, Meerstraat 79, doch verblijvende in de Sint-Alexius Kliniek, te Grimbergen, Grimbergsesteenweg 40, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : de heer Michaël Pilaten, wonende te 1840 Londerzeel, Meerstraat 79.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) K. De Greve. (65086)

*Mainlevée d'administration provisoire
Opheffing voorlopig bewind*

Justice de paix du canton de Fosses-la-Ville

Par ordonnance du juge de paix du canton de Fosses-la-Ville, en date du 28 juillet 1999, il a été mis fin au mandat de Buysse, Patrick, avocat, dont le cabinet est établi à 5170 Bois-de-Villers, rue Léon François 79, en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de : Crepin, Félicie, née à Bioul le 2 mars 1906, demeurant en dernier lieu à Moustier-sur-Sambre, rue de la Station 81, décédée à Jemeppe-sur-Sambre (Moustier-sur-Sambre) le 11 mai 1999.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Huguette Lesire. (65064)

Par ordonnance du juge de paix du canton de Fosses-la-Ville, en date du 28 juillet 1999, il a été mis fin au mandat de Hubert, Christophe, avocat, dont le cabinet est établi à 5170 Profondeville, chemin des Ecuireuils 5, en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de : Jullien, Marie, née à Furnaux le 10 décembre 1933, demeurant en dernier lieu chez sa fille Bernadette Davenne, rue de l'Egalité 5, à 1420 Braine-l'Alleud, décédée le 17 juin 1999.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Huguette Lesire. (65065)

Justice de paix du canton de Grâce-Hollogne

Par ordonnance du juge de paix suppléant du canton de Grâce-Hollogne, en date du 27 février 1999, il a été constaté que la mission de M. Vancraywinckel, Achille, né le 3 janvier 1951 à Montegnée, domicilié rue Neuvicé 63, à 4420 Montegnée, désigné en qualité d'administrateur provisoire de : M. Legiers, Henri, né le 8 septembre 1912, pensionné,

domicilié à 4420 Saint-Nicolas, rue de la Source 1/10, résidant à la maison de repos « Domaine d'Archis », rue Lambert Darchis 32, à 4040 Herstal, a pris fin, par suite du décès de celui-ci, survenu à Herstal le 2 février 1999.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) S. Dosseray.

(65066)

Vrederegerecht van het kanton Brasschaat

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Brasschaat, verleend op 29 juli 1999, werd een einde gesteld aan het voorlopig bewind van Mr. Jan Lodewijk Mertens, advocaat, met kantoor te 2900 Schoten, Verbertstraat 22, over de goederen van De Smet, Wouter, geboren te Wijnegem op 26 augustus 1957, arbeider, wonende te 2900 Schoten, Ridder Walter Van Havrelaan 367, verblijvende in het Psychiatrisch Centrum Bethanië, Andreas Vesaliuslaan 39, te 2980 Sint-Antonius-Zoersel.

Brasschaat, 29 juli 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Ooms-Schrijvers, Maria.

(65067)

Vrederegerecht van het kanton Oudenaarde

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Oudenaarde, verleend op 28 juli 1999, werd ambtshalve een einde gesteld aan de opdracht van Van Melkebeke, Peter, advocaat, Rijksweg 82, te 9681 Maarkedal, als voorlopige bewindvoerder over Vanderstraeten, Gabriëlle Marie, geboren te Oudenaarde op 26 mei 1912, verblijvende in het Rust- en Verzorgingstehuis « Heilig Hart », Marlboroughlaan 3, te 9700 Oudenaarde, wonende te 9700 Oudenaarde, Tuinwijk 43, ingevolge overlijden van de beschermde persoon op 4 juni 1999 te Oudenaarde.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Yves De Buyscher.

(65068)

**Publication prescrite par l'article 793
du Code civil**

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek**

*Acceptation sous bénéfice d'inventaire
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving*

Blijkens akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, in datum van 14 april 1999, heeft Mevr. Laverge, Brigitte Gerarda, wonende te Destelbergen, Dendermondsesteenweg 877, handelend in haar hoedanigheid van moeder-wettige voogdes over Penen, Gregory Frans Annie, geboren te Gent op 23 december 1982, met haar wonende, verklaard, namens haar minderjarige zoon, de nalatenschap van wijlen Penen, Regnier Victor Marie Henri, laatst wonende te Gent, Coupure 275, en overleden te Gent op 6 november 1998, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving.

De moeder-voogdes werd daartoe gemachtigd bij beslissing van de familieraad, gehouden onder het voorzitterschap van de vrederechter van het vierde kanton te Gent, in datum van 18 maart 1999.

Woonstkeuze werd gedaan ten kantore van notaris Benoit Vanpeteghem, te Merelbeke, Lembergsesteenweg 12, alwaar de schuldeisers zich binnen de drie maanden, te rekenen vanaf deze publicatie, dienen bekend te maken.

Merelbeke, 30 juli 1999.

(Get.) Benoit Vanpeteghem, notaris te Merelbeke.

(22293)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Volgens akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, op 29 juli 1999, hebben :

De Coster, Ghislaine Aurélie Desiré Marie Josèphe, geboren te Antwerpen op 19 juni 1933, wonende te 2600 Berchem, de Merodelei 4;

Misselyn, Francis Robert Raymond, geboren te Antwerpen op 6 oktober 1957, wonende te Xiaolangdi Hotel, Jiyuan City, provincie Henan, China;

Misselyn, Claude Marie Paule, geboren te Antwerpen op 20 mei 1960, wonende te 76270 Bully (Frankrijk), Le Manoir du Flot;

Misselyn, Jean Roland Marie, geboren te Antwerpen op 24 mei 1963, wonende te Etterbeek, Gérardstraat 7,

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Misselyn, Jacques Edmond Charles, geboren te Antwerpen op 7 juni 1930, in leven laatst wonende te 2600 Berchem (Antwerpen), de Merodelei 4, en overleden te Antwerpen op 10 juni 1999.

Er wordt woonstkeuze gedaan ten kantore van Y. De Deken, Amerikalei 17, 2000 Antwerpen.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen binnen de drie maanden te rekenen van deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend bericht gericht aan de door de erfgenamen gekozen woonplaats.

Antwerpen, 29 juli 1999.

De adjunct-griffier, (get.) C. Croon.

(22294)

Tribunal de première instance de Bruxelles

Suivant acte n° 99-1234, passé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles, le 29 juillet 1999, Mme Vos, Marie-Madeleine, et son époux, M. Bier, Jean-Charles Emile, domiciliés ensemble à 6700 Arlon, square du Hunnebour 43,

ont déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Vos, Jean Fernand, né à Nethen le 12 avril 1904, de son vivant domicilié à Evere, avenue du Frioul 20, et décédé le 17 avril 1999 à Evere.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à M. Carly, Xavier, notaire à 1050 Bruxelles, chaussée de Vleurgat 30.

Bruxelles, le 29 juillet 1999.

Le greffier, (signé) F. Coenen.

(22290)

Tribunal de première instance de Namur

L'an mil neuf cent nonante-neuf, le vingt-sept juillet.

Au greffe du tribunal de première instance de Namur, et par-devant nous, Christian Godfurnon, greffier chef de service, ont comparu :

Mme Tonet, Monique, née à Belgrade le 1^{er} mars 1944, domiciliée à Molenbeek-Saint-Jean, avenue Dubrucq 58;

Mme Tonet, Louisa, née à Namur le 27 mai 1954, domiciliée à Dendermonde, Mevrouw Courtmanspark 99.

Lesquelles comparantes, ont déclaré en langue française, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Tonet, Michel, domicilié en son vivant à Belgrade, rue Adolphe Mazy 10, et décédé à Rhisnes en date du 10 janvier 1999.

Dont acte requis par les comparants, qui après lecture, signent avec nous, Christian Godfurnon, greffier chef de service.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits, dans un délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Etienne De Francquen, notaire à 5000 Namur, rue Godefroid 27.

Namur, le 27 juillet 1999.

Le greffier chef de service, (signé) Christian Godfurnon. (22291)

Tribunal de première instance de Charleroi

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège en date du 28 juillet 1999, Mme Dufrennois, Martine, domiciliée à Montigny-le-Tilleul, rue de la Briqueterie 1, laquelle comparante agissant comme dit ci-dessus en langue française, accepter mais sous bénéfice d'inventaire seulement la succession de :

M. Dufrennois, Emile, en son vivant domicilié à Roux, rue de Courcelles 12, home « Chant des Oiseaux », et décédé à Charleroi le 13 mars 1999.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé dans le délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à M. le notaire Coppée, Jean-Jacques, notaire de résidence à Marchienne-au-Pont, route de Mons 35.

Charleroi, le 28 juillet 1999.

Le greffier adjoint-principal, (signé) N. Docquier. (22292)

**Publication faite en exécution de l'article 1253
du Code civil**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 1253
van het Burgerlijk Wetboek**

Benoeming van raadsman — Nomination de conseil

Tribunal de première instance de Dinant

Le tribunal de première instance de Dinant, chambre des vacations, a, par jugement rendu le 26 juillet 1999, sur requête présentée par Rollin, Célestine, domiciliée à Anhé, section de Hun, chaussée de Namur 110, ayant pour conseils Mes Démagne et Martini, avocats à Rochefort, placer sous conseil judiciaire le nommé Houssiaux, Michel, domicilié à Yvoir, section de Godinne, rue du Collège 35, et lui a désigné en qualité de conseil judiciaire Me Pascal Vancraeynest, avocat à Yvoir, place des Combattants 20.

En vertu de l'article 513 du Code civil, il est fait défense à l'intéressé de plaider, transiger, emprunter, recevoir un capital mobilier ou d'en donner décharge, d'aliéner ou grever ses biens d'hypothèques, sans l'assistance de son conseil judiciaire.

Dinant, le 27 juillet 1999.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) D. Robe. (19704)

Concordat judiciaire – Gerechtelijk akkoord

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge

Bij vonnis van 29 juli 1999 heeft de rechtbank van koophandel van Brugge, afdeling Brugge, eerste kamer, tot 29 januari 2000 een voorlopige opschorting van betaling toegestaan aan Agritrans De Fruyt N.V., met zetel gevestigd te 8730 Beernem, Bloemendalestraat 14, bus 2, H.R. Brugge H/88762, voor de onderneming van grondwerken en onderneming voor het uitvoeren van land- en tuinbouwwerken voor derden, BTW 455.727.279.

Als commissaris ter opschorting werd aangewezen Estella Verschuere, bedrijfsrevisor te 9080 Lochristi, Dorp-West 8.

De schuldeisers worden verzocht hun aangifte van schuldvordering te doen en de titel ervan in te dienen op de griffie van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge, gerechtsgebouw, Kazernevest 3, te 8000 Brugge, tot uiterlijk 31 augustus 1999.

De zaak werd voor uitspraak over de definitieve opschorting vastgesteld op de terechtzitting van dinsdag 11 januari 2000, om 14 uur, van de eerste kamer van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge, in de zaal N, eerste verdieping, van het gerechtsgebouw te 8000 Brugge, Kazernevest 3.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) L. Demets. (22295)

Faillite – Faillissement

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 28 juli 1999 van de rechtbank van koophandel te Brussel werd, op aangifte, het faillissement uitgesproken van de B.V.B.A. Caridan, met zetel gevestigd te 1880 Kapelle-op-den-Bos, Kerkstraat 11, H.R. Brussel 629523, BTW 416.295.492, en met als voornaamste handelsactiviteit : uitbating van een superette.

Rechter-commissaris : de heer Jan Hoebeek.

Curator : Mr. Joan Dubaere, advocaat te 1070 Brussel, Ninoofsesteenweg 643.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvordering te doen op de griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal der schuldvorderingen : op woensdag 25 augustus 1999, te 14 uur, in zaal B.

De curator, (get.) Joan Dubaere. (Pro deo) (22296)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel werd, op dagvaarding, het faillissement uitgesproken van de B.V.B.A. Borgeloen, met zetel gevestigd te 1850 Grimbergen, Luypaertstraat 198, H.R. Brussel 61106, BTW 443.049.676, en met als voornaamste handelsactiviteit : uitbating van een café.

Rechter-commissaris : de heer Jan Hoebeek.

Curator : Mr. Joan Dubaere, advocaat te 1070 Brussel, Ninoofsesteenweg 643.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvordering te doen op de griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal der schuldvorderingen : op woensdag 25 augustus 1999, te 14 uur, in zaal B.

De curator, (get.) Joan Dubaere. (Pro deo) (22297)

Bij vonnis d.d. 28 juli 1999 van de rechtbank van koophandel te Brussel werd, op aangifte, het faillissement uitgesproken van de B.V.B.A. Cornand-Sillis, met zetel gevestigd te 1880 Kapelle-op-den-Bos, Mechelseweg 154, H.R. Brussel 489171, BTW 430.447.693, en met als voornaamste handelsactiviteit : uitbating van een superette.

Rechter-commissaris : de heer Jan Hoebeek.

Curator : Mr. Joan Dubaere, advocaat te 1070 Brussel, Ninoofsesteenweg 643.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvordering te doen op de griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal der schuldvorderingen : op woensdag 25 augustus 1999, te 14 uur, in zaal B.

De curator, (get.) Joan Dubaere. (Pro deo) (22298)

Bij vonnis d.d. 28 juli 1999 van de rechtbank van koophandel te Brussel werd, op aangifte, het faillissement uitgesproken van de B.V.B.A. Communications Technology Associates, met zetel gevestigd te 1930 Zaventem, Leuvensesteenweg 542, bus 12, H.R. Brussel 563979, BTW 448.869.181, en met als voornaamste handelsactiviteit : advies inzake telecommunicatie.

Rechter-commissaris : de heer Jan Hoebeek.

Curator : Mr. Joan Dubaere, advocaat te 1070 Brussel, Ninoofsesteenweg 643.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvordering te doen op de griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal der schuldvorderingen : op woensdag 25 augustus 1999, te 14 uur, in zaal B.

De curator, (get.) Joan Dubaere. (Pro deo) (22299)

Bij vonnis d.d. 28 juli 1999 van de rechtbank van koophandel te Brussel werd, op aangifte, het faillissement uitgesproken van de B.V.B.A. Ambassador, met zetel gevestigd te 1700 Dilbeek, Ninoofsesteenweg 359, H.R. Brussel 536195, BTW 441.379.791, en met als voornaamste handelsactiviteit : uitbating van een dancing.

Rechter-commissaris : de heer Jan Hoebeek.

Curator : Mr. Joan Dubaere, advocaat te 1070 Brussel, Ninoofsesteenweg 643.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvordering te doen op de griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal der schuldvorderingen : op woensdag 25 augustus 1999, te 14 uur, in zaal B.

De curator, (get.) Joan Dubaere. (Pro deo) (22300)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du tribunal de commerce de Bruxelles du 27 juillet 1999, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Chol-Li, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, boulevard du Midi 46, R.C. Bruxelles 551871, T.V.A. 445.578.507, activité commerciale principale : alimentation générale.

Curateur : Me Catherine Herinckx, rue de l'Aurore 18, 1000 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 25 août 1999, à 14 heures, à la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, au palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Catherine Herinckx.

(Pro deo) (22301)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel, d.d. 27 juli 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. Chol-Li, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Zuidlaan 46, H.R. Brussel 551871, BTW 445.578.507, voornaamste handelsactiviteit : algemene voeding.

Curator : Mr. Catherine Herinckx, Dageraadstraat 18, 1000 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd hun verklaring van schuldvordering neer te leggen ter griffie van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

De afsluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen zal plaatsvinden : op 25 augustus 1999, te 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Catherine Herinckx.

(Pro deo) (22301)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du tribunal de commerce de Bruxelles du 27 juillet 1999, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Gentile, dont le siège social est établi à 1200 Bruxelles, avenue Georges-Henri 279, R.C. Bruxelles 546203, T.V.A. 444.349.575, activité commerciale principale : débit de boissons.

Curateur : Me Catherine Herinckx, rue de l'Aurore 18, 1000 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 25 août 1999, à 14 heures, à la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, au palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Catherine Herinckx.

(Pro deo) (22302)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel, d.d. 27 juli 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. Gentile, met maatschappelijke zetel te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, Georges Henrilaan 46, H.R. Brussel 546203, BTW 444.349.575, voornaamste handelsactiviteit : drankuitbating.

Curator : Mr. Catherine Herinckx, Dageraadstraat 18, 1000 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd hun verklaring van schuldvordering neer te leggen ter griffie van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

De afsluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldverdringen zal plaatsvinden : op 25 augustus 1999, te 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Catherine Herinckx.

(Pro deo) (22302)

Tribunal de commerce de Bruxelles
—

Par jugement du tribunal de commerce de Bruxelles du 27 juillet 1999, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. B.N.G. Factory, dont le siège social est établi à Uccle, chaussée de Waterloo 1008, R.C. Bruxelles 513282, T.V.A. 436.250.273, activité commerciale principale : confection pour enfants.

Curateur : Me Catherine Herinckx, rue de l'Aurore 18, 1000 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 25 août 1999, à 14 heures, à la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, au palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Catherine Herinckx.

(Pro deo) (22303)

Rechtbank van koophandel te Brussel
—

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel, d.d. 27 juli 1999 werd, op bekentenis, geopend verklaard het faillissement van de B.V.B.A. B.N.G. Factory, met maatschappelijke zetel te Ukkel, Waterloosesteenweg 1008, H.R. Brussel 513282, BTW 436.250.273, voornaamste handelsactiviteit : confectie voor kinderen.

Curator : Mr. Catherine Herinckx, Dageraadstraat 18, 1000 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd hun verklaring van schuldverdring neer te leggen ter griffie van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

De afsluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldverdringen zal plaatsvinden : op 25 augustus 1999, te 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Catherine Herinckx.

(Pro deo) (22303)

Tribunal de commerce de Bruxelles
—

Par jugement du tribunal de commerce de Bruxelles du 27 juillet 1999, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Promotex, dont le siège social est établi à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, rue Fin 15, R.C. Bruxelles 433893, T.V.A. 421.496.771, activité commerciale principale : produits textiles.

Curateur : Me Catherine Herinckx, rue de l'Aurore 18, 1000 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 25 août 1999, à 14 heures, à la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, au palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Catherine Herinckx.

(Pro deo) (22304)

Rechtbank van koophandel te Brussel
—

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel, d.d. 27 juli 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. Promotex, met maatschappelijke zetel te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, Finstraat 15, H.R. Brussel 433893, BTW 421.496.771, voornaamste handelsactiviteit : textielprodukten.

Curator : Mr. Catherine Herinckx, Dageraadstraat 18, 1000 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd hun verklaring van schuldverdring neer te leggen ter griffie van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

De afsluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldverdringen zal plaatsvinden : op 25 augustus 1999, te 14 uur, in zaal A, van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Catherine Herinckx.

(Pro deo) (22304)

Tribunal de commerce de Bruxelles
—

Par jugement du tribunal de commerce de Bruxelles du 27 juillet 1999, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Le Père et Les Fils, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue du Marché aux Grains 37, R.C. Bruxelles 598518, T.V.A. 456.580.483, activité commerciale principale : constructions.

Curateur : Me Catherine Herinckx, rue de l'Aurore 18, 1000 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 25 août 1999, à 14 heures, à la salle A, du tribunal de commerce de Bruxelles, au palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Catherine Herinckx.

(Pro deo) (22305)

Rechtbank van koophandel te Brussel
—

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel, d.d. 27 juli 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de B.V.B.A. Le Père et Les Fils, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Graanmarktstraat 37, H.R. Brussel 598518, BTW 456.580.483, voornaamste handelsactiviteit : bouw.

Curator : Mr. Catherine Herinckx, Dageraadstraat 18, 1000 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd hun verklaring van schuldverdring neer te leggen ter griffie van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

De afsluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvoor-
dingen zal plaatsvinden : op 25 augustus 1999, te 14 uur, in zaal A, van
de rechtbank van koophandel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Catherine Herinckx.
(Pro deo) (22305)

Tribunal de commerce de Bruxelles
—

Par jugement du tribunal de commerce de Bruxelles du
27 juillet 1999, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L.
Informatique et Finance, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles,
rue du Congrès 5-7, R.C. Bruxelles 445924, T.V.A. 423.227.628, activité
commerciale principale : fourniture de services et conseils aux entre-
prises.

Curateur : Me Catherine Herinckx, rue de l'Aurore 18,
1000 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal
de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le
délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi
25 août 1999, à 14 heures, à la salle A, du tribunal de commerce de
Bruxelles, au palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Catherine Herinckx.
(Pro deo) (22306)

Rechtbank van koophandel te Brussel
—

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel, d.d.
27 juli 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement
van de B.V.B.A. Informatique et Finance, met maatschappelijke zetel te
1000 Brussel, Congressstraat 5-7, H.R. Brussel 445924, BTW 423.227.628,
voornaamste handelsactiviteit : dienstverlening en ondernemingsraad.

Curator : Mr. Catherine Herinckx, Dageraadstraat 18, 1000 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd hun verklaring van schuldvor-
dering neer te leggen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
justitiepaleis, Poelaertplein, 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig
dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

De afsluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorde-
ringen zal plaatsvinden : op 25 augustus 1999, te 14 uur, in zaal A, van
de rechtbank van koophandel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Catherine Herinckx.
(Pro deo) (22306)

Tribunal de commerce de Bruxelles
—

Par jugement du 27 juillet 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la
faillite de la S.C.R.I.S. Artmodesty International, dont le siège social est
sis à 1150 Bruxelles, avenue des Volontaires 270, R.C. Bruxelles 610554,
T.V.A. 459.924.114, activité commerciale principale : formation d'artistes
et de mannequins.

Juge-commissaire : M. Henry Courtin.

Curateur : Me Anicet Baum, avenue Franklin Roosevelt 143,
1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal
de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, à
1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du
jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi
25 août 1999, à 14 heures, à la salle A.

Le curateur, (signé) A. Baum. (Pro deo) (22307)

Rechtbank van koophandel te Brussel
—

Bij vonnis d.d. 27 juli 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding,
het faillissement van de C.V.O.H.A. Artmodesty International, met
maatschappelijke zetel te 1200 Brussel, Vrijwilligerslaan 270,
H.R. Brussel 610554, BTW 459.924.114, voornaamste handelsactiviteit :
vorming van artiesten en mannequins.

Rechter-commissaris : de heer Henry Courtin.

Curator : Mr. Anicet Baum, Franklin Rooseveltlaan 143, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de aangifte van hun schuldvor-
deringen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te
Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de
termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van
het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 25 augustus 1999, te 14 uur, in zaal A.

De curator, (get.) A. Baum. (Pro deo) (22307)

Tribunal de commerce de Bruxelles
—

Par jugement du 27 juillet 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la
faillite de la S.P.R.L. Milano Milano, dont le siège social est sis à
1050 Bruxelles, rue du Bailli 49, R.C. Bruxelles X1362, activité commer-
ciale principale : confection.

Juge-commissaire : M. Henry Courtin.

Curateur : Me Anicet Baum, avenue Franklin Roosevelt 143,
1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal
de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, à
1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du
jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi
25 août 1999, à 14 heures, à la salle A.

Le curateur, (signé) A. Baum. (Pro deo) (22308)

Rechtbank van koophandel te Brussel
—

Bij vonnis d.d. 27 juli 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding,
het faillissement van de B.V.B.A. Milano Milano, met maatschappelijke
zetel te 1050 Brussel, Baljuwstraat 49, H.R. Brussel X1362, voornaamste
handelsactiviteit : confectie.

Rechter-commissaris : de heer Henry Courtin.

Curator : Mr. Anicet Baum, Franklin Rooseveltlaan 143, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de aangifte van hun schuldvor-
deringen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te
Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de
termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van
het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 25 augustus 1999, te 14 uur, in zaal A.

De curator, (get.) A. Baum. (Pro deo) (22308)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 27 juillet 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Well-Seating, dont le siège social est sis à 1082 Bruxelles, avenue Charles Quint 485, R.C. Bruxelles 608817, T.V.A. 459.349.240, activité commerciale principale : vente de meubles.

Juge-commissaire : M. Henry Courtin.

Curateur : Me Anicet Baum, avenue Franklin Roosevelt 143, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 25 août 1999, à 14 heures, à la salle A.

Le curateur, (signé) A. Baum. (22309)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 27 juli 1999 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de N.V. Well-Seating, met maatschappelijke zetel te 1082 Brussel, Keizer Karellaan 485, H.R. Brussel 608817, BTW 459.349.240, voornaamste handelsactiviteit : verkoop van meubelen.

Rechter-commissaris : de heer Henry Courtin.

Curator : Mr. Anicet Baum, Franklin Rooseveltlaan 143, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de aangifte van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 25 augustus 1999, te 14 uur, in zaal A.

De curator, (get.) A. Baum. (22309)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 27 juillet 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Go Between Advertising, dont le siège social est sis à 1170 Bruxelles, avenue Van Becelaere 28/4, R.C. Bruxelles 593603, T.V.A. 455.246.338, activité commerciale principale : agence de publicité.

Juge-commissaire : M. Henry Courtin.

Curateur : Me Anicet Baum, avenue Franklin Roosevelt 143, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 25 août 1999, à 14 heures, à la salle A.

Le curateur, (signé) A. Baum. (22310)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 27 juli 1999 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de B.V.B.A. Go Between Advertising, met maatschappelijke zetel te 1170 Brussel, Van Becelaerelaan 28/4, H.R. Brussel 593603, BTW 455.246.338, voornaamste handelsactiviteit : publiciteitsagentschap.

Rechter-commissaris : de heer Henry Courtin.

Curator : Mr. Anicet Baum, Franklin Rooseveltlaan 143, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de aangifte van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 25 augustus 1999, te 14 uur, in zaal A.

De curator, (get.) A. Baum. (22310)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 28 juillet 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Trans-Cit-Belgium, dont le siège social est sis à 1020 Bruxelles, chaussée de Vilvorde 11, R.C. Bruxelles 587741, T.V.A. 453.941.588, activité commerciale principale : transport de produits pétroliers.

Juge-commissaire : M. Francis Wiser.

Curateur : Me Anicet Baum, avenue Franklin Roosevelt 143, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 25 août 1999, à 14 heures, à la salle A.

Le curateur, (signé) A. Baum. (22311)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 28 juli 1999 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de B.V.B.A. Trans-Cit-Belgium, met maatschappelijke zetel te 1020 Brussel, Vilvoordsesteenweg 11, H.R. Brussel 587741, BTW 453.941.588, voornaamste handelsactiviteit : vervoer van petroleumprodukten.

Rechter-commissaris : de heer Francis Wiser.

Curator : Mr. Anicet Baum, Franklin Rooseveltlaan 143, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de aangifte van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluïting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 25 augustus 1999, te 14 uur, in zaal A.

De curator, (get.) A. Baum. (22311)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 28 juillet 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Société Belge de Stockage, en abrégé : « Belstock », dont le siège social est sis à 1020 Bruxelles, chaussée de Vilvorde 11, R.C. Bruxelles 623010, T.V.A. 462.292.793, activité commerciale principale : stockage de produits pétroliers.

Juge-commissaire : M. Francis Wiser.

Curateur : Me Anicet Baum, avenue Franklin Roosevelt 143, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 25 août 1999, à 14 heures, à la salle A.

Le curateur, (signé) A. Baum. (22312)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 28 juli 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de N.V. Société Belge de Stockage, in het kort : « Belstock », met maatschappelijke zetel te 1020 Brussel, Vilvoordsesteenweg 11, H.R. Brussel 623010, BTW 462.292.793, voornaamste handelsactiviteit : opslag van petroleumprodukten.

Rechter-commissaris : de heer Francis Wiser.

Curator : Mr. Anicet Baum, Franklin Rooseveltlaan 143, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de aangifte van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluïting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 25 augustus 1999, te 14 uur, in zaal A.

De curator, (get.) A. Baum. (22312)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 27 juillet 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Bricout Belgium, dont le siège social est sis à 1020 Bruxelles, chaussée de Vilvorde 11, R.C. Bruxelles 518732, T.V.A. 434.310.273, activité commerciale principale : négoce de produits pétroliers.

Juge-commissaire : M. Francis Wiser.

Curateur : Me Anicet Baum, avenue Franklin Roosevelt 143, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 25 août 1999, à 14 heures, à la salle A.

Le curateur, (signé) A. Baum. (22313)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 27 juli 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de N.V. Bricout Belgium, met maatschappelijke zetel te 1020 Brussel, Vilvoordsesteenweg 11, H.R. Brussel 518732, BTW 434.310.273, voornaamste handelsactiviteit : handel van petroleumprodukten.

Rechter-commissaris : de heer Francis Wiser.

Curator : Mr. Anicet Baum, Franklin Rooseveltlaan 143, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de aangifte van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluïting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 25 augustus 1999, te 14 uur, in zaal A.

De curator, (get.) A. Baum. (22313)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 20 juillet 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. Profeuro, dont le siège social est sis à 1180 Bruxelles, chaussée de Saint-Job 506, R.C. Bruxelles 502545, T.V.A. 433.504.381, activité commerciale principale : immobilier.

Juge-commissaire : M. Thays.

Curateur : Me Anicet Baum, avenue Franklin Roosevelt 143, 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 25 août 1999, à 14 heures, à la salle A.

Le curateur, (signé) A. Baum. (22314)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 20 juli 1999 werd geopend verklaard, op bekentenis, het faillissement van de N.V. Profeuro, met maatschappelijke zetel te 1180 Brussel, Sint-Jobsteenweg 506, H.R. Brussel 502545, BTW 433.504.381, voornaamste handelsactiviteit : onroerend.

Rechter-commissaris : de heer Thays.

Curator : Mr. Anicet Baum, Franklin Rooseveltlaan 143, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de aangifte van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Brussel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluïting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 25 augustus 1999, te 14 uur, in zaal A.

De curator, (get.) A. Baum. (22314)

Tribunal de commerce de Bruxelles

—

Par jugement du 24 juin 1999, la faillite de la S.P.R.L. Defi Commun, rue Royale 35, à 1000 Bruxelles, a été clôturée faute d'actif, faillite non excusable.

(Signé) Philippe Van de Velde-Malbranche. (Pro deo) (22315)

Rechtbank van koophandel te Brussel

—

Bij vonnis van de koophandelsrechtbank van 24 juni 1999 werd de faling van de B.V.B.A. Defi Commun, Koningstraat 35, te 1000 Brussel, afgesloten wegens onbestaand actief, faling niet verschoonbaar.

(Get.) Philippe Van de Velde-Malbranche. (Pro deo) (22315)

Tribunal de commerce de Bruxelles

—

Par jugement du 24 juin 1999, la faillite de la S.P.R.L. Inter-City Printer Groupe Europe, rue du Prince Royal 59, à 1050 Bruxelles, a été clôturée faute d'actif, faillite non excusable.

(Signé) Philippe Van de Velde-Malbranche. (Pro deo) (22316)

Rechtbank van koophandel te Brussel

—

Bij vonnis van de koophandelsrechtbank van 24 juni 1999 werd de faling van de B.V.B.A. Inter-City Printer Groupe Europe, Koninklijke Prinstraat 59, te 1050 Brussel, afgesloten wegens onbestaand actief, faling niet verschoonbaar.

(Get.) Philippe Van de Velde-Malbranche. (Pro deo) (22316)

Tribunal de commerce de Bruxelles

—

Par jugement du 24 juin 1999, la faillite de la S.A. Pas Comme Les Autres, rue Bara 117-119, à 1070 Bruxelles, a été clôturée faute d'actif, faillite non excusable.

(Signé) Philippe Van de Velde-Malbranche. (Pro deo) (22317)

Rechtbank van koophandel te Brussel

—

Bij vonnis van de koophandelsrechtbank van 24 juni 1999 werd de faling van de N.V. Pas Comme Les Autres, Barastraat 117-119, te 1070 Brussel, afgesloten wegens onbestaand actief, faling niet verschoonbaar.

(Get.) Philippe Van de Velde-Malbranche. (Pro deo) (22317)

Tribunal de commerce de Charleroi

—

Par jugement de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, en date du 27 juillet 1999, a été déclarée, sur aveu, la faillite de la S.C.R.L. Inter Center, ayant pour objet la promotion immobilière, dont le siège est à 7141 Morlanwelz (ex-Carnières), rue Roujuste 7, R.C. Charleroi 163757, T.V.A. 438.604.997.

Le tribunal a fixé la date provisoire de la cessation des paiements au 31 mai 1999.

La même décision invite les créanciers à déposer leurs créances, directement, au greffe du tribunal de commerce de Charleroi, avant le 17 août 1999.

La date du procès-verbal de vérification des créances est fixée au 14 septembre 1999, à 8 h 30 m, par-devant la chambre du conseil du tribunal de commerce de Charleroi.

Le jugement déclaratif de faillite a désigné en qualité de juge-commissaire, M. Marcel Balsat, et en qualité de curateur, Me Aline Jassogne, avocate au barreau de Charleroi, dont les bureaux sont sis à 6180 Courcelles, rue du 28 Juin 17.

Le pro deo a été accordé.

Pour extraits conformes : le curateur, (signé) Aline Jassogne. (22318)

Par jugement de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, en date du 27 juillet 1999, a été déclarée, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Fabienne Shoes, qui exploitait un magasin Shoes Post, dont le siège est sis à 6220 Fleurus, rue de la Station 43, R.C. Charleroi 189186, T.V.A. 459.412.091.

Le tribunal a fixé la date provisoire de la cessation des paiements au 29 juin 1999.

La même décision invite les créanciers à déposer leurs créances, directement, au greffe du tribunal de commerce de Charleroi, avant le 17 août 1999.

La date du procès-verbal de vérification des créances est fixée au 14 septembre 1999, à 8 h 30 m, par-devant la chambre du conseil du tribunal de commerce de Charleroi.

Le jugement déclaratif de faillite a désigné en qualité de juge-commissaire, M. V. Marquet, et en qualité de curateur, Me Aline Jassogne, avocate au barreau de Charleroi, dont les bureaux sont sis à 6180 Courcelles, rue du 28 Juin 17.

Le pro deo a été accordé.

Pour extraits conformes : le curateur, (signé) Aline Jassogne. (22319)

Tribunal de commerce de Huy

—

Par jugement du 28 juillet 1999, a été déclarée ouverte, la faillite de Maquet, Muriel Marie Ida, née le 13 août 1999 à Liège, domiciliée à 4280 Hannut, rue de Tirlemont 12, exploitant à 4280 Hannut, place Henri Hallet 1, un commerce de détail en vêtements et accessoires pour hommes et dames sous la dénomination « Ouragan », R.C. Huy 43294.

Juge-commissaire : M. Michel Lange, juge-consulaire.

Curateur : Me Régine Destexhe, avocate à 4500 Huy, place Saint-Denis 1.

Les déclarations de créances doivent être déposées au greffe du tribunal de commerce de Huy, dans les trente jours, à compter dudit jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances, le mercredi 22 septembre 1999, à 9 h 45 m, au greffe du tribunal.

Le curateur, (signé) R. Destexhe. (22320)

Tribunal de commerce de Liège

—

Par jugement du 29 juillet 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur aveu, la faillite de M. Patrice Jean-Marie Demanez, Belge, né à Hermalle-sous-Argenteau le 17 juin 1974, célibataire, domicilié et exploitant son entreprise à 4681 Oupeye/Hermalle-sous-Argenteau, rue du Perron 1, R.C. Liège 197611, T.V.A. 757.381.839, pour l'entreprise de transport de colis de moins de 500 kg.

Le même jugement ordonne aux créanciers de faire au greffe la déclaration de leurs créances dans les trente jours à compter du présent jugement.

Juge-commissaire : M. André Close.

Procès-verbal de vérification des créances : mardi 7 septembre 1999, à 9 h 30 m.

Le curateur, (signé) Me Jean-Luc Paquot, avocat à 4000 Liège, avenue Blondin 33. (22321)

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij vonnis in datum van 29 juli 1999 is Agripack B.V.B.A., Moederhoefstraat 244, loods 8, 2547 Lint, H.R. Antwerpen 331850, BTW 437.925.801, vervaardiging van diverse artikelen in kunststof, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Van Dongen, Renata.

Curator : Mr. Hendrickx, Christiaan, Tolstraat 85, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 29 juli 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 augustus 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 29 september 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Hendrickx, Christiaan. (Pro deo) (22322)

Bij vonnis in datum van 29 juli 1999 is Gemini Management N.V., Simonsstraat 42, 2018 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 273356, BTW 438.773.164, tussenpersoon in de handel, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Gelens, Carine.

Curator : Mr. Castille, Jacques, Plantin en Moretuslei 174/7, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 29 juli 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 30 augustus 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 29 september 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Castille, Jacques. (Pro deo) (22323)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge

Bij vonnis d.d. 29 juli 1999, heeft de rechtbank van koophandel te Brugge, op bekentenis, de B.V.B.A. Auto Best, in vereffening, met maatschappelijke zetel te 8490 Jabbeke, Gistelsesteenweg 222c, in feite overgebracht naar 8490 Jabbeke, Noordstraat 42, H.R. Brugge 65702, BTW 431.801.537, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Emile Vanbiervliet.

Curator : Martine Van Elslander, met kantoor te 8000 Brugge, Filips de Goedelaan 11.

Termijn voor aangifte van schuldvordering : tot uiterlijk 27 augustus 1999.

Proces-verbaal van nazicht van schuldvorderingen : op maandag 13 september 1999, te 9 uur.

De curator, (get.) Martine Van Elslander. (22324)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas

Bij vonnis van 29 juli 1999, rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, werd open verklaard het faillissement van de B.V.B.A. Serviteam, onderneming voor het plaatsen van centrale verwarming, met maatschappelijke zetel te Eksaarde, Rechtstraat 367B, H.R. Sint-Niklaas 35755, BTW 417.037.939 (begonnen op 3 mei 1977).

Rechter-commissaris : Harry Cornelis.

Curator : Mr. Francine Pauwels, Apostelstraat 29, Sint-Niklaas.

Datum van ophouding van betaling door de gefailleerde werd bepaald op 29 juli 1999.

De schuldeisers mogen hun verklaring van schuldvorderingen indienen op de griffie van de rechtbank van koophandel te Sint-Niklaas, Kazernestraat 12, vóór 30 augustus 1999.

De sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen zal plaatsvinden op 15 september 1999, om 15 uur, eveneens in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Sint-Niklaas.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) F. Pauwels. (22325)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Bij vonnis van de tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, d.d. 27 juli 1999, werd, op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard de B.V.B.A. Café De Beurs, met zetel te 8800 Roeselare, Vijfwegenstraat 56, bus 3, H.R. Kortrijk 139345, BTW 457.623.630, met als activiteit : drankgelegenheid, uitgezonderd schenken van alcohol per glas, verbruikssalon.

Ophouden van betaling op datum van faillissementsvonnis.

Neerlegging van de verklaringen van schuldvordering : vóór 19 augustus 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op woensdag 8 september 1999, om 11 uur, op de rechtbank van koophandel te Kortrijk, Burgemeester Nolfstraat 10A.

De kosteloze rechtspleging werd verleend.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Johan Declercq, advocaat te 8800 Roeselare, Sint-Hubrechtsstraat 11. (22326)

Bij vonnis d.d. 22 juli 1999 werd door de rechtbank van koophandel te Kortrijk, eerste kamer, het faillissement van de heer Decock, Steven, Koningstraat 60, te 8930 Menen, H.R. Kortrijk 121243, gesloten verklaard wegens ontoereikend actief.

Tevens werd bij voormeld vonnis gezegd dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Mr. Luk Deceuninck, advocaat, Fabiolalaan 43, 8930 Menen. (22327)

Bij vonnis van 27 juli 1999 van de tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, werd, op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard de N.V. « Jupiro Investments », uitbating van een private club genaamd « Charleston », met maatschappelijke zetel te 8510 Marke (Kortrijk), Pottelberg 151, H.R. Kortrijk 139331, BTW 454.259.116.

Als rechter-commissaris werd aangesteld de heer I. Rodenbach, rechter in handelszaken in deze rechtbank.

Als curator werd aangesteld : Mr. Ivan Lietaer, advocaat te 8500 Kortrijk, Pres. Rooseveltplein 1.

De schuldeisers moeten de verklaring van hun schuldvordering indienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vóór 19 augustus 1999.

De sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen gaat door op woensdag 8 september 1999, te 11 u. 15 m., in de raadkamer van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, Burgemeester Nolfstraat 10A, te Kortrijk.

De curator, (get.) Ivan Lietaer. (Pro deo) (22328)

Bij vonnis van 27 juli 1999 van de tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, werd, op aangifte, in staat van faillissement verklaard de B.V.B.A. « Meat Concern », met maatschappelijke zetel te 8540 Deerlijk, Kerkplein 13, H.R. Kortrijk 125632, BTW 445.679.861.

Als rechter-commissaris werd aangesteld de heer I. Rodenbach, rechter in handelszaken in deze rechtbank.

Als curator werd aangesteld : Mr. Ivan Lietaer, advocaat te 8500 Kortrijk, Pres. Rooseveltplein 1.

De schuldeisers moeten de verklaring van hun schuldvordering indienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vóór 19 augustus 1999.

De sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen gaat door op woensdag 8 september 1999, te 10 u. 30 m., in de raadkamer van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, Burgemeester Nolfstraat 10A, te Kortrijk.

De curator, (get.) Ivan Lietaer. (22329)

Rechtbank van koophandel te Leuven

Bij vonnis van 5 januari 1999 heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, afgesloten bij gebrek aan activa, het faillissement van de B.V.B.A. Automatic, met maatschappelijke zetel te 3000 Leuven, Parijsstraat 19, BTW 455.339.180, en gezegd dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.

De curator, (get.) J. Mommaerts. (Pro deo) (22331)

Bij vonnis van 15 juni 1999 heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, afgesloten bij gebrek aan activa, het faillissement van de B.V.B.A. Tin Discount, met maatschappelijke zetel te 3270 Scherpenheuvel, Noordervest 63, BTW 443.096.097, en gezegd dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.

De curator, (get.) J. Mommaerts. (Pro deo) (22332)

Bij vonnis van 29 maart 1999 heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, afgesloten bij gebrek aan activa, het faillissement van Giulietto, Rita, met maatschappelijke zetel te 3300 Tienen, Industriepark 27, BTW 777.169.443, en gezegd dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.

De curator, (get.) J. Mommaerts. (Pro deo) (22333)

Bij vonnis van 15 juni 1999 heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, afgesloten bij gebrek aan activa, het faillissement van de B.V.B.A. Huis Beullens, met maatschappelijke zetel te 3200 Aarschot, Sint-Niklaasberg 3, BTW 450.598.850, en gezegd dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.

De curator, (get.) J. Mommaerts. (Pro deo) (22334)

Rechtbank van koophandel te Mechelen

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Mechelen, d.d. 28 juli 1999, werd de falingsuitspraak van de B.V.B.A. Wafra Bouw en Interieur, Battelsesteenweg 332, 2800 Mechelen, H.R. Mechelen 84548, BTW 460.679.526.

De heer Valkenaers, rechter in handelszaken, werd aangesteld als rechter-commissaris en Mr. Bert Verdoodt, advocaat te 2800 Mechelen, 't Vlietje 16, werd aangesteld als curator.

Bij het faillissementsvonnis werd de datum van staking van betalingen bepaald op 28 juli 1999.

Conform dit vonnis dienen de aangiften van schuldvordering ter griffie van de rechtbank van koophandel, Voochtstraat, Mechelen, te worden neergelegd en dit binnen de dertig dagen, dus vóór 28 augustus 1999.

Het nazicht van de schuldvorderingen zal plaatsvinden op maandag 13 september 1999, te 9 uur, in de zittingszaal van de rechtbank van koophandel, Voochtstraat, Mechelen.

Voor eensluidend afschrift : de curator, (get.) Bert Verdoodt. (22335)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Mechelen, d.d. 28 juli 1999, werd de falingsuitspraak van de B.V.B.A. Algemene Bouwonderneming Wafra, Battelsesteenweg 332, 2800 Mechelen, H.R. Mechelen 44795, BTW 407.270.138.

De heer Valkenaers, rechter in handelszaken, werd aangesteld als rechter-commissaris en Mr. Bert Verdoodt, advocaat te 2800 Mechelen, 't Vlietje 16, werd aangesteld als curator.

Bij het faillissementsvonnis werd de datum van staking van betalingen bepaald op 28 juli 1999.

Conform dit vonnis dienen de aangiften van schuldvordering ter griffie van de rechtbank van koophandel, Voochtstraat, Mechelen, te worden neergelegd en dit binnen de dertig dagen, dus vóór 28 augustus 1999.

Het nazicht van de schuldvorderingen zal plaatsvinden op maandag 13 september 1999, te 9 uur, in de zittingszaal van de rechtbank van koophandel, Voochtstraat, Mechelen.

Voor eensluidend afschrift : de curator, (get.) Bert Verdoodt. (22336)

Rechtbank van koophandel te Oudenaarde

Faillissement : De Cock, Geert, wonende te 9570 Lierde, Kapellestraat 31, H.R. Oudenaarde 44844, voor een bouwonderneming, BTW 588.874.825.

Vonnis van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde : d.d. 27 juli 1999.

Datum van staking van betaling : voorlopig bepaald op 1 juni 1999.

Curator : Mr. Jan De Vuyst, advocaat te 9400 Ninove (Voorde), Brakelsesteenweg 639.

Rechter-commissaris : de heer E. Wachtelaer.

De schuldeisers moeten hun aangifte van schuldvordering doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, Bekstraat 14, 9700 Oudenaarde, binnen de dertig dagen vanaf de datum van het vonnis.

De sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen is gesteld op donderdag 16 september 1999, te 9 uur, ter terechtzitting van genoemde rechtbank, Bekstraat 14, te Oudenaarde, eerste verdieping.

Voor gelijkvormig uittreksel : (get.) Jan De Vuyst, curator.

(Pro deo) (22337)

Faillissement : de B.V.B.A. Zottegem Optics, met maatschappelijke zetel te 9620 Zottegem, Heldenlaan 87, H.R. Oudenaarde 41149.

Vonnis van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde : d.d. 27 juli 1999.

Datum van staking van betaling : voorlopig bepaald op 27 juli 1999.

Curator : Mr. Jan De Vuyst, advocaat te 9400 Ninove (Voorde), Brakelsesteenweg 639.

Rechter-commissaris : de heer E. Wachtelaer.

De schuldeisers moeten hun aangifte van schuldvordering doen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, Bekstraat 14, 9700 Oudenaarde, binnen de dertig dagen vanaf de datum van het vonnis.

De sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen is gesteld op donderdag 16 september 1999, te 9 uur, ter terechtzitting van genoemde rechtbank, Bekstraat 14, te Oudenaarde, eerste verdieping.

Voor gelijkvormig uittreksel : (get.) Jan De Vuyst, curator.

(Pro deo) (22338)

Faillite rapportée – Intrekking faillissement

—
Rechtbank van koophandel te Leuven
—

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven d.d. 12 mei 1998 werd het faillissement ingetrokken van de B.V.B.A. Balogic, thans met zetel te 1050 Brussel, Louizalaan 284, bus 11, en voordien te 3000 Leuven, Parkstraat 11, H.R. Leuven 91906, uitgesproken door deze rechtbank op 24 maart 1998.

De griffier, (get.) W. Coosemans. (22330)

Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Il résulte de l'acte en date du 9 juillet 1999 reçu par le notaire Paul-Etienne Culot, à Beloëil, que M. Laurent Trachez, agent des postes, né à Arras (France) le 18 novembre 1966, et son épouse, Mme Elisabeth Renée Lesplingart, hôtesse d'accueil, née à Tournai le 8 janvier 1971, demeurant à Beloëil (Quevaucamps), rue de Tournai 15, ont requis de modifier leur régime matrimonial existant entr'eux à défaut de contrat de mariage et ont adopté le régime de la séparation de biens pure et simple.

Pour extrait analytique conforme, (signé) P.-E. Culot, notaire. (22339)

Par requête en date du 28 juillet 1999, les époux M. Cumps, Claude Emile Urbain Jules Ghislain, employé, né à Ixelles le premier février mil neuf cent quarante et un et Mme Cnudde, Christiane Marie, prépensionnée, née à Ixelles, le neuf mars mil neuf cent quarante-deux, demeurant à Chaumont-Gistoux, rue Joseph Piette 2, ont introduit devant le tribunal de première instance de Nivelles, une requête en homologation de l'acte modificatif de leur régime matrimonial, reçu par le notaire Patrick Gustin, à Auderghem, en date du 28 juillet 1999, adoptant le régime de la communauté des biens.

Pour les époux Cumps-Cnudde, (signé) Patrick Gustin, notaire à Auderghem. (22340)

Par requête du 20 juillet 1999, M. Alain Roger Julien Boucart, ingénieur commercial, et son épouse, Mme Anne-Marie José Ghislaine Van Malderen, professeur, demeurant à Waterloo, avenue des Saules 26, ont introduit devant le tribunal de première instance de Nivelles, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial, dressé par acte du notaire Geoffroy Stas de Richelle, de résidence à Waterloo, le 20 juillet 1999. Le contrat modificatif comporte modification du régime de séparation des biens avec adjonction d'une société d'acquêts en un régime de séparation de biens pure et simple.

(Signé) G. Stas de Richelle, notaire. (22341)

Het verzoekschrift tot homologatie van de wijziging inzake huwelijksvermogensstelsel dateert van 14 juli 1999, tussen de echtgenoten :

1. de heer Bervoet, Jan Marcel, slachter, geboren te Brugge op drieëntwintig mei negentienhonderd vijfenvijftig;
2. Mevr. Tant, Ingrid Hilde Charles, verzorgster, geboren te Brugge op zesentwintig december negentienhonderd zestig, samenwonende te Brugge, Blankenbergsesteenweg 266.

De echtgenoten zijn gehuwd onder het wettelijk stelsel der gemeenschap, zoals blijkt uit hun huwelijkscontract bij akte verleden voor notaris Jean Depuydt, te Brugge, op 23 april 1980.

De akte wijziging van huwelijksvermogensstelsel verleden voor notaris Jacques Van Damme, te Brugge (Sint-Andries), van 14 juli 1999, strekt tot de inbreng in het gemeenschappelijk vermogen door Mevr. Tant, Ingrid, van het hierna beschreven onroerend goed.

Stad Brugge, 14^e afdeling, voorheen Lissewege.

Een woonhuis met aanhorigheden en erve en aanpalend perceel bouwland, gestaan en gelegen te Brugge, voorheen Lissewege, Lisseweegs Vaartje 90, gekend ten kadaster in de sectie B, nr. 298/B voor wat het woonhuis betreft, met een oppervlakte van tweehonderd vierkante meters en het perceel bouwland onder nr. 298/D met een oppervlakte van tweehonderd negenenzestig vierkante meters, hetzij voor een totale oppervlakte van vierhonderd negenenzestig vierkante meters.

Voor de verzoekers, (get.) Jacques Van Damme, notaris te Brugge (Sint-Andries). (22342)

Bij vonnis verleend in raadkamer op vijftien juni negentienhonderd negenennegentig door de zevende kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge werd gehomologeerd de wijziging van het huwelijkscontract dat bestaan heeft tussen de heer André Eduard Willockx, zelfstandige, geboren te Asse op eenendertig december negentienhonderd negenenvierzig, en diens echtgenote, Mevr. Magda Margaretha Van Riet, laborante, geboren te Asse op zeventien december negentienhonderd eenenvijftig, samenwonende te 8200 Brugge (Sint-Andries), Gistelse Steenweg 99, zoals deze wijziging werd vastgesteld bij akte verleden voor notaris Jacques Van Damme, te Brugge (Sint-Andries), op veertien april negentienhonderd negenennegentig.

Deze wijziging houdt in de overgang van een stelsel der scheiding van goederen met een bijzondere maatschappij van overschot van inkomsten naar een stelsel van zuivere scheiding van goederen.

Voor gelijkkluidend uittreksel, de verzoekers, (get.) A. Willockx; Van Riet, M. (22343)

Bij verzoekschrift van 3 juni 1999, neergelegd op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, hebben de heer Van Obbergen, Jean-Pierre, politieagent, en zijn echtgenote, Mevr. Sonia Elpers, politieagente, samenwonende te Sint-Pieters-Leeuw, Hoogstraat 12, de homologatie aangevraagd van de akte verleden voor notaris Yves Willekens, te Lot (Beersel), op 3 juni 1999, houdende de wijziging van hun huwelijksstelsel, namelijk de inbreng van een onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen.

Voor de echtgenoten Van Obbergen-Elpers, (get.) Y. Willekens, notaris. (22344)

Bij verzoekschrift van 30 juli 1999 hebben de heer Theys, Freddy Jacky, mekanieker, geboren te Oostende op dertig augustus negentienhonderd zesenvierzig, en zijn echtgenote, Mevr. De Grande, Yvette Constance, huisvrouw, geboren te Oostende op zes augustus negentienhonderd negenenvierzig, wonende te 8400 Oostende, Violierenlaan 71, gehuwd onder het wettelijk stelsel, bij gebrek aan een huwelijkscontract, nadien niet meer gewijzigd zoals zij verklaren, aan de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, homologatie gevraagd van de akte verleden voor notaris Johan Lahaye, te Oostende, op 30 juli 1999, houdende wijziging van de samenstelling van hun huwelijksvermogen door inbreng door : 1. de heer Freddy Theys, van een woonhuis te Oostende, Ieperstraat 54, gekadastraerd 1^e afdeling, sectieA, nr. 1652 M 17, voor 126 m², en door 2. Mevr. Yvette De Grande, van een woonhuis te Oostende, Peter Benoitstraat 26, gekadastraerd 6^e afdeling, sectie D, nr. 250 W 2, voor 105 m², in het gemeenschappelijk vermogen zodat deze onroerende goederen tot de gemeenschap Theys-De Grande zullen behoren, en dit ingevolge artikelen 1394 en volgende van het Burgerlijk Wetboek.

De echtgenoten Freddy Theys-Yvette De Grande hebben één kind.

(Get.) Johan Lahaye, notaris. (22345)

Bij verzoekschrift in datum van 29 juli 1999 hebben de echtgenoten Steve Breuer-Mona Debusscher, wonende te Halle, Borreweg 1/01, voor de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Brussel, een verzoekschrift ingediend tot homologatie van het contract houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Luc Van Eeckhoudt, te Halle, op 29 juli 1999.

Halle, 30 juli 1999.

(Get.) Luc Van Eeckhoudt, notaris. (22346)

Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

—

Bij vonnis van 28 januari 1999, gewezen door de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, werd Mevr. Marleen Heymans, advocaat te 9000 Gent, Gebroeders Vandeveldestraat 99, benoemd tot curator over de nalatenschap van Raymondus De Vos, gepensioneerde, geboren te Bassevelde op 24 februari 1910, in leven laatst wonende te 9968 Bassevelde, aan de

Assenedestraat 18, en overleden te Gent op 16 oktober 1997, en dit in vervanging van advocaat Koenraad De Greve, die als curator over voornoemde nalatenschap werd benoemd op 15 oktober 1998.

De schuldeisers en de belanghebbenden worden ervan verwittigd dat zij aangifte van hun schuldvordering kunnen doen en hun aanspraken kunnen laten gelden door zich te richten tot de curator ad hoc over deze nalatenschap.

(Get.) Marleen Heymans, advocaat.

(22347)

ANNEXE au *Moniteur belge* du 5 août 1999 – BIJLAGE tot het *Belgisch Staatsblad* van 5 augustus 1999

—

**Publication faite en exécution de l'article 34bis
des lois coordonnées sur les sociétés commerciales**

—

**Bekendmaking gedaan in uitvoering van het artikel 34bis
van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen**

—

**« Himmos », naamloze vennootschap,
2000 Antwerpen, Sint-Michielskaai 40**

H.R. Antwerpen 274501 – BTW 439.487.994

—

Bij besluit van de buitengewone algemene vergadering d.d. 29 juli 1999 werd het kapitaal verhoogd met maximum 247 962,02 euro door uitgifte van maximum 3 000 aandelen.

De huidige aandeelhouders kunnen hierop intekenen in contanten a pari, volledig volgestort, tegen afgifte van 17 coupons nr. 2 voor 5 nieuwe aandelen op de maatschappelijke zetel.

De inschrijvingstermijn van vijftien dagen wordt opengesteld acht dagen vanaf deze publicatie. Hierna vervalt het voorkeurrecht van de huidige aandeelhouders in de mate dat zij er geen gebruik van maakten.

(22348)

De raad van bestuur.